

LA « TURQUIE DES MONTAGNES »

II. — Dans les vilayets interdits

Par ARMAND GASPARD

Pendant de longues années, jusqu'à la fin de 1963, toute la Turquie de l'Est et du Sud-Est était une zone militaire, et l'étranger admis en transit devait être muni d'une permission spéciale (1). L'interdiction a été levée en novembre dernier pour la partie orientale, jusqu'à la frontière soviétique, mais maintenue dans sept vilayets (provinces) aux confins de l'Irak, de l'Irak et de la Syrie. Lorsque j'ai exprimé le désir de visiter la ville historique de Van, le ministère de l'Information et du Tourisme à Ankara m'a remercié de cet intérêt à l'égard de la Turquie en regrettant de préciser qu'il était possible de se rendre partout, sauf dans les villes d'Urfa, de Mardin, de Diyarbakir, de Siirt, de Bitlis, de Van et d'Hakkari.

Les autorités compétentes font parfois des exceptions, pour des archéologues ou des diplomates par exemple. En mai dernier, l'écrivain américain d'origine arménienne William Saroyan a pu se rendre avec sa Cadillac dans ces provinces, notamment à Bitlis, d'où ses parents émigrèrent au début du siècle pour gagner la Californie, où est né l'auteur de *My name is Aram*. L'écrivain aussi bien que ses hôtes turcs ont été enchantés de cette expérience. Ma femme et moi avons eu la chance d'obtenir une faveur analogue, après deux refus. Un fonctionnaire nous fit savoir une fois qu'un écrivain ou un archéologue était beaucoup moins « gênant » qu'un journaliste.

L'avion de Van laissa à Malatya, dernière ville de la zone « libre », tous les étrangers, sauf

deux officiers américains en uniforme et nous-mêmes. Descendirent un diplomate britannique, un couple scandinave en tenue touristique, deux Japonais en complet veston, cravatés et chapeautés par 30 degrés à l'ombre. Leurs places furent occupées par un paysan barbu et sa fille voilée qu'il conduisait au village de son fiancé par le raccourci aérien. Dans l'avion, l'ambiance devint celle d'un train omnibus : techniciens, commerçants, politiciens et ouvriers qui se trouvaient à bord débouchèrent les bouteilles de raki et ouvrirent les paniers à provisions, dont ils se distribuèrent le contenu.

Pour nous, la gaieté disparut à la première escale, Diyarbakir. La police n'avait pas été prévenue de notre passage et nous n'avions pas une autorisation formelle signée de l'autorité militaire, mais seulement une lettre du journal *Milliyet*, un des principaux quotidiens d'Istanbul. Passeports et autres documents confisqués, palabres, le policier de service demeurait inflexible. Aucun argument ne le touchait, surtout pas celui d'un passager observant qu'un couple de touristes suisses est bien inoffensif à côté des militaires américains qui ont accès à tous les secrets de la défense nationale turque. Finalement, le capitaine de l'avion décida de suspendre le vol, prit contact avec le directeur général de la police de la ville et obtint la permission de nous reprendre à bord.

tenant soumis à la Cour de cassation après recours du procureur général, qui avait requis vingt-cinq condamnations à mort. Bien plus, il est question d'introduire un programme folklorique kurde dans les émissions de Radio-Van. L'initiative n'est pas désintéressée, puisque nombre d'auditeurs n'auraient plus besoin de capter les postes de l'Irak, de l'Irak, voire de l'Arménie soviétique, pour écouter des programmes kurdes d'où la propagande n'est évidemment pas absente. Toutefois, un obstacle juridique subsiste, car une loi de 1924 interdit l'usage de la langue kurde.

En dernière analyse, si l'existence d'un problème kurde en Turquie n'est guère contestable, ce problème ne se pose pas dans les mêmes termes qu'en Irak, où s'est produite la révolte du général Barzani. Sa solution paraît devoir s'insérer dans celle qui doit être trouvée au sous-développement économique, social et culturel de l'Anatolie. A cet égard, pour en rester à la région visitée de Van, l'effort est remarquable, après une longue période de stagnation. On ouvre des écoles et des dispensaires dans des villages de montagne, des médecins et vétérinaires itinérants y font des visites régulières, on enseigne les techniques modernes, les moyens de lutter contre l'érosion du sol notamment.

Cependant, la clé du développement de cette partie du Proche-Orient réside dans l'amélioration des voies de communication. Avec l'aide du Cento, le gouvernement d'Ankara est en train d'y construire une route et une ligne de chemin de fer qui relieront bientôt la Turquie à l'Irak et à l'Inde. La voie ferrée, qui existait jusqu'à Mus, est prolongée jusqu'à Tatvan, sur la rive occidentale du lac de Van. La traversée se fait en ferry-boat. De Van, la ligne en construction monte à l'assaut des montagnes kurdes, franchit la frontière à Khotur et rejoint à Sharafkhaneh, au nord du lac de Rezaieh, le chemin de fer Tabriz-Téhéran.

Cette double entreprise devrait être terminée dans trois ans. Au lieu de faire le détour par Suez, les exportations vers l'Europe de l'Irak et d'autres pays asiatiques pourront emprunter la voie terrestre. Le transport s'en trouvera réduit de six semaines à six jours. Inversement, le touriste européen pourra se rendre en automobile de Paris à Téhéran à travers une région dont les habitants semi-nomades n'ont jamais vu encore ce véhicule. Une ère nouvelle s'ouvrira alors pour les relations entre l'Orient et l'Occident en général et, en particulier, pour cette haute terre farouche et pauvre mais qui recèle l'innocence des premiers âges du monde.

FIN

(1) Voir le Monde du 16 septembre.

De Diyarbakir à Van

Voilà trois ou quatre ans, lors d'un vol inaugural d'une compagnie aérienne persane, l'appareil fut contraint d'atterrir au petit jour au milieu des chasseurs à réaction et autres engins arrivés tout droit des Etats-Unis sur le plus important aéroport militaire à proximité du Caucase soviétique. Les autorités locales n'avaient pas été informées du nouveau vol et montrèrent fort involontairement à une trentaine de journalistes ce qu'ils n'auraient pas dû voir.

De Diyarbakir, sur le Tigre, je garde seulement le souvenir d'une grande ville ceinte de remparts médiévaux, de rues grouillantes, d'une chaleur lourde d'humidité, propice à la malaria, et de fonctionnaires trop méticuleux.

Tout autre est Van, but de ce voyage en haute montagne, à 1700 mètres d'altitude, au bord d'un lac salé qui est une véritable mer intérieure, sept fois plus grand que le lac de Genève. De l'avion il apparaît comme une gigantesque émeraude mal taillée au milieu d'un écrin de montagnes noires, ocre ou couvertes de neiges éternelles. Van est l'une des plus anciennes cités du monde. Ce fut notamment, plus de mille ans avant notre ère, un centre du royaume de l'Ourartou, rival de l'Assyrie, puis une capitale de l'Arménie. Il reste d'importants vestiges de ce passé : les inscriptions cunéiformes qui couvrent les rochers de la citadelle, la cathédrale construite au X^e siècle sur l'îlot d'Akdamar et qui est ornée de reliefs d'une grande richesse artistique. Au début de ce siècle, c'était encore une ville de 30 000 à 100 000 habitants avec une florissante communauté arménienne. Il n'en reste plus de trace et, après une période de déclin, une nouvelle agglomération est en train de se développer à quelques kilomètres de l'ancienne ; elle compte environ 30 000 âmes, déjà deux fois plus qu'il y a une dizaine d'années.

Le problème kurde

Je me suis demandé le motif de l'interdiction de visiter cette région. Des installations stratégiques, on n'en remarque guère, et les militaires sont très peu nombreux, tandis que dans la région d'Erzeroum et de Kars, maintenant ouverte au tourisme, on voit des divisions entières en manœuvre, avec tout le matériel qu'il y aurait lieu de soustraire à des regards indiscrets. On m'a expliqué que le motif de l'interdiction était les Kurdes.

Quelque temps après son avènement à la présidence de la République, le général Gursel affirma dans un discours qu'il n'existait pas de peuple kurde en Turquie mais seulement des « Turcs montagnards ».

En 1962, la revue *Baris Dunyasi*, qui paraissait à Istanbul (elle a été interdite depuis), publiait une étude très documentée révélant que dans les vilayets orientaux vivaient des millions de citoyens turcs de souche kurde, dont un grand nombre ne connaissaient même pas la langue turque. La revue ne se trompait pas. Sans avancer un chiffre ou une estimation trop précise, même des fonctionnaires gouvernementaux en poste dans la région me l'ont confirmé ; de même des jeunes officiers qui, en application d'un nouveau règlement fort intelligent, font maintenant la plus grande partie de leur service militaire comme instituteurs civils dans des villages qui en étaient dépourvus. Précisément, leur première tâche consiste à enseigner les rudiments de la langue turque à des écoliers qui ne la parlent pas dans leurs foyers.

Ce qui m'a frappé n'est pas

qu'un problème kurde se pose en Turquie, mais qu'il n'est pas vraiment « tabou », ainsi qu'on en a parfois l'impression en Europe et même à Istanbul. A Van, on en parle de façon décontractée. Lors d'une réunion en présence du maire, avec plusieurs notables, un avocat ayant étudié à Paris servant d'interprète, le sujet fut abordé franchement, et la réserve ne venait pas du côté de mes interlocuteurs. L'un d'eux me demanda d'expliquer comment en France les Alsaciens et les Bretons peuvent cultiver leurs idiomes et sauvegarder leurs traditions culturelles sans être considérés comme des citoyens de second ordre ou suspects de manquer de loyalisme...

Si, dans un passé encore récent, le malaise fut profond — de nombreux Kurdes furent mis en prison ou déportés. — la situation serait en train de s'améliorer ; c'est ce que m'ont affirmé quelques-uns des principaux intéressés à Van. Le procès pour haute trahison intenté il y a plus de trois ans à une cinquantaine de Kurdes s'est terminé au printemps par un non-lieu. Le cas est main-

U&O



LES vers



D'AFRIQUE NOIRE

Après sa rencontre
avec M. Houphouët-Boigny

M. SENGHOR : certains malentendus ont été dissipés.

Dakar, 16 septembre (Reuter). — M. Léopold Senghor, président de la République sénégalaise, a regagné Dakar mercredi aux premières heures de la matinée, venant de Bobo-Dioulasso, en Haute-Volta, où il a eu mardi des entretiens avec M. Félix Houphouët-Boigny, président de la République de Côte-d'Ivoire (1).

Commentant ces entretiens, M. Senghor a déclaré qu'il était « satisfait » et que « certains malentendus avaient pu être dissipés ».

« Dans l'avenir, a ajouté M. Senghor, nous apporterons plus d'efficacité à notre coopération bilatérale et multilatérale en vue de renforcer la coopération en Afrique occidentale et, en définitive, l'unité africaine. »

(1) Voir le Monde du 16 septembre.

● CONFERENCE DE LA F.A.O. A ADDIS-ABEBA. — L'agriculture occupe encore 90 % environ de la population africaine et pourtant l'Afrique consacre annuellement 2 millions et demi de dollars à l'achat de produits alimentaires sur les marchés extérieurs, telle est la situation paradoxale qui a retenu l'attention des vingt-sept délégations africaines et des experts de la F.A.O., réunis en conférence régionale à Addis-Abéba du 4 au 15 septembre. — (A.F.P.)

● LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT a été officiellement constituée mardi après la ratification par l'Algérie de l'accord portant création de cet organisme. Dix-neuf Etats ont ratifié ce document, et le total de leurs quotes-parts représente 70,5 % du capital de la banque, fixé à 250 millions de dollars. Le siège de la Banque n'a pas encore été fixé, mais il semble que le choix puisse se porter sur Lagos, capitale fédérale du Nigéria. — (U.P.I.)

APPEL A LA SOLIDARITÉ EN FAVEUR DES TRAVAILLEURS AFRICAINS EN FRANCE

L'Union générale des travailleurs sénégalais en France lance un appel à la solidarité des Africains de France en faveur de leurs compatriotes, en majorité sénégalais, maliens et mauritaniens, travaillant dans la métropole dans des conditions souvent difficiles.

L'Union souligne les efforts déjà accomplis pour améliorer la situation matérielle de ses adhérents et note :

« Nombreux sont les organismes ou les particuliers français qui s'occupent de nous, qui s'intéressent à notre action, et nous les en remercions... Ce que nous regrettons bien vivement, c'est que nos compatriotes fonctionnaires ou étudiants, se désintéressent totalement de la question. »

[L'U.G.T.S.F. est un organisme privé bénéficiant de l'appui des autorités de Dakar. Elle est présidée par M. Sally N'Dongo, ancien employé au consulat général du Sénégal à Paris, et compte des sections à Paris, Rouen, Le Havre, Roubaix et Marseille, centres urbains où est concentrée la majorité des quarante mille ouvriers ou manœuvres originaires d'Afrique noire venus chercher du travail en France. L'activité de l'Union se manifeste notamment par la création de centres d'hébergement et de cours d'adultes permettant aux travailleurs africains de recevoir une formation professionnelle adaptée.]

● LA CHINE dément avoir proposé sa reconnaissance par le Malawi contre un prêt de 18 millions de livres. Ce démenti fait suite à une déclaration du Dr Banda, premier ministre du Malawi. — (A.F.P.)

LE PREMIER MINISTRE DE RHODÉSIE DU SUD ANNONCE UN RÉFÉRENDUM SUR L'INDÉPENDANCE

Salisbury, 16 septembre (A.F.P.).

— M. Ian Smith, premier ministre de Rhodésie du Sud, a annoncé mardi, au Parlement, qu'il a l'intention d'organiser, dans le cadre des structures tribales, une consultation des populations africaines sur le problème de l'indépendance de son pays. « Que notre objectif soit l'indépendance pour Noël 1964 », a-t-il déclaré. Cette consultation serait suivie d'un référendum.

● M. NKOMO, LEADER NATIONALISTE AFRICAIN de la Rhodésie du Sud, a écrit au premier ministre britannique, Sir Alec Douglas-Home, que l'opinion africaine de son pays n'accepterait jamais que la colonie devienne indépendante sur la base de la Constitution actuellement en vigueur, Constitution qui assure l'hégémonie de la minorité européenne sur la grande masse des Africains. — (U.P.I.)

● MM. PHILIBERT TSIRANANA, président de la République malgache, et Joseph Rigal, chef de la Mission française d'aide et de coopération, ont signé lundi à Tananarive deux conventions portant sur l'attribution de crédits d'un montant de 690 millions de francs malgaches (13,8 millions de francs français). — (A.F.P.)

● LE CENTRE DE FORMATION DES JEUNES FEMMES AFRICAINES ET MALGACHES, organisme privé subventionné par le ministère de la coopération, fait savoir que la rentrée scolaire du Centre est fixée au 19 octobre (37, rue de Valois, Central 97-32).

Un contact personnel vaut bien 1000 lettres



Si vous exportez déjà (ou désirez exporter) vers le Canada, AIR CANADA vous conduira vers le centre d'affaires que vous aurez choisi⁽¹⁾ et vous aidera à vendre sur le marché canadien⁽²⁾

1 Seul Air Canada dessert par lui-même toutes les principales villes canadiennes au départ de Paris : Toronto, cœur du Canada industriel ; Montréal, la plus importante agglomération urbaine du pays, marché considérable pour biens de consommation et d'équipement ; Québec, capitale de la province du même nom, où vivent près de 400.000 Canadiens français ; Sept Îles, grand centre d'extraction du minerai de fer ; Trois Rivières,

célèbre pour son industrie papetière et textile ; Chicoutimi, centre important pour l'aluminium et la pâte à papier.

2 Le Service d'Expansion Commerciale d'Air Canada connaît à fond le marché canadien. Il a toutes les facilités pour recueillir sur place à votre intention une documentation précise et bien à jour sur ce marché jeune, dynamique, en incessante et rapide évolution. Renseignez-vous : appelez Air Canada.



AIR CANADA

24, Boulevard des Capucines,
Paris 9^e - Téléphone RIC. 36-50

PAUSE AU KURDISTAN D'IRAK

Il est temps de retourner le Kurdistan

I. — La confiance à l'épreuve

Ranya, ... juillet. — Mollah Moustapha el Barzani est amaigri ; les traits de son visage sont tirés, ses yeux cernés. Il est en proie à une froide colère : « Je quitte l'Irak définitivement, je n'en peux plus », répète-t-il de sa voix gutturale, sur un ton calme mais résolu, martelant comme d'habitude chaque mot. Les chefs de tribus, les aghas (propriétaires fonciers), les pechmerga (partisans), assis autour de lui accueillent ces propos dans un profond silence, les yeux baissés par déférence pour leur chef.

Nous sommes à Ranya, village de trois mille habitants au nord-ouest de Solimanyeh, adossé à un massif montagneux. Le général Barzani y a installé son quartier général. Au seuil des maisons en brique crue, des femmes vêtues d'amples robes fleuries prennent le frais, tout en surveillant des ribambelles d'enfants. De nombreux maquisards en habit natio-

De notre envoyé spécial
ERIC ROULEAU

nal kurde — volumineux turban à motifs rouges ou noirs, veste retenue à la taille par une écharpe et pantalons bouffants de couleur kaki — déambulent dans les rues poussiéreuses, fusil ou mitraillette en bandoulière, le poignard traditionnel placé bien en évidence. De misérables échoppes exhibent à la vente des objets hétéroclites — concombres et fougards, crayons à bille et épices. La vie paraît normale, mais les regards inquiets ou méfiants des passants, une lourdeur indéfinissable qui pèse sur l'agglomération, tout entière en armes, indiquent que le cessez-le-feu conclu en février dernier entre les insurgés et le gouvernement central n'a nullement dissipé les incertitudes.

sang. Son fils unique venait d'être égorgé par un « jahch » (un harki kurde) (1). Il n'en fallait pas plus pour provoquer l'indignation du leader kurde, qui reprochait déjà au gouvernement de violer ses engagements. Contrairement à ce qui avait été convenu verbalement, nous dit-il, Bagdad n'a pas dissous les unités de supplétifs, n'a pas retiré les troupes régulières de leurs positions de combat; des milliers de Kurdes demeurent en détention, et les fonctionnaires révoqués pour leurs sympathies en faveur du mouvement révolutionnaire n'ont pas été réintégrés.

Malgré certains gestes de généreuse naïveté, fruits de son éthique tribale, le général Barzani est profondément méfiant. Il n'a connu, au cours de ce dernier demi-siècle, qu'échecs et déceptions. Toutes ses tentatives pour obtenir un statut spécial pour son peuple ont été brisées, par la force ou par la ruse, par les gouvernements irakiens successifs, aussi bien sous la monarchie qu'en régime républicain. Le général Kassem avait cyniquement violé toutes ses promesses en déclenchant la guerre contre ceux-là mêmes qui exigeaient le respect de la Constitution, fondement d'une véritable « association » entre les peuples arabe et kurde d'Irak. Les successeurs baasistes du dictateur déchu avaient solennellement reconnu, le 9 mars 1963, « les droits nationaux du peuple kurde sur la base de la décentralisation » avant de reprendre, trois mois plus tard, les opérations militaires contre les « bandits barzanistes ».

« Rien n'a été réglé »

Le gouvernement irakien n'a pas eu de chance. Il avait invité l'envoyé spécial du Monde à se rendre au Kurdistan pour lui faire constater que tout était rentré dans l'ordre. Une voiture, un avion bimoteur Dove, un hélicoptère, ont été mobilisés pour assurer ses déplacements dans une région demeurée « sauvage », dépourvue de moyens de communication convenables. Le ministre irakien des affaires étrangères, M. Sobhi Abdel Hamid, lui avait déclaré : « Mollah Moustapha vous dira, comme nous, que la question kurde est réglée. » Le gouverneur de Solimanyeh, le général Mahmoud Abdel Razzak, qui avait négocié l'accord du cessez-le-feu, lui avait communiqué une pile de

documents qui tendaient, effectivement, à démontrer que le général Barzani s'était entièrement rallié au gouvernement central. Et voilà qu'au premier contact avec le journaliste, le « mollah » se lance dans une violente diatribe contre les autorités, dénonce leur mauvaise foi, et affirme que « rien n'a été réglé par l'accord du cessez-le-feu ».

Le hasard, il est vrai, avait contribué à susciter cette explosion de mauvaise humeur. Quelques minutes avant que notre hélicoptère ne se pose dans la clairière de Ranya, une femme venant d'un village voisin était venue se jeter aux pieds de Barzani. En sanglotant elle lui avait remis un linge trempé de

(Lire la suite en 3^e page, 1^{er} col.)

(1) « Jahch » signifie littéralement âne. C'est le sobriquet que les révolutionnaires ont donné aux supplétifs kurdes que les autorités appellent « les chevaliers de Saladin » (Forsan Salah El Dine).

Can las lueas subrogadas y lo demas, elaro esta) fue de hacerle una embajada Kurde-Irak arabe y Euzkadi - Opina frecuente

Moscou, 6 juillet (Reuter, U.P.I.). — Le *Bachkiria*, avec M. Khrouchtchev à bord, est arrivé dimanche en fin d'après-midi à la base navale de Baltysik, près de Kalinigrad, avec douze heures d'avance sur l'horaire prévu.

LA « PRAVDA » : les dogmatistes chinois essaient d'introduire au Japon leur opinion sur le traité de Moscou.

Moscou, 6 juillet (A.F.P.). — La *Pravda* de dimanche publie plusieurs articles hostiles aux dirigeants chinois.

« Sans culotte, mais avec la bombe nucléaire, telle est la conception des dogmatistes chinois qui s'opposent au désarmement nucléaire », écrit la *Pravda* dans un article intitulé « La tragédie ne doit pas se répéter », qui est consacré à la lutte du Japon contre la menace atomique.

« A plus d'une reprise, déclare la *Pravda*, l'opinion publique japonaise a pu constater que les dogmatistes de Pékin essaient constamment d'introduire au Japon leur opinion erronée sur le traité de Moscou, grâce à des Japonais qui se font leurs porte-parole sans tenir compte des intérêts du peuple japonais. »

trouvent deux responsables communistes, Floys Britton et José Carricco.

DES TROUPES DOMINICAINES SONT ENVOYÉES A LA FRONTIÈRE HAÏTIENNE

Saint-Domingue, 6 juillet (Reuter, A.F.P.). — Des troupes dominicaines ont été envoyées à la frontière haïtienne et « sont prêtes à intervenir dans le cas où la souveraineté nationale serait violée », déclare-t-on de source proche du gouvernement à Saint-Domingue.

On précise de même source que des navires de guerre croisent actuellement près de la côte haïtienne, et que les bases aériennes proches de la frontière ont été renforcées.

Cette mobilisation, ajoute-t-on de même source, a été ordonnée pour « sauvegarder la souveraineté » à la suite de menaces formulées par M. François Duvalier, premier ministre haïtien.

D'autre part, M. Donald Ried Cabral, ministre dominicain des affaires étrangères, a démenti les informations selon lesquelles des troupes de son pays auraient débarqué à Haïti. Il a ajouté que la République Dominicaine ne s'était livrée à aucune activité hostile au gouvernement haïtien.

diers aurait été abattu le 1^{er} juillet au sud-ouest de Khang-Khay par un soldat à l'aide d'une mitrailleuse.

● M. Cabot Lodge, ancien ambassadeur à Saigon, est devenu dimanche conseiller personnel du gouverneur Scranton. — (A.F.P.)

LA MISSION D'ENQUÊTE DU CONSEIL DE SÉCURITÉ EST ARRIVÉE A SAIGON

Saigon, 6 juillet (A.F.P., Reuter). — La mission des Nations unies chargée d'enquêter sur les incidents de frontière entre le Cambodge et le Vietnam du Sud est arrivée dimanche soir à Saigon, venant de Pnom-Penh.

Au Cambodge, deux communiqués avaient été publiés. Dans le premier, la mission spéciale remercie le gouvernement khmer des facilités mises à sa disposition pour se rendre sur les lieux des incidents. Dans le second, le gouvernement royal cambodgien déclare que « les délégués du conseil de sécurité ont été convaincus de la bonne foi du Cambodge et ont exprimé leur sympathie, leur compréhension et leur soutien à la politique de paix et de neutralité suivie par le pays ».



La Résidence
**LILAS
PASTEUR
à
BAGNOLET**
248 à 254 rue de Noisy-le-Sec
et 191 Avenue Pasteur

80 LUXUEUX APPARTEMENTS

Studios - 2 à 5 pièces

Chambres individuelles
avec Kitchenette et douche

Façades Pierre de taille - Balcons - Loggias
Garages - Boxes - Station-Service - Supermarché

Prix définitifs garantis fermes avec GARANTIE BANCAIRE

Larges facilités financières jusqu'à 60 %

Livraison prévue Été 1965

STIONS D'AFRIQUE DU NORD

ituer les fonds qu'il gérait pour le F.L.N.

ormais entièrement à la disposition
tion », déclare M. Khider à Genève

amed Khider a
rence de presse
adants étrangers.
initialement au
égation officielle
testé auprès du
es Nations unies,
un local privé.
n'en a pas moins
ités fédérales.

avons pu joindre à Lausanne, nous ont assuré
qu'il était exclu que celui-ci s'allie à M. Khider
dans sa lutte contre le régime établi à Alger.
Ces antagonismes ne rendent pas aisées les di-
verses tractations qui se poursuivent, le gouver-
nement algérien cherchant à se rallier une partie
au moins des opposants qui séjournent actuelle-
ment en Suisse. C'est ainsi qu'un membre du
bureau politique, M. Aït Hocine, est arrivé discrè-
tement sur les bords du Léman, où il a notam-
ment pris contact avec M. Khider. — (Correspon-
dance particulière.)

» La question de ma gestion fi-
nancière a été évoquée au cours
du dernier congrès F.L.N. J'ai saisi
le bureau du congrès d'une lettre
signée de Rabah Bitat et de moi-
même. Ben Bella est intervenu
pour m'interdire l'accès du congrès
dont, il est vrai, je récusais la lé-
gitimité. Mais, surtout, Ben Bella
craignait que je ne rende publiques
ses manipulations (d'argent).

Une « diversion »

» Il y a cinq ou six jours, le nou-
veau trésorier du F.L.N., Aït Ho-
cine, est venu me voir à Genève.
Il m'a proposé que je rende l'ar-
gent que je détiens. Je lui ai ré-
pondu que si on m'avait suivi, on
aurait commencé par liquider les
tripotages.

» D'autres événements ont sui-
vi... Le régime est aujourd'hui
contesté. Je ne lui reconnais aucun
caractère de légalité. Je déclare
que la légalité, c'est moi, Khider,
qui en détient une partie, comme
Boudiaf, comme Aït Ahmed, com-
me Bitat qui, au même titre que
moi, sont membres de l'ancien
bureau politique issu des assises
de Tripoli.

» Ben Bella est un usurpateur,
un falsificateur. Lorsque Aït Ho-
cine est venu me voir, moi qui ne
suis lié à aucun groupe d'oppo-
sants, j'étais décidé à adopter une
solution moyenne : cet argent, je
le gelais jusqu'au moment où, la
crise passée, j'aurais pu le remet-
tre au pouvoir légitime.

» Le malheur a voulu que Ben
Bella évoque de nouveau le pro-
blème pour me mettre en cause.
J'ai décidé dès lors de mettre à la
disposition de l'opposition algé-
rienne tout ce qui reste de l'ar-
gent qui était en ma possession et
dont je demeure responsable, et ce
jusqu'au dernier centime, jusqu'à
la disparition du tyran.

» Instruit par les tripotages de
Ben Bella, j'ajoute que l'argent
n'est pas là où il le croit. Il est en
sécurité. Ben Bella a parlé de
6 milliards d'anciens francs. Il est
possible qu'il y en ait beaucoup
moins. Il est possible qu'il y en ait
beaucoup plus.

M. Khider a alors ajouté : « Je
me mets désormais entièrement à
la disposition de l'opposition dans
sa lutte contre la tyrannie de Ben
Bella. »

M. Khider estime que ce pro-
blème financier constitue de la
part de M. Ben Bella, une « diver-
sion » à ses difficultés intérieures.
Il a qualifié de même l'opération
aux frontières marocaines de l'an

éarisation » de la Méditerranée

RIEN S'ABSTIENT DES BASES FRANÇAISES

liier JEAN-FRANÇOIS KAHN

présente la question dans cette
région ».

L'ordre du jour qui a été proposé
à la conférence comporte quatre
points :

1) La présence de sous-marins ato-
miques en Méditerranée ;

2) Les moyens nationaux et inter-
nationaux pour mettre fin à cette
résence ;

3) Les moyens d'activer le processus
de dénucléarisation dans cette région
à monde ;

4) La présence de bases militaires
rangées dans les pays riverains
de la Méditerranée.

• LE GENERAL DE GAULLE a
dressé le message suivant au prési-

SIX CONDAMNATIONS A MORT SONT PRONONCÉES A MEKNÈS

Meknès, 7 juillet. — Le tribu-
nal permanent des forces armées
royales marocaines siégeant à
Meknès a condamné à la peine
capitale six hommes des « com-
mandos » qui s'étaient récemment
infiltrés au Maroc en provenance
d'Algérie, et qui avaient été faits
prisonniers dans le Rif. Parmi les
condamnés figure l'ex-lieutenant
Ben Hamou, frère du colonel Ben
Hamou, ancien chef de « l'armée
de libération » marocaine du Sa-
hara, qui avait été compromis
dans la même affaire.

Six condamnations à mort
avaient déjà été prononcées le
22 juin dernier à Oujda contre
d'autres membres de ces « com-
mandos ».

FIN DES NÉGOCIATIONS HISPANO-MAROCAINES

Rabat, 7 juillet (U.P.I., A.F.P.).
— A l'issue de la visite à Rabat de
M. Castiella, ministre espagnol des
affaires étrangères, qui a été reçu
lundi par le roi Hassan II après
avoir eu un long entretien avec
son collègue marocain, M. Gue-
dira, un communiqué commun a
été publié, communiqué qui fait
état de la nécessité de résoudre
les problèmes pendants entre les
deux gouvernements.

Les entretiens de M. Castiella
au Maroc ont permis d'aborder
la grave question des revendica-
tions territoriales marocaines sur
les possessions espagnoles.

M. Guedira aurait accepté que
le retour de ces territoires au Ma-
roc ne soit pas considéré comme
une condition préalable aux pour-
parlers sur les autres aspects des
relations entre les deux pays.

• L'EMIGRATION DES ISRAËLITES
MAROCAINS. — Neuf cents familles
israélites, soit trois mille personnes,
résidant au Maroc, ont définitive-
ment quitté le pays durant le mois
de juin. Selon des chiffres officieux
vingt mille israélites ont gagné Is-
raël depuis le 1^{er} janvier 1964. —
(A.F.P.)

dernier. Il a ajouté qu'il craignait
que la récente controverse soulevée
par M. Ben Bella à propos du
pétrole saharien n'annonce égale-
ment une « dangereuse diversion »
du même genre. — (A.F.P.)

(1) Voir le Monde du 7 juillet.

« ALGER-RÉPUBLICAIN » : le « Sahara chaabanien » et le pétrole.

« Deux ans à peine après notre
indépendance, des forces pas tel-
lement obscures en vérité es-
sayent une fois de plus, par le
biais d'un « Sahara chaabanien »,
de porter atteinte à l'intégrité de
notre territoire. Il est bien clair,
en effet, que si l'émule de Ben-
gana (grand propriétaire du Sud
algérien, aujourd'hui décédé. —
N.D.L.R.) veut « son royaume du
Sud », ce n'est pas par amour du
désert, où il compterait les grains
de sable, mais c'est parce que, au
Sahara, il y a du pétrole. Qui
ignore aujourd'hui que ce car-
burant non seulement rapporte
des milliards de bénéfices aux pé-
troliers mais que, sans lui, certains
Etats impérialistes ne seraient
plus que des puissances de second
ordre?... »

EN AFRIQUE NOIRE

La situation économique et financière du Sénégal s'améliore

déclare M. Léopold Senghor

De notre correspondant particulier PIERRE BIARNES

Dakar, 7 juillet. — Quelques
jours avant la réunion trimestrielle
du Conseil national de
l'Union progressiste sénégalaise,
qui se tiendra le 12 juillet, et à
l'occasion de laquelle sera dressé
un bilan des dix-huit premiers

mois de la II^e République sénéga-
laise, le président Senghor a évo-
qué lundi devant les journalistes
les grandes lignes de son action
pendant cette période ; en dépit
des graves problèmes qui se posent
actuellement à eux et qu'ils
ne se dissimulent nullement, les
dirigeants sénégalais se veulent
optimistes, a déclaré en substance
le chef de l'Etat, qui a cité des
chiffres et des pourcentages prou-
vant que l'effort systématique de
réorientation du plan et d'essai-
nissement des méthodes de ges-
tion de l'Etat entrepris depuis
bientôt un an et demi commence
à produire d'heureux effets.

C'est ainsi que la quasi-totalité
des factures arriérées ont pu être
payées et que les dépenses de
fonctionnement inscrites au bud-
get 1964-1965, récemment adopté,
sont en diminution sensible par
rapport à celles du budget précé-
dent.

La production industrielle, qui
stagnait depuis trois ans, reprend
son expansion avec un indice en
progression de 8,5 % durant les
six premiers mois de l'année par
rapport à la même période de 1963.

Répondant ensuite aux ques-
tions des journalistes, le chef de
l'Etat a notamment déclaré que
le Sénégal ne posait plus la can-
didature de Dakar comme siège
de l'Organisation de l'unité afri-
caine. « certains Etats amis sur
lesquels il comptait n'ayant pas
tenu, en août dernier, les pro-
messes qu'ils lui avaient faites ».

Comme on l'interrogeait sur le
sort des personnalités encore em-
prisonnées, notamment l'ex-prési-
dent Dia et ses codétenus, d'une
part, et M. Abdoulaye Ly, secré-
taire général du P.R.A. Sénégal
(parti du regroupement africain),
d'autre part, M. Senghor a ré-
pondu :

A Genève

L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL POURRA EXCLURE OU SUSPENDRE LES PAYS SANCTIONNÉS PAR L'O.N.U.

Genève, 7 juillet. — La qua-
rante-huitième conférence interna-
tionale du travail vient de se pro-
noncer sur deux textes d'amende-
ment à sa Constitution.

Le premier habilite la conférence
à exclure ou à suspendre du B.I.T.,
de l'exercice de ses droits et privi-
lèges, tout pays qui a fait l'objet
d'une décision d'exclusion ou de
suspension de la part de l'O.N.U.
Il a été adopté à l'unanimité.

L'autre permet à la conférence
de suspendre de la participation à
ses travaux, tout membre au sujet
duquel les Nations unies ont constaté
qu'il poursuit, d'une manière
flagrante et persistante dans sa
légalisation, une politique de dis-
crimination raciale, telle que l'Apar-
theid. Malgré un appel à l'unani-
mité lancé par M. Muri (Suisse),
président du groupe des travail-
leurs, ce texte n'a été adopté
qu'après de longues discussions en
commissions par 253 voix contre
24 et 35 abstentions.

Dans les deux cas, les rappor-

LES ÉVÉNEMENTS D'IRAK

PAUSE AU KURDISTAN D'IRAK

II. — Une paix précaire

Ranya, ... juillet. — Une vingtaine de land-rovers avancent à la queue leu leu sur la piste rocailleuse, soulevant d'épais nuages. Des partisans kurdes, entassés dans les véhicules, s'appuyant tant bien que mal sur leur fusil ou leur mitrailleuse, subissent patiemment de nombreux soubresauts. Ils ne paraissent pas remarquer la splendeur des paysages qui défilent sous leur yeux, les vastes champs de pâturage, les parterres de fleurs sauvages aux couleurs vives, les pentes raides des montagnes aux cimes enneigées qui se profilent à l'arrière-plan (1).

Le cortège se dirige de Ranya, quartier général des révolutionnaires kurdes, à Khalakan (sur la route de Solimanyeh) ou le premier contact doit être établi avec une importante délégation irakienne, dirigée par le président du conseil, le général Taher Yehya. Moullah Moustapha El Barzani, taciturne comme à l'accoutumée, paraît soucieux. La veille, le leader kurde nous avait fait des déclarations désabusées sur la possibilité d'un accord. Aujourd'hui, il nous dit : « Le général Yehya est un homme raisonnable, mais comprendra-t-il l'urgence d'un règlement au Kurdistan ? »

Le général Barzani a voulu que la délégation kurde soit largement représentative. Il est accompagné de son aide de camp, le colonel Aziz Akraoui, ancien officier de

De notre envoyé spécial

ERIC ROULEAU

L'armée irakienne rallié à l'insurrection, ainsi que plusieurs de ses conseillers politiques. Des chefs de tribus, des aghas (hobereaux), des leaders du parti démocratique kurde — dont il a sollicité la présence, bien qu'il soit brouillé avec eux — font partie de sa suite.

Cheikh Latif, fils du célèbre Cheikh Mahmoud, qui avait pris la tête d'un soulèvement dans les années 1920, est entouré de ses gardes du corps et de ses partisans. Les traits de son visage trahissent une douleur constante : sujet à de violents maux de dents depuis des mois, le vieil homme n'a jamais voulu se faire soigner, estimant que sa présence dans les maquis est indispensable. A ses côtés se tient Saleh Youssefi, représentant les nationalistes kurdes à Bagdad. Grand et maigre, le teint d'une pâleur cadavérique, son regard dégage une profonde tristesse. Arrêté en juin dernier, alors qu'il dirigeait la délégation kurde aux négociations avec le gouvernement baasiste, il fut soumis à d'ignobles supplices qui l'ont marqué. Des témoins affirment que ses tortionnaires eux-mêmes n'avaient pu retenir leurs larmes devant ses souffrances, stoïquement supportées.

revendiquée, serait modifiée pour marquer l'existence d'un « peuple » kurde dont « l'épanouissement serait assuré parallèlement à celui du peuple arabe » d'Irak. Cette dernière formule est destinée à apaiser les inquiétudes suscitées par une éventuelle unité panarabe qui ne tiendrait pas compte des aspirations nationales kurdes.

Le problème est-il pour autant réglé ? Le journaliste qui a eu de multiples entretiens tant avec les responsables arabes qu'avec les leaders kurdes est bien obligé de répondre par la négative. Un profond malentendu, en effet, subsiste. Du côté irakien, l'opposition aux revendications kurdes découle de la conviction — sincère ou feinte — qu'une autonomie kurde conduira inéluctablement à la sécession du nord de l'Irak.

Il n'est pas aisé pour un nationaliste irakien — quel que soit le degré de ses convictions démocratiques — de se résigner à l'idée que son Etat est une création artificielle condamnée à éclater à brève échéance. Certains officiels croient donc que l'intérêt national exige le maintien du *statu quo*, amélioré, si nécessaire, pour obtenir le ralliement du général Barzani et de ses amis. D'autres, assez chauvins, se rendent bien compte que les Kurdes n'ont ni la volonté ni la possibilité de se séparer de l'Etat irakien. Ils brandissent néanmoins cette éventualité comme un épouvantail pour préconiser la « manière forte », quand ils ne cherchent pas à diviser les nationalistes kurdes en deux catégories : les « bons » — les éléments aux attaches tribales avec qui ils espèrent s'entendre — et les « mauvais », en l'occurrence les « agitateurs » du parti démocratique, qu'ils voudraient éliminer.

La guerre ne règlera rien

Les uns et les autres, en tout cas, ne paraissent pas réaliser pleinement l'étendue de la révolution qui s'est opérée au Kurdistan. Le parti démocratique est de loin la formation politico-militaire la mieux structurée, la plus puissante du Proche-Orient. Elle a réussi à former des cadres sérieux, à mobiliser les masses paysannes qui s'attendent à autre chose qu'une légère réforme des institutions. La population, ces dernières années, a trop souffert d'une guerre cruelle pour renoncer aisément à des revendications qu'elle considère comme fondamentales.

Les maigres résultats auxquels ont abouti les négociateurs de Ranya auraient dû dans ces conditions conduire à la reprise des hostilités. En fait, personne, de part et d'autre, ne souhaite s'engager dans un nouveau conflit. Le gouvernement, aux prises avec de multiples difficultés intérieures d'ordre politique et économique, tient à stabiliser la situation. Le général Barzani et ses partisans estiment, à tort ou à raison, que le facteur temps joue en leur faveur.

En réalité, le problème ne sera vraisemblablement pas réglé par la guerre. En effet, les nationalistes kurdes ne pourront pas imposer par la force des armes leur volonté à Bagdad, pas plus que le gouvernement irakien ne réussira à déloger les maquisards de leurs montagnes. Seule une entente entre les représentants authentiques des deux peuples est susceptible de conduire à un règlement durable sauvegardant les droits légitimes kurdes au sein de l'entité irakienne. Encore faut-il que s'instaure dans le pays une véritable démocratie. D'ici là, la paix armée actuellement en vigueur risque fort d'être précaire.

F I N

(1) Voir le Monde du 7 juillet.

La palabre dans l'herbe

Le parti démocratique kurde est représenté par trois membres du bureau politique : le juriste Ibrahim Ahmed, l'architecte Ali Abdallah et l'avocat Jalal Talabani. Le général Barzani n'adresse la parole — et encore d'un ton cassant — qu'à ce dernier, feignant d'ignorer la présence des deux autres.

Mais, face à la partie adverse, l'unité des rangs se reconstruit. Dès l'arrivée à Khalakan des premiers motards, qui précèdent la voiture présidentielle, les dirigeants kurdes s'alignent au bord de la route pour accueillir, ensemble, le général Taher Yehya et ses collaborateurs. Une heure plus tard — à l'issue d'une conversation à bâtons rompus autour d'une tasse de thé — le général Barzani manifeste d'une manière appuyée sa solidarité avec les leaders du parti démocratique. En désignant ces derniers de la main, il dit à ses

interlocuteurs arabes : « Maintenant, messieurs, il vous faudra engager des pourparlers avec les représentants du peuple. » Le général Barzani s'écarte alors tandis que les deux groupes de négociateurs s'installent, à la bonne franquette, sur l'herbe de la prairie.

Commencée dans la bonne humeur générale, la palabre champêtre ne tarde pas à s'échauffer. Le ton monte, et ceux qui se tiennent à proximité — notamment l'envoyé spécial du Monde — constatent que les débats tournent rapidement au dialogue de sourds. Les représentants gouvernementaux — tous militaires, à l'exception du Dr Eghal Fallouji, directeur de la presse au ministère des affaires étrangères — ont de toute évidence comme principal souci de liquider les séquelles de la guerre, estimant sans doute que le problème politique fondamental est définitivement réglé.

La hantise de la sécession

Les délégués kurdes, eux, tiennent à ramener la discussion sur le terrain des principes, cherchent à obtenir une définition précise de « l'autonomie administrative », qui leur assurerait le contrôle du développement économique, social et culturel du Kurdistan.

Le mot est lâché. Le général Yehya se fâche. Le « nord de l'Irak » ne peut être désigné sous le nom de « Kurdistan » sans ouvrir la voie à la sécession. M^r Ibrahim Ahmed lui fait remarquer que ce même vocable, utilisé officiellement en Iran, n'avait pas conduit à l'éclatement du royaume des Pahlevi. Cependant, ajoute-t-il, il s'agit moins d'une querelle de mots que d'un différend fondamental sur l'avenir des Kurdes d'Irak ; ceux-ci voudraient être dotés d'un régime démocratique qui les autoriserait à disposer d'un conseil législatif élu au suffrage universel et d'un pouvoir exécutif distinct de celui de Bagdad.

Le Dr Fallouji rétorque à cela que « les Kurdes cherchent manifestement à obtenir un statut qui leur donnerait tous les avantages de l'indépendance sans avoir à en subir les inconvénients ». Le premier ministre, plus conciliant, suggère alors d'ajourner le pro-

blème jusqu'à l'élection d'un Parlement irakien — qui doit intervenir avant trois ans. — ce qui ne manque pas de susciter l'ironique scepticisme des délégués kurdes.

L'échange de vues se poursuit jusqu'au crépuscule, sans aboutir à une entente sur le principe même d'une autonomie kurde. Le désaccord est de même total sur la question de la dissolution des formations politiques, qu'exige le gouvernement. « Même si nous le voulions », déclare Jalal Talabani, nos militants n'accepteraient jamais de saborder le parti démocratique kurde. » Le général Hani Khammas, chef du deuxième bureau, demande que les officiers communistes ou progressistes qui s'étaient réfugiés chez les maquisards lors de la répression baasiste soient livrés aux autorités. Nouveau refus des délégués kurdes, qui font valoir leurs « traditions d'hospitalité ». Ils suggèrent, à ce propos, qu'une amnistie générale soit proclamée en Irak et que tous les prisonniers politiques soient libérés. C'est au tour des négociateurs arabes d'opposer une fin de non-recevoir à la requête. Ils estiment qu'une telle mesure favoriserait les « activités séditeuses » des communistes et des baasistes.

Accords partiels

Les pourparlers n'ayant pas été concluants, le général Taher Yehya et ses collaborateurs acceptent l'hospitalité du général Barzani et les échanges de vues se poursuivent une bonne partie de la nuit à Ranya. Le lendemain matin les deux délégations se séparent après avoir abouti à des accords sur des points relativement secondaires : la dissolution des

milices gouvernementales kurdes (les « jahch ») serait accélérée, l'armée irakienne se retirerait de certaines régions névralgiques, l'enseignement du kurde serait développé dans les écoles secondaires. Les dirigeants du parti démocratique ont, en outre, obtenu une satisfaction partielle au sujet de la Constitution provisoire : celle-ci, sans se référer à l'autonomie

● Pas de nationalisations en Irak. — Le ministre de l'économie M. Abdel Aziz Hafez, a démenti les rumeurs répandues à l'étranger selon lesquelles le gouvernement irakien « nationaliserait les sociétés étrangères et les entreprises opérant en Irak ». Le ministre a déclaré : « Nous n'avons absolument pas l'intention d'opérer des nationalisations. Si nous avions eu un pareil projet, nous aurions pas caché nos intentions... » — (A.F.P.)

LES ÉVÉNEMENTS

PAUSE AU KURDISTAN D'IRAK

(Suite de la première page.)

A M. Kamel Chaterdji, président du parti national démocratique, qui lui demandait un jour comment on pourrait délimiter le territoire kurde en Irak, l'un des partisans du général Barzani, M. Rachid Aref, lui avait répondu : « Le chameau est tout indiqué pour désigner l'éventuelle ligne de démarcation. » Laisse libre de ses mouvements, expliquait-il au leader arabe, l'animal traverserait sans encombre les plaines arabes du sud au nord, pour s'arrêter instinctivement au pied de la première chaîne des montagnes qu'habitent précisément les Kurdes.

L'auteur de ces lignes a emprunté l'itinéraire qu'aurait accompli l'arbitre proposé. Terres brûlantes et arides, collines ocre encadrées de hauts palmiers, oasis et cours d'eau bordés de champs de culture, se succèdent jusqu'aux franges du Kurdistan, où le décor se transforme radicalement. Le désert cède soudain la place à de majestueuses montagnes verdoyantes, enserrant des lacs couleur jade. Le type d'homme n'est plus le même : le visage s'arrondit, le nez s'amincit, le teint s'éclaircit, l'ample robe du fellah arabe disparaît sous la culotte bouffante du paysan kurde. Toutefois, bien plus que la nature, la langue ou les mœurs, une guerre atroce s'est chargée de tracer la frontière invisible qui sépare le nord du sud de l'Irak.

Dès que l'on pénètre au Kurdistan, on est frappé par la désolation qui y règne. Tous les villages qui bordent la route principale menant à Solimanyeh ont été bombardés, incendiés au napalm et réduits en cendres. La vie reprend malgré tout ses droits et de nouvelles « demeures » ont surgi du sol noirci par le feu. De grossières huttes — quatre troncs d'arbres soutenant un toit en feuillage — abritent ici et là les rescapés.

L'ancien gouvernement baasiste, se voulant plus « efficace » que le général Kassem, avait voulu apporter une « solution finale » au problème kurde. Quelque trois mille villages ont été détruits en cinq mois. Les populations de certaines agglomérations kurdes ont été déportées vers des régions habitées en majorité par des Arabes.

La répression dans les villes fut encore plus brutale. Dans la nuit du 9 au 10 juin 1963, quelques heures après la reprise des hostilités par le gouvernement de Bagdad, cent soixante-seize hommes, femmes et enfants de Solimanyeh, l'un des hauts lieux de la résistance nationale kurde, furent abattus d'une balle dans la nuque. On leur avait fait creuser auparavant la fosse commune dans laquelle ils ont été ensevelis (2). Le lendemain cent autres habitants de Solimanyeh furent assassinés, par les milices baasistes. Le même jour, à Kirkouk, à Irbil, et ailleurs, des quartiers entiers — où l'on pensait que des « agitateurs » s'étaient cachés — furent entièrement supprimés, des milliers d'habitations détruites à l'aide de puissants bulldozers...

Koysendjak, la ville natale de Jalal Talabani, l'un des plus brillants dirigeants de la révolution kurde, fut livrée à la soldatesque. La maison de son père, un ancien manoir pittoresque que nous avions eu l'occasion de visiter l'année dernière, a été incendiée. Le vieil homme ne s'était jamais occupé de politique. Cultivé, musulman pratiquant, il nous avait longuement parlé de la nécessaire fraternité humaine. Ayant perdu tout ce qu'il possédait, il est aujourd'hui réfugié avec les siens dans un village non loin de Ranya.

La population irakienne a été tenue dans l'ignorance de ces atrocités, qu'elle n'aurait probablement pas approuvées. Nous avons interrogé de nombreux Arabes de toutes conditions, dans diverses parties du pays. Aucun d'eux n'a exprimé la moindre opinion désobligeante à l'égard des Kurdes. Ils ont été unanimes pour condamner la guerre qui avait été menée dans le Nord. De toute évidence, le chauvinisme militant était demeuré le triste privilège de certains dirigeants officiels.

Lassitude et désaccords

Dès son accession au pouvoir, en novembre dernier, le nouveau gouvernement irakien s'était assigné comme objectif de mettre un terme à une guerre hautement impopulaire. Le coût élevé des opérations militaires — qui immobilisaient dans le Nord plus de cinquante mille hommes — et la réduction conséquente des investissements publics et privés, avaient paralysé l'économie du pays. La population, dont le niveau de vie ne cessait de baisser, avait manifesté sous diverses formes son souhait de voir la paix rétablie.

Une lassitude analogue, paraît-il, s'était répandue parmi les insurgés kurdes. C'est du moins l'opinion du général Barzani, qui, en guise de justification à l'accord du cessez-le-feu qu'il a négocié, nous a déclaré : « Nous affrontions les bombardiers, les chars et le matériel blindé de l'armée irakienne. Il ne faut pas oublier que — contrairement au F.L.N., par exemple — nous mentionnons la lutte sans soutien de l'étranger. Nous avons contre nous non seulement le gouvernement de Bagdad, mais aussi ceux de Turquie et d'Iran. Les Anglo-Américains, croyant défendre leurs intérêts pétroliers et stratégiques, soutiennent les autorités irakiennes. Le général de Gaulle est

demeuré sourd à nos appels. Les Russes nous ont abandonnés à notre sort. L'amitié que l'on nous témoigne à travers le monde, généralement dans la presse, est demeurée cruellement platonique. »

Selon le général Barzani, la situation alimentaire dans les maquis était devenue difficile. Il précise : « Le gouvernement baasiste avait fait brûler nos récoltes au napalm. »

« Nous devons pourtant nourrir les milliers de réfugiés qui fuient la répression. Certes, nous étions décidés à poursuivre la lutte jusqu'au bout. Mais quand le maréchal Aref s'engagea à reconnaître les droits nationaux des Kurdes, et que le président Nasser nous eut assurés de toute sa sympathie, nous décidâmes de mettre à l'épreuve, une fois de plus, la bonne foi de nos adversaires. »

La décision du général Barzani — prise, semble-t-il, sous sa seule responsabilité — ne manqua pas de susciter une grave crise au sein du mouvement nationaliste kurde. La direction du parti démocratique — qui encadre puisamment la population — refusa tout d'abord d'entériner cette « reddition ». Elle fit distribuer, sous forme de tracts, une déclaration dans laquelle il était dit qu'un cessez-le-feu ne pouvait être que le fruit d'un accord politique de principe comportant de solides garanties. Après tous les sacrifices consentis dans la lutte, ajoutait la déclaration, le peuple kurde n'était nullement disposé à déposer les armes sur la foi de promesses verbales. Les dirigeants du parti dénoncèrent donc le défaitisme des « capitulards de droite » qui, redoutant le développement du mouvement populaire, avaient préféré conclure un compromis avec la « réaction ».

De mentalité patriarcale, habitué à être strictement obéi, le général Barzani procéda alors — aux dires des chefs du parti démocratique — à une sorte de

« coup d'Etat ». Il s'empara, à l'aide d'officiers qui lui étaient demeurés fidèles, des centres de commandement militaires qui voulaient poursuivre la lutte armée, allant jusqu'à mettre aux arrêts une vingtaine d'adhérents du parti, dont deux membres du comité central. Pour réduire l'emprise du parti sur les masses — ou peut-être même par simple conviction personnelle — il fit dissoudre les « conseils paysans », élus dans les villages, et annula les mesures de réforme agraire prises dans certaines régions « libérées ».

Le parti démocratique préféra ne pas engager l'épreuve de force avec son président. « Nous savions, nous a dit un membre du bureau politique, que l'avenir nous donnerait raison. Pourquoi dès lors prendre la lourde responsabilité d'une guerre civile ? »

Le jour de notre arrivée à Ranya, au début de juin, le général Barzani paraissait déjà profondément déçu des fruits qu'il avait recueillis de son compromis avec le gouvernement. Il lui semblait que ce dernier avait tenté d'exploiter à son profit les difficultés internes du mouvement nationaliste kurde. Il attendait cependant la visite du président du conseil irakien, le général Taher Yehya, avec qui il devait engager les premières négociations depuis la conclusion du cessez-le-feu. L'attitude du chef du gouvernement, déclarait le leader kurde, constituerait le « test » décisif qui déciderait de la guerre ou de la paix dans le pays.

(2) La « tombe des martyrs » est aujourd'hui un lieu de pèlerinage et de recueillement.

ERIC ROULEAU.
(A suivre.)

Prochain article :
UNE PAIX PRÉCAIRE

S AFRICAINES

Ancien protectorat britannique du Nyassaland

LE MALAWI ACCÈDE A L'INDÉPENDANCE

L'Union Jack a été amené à minuit dimanche soir à Blantyre, capitale de l'ancien protectorat britannique du Nyassaland, et remplacé par le drapeau noir, rouge et vert du nouvel Etat indépendant du Malawi. Des délégations de plus de quatre-vingts pays — et notamment celle dirigée par le duc d'Edimbourg, représentant la reine Elisabeth — assistaient à la cérémonie.

Des anciens Etats membres de la Fédération britannique d'Afrique centrale, le Nyassaland est le premier qui accède à l'indépendance. Il avait été également le premier, en décembre 1962, à être autorisé par Londres à quitter cette Fédération un an avant qu'elle soit dissoute. On ne peut

Par ALAIN JACOB

la Compagnie commerciale britannique des lacs africains. Le pays devint officiellement protectorat anglais en 1891, doté d'un gouverneur et bientôt de conseils exécutif et législatif. Mais ce n'est qu'en 1950 que des Africains — désignés — furent pour la première fois admis à siéger dans ces assemblées.

Les premières manifestations politiques d'orientation clairement nationaliste coïncident pratiquement avec la création de la Fédération d'Afrique centrale, qui rencontre une très vive opposition au Nyassaland. Opposition sans effet, mais qui se traduit par une tension qui croît d'année en année. Au printemps 1959, devant la multiplication des incidents, le gouverneur britannique décrète l'état d'urgence et fait arrêter la plupart des responsables du principal parti africain, le Malawi Congress Party. Le Dr Banda lui-même, président de cette formation, est emprisonné en Rhodésie du Sud.

Mais Londres accepte bientôt de négocier, rassuré peut-être par la personnalité de ce leader nationaliste qui a passé les vingt dernières années de sa vie en Grande-Bretagne. Une première conférence constitutionnelle se réunit en 1960 et élargit la représentation africaine dans les conseils exécutif et législatif. L'autonomie interne suit deux ans plus tard, l'indépendance enfin, promise au terme d'ultimes conversations à Londres, en septembre dernier.

De précieuses sympathies occidentales

Etat souverain, le Malawi dispose

sources limitées : élevage, thé, tabac et coton. De richesses minérales, d'industries, peu ou pas du tout. Il reste beaucoup à faire enfin pour équiper le pays de voies de communication.

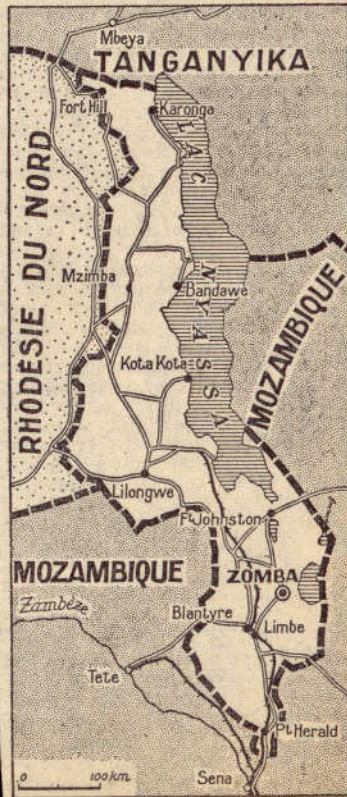
Contact au Mozambique

Le Dr Banda et ses ministres se montrent très résolus à combler ces lacunes, à développer ce qui peut être développé. A ces fins, ils paraissent disposés à ne pas s'encombrer outre-mesure de considérations politiques et envisagent apparemment de coopérer aussi bien avec leurs voisins encore sous régime colonial qu'avec ceux qui appartiennent déjà à l'Afrique indépendante. Ainsi le Dr Banda prenait-il contact en mai dernier au Mozambique avec les auto-



s'empêcher de penser qu'il doit un peu ces privilèges à sa relative pauvreté.

Il n'y avait sur ce petit territoire — étiré le long du lac Nyassa — et dépourvu de débouché sur la mer — ni richesses minières comme en Rhodésie du Nord ni importante colo-



rités portugaises. Ainsi également a-t-il pris soin de ne pas laisser s'altérer exagérément ses relations avec ses anciens partenaires de Salisbury.

A travers les multiples accords jugés indispensables au progrès du Malawi, le maintien d'une indépendance réelle sera parfois pour le gouvernement du nouvel Etat une tâche délicate.

La Chine absente aux cérémonies

La Chine populaire a officiellement reconnu le Malawi, et des messages de félicitation ont été adressés au chef du gouvernement du nouvel Etat par MM. Chou En-lai et Chen-Yi, président du conseil et ministre des affaires étrangères chinois. Pékin a cependant refusé d'envoyer une délégation aux cérémonies de l'indépendance. Les autorités de l'ex-Nyassaland ayant concurrentement adressé une invitation au gouvernement de Rome.

Commentant ce dernier fait, le quotidien du peuple écrit notamment : « C'est une nouvelle preuve de l'influence de l'impérialisme britannique et américain en Afrique. Le peuple chinois déplore cet acte inamical du gouvernement du Malawi. »

TOGO : M. Grunitzky annonce la découverte d'un complot.

Lomé, 6 juillet (A.F.P., A.P.). — M. Nicolas Grunitzky, président de la République du Togo, a dénoncé samedi « les activités subversives et criminelles de Théophile Mally, ancien ministre de l'intérieur du gouvernement Olympio, et des ex-députés Gassou et Klor, de l'Unité togolaise, ancien parti gouvernemental ».

Le président a fait état de la découverte d'un stock de bouteilles explosives, en même temps qu'il confirmait l'arrestation, par les autorités dahoméennes, « d'activistes togolais complotant contre la sûreté intérieure de leur patrie ».

CENTRAFRIQUE : M. Dacko estime que le maintien des bases françaises est une garantie de stabilité.

Bangui, 6 juillet (A.F.P., U.P.I.). — Prenant la parole vendredi devant les dirigeants du parti unique — le Mouvement pour l'évolution sociale de l'Afrique noire (M.E.S.A.N.). — M. David Dacko, président de la République centrafricaine, a affirmé : « En un sens, les bases françaises installées en Afrique, et en particulier en République centrafricaine, sont pour nous et pour les Etats frères, dans l'immédiat, une garantie de stabilité, une garantie contre les attaques extérieures de ceux qui actuellement cherchent à s'implanter en Afrique. »

LIQUIDATION D'UNE CRISE

L'Irak reconnaît l'indépendance du Koweït

Le gouvernement irakien vient de reconnaître, dans un communiqué conjoint publié vendredi à Bagdad, l'indépendance et la souveraineté totale du Koweït. Le communiqué annonce, en outre, l'établissement immédiat de relations diplomatiques entre les deux pays au niveau des ambassades, et souligne le désir du Koweït d'abolir au moment opportun le traité d'amitié et d'alliance conclu avec la Grande-Bretagne. La crise ouverte par le général Kassem vient donc de trouver une solution.

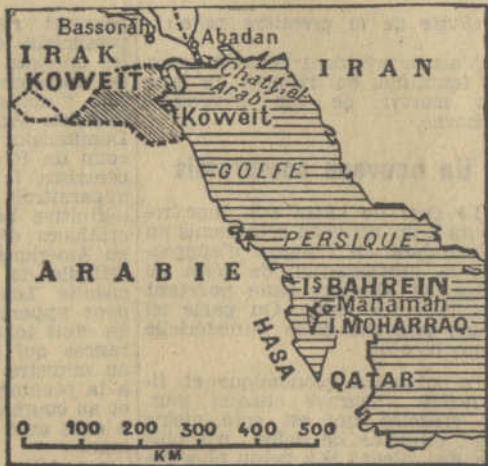
Cette crise a commencé le 19 juin 1961 quand la Grande-Bretagne, mettant fin à la convention de 1899, reconnut l'indépendance et la souveraineté de la principauté de Koweït et signa un nouveau traité d'amitié avec cette dernière.

Le 22 juin, le Koweït demandait son admission à la Ligue arabe, mais le 25 juin, au cours d'une conférence de presse, le général Kassem annonçait sa décision d'annexer la principauté, offrait à l'émir de Koweït la possibilité de troquer son titre de souverain contre celui de gouverneur de province, menait une violente campagne de presse proclamant l'imminence de l'invasion du Koweït et concentrait ses troupes aux frontières de l'émirat.

La menace irakienne était prise au sérieux par le Koweït, qui demandait à la Grande-Bretagne l'application de l'accord d'amitié et d'alliance conclu entre eux. Le 1^{er} juillet, des forces britanniques étaient mises à la disposition de l'émir de Koweït. De son côté, l'Arabie Séoudite envoyait également des troupes pour soutenir l'indépendance du

part, et l'Arabie Séoudite et la Jordanie, de l'autre, l'Egypte décidait le 11 octobre de retirer son contingent.

L'Irak, de son côté, sans mettre ses menaces à exécution, n'en con-



tinuait pas moins de maintenir ses revendications et publiait un Livre blanc tendant à prouver juridiquement que le Koweït faisait toujours partie intégrante de son territoire. Il menaçait même de rompre les relations diplomatiques avec les Etats qui reconnaîtraient l'indépendance du Koweït, mais cette menace ne fut pratiquement pas appliquée.

L'U.R.S.S. avait appuyé la position de Bagdad en 1961, dénonçant l'émirat comme un Etat fantôme créé dans le seul intérêt des monopoles anglo-américains, et mettant son veto à son admission à l'O.N.U. Mais elle changea de position après la révolution baasiste et les massacres de communistes de février dernier. Son représentant au Conseil de sécurité alla jusqu'à saluer dans l'entrée du Koweït aux Nations unies

D'AMÉRIQUE LATINE

Au Brésil, M. Goulart demande la proclamation de l'état de siège

(Suite de la première page.)

Mais le président ne céda pas à la tentation, qui risquait de faire un martyr de son adversaire acharné.

Un nouveau compromis

Le chef de l'Etat eut donc recours à un nouveau compromis en demandant au Congrès d'approuver la proclamation de l'état de siège. M. Goulart reste pourtant sur la corde raide. On parle ici d'une nouvelle crise ministérielle pour bientôt.

La situation économique et financière s'aggrave chaque jour. Le cruzeiro, qui est coté moins d'un millième de dollar, n'a plus aucune valeur ; il a perdu plus des trois quarts de son pouvoir d'achat depuis la démission du président Quadros en août 1961. Il serait ce-

pendant risqué de se montrer pessimiste. Car les ressources et les énergies sont à la mesure de cet immense pays. Un fait est certain : après la chute des gouvernements légaux de la République Dominicaine et du Honduras, un coup de force militaire — même centriste, le seul plausible ici — apparaîtrait comme une atteinte définitive aux expériences démocratiques de tendance réformatrice en Amérique latine. Il serait bien difficile de remonter le courant ensuite. Les Etats-Unis s'en rendent apparemment compte si on en croit toutes les nouvelles assurances qui auraient été données au ministre brésilien des finances à la réunion du Fonds monétaire et au cours des conversations qu'il a eues avec MM. Rusk et Harri-man.

JACQUES GRIGNON DUMOULIN.

DOMINICAINE

les accusations contre M. Bosch

contre M. Bosch ne sont guère convaincantes. Il faut rappeler que la véritable cause du coup d'Etat se trouve dans le souci d'empêcher l'application de la loi sur la récupération des biens injustement acquis pendant la dictature de Trujillo, loi votée grâce à l'« écrasante » majorité que les électeurs avaient donnée au parti de M. Juan Bosch.]

• EN HAITI, le président Duvalier a pris un arrêté de grâce en faveur du citoyen américain Robert Woodring, condamné à mort le 19 septembre 1963 par une commission militaire sous l'inculpation d'espionnage et d'attentat contre la sûreté intérieure de l'Etat haïtien.

• A CARACAS, six personnes ont été tuées (trois civils et trois gardes nationaux) et deux autres ont été blessées au cours d'un violent combat qui a opposé vendredi à Caracas des gardes nationaux à des membres des « forces armées de libération nationale » (profidélistes).

• LE MARECHAL TITO, arrivé vendredi au Mexique pour une visite officielle de douze jours, et le président Adolfo Lopez Mateos ont eu vendredi soir un premier entretien de soixante-cinq minutes dans le bureau présidentiel de la résidence de Los Pinos.

DERNIÈRES NOUVELLES**SURPRISE AU PROCHE-ORIENT****Une délégation irakienne arrive au Caire**

De notre correspondant particulier EDOUARD SAAB

Beyrouth, 5 octobre. — Une information rapportée par l'Agence égyptienne d'informations annonce l'arrivée au Caire de trois responsables irakiens : le général Hardan Takriti, commandant des forces aériennes ; M. Mahmoud Khatab, ministre des municipalités, et le colonel Soubhi Abdel Hamid, commandant du département des opérations militaires des forces irakiennes. Rien ne pourrait paraître plus paradoxal à l'opinion arabe que cette visite inopinée.

Au moment où les régimes baasistes de Damas et de Bagdad s'appêtent à former une union économique et politique, qui à présent a tout l'air d'un nouvel axe « anti-R.A.U. », pareil à celui que constituèrent jadis l'Irak communiste de Kassem et la Syrie séparatiste de Nazem Koudsi.

Pour la presse libanaise qui commente cette nouvelle surprenante, c'est la guerre au Kurdistan, aux approches de l'hiver, qui aurait provoqué cette reprise du dialogue irako-égyptien. Selon des informations de source diplomatique digne de foi, les opérations au nord de l'Irak ont pris fin après l'occupation systématique des villes et villages accessibles aux forces motorisées. L'armée irakienne aurait renoncé à s'aventurer dans l'immense plateau qui sert de refuge aux maquisards de Mollah Barzani. Celui-ci non plus n'a jamais voulu engager ses hommes dans une bataille contre une armée régulière, très bien équipée et soutenue par l'aviation et les blindés. Aujourd'hui chacun des antagonistes sait qu'il ne peut prétendre remporter une victoire déterminante sur l'adversaire. Les Kurdes, cependant, sont en mesure de harceler constamment les positions avancées de l'armée irakienne, obligée de se tenir désormais sur la défensive.

Ce combat sans issue aurait mené les responsables de Bagdad à suggérer au Raïs de proposer sa médiation en vue d'une réconciliation irako-kurde. L'Irak serait aujourd'hui d'autant plus porté à accepter de négocier avec Barzani que sa situation s'est beaucoup améliorée au lendemain de la chute de Kassem. Les Kurdes pouvaient alors se prévaloir de leur contribution à la chute du régime du général Kassem. Aujourd'hui ils ont dû se retrancher dans les montagnes et craignent bien avoir perdu définitivement l'appui agissant de l'U.R.S.S., puis que la Mongolie a retiré sa plainte à l'O.N.U. concernant l'

« politique de génocide pratiquée par le régime baasiste contre les Kurdes ».

On peut toutefois se demander si cette explication que retiennent les milieux diplomatiques de Bagdad est bien la bonne. Récemment en effet, à l'occasion des élections au comité central du commandement régional du Baas irakien, l'aile extrémiste et anti-nassérienne du parti, représentée par M. Ali Saleh Saadi, vice-président du conseil et homme fort du régime, et par le général Saleh Amache, ministre de la défense, a mis en minorité les éléments modérés du Baas, favorables à la reprise du dialogue avec Le Caire et hostiles à l'union bipartite syro-irakienne qu'ils accusaient de restaurer la « politique impérialiste des axes ».

VISION ET TELEVISION

LE FORMULE

LES LUNES A LA LUNE »

ricaine en Normandie. Les déclarations recueillies ont été plus des confirmations que des découvertes.

Les séquences sur le racisme, racisme blanc des habitants de Smethwick en Angleterre, racisme noir des Black Moslems aux Etats-Unis, ont paru de la même veine. M. Malcolm X... dont les propos étaient volontairement provoquants n'avait guère à nous apprendre depuis les nombreux reportages consacrés à ses fièvres.

De même, hélas ! nous connaissions l'état dans lequel fatalement tombent des pays, à qui l'indépendance ne pouvait être refusée mais que leurs « protecteurs » n'avaient pas préparés à faire bon usage de leur liberté. L'idée était heureuse de présenter en contraste des séquences anciennes et de nouvelles, mais nous attendions ces images désolées et désolantes de Léopoldville ou du Katanga, ces déclarations lucides et désespérées du ministre du travail.

RAPPEL DES ÉMISSIONS

SAMEDI 5 OCTOBRE

FRANCE I : 19 h. 45, En direct : Semaine mondiale de la radio : Concert symphonique (Danemark) : 20 h. 45, A la petite semaine; 21 h. 45, Visages du jazz et danse.

FRANCE II : 20 h. 38, Croisière pour un week-end : La Belgique : 21 h. 10, Tribune de l'histoire : La vendetta de MM. de Guise; 22 h. 20, Si vous aimez la musique : « Romance en fa pour violon et orchestre » de Beethoven, avec David Oistrakh ; « Symphonie n° 1 » (Beethoven); 23 h. 10, La ligne de cœur; 23 h. 23, De la Lune au Soleil.

FRANCE III : 19 h. 10, En dir. du Salon de la radio : Le Quatuor R.T.F. dans le dix-septième quatuor « la Chasse » de Mozart et le « Quatuor » de Gounod; 20 h. 15, En dir. de Genève : Concert final du vingt-cinquième Concours d'exécution musicale, avec l'Orchestre de la Suisse romande, dir. Jean Meylan; 22 h. 10, « Cendrillon » (Prokofiev); 22 h. 45, La liberté coupable.

HAUTE FIDELITE - FRANCE IV : 18 h. 30, Récital Debussy de piano, par Odette Gartenlaub; 19 h., Tribune des critiques de jazz; 20 h. 30, Symphonies du monde : « Symphonie n° 1 » de Bizet, « Symphonie n° 5 » de Dvorak et « Symphonie de psaumes » de Stravinsky; 22 h. 5, Musique de chambre, avec Marcelle Meyer, pianiste (Chabrier, Schmitt); 23 h., Echo musical de la semaine.

TELEVISION : 17 h., « Henri Matisse », court métrage de François Campaux; 17 h. 25, « les Pistes de l'Orégon », film de Thomas Carr; 18 h. 30, A la vitrine du libraire; 18 h. 45, L'Orchestre philharmonique, dir. Serge Baudo, avec Annie d'Arco, pianiste, dans le « Concerto en sol mineur » de Saint-Saëns; 19 h. 25, La roue tourne : Le Roussillon; 20 h. 30, « Au nom de la loi »; 21 h., Teuf-teuf ou hommage à l'automobile, par Maritie et Gilbert Carpentier et Alain Duchemin, avec Jacques Charon, Robert Hirsch, Roger Pierre et J.-M. Thibault, Louise de Vilmorin, Françoise Dorléac, Raymond Devos, Aznavour, Sophie Desmarets, etc.; 22 h. 15, « Monsieur Laplanche », comédie de Bertrand Dunoyer, avec Albert Rémy; 22 h. 45, Les Jazz Messengers.

DIMANCHE 6 OCTOBRE

FRANCE I : De 9 h. à 19 h. (démodulation sur 514 m.), Radio-guidage et musique variée, du Salon de l'automobile; 13 h. 20, Cote du disquaire; 14 h. 18, Dimanche dans un fauteuil; 16 h. 18, Vive le jazz !; en dir., les Concerts Colonne (voir Fr. III); 19 h. 45, Semaine mondiale de la radio : L'Octette slovène de Yougoslavie dans des extraits de « Boris Godounov » (Moussorgsky); 20 h. 45, La fine fleur (poètes); 21 h. 45, Jazz; 22 h. 20, L'histoire que vous n'écrivez pas; André Obey; 22 h. 40, La vie parisienne.

FRANCE II : 8 h. 45, Disque des vedettes : Colette Deréal; 11 h. 5, Fantasia 64; 12 h. 5, Le Grenier de Montmartre; 13 h. 35, Une saison Opéra; 14 h. 20, Si l'aviation m'était contée; 18 h. 20, Jazz d'aujourd'hui; 20 h. 15, La folle du logis; M. Grésemont; 21 h. 27, Performances; 21 h. 27, Semaine mondiale de la radio : Folklor et chant choral par la radio yougoslave; 21 h. 57, Avant-premières.

FRANCE III : 9 h. 30, « Messe brève

Polémique à l'O.N.U. entre la Mongolie et l'Irak sur le problème kurde

Nations unies (New-York), 2 octobre. — Le gouvernement de Mongolie-Extérieure a essayé mardi d'expliquer pourquoi il a retiré la plainte qu'il avait déposée il y a quelques mois auprès des Nations unies, et qui accusait le gouvernement de Bagdad de pratiquer le génocide contre sa minorité kurde. Intervenant dans le débat général de l'Assemblée, M. Dugersuren, ministre des affaires étrangères, a déclaré que la demande d'inclusion de ce problème dans l'ordre du jour de la présente session avait été retirée « principalement par respect pour la solidarité afro-asiatique ». Le ministre a toutefois ajouté que son gouvernement se réservait le droit de soulever de nouveau ce problème si « les événements l'obligent à le faire ».

Cette déclaration a provoqué tout de suite une riposte irakienne. Le représentant du régime baasiste est monté à la tribune pour déclarer que la Mongolie était coupable d'une immixtion inadmissible dans les affaires étrangères de son pays ; il a démenti que les Kurdes soient per-

De notre correspondant. partic.

PHILIPPE BEN

sécutés en Irak ; il a même prétendu que les Kurdes n'étaient pas une nationalité distincte puisque la plupart d'entre eux parlaient l'arabe. Il a menacé la Mongolie de l'hostilité non seulement de son pays mais encore du monde arabe dans son ensemble et de tout le bloc afro-asiatique.

Le représentant de la Mongolie n'en a pas moins déclaré qu'il maintenait entièrement l'accusation selon laquelle l'Irak pratiquait une politique de génocide envers les Kurdes. Il a ajouté qu'il serait en mesure de fournir des preuves à l'appui de cette thèse.

Au moment où cette discussion orageuse se déroulait dans le gratte-ciel de l'O.N.U., de l'autre côté de la rue, au siège de la délégation américaine, M. Dean Rusk recevait le ministre des affaires étrangères d'Irak. Après la rencontre on appre-

nait de source américaine que les deux ministres étaient tombés d'accord sur le fait que les relations entre leurs pays s'étaient grandement améliorées depuis le coup d'Etat de février dernier à Bagdad. Cette déclaration réjouira ceux qui depuis longtemps prétendent que la chute du régime Kassem et l'avènement du Baas ont été préparés avec la collaboration de la C.I.A. américaine.

Selon la même source, M. Rusk aurait fait savoir à son collègue irakien, que les Etats-Unis considéraient l'affaire kurde comme un problème intérieur irakien. Il aurait ajouté que son pays souhaitait une rapide cessation des combats et un accord satisfaisant pour les deux parties en litige. M. Rusk aurait également mentionné la possibilité pour l'Irak de recevoir des emprunts de l'Export-Import Bank américaine pour financer certains travaux d'investissement. Les sociétés américaines qui ont effectué des travaux pour l'ancien régime irakien sans être payées devaient être dédommagées auparavant.

qu'ils résideront pendant leur séjour parisien la grande-duchesse et le prince Félix. A 12 h. 30, ils rejoignent l'Élysée où, après un premier entretien, un déjeuner intime était donné en leur honneur. Un dîner d'apparat, suivi d'une réception, aura lieu dans la soirée à la présidence de la République. M. et Mme Couve de Murville offriront jeudi un déjeuner au ministre des affaires étrangères, et la grande-duchesse accueillera à l'ambassade le général et Mme de Gaulle pour un dîner qui sera suivi d'une soirée de gala à la Comédie-Française.

M. Eugène Schaus, ministre des affaires étrangères, accompagne la souveraine. Il doit rencontrer à plusieurs reprises M. Couve de Murville pour examiner les problèmes liés au renforcement des institutions européennes, et notamment celui du siège de la C.E.C.A., que le Luxembourg souhaite vivement conserver.

... nous nous n'avons recours qu'en gar-

bre 1963. (1) Le monde des 12 et 13 septem-

POUR AMÉLIORER LE SYSTÈME

M. Giscard d'Estaing réclame le de la balance américaine des

S'adressant aux Américains depuis cette tribune internationale que devient chaque année le Fonds monétaire lors de son assemblée générale, M. Giscard d'Estaing a dit en substance : « Mettez de l'ordre dans vos affaires. Ensuite, seulement, on pourra parler d'une amélioration du système monétaire international. » Dans cette attitude, il serait un peu facile de voir seulement le reflet de la poli-

tique que le général de Gaulle poursuit à l'égard des Etats-Unis, ou de parler d'ingratitude. La France, cette fois, n'est pas seule à adopter une position un peu ferme à l'égard des « laxistes » monétaires. Au cours d'une brève allocution, M. Westrick, sous-secrétaire d'Etat aux affaires économiques d'Allemagne fédérale, a refusé lui aussi de crier haro sur le système monétaire international. « Il a permis après tout, a-t-il déclaré, la libéralisation du commerce et des paiements en même temps qu'une expansion du commerce mondial sans précédent dans l'histoire. » De son côté, M. Colombo, ministre italien des finances, reconnaissait : « Le système existant s'est montré capable de faire face à des déséquilibres temporaires dans les balances des paiements sans forcer les pays en cause à soumettre leur économie à des mesures qui auraient provoqué une interruption brutale de leur expansion économique. »

Ces interventions...

Haute Joaillerie de France

CADEAUX PRÉCIEUX

à partir de 400 Frs ...

PRIMAUTE

LE REPRÉSENTANT DES KURDES A NEW-YORK DEMANDE L'ENVOI D'UNE COMMISSION D'ENQUÊTE EN IRAK

« Tout un bataillon irakien vient d'être fait prisonnier à la suite de durs combats qui ont mis en déroute les forces irakiennes dans la région de Zakho, dans le nord de l'Irak », annonce un communiqué diffusé par le quartier général du chef de la révolte kurde, Moustapha Al Barzani, et dont le texte est parvenu mardi à Paris.

Le butin en armes et munitions tombé dans les mains des forces kurdes est considérable, ajoute le communiqué.

D'autre part, l'émir Bedir Khan, « représentant du peuple kurde » à New-York, a demandé mardi aux délégués aux Nations unies d'envoyer « au moins » une commission d'enquête en Irak pour y vérifier sur place que la question kurde est une « question nationale », une « question de droits nationaux » et non pas une affaire intérieure, comme le prétend le gouvernement irakien.

« Les atrocités commises par l'armée irakienne ont atteint une telle ampleur que la question ne peut plus être considérée comme une affaire intérieure », a conclu le « représentant du peuple kurde ». (A.F.P.)



DE PASSE

Reddition du frère du leader de la rébellion kurde

Bagdad, 12 octobre (A.F.P.). — Le cheik Ahmed Al Barzani, frère du leader de la rébellion kurde, s'est rendu aux autorités irakiennes, a annoncé vendredi la radio de Bagdad.



Cette reddition peut être un geste tactique destiné à sauver la vie de femmes et d'enfants. Elle n'a, en soi, aucune signification politique. En effet, sous le régime du général Kassem, auquel il avait prêté serment de fidélité, le cheikh Ahmed s'était séparé une première fois de son frère Moustapha et s'était montré sujet loyal du gouvernement irakien. Après l'assassinat de Kassem, il avait invité les Kurdes à accepter l'offre d'amnistie et adressé un télégramme de félicitations au maréchal Aref. Il n'a quitté Bagdad il n'y a que quelques mois seulement pour rejoindre les Kurdes dans les montagnes. Le « nettoyage » du village de Chirwanmazen a provoqué son geste.

il n'est pas facile de l'améliorer, mais on peut tout de même la préciser. La couleur, le sang, ne peuvent suffire pour définir l'Indien. A Pomacochas, au bout de la belle voie que tracent les soldats du bataillon Sacsahuayman et qui reliera — quand Dieu voudra — Chachapoyas, la capitale du département d'Amazonas (Nord), à la riche zone agricole de Rioja, vit une communauté d'Indiens plus blancs de peau que bien des métis de la classe moyenne liménienne. Des Indiens blancs ? Il

K·L·G



I
l
c
r
v
t
e

LA LIGUE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME S'ÉLÈVE CONTRE LE MASSACRE DES KURDES EN IRAK

Nations unies, 29 octobre (A.F.P.). — La Ligue internationale des droits de l'homme a adressé lundi au secrétaire général des Nations unies une protestation rédigée en termes très énergiques contre « *la persécution de la minorité kurde à laquelle se livre le gouvernement de l'Irak* ».

Cette protestation reproche notamment au gouvernement de Bagdad des « *massacres en masse* » de la population kurde par les troupes irakiennes au cours de la répression de ce qui est « *un mouvement pour l'autonomie* ». Cette situation n'affecte pas seulement les droits de la population kurde, « *elle constitue aussi le génocide virtuel de cette population* », affirme la Ligue, qui rappelle enfin que le gouvernement irakien a refusé à la Croix-Rouge internationale l'autorisation d'envoyer des médicaments et d'autre secours aux Kurdes.

SIMULTANÉE

M. Haakon Chevalier, membre de l'Association internationale des interprètes de conférences, s'est ému du billet de Robert Escarpit, « Babel II » (le Monde du 23 octobre). Craignant qu'un jour défavorable ne soit ainsi jeté sur l'interprétation simultanée, il nous écrit :

« L'interprétation simultanée est devenue un instrument indispensable de communication pour les représentants des spécialisations les plus diverses des différents pays, un instrument qui leur permet d'échanger leurs idées, de discuter, de faire part des résultats de leurs travaux, de leurs recherches, et par là de favoriser le progrès des connaissances, de créer un climat d'entente et de rapprochement par-dessus les barrières, linguistiques et autres, qui les séparent. Il existe, dans le monde d'aujourd'hui, des centaines de milliers de personnes — hommes politiques, économistes, hommes d'affaires, savants, techniciens dans tous les domaines des connaissances humaines, — qui, elles, ont participé à des congrès, à des conférences, à des colloques, et qui ont utilisé l'interprétation simultanée comme instrument de travail. »

EN PROCHE-ORIENT

Ankara livre aux autorités irakiennes des Kurdes qui s'étaient réfugiés en Turquie

Ankara, 8 novembre (« Times »). — Deux mille cinq cents Kurdes réfugiés d'Irak. ont été livrés aux autorités irakiennes, aux termes d'un accord conclu entre les gouvernements d'Ankara et de Bagdad. Les réfugiés sont des partisans du leader rebelle kurde Moustapha Barzani.

Ils avaient été transportés de la ville de Semdinli, située à l'extrémité sud-est de la Turquie (près de la frontière iranienne), à la localité irakienne de Cizre, sur un parcours montagneux de 240 kilomètres. Il y avait parmi eux des femmes et des enfants.

Au cours des derniers dix-huit mois, des Kurdes fuyant les combats entre les rebelles et l'armée irakienne n'ont cessé de franchir la frontière. Le nombre de ceux qui ont cherché asile en Turquie n'est pas connu, mais au moins dix mille personnes se sont réfugiées en Iran, où elles ont été accueillies et logées dans des camps.

[Ankara n'ignore pas, en renvoyant ces réfugiés aux autorités de Bagdad, le sort qui les attend. L'armée irakienne s'est en effet rendue tristement célèbre par le massacre des populations civiles soupçonnées de sympathiser avec la rébellion. A l'époque du régime du général Kassem le gouvernement turc, tout en étant hostile au mouvement kurde, respectait au moins les principes élémentaires d'humanité en ne livrant pas à leurs bourreaux des femmes et des enfants fuyant les atrocités de la guerre. Mais depuis le coup

d'Etat baasiste à Bagdad les relations entre les deux pays se sont « améliorées », et une singulière collaboration s'est établie entre eux. En septembre, le ministre turc des affaires étrangères, M. Erkin, avait révélé qu'une « unité de liaison radiophonique » avait été envoyée dans le nord de l'Irak pour signaler aux autorités d'Ankara les mouvements de civils cherchant à gagner la frontière turque. Le ministre, toutefois, avait démenti l'existence d'une « collaboration militaire » entre la Turquie et l'Irak pour réprimer la révolte kurde.]

L'INCIDENT DE BERLIN

M. Dean Rusk : le convoi américain a respecté la procédure suivie depuis longtemps

Washington, 8 novembre (A.F.P.) — Le secrétaire d'Etat Dean Rusk a réaffirmé jeudi matin que le convoi américain qui avait été retenu quarante et une heures par les Soviétiques sur l'autoroute de Berlin, et qui avait pu ensuite poursuivre sa route, avait respecté

« exactement la procédure » suivie depuis longtemps.

M. Rusk a fait cette déclaration au Capitole, alors qu'il se rendait devant la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants pour y faire un exposé à huis clos sur les récents événements du Vietnam.

Londres espère que M. Khrouchtchev s'en tiendra là

Londres, 8 novembre (A.F.P.). — On est enclin à penser, à Whitehall, qu'ayant « sauvé la face » par sa version de l'incident du convoi américain — version jugée toutefois contraire aux faits — M. Khrouchtchev

prendra des dispositions pour que soit évitée la répétition de tels incidents. Le Foreign Office entend apparemment, pour sa part, lui faciliter cette tâche en refusant d'entamer une polémique publique et en considérant l'incident comme réglé « de façon satisfaisante ».

Quant aux raisons qui ont déterminé le gouvernement soviétique à arrêter le convoi américain et à provoquer un incident dont les répercussions pourraient se faire sentir sur les relations entre l'Est et l'Ouest, on estime dans les milieux britanniques autorisés qu'il convient peut-être de les chercher dans les diffi-

**LE SÉNAT AMÉRICAIN INTERDIT
TOUTE AIDE A LA YOUGOSLAVIE,
A L'INDONÉSIE ET A LA R.A.U.**

LA SITUATION AU PRO

EN IRAK

Le maréchal Aref s'entoure d'une équipe de baasistes « modérés » et de nationalistes

L'Irak est doté depuis mercredi d'un gouvernement, dont on trouvera ci-dessous la composition. Huit membres de l'ancien cabinet — renversé par le coup d'Etat de lundi — appartiennent à la nouvelle équipe. Ils sont pour la plupart des baasistes « modérés », hostiles à l'aile « extrémiste » de M. Ali Saleh El Saadi, ancien vice-président du conseil, et à la garde nationale contrôlée par celui-ci. Les autres sont des nationalistes conservateurs. Au moins un ministre (celui de l'orientation) passe pour nourrir des sympathies pronassériennes. Un autre, M. Mosleh Nakchabandi, ministre d'Etat, est d'origine kurde.

En apparence, le nouveau gouvernement paraît être une coalition représentant une partie de l'opinion nationaliste. En fait, ce sont des officiers supérieurs qui contrôlent les postes-clés. Le maréchal Abdel Salam Aref demeure à la tête de l'Etat, tandis que le général Ahmed Hassan El Bakr (ancien vice-président du conseil) accède à la vice-présidence de la République.

Une certaine équivoque continue à planer sur la situation du Baas en Irak. Officiellement, il n'est pas combattu en tant que tel, mais la vigoureuse offensive contre ces milices et ces cadres « extrémistes » se poursuit. Il n'est plus reconnu comme parti de gouvernement, mais il n'est pas non plus dissous. Certains de ses membres participent à l'équipe ministérielle, mais on ignore si leur collaboration s'effectue au nom de leur parti ou à titre individuel.

Le couvre-feu est maintenu sur l'ensemble du territoire, et la population n'est autorisée à circuler à pied dans les rues de Bagdad que de 9 heures à 17 heures.

Mais il y a plus grave. Profitant de la crise, les rebelles kurdes, sous la direction du général Barzani, auraient déclenché une offensive générale contre les positions gouvernementales. Le journal de Téhéran, *Kayhan*, affirme que les Kurdes ont pu s'emparer de plusieurs postes militaires dans la région pétrolière de Mossoul. Selon le correspondant du *Daily Telegraph* à Téhéran, les Kurdes auraient lancé une attaque vigoureuse contre Khaniquin, près de la frontière iranienne. Partout en retraite, l'armée irakienne aurait déjà évacué Khaniquin. Elle aurait cependant miné toutes les routes menant à Bagdad.

Dans un communiqué diffusé mercredi matin par un poste de radio clandestin, le chef des révolutionnaires kurdes a appelé ses partisans à ne pas détruire les installations pétrolières, et à faire en sorte que « les soldats d'Aref ne puissent reprendre cette richesse ».

Offensive générale kurde ?

L'équivoque est peut-être entretenue à bon escient, le maréchal Aref ayant besoin d'un répit pour affronter des dangers plus immédiats. De source officielle on admettait mercredi soir que « des éléments des milices baasistes » poursuivaient une résistance armée dans certains quartiers de Bagdad.

Le nouveau gouvernement

Président du conseil : général Taher Hehla (également chef d'état-major de l'armée); défense : général Hardan El Takriti; intérieur : général Rachid Mosleh (également gouverneur militaire de Bagdad); affaires étrangères : colonel Sobhi Abdel Hamid; orientation : général Abdel Kerim Farahan; finances : Dr Mohamed Jawab Abboussi; affaires rurales : M. Mohamed Shiet Khattab; plan : Dr Adel Kerim Ali; Communications : colonel Abdel Sattar Latif; pétrole : M. Abdel Aziz El Wattary; industrie : M. Kamel Shenonah; travail et affaires sociales : Dr Abdel Kerim Hani; éducation : Dr Ahmed Abdel Sattar El Jawari; justice : M. Kamel El Khatib; santé : M. Ezzat Moustafa; agriculture : colonel Aref Abdel Razzak; travaux publics : Dr Abdel Fattah El Aloussy; réforme agraire : M. Abdel Sahib El Wan; économie : M. Abdel Aziz Hafez; affaires de l'union : Dr Kamel Samarraei; ministre d'Etat : M. Mosleh El Nakchabandi.

DES ÉTUDIANTS PRO-BAASISTES OCCUPENT L'AMBASSADE D'IRAK A LONDRES

Londres, 21 novembre (A.F.P., U.P.I.). — Quelque deux cents étudiants irakiens ont occupé mercredi les locaux de l'ambassade irakienne à Londres, en scandant des slogans hostiles au maréchal Aref et à la « dictature militaire ». Un porte-parole des manifestants a déclaré que ceux-ci étaient partisans du retour du parti Baas au pouvoir.

Tous les membres de l'ambassade, à l'exception de l'attaché de presse, M. Hachem Abdallah El Rubaie, qui a pris fait et cause pour les manifestants, avaient évacué les lieux avant qu'une dizaine de policiers britanniques n'expulsent les étudiants.

(Les manifestants appartiennent à

AINES

A la Cour militaire de justice

LA MAURITANIE SUGGÈRE QUE L'O.U.A. PROPOSE SON ARBITRAGE DANS LE DIFFÉREND OPPOSANT NOUAKCHOTT ET RABAT

Addis-Abéba, 21 novembre (A.F.P.). — M. Mohammed Deyine, ministre mauritanien des affaires étrangères, a déclaré mercredi que l'Organisation de l'unité africaine devrait arbitrer le différend qui oppose le Maroc à la Mauritanie.

L'O.U.A. devrait examiner ce problème important qui consiste dans « la négation par un Etat membre de l'O.U.A. de l'existence même d'un autre Etat membre », a ajouté M. Deyine.

Le ministre mauritanien a qualifié ensuite de « pure provocation marocaine » la nomination d'un ressortissant mauritanien, actuellement en prison en Mauritanie, au nouveau ministère marocain pour les affaires de Mauritanie et du Sahara. Cette attitude, a-t-il conclu, est d'autant plus surprenante que le Maroc reconnaît l'existence de la Mauritanie en acceptant son arbitrage avec l'ensemble de l'O.U.A. dans le différend algéro-marocain.

FORTE PARTICIPATION AUX ÉLECTIONS DU TRANSKEI

Umtata (Transkei), 21 novembre (A.F.P.). — Les élections législatives du Transkei sont un premier pas vers l'indépendance de ce territoire, a déclaré hier mercredi, au cours d'une interview, le chef Victor Poto, candidat au poste de premier ministre de Transkei.

Partisan convaincu d'un Etat multiracial, le chef Victor Poto a déploré que le gouvernement de Pretoria ait, a-t-il dit, favorisé son principal adversaire, le chef Kayser Matanzima, qui, selon lui, est un partisan convaincu de l'« apartheid » au Transkei, en mettant notamment des moyens de transport à sa disposition.

Le chef Poto a notamment déclaré que s'il devenait premier ministre, il lutterait pour la réforme de l'actuelle Constitution du Transkei. Il s'est à ce propos déclaré partisan d'un système bicaméral dans lequel les chefs tribaux siègeraient à la Chambre haute tandis que l'Assemblée législative serait intégralement élue.

Plus de 70 % des électeurs ont participé au scrutin, qui doit permettre de désigner 45 députés auxquels s'ajouteront 64 chefs de tribu pour former l'Assemblée législative du Transkei. Celui-ci doit accéder à l'autonomie et devenir le premier Bantoustan (Etat Bantou) d'Afrique du Sud.

La nouvelle Assemblée législative se réunira le 6 décembre pour élire le premier ministre. Le 12 décembre aura lieu, à Umtata, la cérémonie solennelle de l'installation du nouveau gouvernement du Transkei. Il est possible qu'une haute personnalité sud-africaine, peut-être M. Verwoerd, premier ministre, assiste à la cérémonie.

MARTON EST CONDAMNÉ à 20 ANS DE RÉCLUSION

Après une petite demi-heure de délibération, la Cour militaire de justice a condamné mercredi soir le Hongrois Lajos Marton à vingt ans de réclusion criminelle et dix ans d'interdiction de séjour pour sa participation à l'attentat du Petit-Clamart. Elle a suivi en cela les réquisitions du colonel Le Floch, qui avait admis l'existence de certaines circonstances atténuantes en faveur de l'accusé.

Traitant en effet des mobiles de Marton, le représentant du ministère public avait notamment déclaré :

— *Marton a refusé de se soumettre à l'examen des psychiatres. Mais sans être expert, je pense que l'explication de son geste se trouve dans un anticommunisme plus affectif que raisonné. Il n'est pas question pour moi de prétendre que cet homme n'a pas été marqué par l'insurrection hongroise de Budapest à laquelle il a participé. Mais je dois ajouter que si son anticommunisme peut se comprendre et se justifier en sa qualité de Hongrois, il s'est révélé parfaitement sommaire et ridicule pour un réfugié qui se déclare Français d'adoption. Il a suffi de lui dire que le nom du général de Gaulle était synonyme de communisme pour qu'il accepte immédiatement de participer à une entreprise criminelle. Il encourt la peine de mort, mais vous ne refuserez pas les circonstances atténuantes. Vous le sanctionnerez à sa juste mesure en lui infligeant vingt ans de réclusion criminelle et dix ans d'interdiction de séjour.*

Dans leurs plaidoiries, M^e Prévoost et Richard Dupuy s'étaient efforcés d'élargir ce champ des circonstances atténuantes.

LES DÉFENSEURS DES MEMBRES DU COMMANDO D'EL-BIAR PLAIDENT A LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT

Après avoir réclamé mardi des peines de réclusion à perpétuité ou de longue durée contre les principaux accusés, à la cour de sûreté de l'Etat, au procès du commando O.A.S. d'El-Biar, l'avocat général, M. Caron, a poursuivi mercredi son réquisitoire. Il a demandé des peines de réclusion et de prison contre les autres.

Les plaidoiries des défenseurs ont ensuite commencé. Ceux-ci se sont efforcés de faire ressortir le caractère désintéressé, passionnel et généreux de l'ardeur déployée par de jeunes gens désespérés par l'évolution des événements d'Algérie. « Ils ont été pris dans le cycle infernal de la violence ! », s'est écrié M^e Martin-Sané.

Suite des plaidoiries jeudi.

• Mgr LALLIER, archevêque de Marseille, a demandé aux fidèles de montrer leur solidarité aux nouveaux rapatriés attendus dans cette ville :

Petición kurda

París, 17.—El representante del movimiento kurdo en París, Emir Bedir Jan, ha dirigido un telegrama al jefe del Gobierno británico, al ministro de Asuntos Exteriores y al jefe laborista, pidiendo el cese de las entregas británicas de armamento al Gobierno iraquí.

aunque de carácter leve, Jeanne Welt, de 66 años, profesora de nacionalidad norteamericana. Los restantes ocupantes del vehículo resultaron ilesos.

Jaime Ostos,
gravísimo

Le conflit kurde

L'IRAK ET LA SYRIE S'ÉLÈVENT CONTRE LES INGÉRENCES DE L'U.R.S.S.

Le gouvernement irakien a protesté jeudi contre « l'intervention injustifiée de l'U.R.S.S. dans les affaires intérieures de l'Irak » et demande que cette intervention cesse immédiatement. Cette protestation est contenue dans une lettre adressée au président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de l'Irak aux Nations unies, M. Adnan Pachachi.

Considérant les actes et déclarations récentes du gouvernement soviétique comme une « violation flagrante d'un important principe de la charte des Nations unies », le représentant irakien affirme dans cette lettre que les allégations de l'U.R.S.S. concernant « l'extermination de la population du nord de l'Irak sont complètement injustifiées » et nie catégoriquement la participation aux opérations d'unités étrangères et en particulier d'unités syriennes.

La protestation de Damas

A Damas, un communiqué du ministère des affaires étrangères publié jeudi, déclare notamment : « Le gouvernement syrien renouvelle ses déclarations précédentes selon lesquelles il considère la rébellion barzaniste comme étant une insurrection et une menace contre la sécurité et la stabilité de l'Irak. La solution de ce problème

est uniquement du ressort du gouvernement irakien. »

Après avoir confirmé que le gouvernement de Damas désire entretenir de bonnes relations avec l'U.R.S.S. et tous les Etats socialistes, mais sous le signe du respect mutuel, la note conclut : « Le gouvernement syrien n'a pas envoyé d'unités syriennes en Irak dans le dessein d'aider les forces irakiennes qui sont seules dans ce combat. »

Tension entre Bagdad et Moscou

Entre temps, les relations entre l'Irak et l'U.R.S.S. se tendent. Selon des informations parvenues à Paris, Moscou a interrompu récemment l'aide économique accordée à Bagdad. La construction du nouveau central téléphonique dans la capitale irakienne a été notamment ralentie sinon arrêtée. La radio et la presse irakiennes intensifient leur campagne contre l'U.R.S.S., accusée d'avoir « conclu une alliance avec le Mollah Moustapha Barzani » en vue de « renverser le régime établi en Irak ». Les mille huit cents étudiants irakiens en U.R.S.S. ont été rappelés, mais six cents d'entre eux seulement ont répondu à l'appel de leur gouvernement et ont quitté l'Union soviétique.

Le Conseil économique et social de l'O.N.U. rejette une résolution soviétique s'élevant contre le massacre des Kurdes

De notre correspondant particulier CARLO a PRATO

Genève, 12 juillet. — Par le biais de la convention sur le génocide et la Déclaration des droits de l'homme dont le Conseil économique et social (Ecosoc) est censé s'occuper, M. Arkadieff, délégué soviétique, a tenté de provoquer l'ouverture d'un débat sur « la répression sanglante exercée par le gouvernement irakien dans le Kurdistan ». Le but avoué de la demande soviétique était de faire prendre par le Conseil « des mesures pouvant mettre fin immédiatement au génocide » pratiqué au Moyen-Orient.

La tentative du délégué soviétique n'a pas réussi. Par treize voix contre deux et trois abstentions (Ethiopie, Sénégal, Yougoslavie), l'Ecosoc a repoussé la demande russe.

M. Arkadieff avait appuyé son initiative par un long memorandum affirmant que 60 % de l'armée irakienne étaient actuellement en campagne contre le peuple kurde. « C'est à l'extermination en masse de ce peuple que nous assistons », affirme le memorandum soviétique.

La proposition russe, déclare-t-on aujourd'hui, n'a pas été rejetée pour des raisons de fond et en signe d'hos-

tilité contre les Kurdes, mais surtout parce que, selon les propres paroles du délégué britannique, le Conseil économique et social n'est pas le cadre approprié pour discuter de questions essentiellement politiques et d'ordre manifestement intérieur.

Les milieux soviétiques, nullement découragés par le refus opposé hier à la requête de Moscou, laissent entendre que la question du génocide au Kurdistan sera portée ultérieurement devant d'autres organes de l'O.N.U. tels que le Conseil de sécurité et l'Assemblée.

P.S. — Le Monde a publié le 6 juillet dernier une rectification du président de la délégation algérienne à la conférence internationale de l'instruction publique. Celui-ci démentait que le délégué algérien ait, comme l'avait écrit notre correspondant à Genève, quitté la salle « très ostensiblement pendant l'intervention du délégué français » au cours de l'une des séances de la conférence. En réalité, l'erreur ne venait nullement de notre correspondant, qui ne parlait, dans son compte rendu, que du délégué « nigérien ». Une malencontreuse faute de frappe a transformé ce mot en « algérien ».

Nouvelles de l'étranger

Yémen

Neuf condamnations à mort pour complot contre le régime établi

Aden, 12 juillet (Reuter). — Un « tribunal populaire » siégeant à Sanaa a condamné à mort neuf yéménites accusés d'être les auteurs d'un complot contre le gouvernement républicain du Yémen, annonce la radio de Sanaa. Douze autres inculpés ont été condamnés à des peines de prison, certains d'entre eux à vie.

Le complot, déclare la radio, a été découvert le mois dernier, alors que le président Sallal était en tournée dans les pays arabes. Il est reproché aux inculpés d'avoir envoyé des lettres, de la nourriture, des secrets militaires et de l'argent « aux ennemis du peuple à l'étranger », c'est-à-dire à l'ex-imam Badr.

Les condamnations seront soumises au président Sallal pour confirmation. D'aure part le tribunal se réunira de nouveau dimanche pour juger « un grand nombre d'autres conjurés ».

Guyane britannique

M. Jagan

réaffirme son socialisme et son neutralisme

Georgetown, 12 juillet (A.F.P.). — Commentant le refus opposé récemment par le président Kennedy à la demande d'aide économique qu'il lui avait adressée, M. Jagan, premier ministre, a déclaré :

« Mon gouvernement s'est efforcé et continuera de s'efforcer d'obtenir une aide de n'importe quel pays, y compris de ceux situés de l'autre côté du rideau de fer. Comme le Ghana, l'Inde et d'autres nations sous-développées, nous sommes obligés de rechercher une telle aide, mais nous n'accepterons cette assistance que si elle n'aliène pas notre souveraineté nationale. »

« J'estime, a poursuivi M. Jagan, que les Américains ont refusé d'accorder une aide à mon gouvernement parce que nous nous sommes engagés à suivre une politique socialiste et de non-alignement. Pour bénéficier de l'aide américaine il faut en effet s'engager à suivre la ligne de la politique étrangère des Etats-Unis et participer à la guerre froide », a-t-il conclu.

POLOGNE. — Le gouvernement de Varsovie a demandé jeudi aux autorités américaines le retour en Pologne du commandant d'aviation Richard Obacz, de sa femme et de ses deux enfants, qui s'étaient réfugiés mercredi à Berlin-Ouest à bord d'un appareil militaire d'entraînement, a annoncé un porte-parole de la mission militaire polonaise auprès du gouvernement militaire allié. La même requête a été présentée à Washington par l'ambassade de Pologne aux Etats-Unis. — (A.F.P.)

Congo

M. Mennen Williams souhaite que le départ des « casques bleus » soit retardé

Washington, 12 juillet (A.F.P.). — Il serait préférable que certains éléments des forces des Nations unies soient maintenus au Congo après la fin de l'année, a estimé jeudi, au cours d'une conférence de presse, M. Mennen Williams, adjoint du secrétaire d'Etat pour les affaires africaines, qui vient d'effectuer un voyage de trois semaines en Afrique.

Le sous-secrétaire d'Etat a indiqué que M. Thant n'avait pris qu'une décision provisoire concernant le retrait des « casques bleus » et qu'il ne prendrait une décision définitive à ce sujet qu'après avoir passé de nouveau en revue la situation au Congo.

Vietnam du Sud

Saigon rend le Vietcong responsable des incidents du 8 mai à Hué

Saigon, 12 juillet (A.F.P.). — Les victimes des incidents de Hué, le 8 mai, ont toutes été tuées dans un attentat vietcong au plastic et non à la suite d'une intervention brutale du service d'ordre, déclare le vice-président, M. Nguyen Quoc Tho dans une lettre adressée à l'Association des bouddhistes du Vietnam.

M. Nguyen Quoc Tho précise que cette version des faits vient d'être confirmée par l'enquête à laquelle s'est livrée la commission gouvernementale conformément à l'accord intervenu avec le clergé bouddhiste le 15 juin.

Le vice-président indique par ailleurs dans cette lettre, que le secrétaire d'Etat à l'intérieur venait de signer un nouvel arrêté concernant l'utilisation des emblèmes religieux à l'extérieur des édifices du culte et qu'une commission d'enquête venait d'être créée pour examiner — conformément à l'accord intervenu — les dossiers des plaintes bouddhistes.

VIETNAM DU NORD. — Une condamnation à mort, deux à l'emprisonnement à vie, une à quinze ans et une autre à dix ans, tel est le verdict du procès en espionnage qui vient de prendre fin à Hanoi.

Selon l'agence vietnamienne d'information, il s'agissait d'un groupe de « saboteurs parachutés », un sixième homme a été tué au moment de son arrestation. Les six hommes, avant d'être parachutés sur le territoire nord-vietnamien, auraient, selon cette agence, subi un entraînement dirigé par des officiers de renseignements américains et sud-vietnamiens.

VIETNAM DU SUD. — Vingt condamnations de huit à cinq ans de réclusion accompagnées de quatorze acquittements ont été prononcées jeudi par le tribunal militaire spécial qui jugeait trente-quatre personnes impliquées dans le coup d'Etat manqué de Saigon le 11 novembre 1960. La plus lourde peine frappe l'ancien député Phan Khac Suu. Trois militants de l'Alliance démocratique ont été condamnés à six ans de réclusion et quinze autres inculpés à cinq ans.

MOSCU ACUSA A TURQUIA, SIRIA Y PERSIA

Moscú 9. Rusia ha acusado a Turquía, Irán y Siria de intervenir militarmente en la rebelión kurda de Irak, y advirtió que esto constituía una amenaza a otros países, incluso a la Unión Soviética, informa la agencia de noticias soviética Tass. Una declaración entregada a los representantes de los tres países y del Irak dice: "Los sangrientos ultrajes contra el pacífico pueblo kurdo sólo pueden debilitar al Estado irakí y dañar su prestigio internacional, como también dar una oportunidad a las fuerzas del colonialismo."

Andrei Gromyko entregó personalmente la declaración en la que se acusa a los paí-

*ses del Centro de intervenir
en la rebelion kurda*

signaturas suspendidas, adelantos de estudios, exámenes de Grado y Preuniversitario. Soliciten folletos e información en PINAR, 6. MADRID-6.

FEMENINO

COLEGIO ALAMAN

igualmente se admiten solicitudes de plazas para el Colegio Alaman Femenino, que se inaugurará el próximo octubre en las Secciones de Enseñanza Primaria, Bachillerato Elemental y Cultura General.

Dans des notes adressées à l'Irak
l'Iran, la Turquie et la Syrie

L'U.R.S.S. PREND OFFICIELLEMENT LA DÉFENSE DES REBELLES KURDES

Moscou, 10 juillet (A.F.P.). — Dans une note remise mardi par M. Andreï Gromyko à l'ambassadeur d'Irak à Moscou, le gouvernement soviétique attire l'attention du gouvernement irakien sur « la menace que fait naître l'intervention d'autres Etats dans les événements du nord de l'Irak ».

« Les Etats membres du bloc militaire et colonialiste du C.E.N.T.O. vont jusqu'à prendre des mesures militaires, ce qui constitue un danger pour le maintien de la paix dans le Proche et dans le Moyen-Orient », ajoute la note.

Le gouvernement soviétique déclare ensuite que « les répressions sanglantes exercées contre les Kurdes, qui représentent le quart de la population du pays, ne peuvent qu'affaiblir l'Etat irakien et porter préjudice sur le plan international, comme elles peuvent permettre aux forces colonialistes de tirer profit de ces événements pour porter atteinte à l'indépendance de l'Irak et renforcer leurs propres positions dans le Proche et le Moyen-Orient ».

« La politique du gouvernement irakien, qui ouvre aux forces impérialistes la possibilité d'intervenir dans le Proche et le Moyen-Orient, est grosse de conséquences très sérieuses », ajoute la note.

« L'intervention de puissances étrangères dans les événements se déroulant sur le territoire irakien ne concerne pas uniquement l'Irak, poursuit le gouvernement soviétique. L'entrée dans le conflit d'autres forces et d'autres Etats, ainsi que la mise à la disposition des forces extérieures liées à des blocs militaires agressifs de places d'armes situées à proximité de la frontière soviétique, créent une menace pour la sécurité de plusieurs Etats, notamment pour celle de l'Union soviétique ».

M. André Gromyko a d'autre part remis des notes analogues aux ambassadeurs d'Iran, de Turquie et de Syrie à Moscou, mettant en garde ces trois Etats contre le danger résultant des interventions étrangères en Irak.

Un « problème international »

« Selon les renseignements dont dispose le gouvernement soviétique, est-il dit dans les notes, certains Etats, notamment l'Irak, la Turquie et la Syrie, ont commencé à s'immiscer dans les événements se déroulant au nord de l'Irak, allant jusqu'à prendre des mesures de nature militaire. »

Après avoir rappelé les événements liés à la préparation et à la réalisation de « l'agression impérialiste » contre l'Egypte en 1956, le gouvernement soviétique déclare : « La politique adoptée actuellement par les Etats membres du C.E.N.T.O. est grosse de conséquences sérieuses. »

« Le gouvernement soviétique part du principe que nul ne doit s'immiscer dans les affaires irakiennes », ajoutent les notes.

Faisant enfin état du « massacre sanglant dont sont victimes les Kurdes », le gouvernement soviétique déclare : « La tragédie de Kurdes est devenue d'ores et déjà un problème international. Tout cela suscite la colère légitime ».

large partie de l'opinion mondiale. »

Le gouvernement soviétique exprime enfin « l'espoir sincère que les gouvernements des trois pays pèseront toutes les circonstances en déterminant leur politique envers les événements d'Irak ».

Moscou se réserve le droit de soumettre la question au Conseil de sécurité

Nations unies (New-York) 10 juillet (A.F.P.). — Le représentant de l'U.R.S.S., M. Nicholas Fedorenko, a adressé mardi soir au président du Conseil de sécurité une lettre attirant son attention sur « la répression exercée par le gouvernement irakien contre la population kurde ». Le délégué soviétique se réserve le droit de demander la convocation du Conseil de sécurité sur cette question si le gouvernement irakien ne modifie pas son attitude.

On sait que la République populaire de Mongolie a déjà demandé que la question de l'extermination systématique des Kurdes par le gouvernement irakien soit inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale qui s'ouvrira en septembre.

ES DE L'ÉTRANGER

Italie

M. Saragat est nommé président de la commission des affaires étrangères de la Chambre

Rome, 10 juillet (A.F.P.). — M. Giuseppe Saragat, leader du parti social démocrate italien, a été nommé président de la commission des affaires étrangères de la Chambre des députés.

C'est à la suite d'un accord entre les partis de la majorité que la décision a été prise de confier la présidence d'une des quatorze commissions de la Chambre à M. Saragat. On souligne que c'est la première fois depuis le rétablissement du régime parlementaire que ce poste est confié à un représentant d'un parti autre que la démocratie chrétienne.

On précise en outre que M. Giuseppe Saragat s'est toujours montré un grand défenseur de l'alliance atlantique et de l'euro-péisme.

Autriche

Les ministres socialistes prennent d'autorité des mesures pour empêcher le retour d'Otto de Habsbourg

Vienne, 10 juillet (A.F.P.). — L'imbraglio juridico-politique au sujet de l'archiduc Otto de Habs-

Etats-Unis

Le Sénat approuve le versement aux Philippines de 73 millions de dollars de dommages de guerre

Washington, 10 juillet (A.F.P.). — Mardi le Sénat américain a approuvé et envoyé à la Chambre des représentants le projet de loi modifié approuvant le versement aux Philippines d'une somme de 73 millions de dollars au titre de dommages de guerre, mais supprimant le paiement d'une commission de 500 000 dollars à M. John A. O'Donnell, avocat-conseil, qui avait usé de son influence auprès des membres du Congrès en faveur du gouvernement philippin.

Le nouveau projet de loi prévoit que, sur les 73 millions d'indemnités, 30 millions seront versés à un fonds destiné à financer des programmes d'intérêt mutuel pour les deux pays. Le gouvernement des Philippines avait cherché à obtenir une plus grande liberté d'utilisation pour les crédits en question.

Argentine

La répartition officielle des mandats de grands électeurs

Buenos-Aires, 10 juillet (A.F.P., Reuter). — Les élections de dimanche dernier en vue de désigner les 476 électeurs, qui éliront le 31 juillet prochain le président et le vice-président de la République ont donné les résultats officiels suivants :

M. Arturo Illia (radical populaire), 168 mandats ;

M. Oscar Alende (radical intransigeant), 108 ;

Général Aramburu (union du peuple), 75 ;

M. Olmos Joffe (conservateur), 29 ;

M. Suedo (démocrate chrétien), 28 ;

M. Algreto Palacios Soria (socialiste), 12 ;

M. Orgaz Fitte (socialiste démocrate), 10 ;

Divers, 46.

Le décompte des suffrages populaires n'est pas encore terminé.

Le président Guido a signé un décret amnistiant les détenus politiques. On ignore combien de personnes bénéficieront de cette mesure.

Brésil

Nouveau conflit entre le gouvernement fédéral et M. Carlos Lacerda

Rio-de-Janeiro, 10 juillet (A.F.P.). — Un nouveau conflit vient d'éclater entre le gouvernement fédéral et M. Carlos Lacerda, gouverneur de l'Etat de Guanabara, qui en 1961 avait lancé contre l'ex-président Janio Quadros une violente campagne qui ne prit fin qu'avec la démission de ce dernier.

C'est le gouverneur Lacerda qui a repris dimanche l'initiative des opérations en accusant les autorités fédérales et le président Boulart de tramer une conspiration contre l'Etat de Guanabara.

Le problème kurde internationalisé

L'un des désirs les plus chers des nationalistes kurdes vient de se réaliser. Leur conflit armé contre les autorités centrales de Bagdad s'est transformé en une affaire internationale qui amènera les grandes puissances à sortir de leur réserve et à prendre position.

En effet, sous le régime du général Kassem, qui menait contre les Kurdes une guerre d'extermination, les deux blocs mondiaux avaient observé le silence sur des opérations militaires considérées comme relevant de l'autorité exclusive d'un Etat souverain. Les organes de presse communistes en particulier avaient estimé superflu d'informer leur opinion publique de l'existence même de combats meurtriers dans le nord de l'Irak.

Le massacre des communistes en Irak, après la prise du pouvoir par le parti Baas en février dernier, et aussi sans doute les pressions exercées par la Chine populaire ont radicalement modifié l'attitude de l'Union soviétique, qui, mardi soir, a pris officiellement position en faveur des maquisards kurdes. Un article retentissant dans la « Pravda », le 6 mai dernier, la récente démarche de la Mongolie-Extérieure demandant l'inscription de la question kurde à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'O.N.U., laissaient d'ailleurs présager le revirement soviétique.

Moscou a déclenché une véritable offensive diplomatique en adressant mardi soir, coup sur coup, des notes rédigées en termes énergiques à l'Irak, l'Iran, la Turquie et la Syrie. En substance, le Kremlin affirme que l'Union soviétique ne peut demeurer indifférente devant des événements qui menacent directement sa sécurité. En effet, ajoutent ces notes, la guerre contre les Kurdes est menée non seulement par l'Irak mais aussi par les pays membres du C.E.N.T.O. (l'ancien pacte de Bagdad), dont font partie l'Iran, la Turquie et la Grande-Bretagne.

Le Kremlin fait ainsi allusion aux informations touchant une collaboration militaire entre la Turquie et l'Irak, ainsi qu'aux achats d'armes effectués récemment par Bagdad à Londres. L'avertissement adressé à Damas, d'autre part, fait suite aux rumeurs selon lesquelles les troupes syriennes (notamment aériennes) participeraient activement aux combats dans le nord de l'Irak.

Le libellé des notes soviétiques n'est pas dépourvu d'habileté. Celles-ci tendent à présenter l'Union soviétique comme la championne de l'indépendance irakienne, menacée par les manœuvres « des Etats impérialistes et des pays membres du C.E.N.T.O. ». Elles dénoncent en outre le « crime de génocide » perpétré par les autorités baasistes de Bagdad.

Les nouvelles parvenues en Occident à ce sujet ne démentent malheureusement pas les allégations soviétiques. Il est en effet de notoriété publique que les troupes irakiennes se livrent dans le nord du pays au massacre de populations soupçonnées de sympathiser avec le mouvement révolutionnaire du général Barzani. Des villages, par dizaines, sont incendiés et complètement détruits. Les femmes, les enfants, les vieillards, ne sont pas épargnés. Les rebelles faits prisonniers sont exécutés sommairement.

Quelle sera l'attitude des puissances de l'Ouest face à l'offensive diplomatique de l'U.R.S.S. ? Une bonne partie de la presse européenne et américaine n'a jamais caché sa sympathie pour un peuple qui revendique non son indépendance, mais le droit à l'autonomie au sein de l'entité irakienne. Les gouvernements occidentaux, en revanche, hésitent à appuyer le mouvement nationaliste kurde, de crainte d'indisposer les alliés turc et iranien. On peut se demander cependant s'il ne serait pas préférable pour les intérêts d'Ankara et de Téhéran qu'un règlement pacifique intervienne rapidement en Irak.

La prolongation de la guerre risque en effet de raidir les positions des rebelles et de provoquer tôt ou tard des troubles chez les Kurdes de Turquie et d'Iran.

On voit mal en tout cas comment l'Occident pourrait abandonner au bloc communiste la défense de la morale internationale et des droits inscrits dans la charte des Nations unies.

ses collègues des Six ors de la session du conseil des ministres qui se tient aujourd'hui et demain à Bruxelles : « Les problèmes que j'ai discutés ne concernent pas le Marché commun, a-t-il dit, et il n'a pas été question de l'établissement de relations diplomatiques entre les pays de l'Est et la C.E.E. » En revanche, le ministre se rendra vendredi à Paris pour mettre le conseil permanent de l'O.T.A.N. au courant de ses conversations avec M. Khrouchtchev, qu'il a qualifiées de « très intéressantes ». Il a étudié toutes les questions qui lui étaient posées au sujet de l'éventuelle conclusion d'un accord entre l'O.T.A.N. et le pacte de Varsovie ainsi que sur la prochaine conférence anglo-américano-soviétique sur l'interdiction des essais nucléaires.

« Ces discussions ne pouvaient pas avoir de résultat, a-t-il dit, puisqu'il ne s'agissait ni de négociations ni de pourparlers. M. Khrouchtchev est toujours un partisan convaincu de la coexistence pacifique, et je suis toujours persuadé que l'Ouest doit profiter de ses bonnes dispositions. »

NO-SOVIÉTIQUE

erreurs et les lacunes de la position chinoise

impérialiste des peuples opprimés, dont le droit sacré de briser par les armes la violence armée de l'oppresseur, lorsque celle-ci exclut tout autre accès à la liberté, est un des éléments de la ligne de la coexistence pacifique. »

M. Calamandrei s'attache ensuite longuement à relever, dans l'analyse de la situation mondiale faite par la lettre du P.C. chinois, « des lacunes ou des accentuations qui révèlent plus généralement une connaissance non appropriée des développements en cours dans le camp du capitalisme », et cela en ce qui concerne notamment « le poids de la lutte dans les pays capitalistes par rapport au processus révolutionnaire en général, la fonction de la lutte impérialiste en Asie, en Afrique et en Amérique latine, les conditions nouvelles déterminées par la menace nucléaire et par la force accrue des peuples et le culte de la personnalité ».

ient grave

attaques que celle-ci suscite dans les rangs du mouvement ouvrier, attaques, qui n'atténuent pas, toutefois, la solidarité internationaliste envers l'épopée révolutionnaire de ce peuple. »

CORRESPONDANCE

La situation en Hongrie

Nous avons reçu de M. Debû-Bridel, ancien sénateur, à la suite de la libre opinion de M. Paul Auer, parue dans le Monde avant la visite en Hongrie de M. Thant, une lettre dans laquelle il évoque un voyage qu'il vient de faire lui-même à Budapest. Notre correspondant relève l'amélioration radicale de l'atmosphère de la capitale, où la « hardiesse d'expression », la liberté des critiques, ne sont comparables qu'avec la vie polonaise :

Certes, poursuit-il, la Hongrie n'est pas un Eden et les difficultés y sont encore nombreuses. Il n'en demeure pas moins certain que le niveau de vie y a singulièrement augmenté. Alertée par l'explosion de 1956, la Russie soviétique a sans doute renoncé aux prestations qu'elle exigeait jadis d'un pays considéré plus comme une nation ennemie vaincue que comme une nation-sœur délivrée.

En France nous aurions tort d'oublier que la Hongrie est la seule des démocraties populaires à maintenir sur son sol l'activité d'un institut français et de l'Alliance française ; et l'incompréhension de nos services de police à l'égard des Hongrois désirant venir chez nous est hautement regrettable. Mais c'est une autre affaire !

Ce qui est passionnant, c'est de voir à quel point pour chaque nation et dans des circonstances les plus diverses l'histoire semble se répéter. En 1848, Kossuth et son soulèvement révolutionnaire furent brisés, écrasés dans le sang en 1849, mais grâce au travail patient, têtue, non violent mais perspicace de Deak, ce Gandhi magyar du siècle dernier, l'accord de 1867 assurait à la Hongrie une place privilégiée dans la Double-Monarchie.

Ainsi en 1963, le gouvernement Kadar est-il parvenu à obtenir pacifiquement les fruits de l'insurrection brisée et vaincue de 1956. Une page nouvelle s'ouvre bel et bien pour la Hongrie.

El Ejército irakí se refuerza con armamento moderno

Tánger 6. (Crónica telegráfica de nuestro corresponsal.) Bagdad ha salido al paso de la campaña de Prensa y Radio, que reprocha al Gobierno irakí "haberse vendido a las potencias imperialistas". Moscú ha acusado a Bagdad de haber obtenido abundante armamento occidental para "exterminar a los kurdos". Dice que mientras los ingleses han facilitado instructores y entregado material acorazado al Ejército irakí, Washington puso a disposición de las Fuerzas Aéreas del Ejército baasista los modelos más modernos de aviones de caza y helicópteros para combatir a los kurdos en las montañas del norte del país. El ministro irakí de la Defensa, teniente coronel Salih Mahdi Ammash, no niega que los Estados Unidos han propuesto estos días importante ayuda militar al país, pero asegura que el ofrecimiento fue rechazado. No se dicen las causas, sino, indirectamente, al afirmar el mismo ministro que su Gobierno comunicó al de Washington que estaba dispuesto a comprar armamento al contado y sin ninguna condición política. Por último, el teniente coronel Mahdi reveló que el Irak acaba de realizar una importante operación de compra de armamento en esas condiciones. ¿Con Norteamérica?. le preguntaron. Mahdi se negó a dar detalles.—C. L.

LA REBELION EN EL NORTE DEL IRAK

Con ruego de publicación, recibimos la siguiente nota del encargado de Negocios a. i. de la República del Irak en Madrid:

"Ciertos periódicos han publicado una noticia, según la cual un batallón del Ejército

... millones de rublos en cinco años.

Los otros cinco acusados han sido condenados a quince años de cárcel.

Los fusilados se llaman G. I. Povarinets, S. A. Krupkin, S. V. Bogdanof, I. Y. Xinker y Y. Kazakevich.

VARIOS EMPLEADOS DETENIDOS

Cinco altos empleados de los grandes almacenes G. U. M., propiedad del Estado, han sido detenidos bajo acusación de alentar el mercado negro soviético con artículos sustraídos de dichos almacenes.

La red se extendía muy lejos—comenta "Pravda"—, pues dos empleadas, detenidas, las señoras Korayina y Rykova, habían ampliado sus círculos de suministro hasta la región de Ucrania. Los otros tres detenidos deberán responder a los cargos de haber aceptado comisiones, en concepto de soborno, por parte de estas mujeres.—Efc.

RUMANIA SE DISTANCIA DE LA U. R. S. S.

Belgrado 6. Rumania desea establecer relaciones comerciales con todos los países en condiciones de igualdad, declaró el ministro rumano de Comercio Exterior, Gheorghe Radulesco, según informa la agencia oficial de noticias yugoslava Tanjug. Habló en la inauguración de una exposición industrial italiana en Bucarest.—Efc.

TRES ALBANESES FUSILADOS

Viena 6. Tres albaneses han sido fusilados después de haber sido condenados a muerte por tribunales populares, acusados de preparar una sublevación con ayuda de fuerzas imperialistas yugoslavas y griegas, según ha anunciado Radio Tirana. La emisora añadió que otras nueve personas acusadas de desviacionismo han sufrido otros

de la República Árabe Siria está luchando al lado de las fuerzas del Ejército irakí para el aniquilamiento de la rebelión armada en el norte del Irak. Estoy autorizado para desmentir esta noticia sin fundamento, en vista de que no es necesaria la ayuda de las fuerzas de otra nación árabe para terminar con este movimiento de rebelión, tras el cual existen manos extranjeras, a las que no importan los intereses kurdos. Además, Al-Barazani, dirigente de esta rebelión, no representa a los kurdos.

El hecho de publicar esta noticia en el momento en que las operaciones de limpieza de rebeldes en la región del norte toca a su fin, es algo premeditado por ciertas agencias de noticias para mostrar el movimiento de la rebelión—que dirige un grupo descarriado—, a través de una falsa imagen, hecho que usted no ignora.—*Hammad ALHARDAN*, Encargado de Negocios a. i. 22

RESULTAN IMPENETRABLES LAS NEGOCIACIONES RUSO-CHINAS SOBRE DIFERENCIAS

Mientras mejoran las relaciones entre la Unión Soviética y China, se deterioran las de Moscú con Occidente.

Helsinki 6. (Crónica de nuestro corresponsal, recibida por "telex".) La primera reunión entre la Delegación china y la soviética para discutir las diferencias ideológicas se ha celebrado hoy en el local del Comité central del partido comunista ruso, en Moscú. Aunque las negociaciones son consideradas, por los observadores, tanto occidentales como orientales, virtualmente inútiles y sin la menor esperanza de "éxito", la confrontación entre las dos Delegaciones se mantiene en la más completa

Rusia denuncia el genocidio kurdo

Ginebra 4. La U. R. S. S. ha presentado en el Consejo Económico y Social de las Naciones Unidas un proyecto de resolución "condenando la política de genocidio emprendida por el Irak contra el pueblo kurdo". El Consejo sometió a votación el proyecto, y por trece votos en contra, ninguno a favor y dos abstenciones—una de ellas, la de la U. R. S. S., que consideró "no legítimo" el escrutinio—rehusó tomar en consideración una cuestión no inscrita en su programa de trabajo.

Una controversia oratoria bastante vehemente entre el delegado soviético, Borissov, y el delegado jordano, que le hizo notar que tal deliberación no estaba prevista, animó el debate. Borissov se encolerizó, y señalando con el dedo a su colega dijo: "¡Queréis hacerme cerrar la boca; pero mi mandíbula es fuerte. Gastáis vuestra energía en vano; reservadla para otras ocasiones!" "Se está procediendo a exterminar a todo un pueblo", dijo el delegado soviético, y añadió: "El Consejo Económico y Social no puede cerrar los ojos. Debe lanzar un llamamiento al pueblo irakí para

que ponga fin a esta acción
inhumana

de Ben Barka.

El Gobierno, por boca del nuevo ministro del Interior, pide a todos moderación. No será fácil en el ambiente de crispación política actual. Se dice que Ben Barka ha concertado en El Cairo el acuerdo de convertir a su partido en sección marroquí del Movimiento Socialista de Unificación Árabe de Nasser. Por su parte, el Istiqlal se muestra profundamente resentido por la condena de uno de sus órganos y por la que espera contra otro.—
Claudio LAREDO.

Kennedy condecora a varias personas de color

Washington 4. Kennedy ha condecorado a treinta y una personas—entre las que figuran varias de raza negra—con la Medalla Presidencial de la Libertad.

Este galardón se concede a aquellas personas “que hayan hecho especiales contribuciones a la seguridad o intereses nacionales de Norteamérica, a la paz mundial o a otras significativas empresas de orden privado o público”.

En esta ocasión se ha concedido esta medalla de oro, por vez primera, a personas de color: la cantante Marion Anderson y al doctor Ralph J. Bunche, subsecretario para

Résoudre le problème kurde par la négociation

A la question de savoir ce qu'il pensait de la reprise des combats dans le nord de l'Irak entre Kurdes et Arabes, le Raïs répond : « Nous résisterons à tout mouvement de sécession quel qu'il soit. Mais étant donné que le gouvernement irakien a reconnu l'existence d'une nation kurde et qu'un accord secret avait été conclu à ce propos entre le général Barzani et les dirigeants actuels de Bagdad, j'estime qu'il aurait fallu explorer toutes les voies pacifiques avant d'avoir recours aux armes. Jalal Talabani, le représentant du général Barzani, m'avait formellement assuré que jamais les Kurdes ne seraient les premiers à violer la trêve. Aussi ai-je été très surpris en apprenant, par un communiqué publié à Bagdad, que la guerre avait repris. D'autant plus que Talabani m'avait donné l'impression que ses conceptions de l'autonomie revendiquée n'étaient pas très éloignées des miennes concernant l'établissement d'un régime décentralisé, analogue à celui qui est déjà appliqué dans les différents gouvernorats d'Egypte.

— Considérez-vous le problème kurde comme une affaire irakienne ou arabe ?

— Les deux à la fois. Le problème kurde se pose, je crois, depuis plus de mille ans...

— ... et vous, monsieur l'

nerie vauclusienne et de faire aboutir auprès du gouvernement les justes revendications des agriculteurs. »

Cette grève administrative de quarante-huit heures (à partir du 5 juillet), consistera dans la cessation de tous rapports officiels avec M. le pré-

Les décisions du co

Blé : haus

Orge : hau

Un communiqué officiel diffusé mercredi dans la soirée a annoncé les décisions du gouvernement en ce qui concerne les prix des céréales pour la récolte de 1963.

● **Blé tendre.**

Le prix est majoré de 2 %. Il est ainsi fixé à 45,52 F le quintal contre 44,63 F l'année dernière (il s'agit bien entendu du prix indicatif pour la zone la plus excédentaire — Chartres, — et c'est un prix stade de gros, à la sortie de l'organisme stockeur). Le quantum est porté de 72 à 75 millions de quintaux.

Dans ces conditions, et bien que le producteur ait à supporter le

LE PRÉSIDENT NASSER SE GARDE D'INTERVENIR DANS LE CONFLIT KURDE

De notre envoyé spécial
ERIC ROULEAU

Le Caire, 18 juin. — La presse égyptienne fait preuve d'une objectivité exemplaire à l'égard du conflit qui oppose le gouvernement de Bagdad et les rebelles kurdes. Les journaux reproduisent fidèlement et sans le moindre commentaire aussi bien les déclarations des officiels irakiens que celles des représentants du général Barzani. A l'exception de Nasser Nachachibi, du *Goumhourya*, — dont l'opinion ne reflète nullement celle des autorités — aucun éditorialiste égyptien n'a tenté de justifier les mesures répressives prises contre les partisans du général Barzani.

Le Raïs hostile à la violence

En fait, le gouvernement de la R.A.U. n'a toujours pas défini sa position concernant les événements qui ont conduit à la reprise des hostilités. Mais il est de notoriété publique ici que le président Nasser est partisan d'un règlement négocié du problème kurde. Au lendemain du coup d'Etat baasiste à Bagdad, en février dernier, il avait déclaré à une délégation officielle irakienne que les revendications kurdes relatives à une large décentralisation ne constituaient pas une menace pour la cohésion du monde arabe. Au contraire, ajoutait-il, une « solution démocratique » du conflit était susceptible d'établir les bases d'une amitié durable entre Arabes et Kurdes face à leurs ennemis communs.

(Lire la suite en 4^e page, 1^{re} col.)

Ethel Rosenberg obtiendrait aujourd'hui un nouveau procès. Mais, le 6 février 1963, le même tribunal rendant son verdict refusait la révision du procès Rosenberg-Sobell. Il avançait pour cela deux arguments :

En attendant les résultats de

La conférence du désarmement de s'ajourner du 2

De notre correspondant par

Genève, 18 juin. — Sur la demande de la délégation des Etats-Unis, la conférence du désarmement s'est réunie lundi en séance officieuse — c'est-à-dire sans qu'il soit pris de notes ni rédigé de procès-verbaux — pour entendre une proposition américaine d'ajournement de ses travaux pendant la réunion des trois représentants du président Kennedy, de M. Macmillan et de M. Khrouchtchev, fixée vers la mi-juillet à Moscou.

Après une discussion, au cours de laquelle plusieurs délégués ont

DES SÉNATEURS AMÉRICAINS CRITIQUENT L'AIDE A L'ÉTRANGER

Washington, 18 juin (A.P.). — Plusieurs membres de la commission sénatoriale des affaires étrangères ont demandé lundi à M. Dean Rusk que le gouvernement insiste auprès des pays européens pour qu'ils participent davantage à l'aide à l'étranger.

Les sénateurs Wayne Morse et Stuart Symington (démocrates) ont demandé des mesures de représailles contre la France et les autres pays du Marché commun pour les restrictions apportées aux importations en Europe de volailles américaines et autres produits

Après la plainte déposée

à l'O.N.U.

El Hossaini

L'IRAK ROMPT SES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC LA MONGOLIE EXTÉRIEURE

Le gouvernement irakien a annoncé mercredi la rupture des relations diplomatiques entre Bagdad et Oulan-Bator, la République populaire de Mongolie ayant demandé l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'O.N.U. une question intitulée : « La politique de génocide menée par le gouvernement d'Irak contre le peuple kurde. » Le gouvernement d'Oulan-Bator fonde sa requête sur la résolution de l'assemblée générale du 11 décembre 1946 condamnant le génocide comme un crime relevant du droit international. Un projet de résolution soumis par la Mongolie extérieure invite le gouvernement irakien à cesser « toutes les opérations militaires et à reprendre les négociations avec les représentants des Kurdes en vue de satisfaire leurs revendications nationales ».

A Bagdad, entre temps, on s'attend à des exécutions massives de communistes, après l'échec, mercredi matin, d'un complot attribué aux « agents communistes » et aux Kurdes. Selon la version officielle, un certain nombre d'individus vêtus d'uniformes militaires se seraient infiltrés à l'aube dans le camp militaire de Rachid et auraient réussi à s'emparer des dépôts d'armes, tout en tentant de remettre en liberté les milliers de prisonniers politiques qui y sont incarcérés.

La campagne anticomuniste de Radio-Bagdad a depuis redoublé de violence, Moscou étant pris directement à partie. On se demande dans les milieux diplomatiques de Beyrouth si cette campagne ne prélude pas à une rupture des relations diplomatiques entre l'Irak et l'U.R.S.S.

kaléidoscope des réalités algériennes, on peut tout voir, tout espérer et tout redouter. L'Algérie, c'est une nation où tout est encore possible.

FIN

(1) Voir *le Monde* des 30 juin-1^{er} juillet, 2, 3 et 4 juillet.

A la Cour de sûreté de l'Etat

UN OFFICIER DU 1^{er} R.E.P. PASSÉ A L'O.A.S. EST CONDAMNÉ A DIX ANS DE RÉCLUSION

Sous l'inculpation de complot contre l'autorité de l'Etat suivi d'actes pour en préparer l'exécution, tels que des constitutions de bandes armées, des vols d'armes, des complicités dans des destructions d'installations de radiodiffusion, un ancien sous-lieutenant du 1^{er} R.E.P., Claude Dupont, vingt-six ans, a comparu mercredi devant la Cour de sûreté de l'Etat présidée par M. Voulet.

Originaire de Bordeaux, où son père était officier de police principal à la D.S.T., Claude Dupont, après avoir commencé sans succès des études de médecine, avait résilié son sursis pour accomplir son service militaire dans une unité de parachutistes. Sorti en 1959 de l'école de Cherchell avec le grade de sous-lieutenant il avait été d'abord affecté à un régiment de la légion étrangère, puis en avril 1961 au 1^{er} R.E.P. dans la compagnie commandée par le capitaine Joseph Estoup. Il vécut dans cette unité les heures du putsch d'Alger et déserta ensuite après la dissolution du régiment pour rejoindre l'O.A.S. Il y eut très vite d'importantes responsabilités. S'il ne chercha pas à les contester devant

LA SITUATION AU PROCHE-ORIENT

Le président Nasser se garde d'intervenir dans le conflit kurde

(Suite de la première page.)

Lors des pourparlers qui aboutirent le 17 avril dernier à l'accord tripartite d'unité fédérale arabe, le président de la R.A.U. avait suggéré qu'une délégation du parti démocratique kurde fût invitée au Caire pour exposer le point de vue du général Barzani. La délégation irakienne avait repoussé la proposition en arguant que la question serait « réglée entre Irakiens » avant la naissance de la future Fédération.

Simultanément, le gouvernement irakien soutenait, dans ses négociations avec les rebelles, que le problème kurde dépassait le cadre national, et que le président Nasser s'opposait à toute concession qui porterait atteinte à l'unité arabe. Lors de son dernier séjour au Caire M. Jalal Talabani, représentant le général Barzani, a pu se rendre compte des dissonances qui opposaient Le Caire à Bagdad. Le président Nasser lui réserva, le 31 mai dernier, un accueil particulièrement aimable tout en soulignant qu'il s'opposerait à toute tentative de sécession de la part des Kurdes. M. Talabani l'assura pour sa part que le général Barzani n'était nullement hostile au projet d'unification arabe, à condition que les droits nationaux des Kurdes soient garantis. Le délégué kurde semble avoir fait une excellente impression sur le Raïs, bien que celui-ci ait jugé excessives certaines revendications des nationalistes kurdes.

Le revirement de Bagdad

En réalité, le point de vue du président Nasser, qui n'a pas varié, est celui qu'affichait le gouvernement irakien en mars dernier : Bagdad avait alors solennellement reconnu au peuple kurde sa vocation à « exercer ses droits nationaux dans le cadre d'un système décentralisé ». Le 11 mars, le vice-président du conseil irakien, M. Saleh El Saadi

déclarait en notre présence, lors d'une conférence de presse tenue à Damas, que l'on ne pouvait refuser au peuple kurde « le droit à l'autodétermination au sein de l'entité irakienne ».

Se fondant sur ces déclarations, le président Nasser avait conseillé à M. Talabani de ne prendre aucune initiative qui risquerait de mettre en péril la paix intérieure en Irak où, pensait-il, le gouvernement était tout prêt à parvenir à un compromis honorable pour toutes les parties en cause. Aussi, dit-on dans les milieux bien informés, le Raïs a-t-il été désagréablement surpris par la dramatique tournure des événements en Irak à un moment où le monde arabe, à la recherche de son unité, ne devrait pas se livrer à d'inutiles luttes intestines.

Un choix délicat pour Nasser

Certains cercles politiques égyptiens ne veulent voir, dans le subit déchaînement des autorités irakiennes contre les nationalistes kurdes, qu'une « manœuvre de diversion » visant à renforcer les régimes baasistes de Bagdad et de Damas. Un accord secret aurait été conclu à cet effet à l'issue des pourparlers qui se sont déroulés la semaine dernière à Bagdad entre le gouvernement irakien et une délégation officielle syrienne comprenant le général Atassi, chef du Conseil révolutionnaire, et Michel Aflak, secrétaire général du Baas.

L'objectif des dirigeants irakiens et syriens serait double : d'une part rallier les masses récalcitrantes autour de mots d'ordre chauvins maquillés en slogans patriotiques, et d'autre part mettre le gouvernement égyptien au pied du mur en l'obligeant à prendre clairement position dans un conflit qui oppose des Arabes à des non-Arabes. Le refus probable du Caire de fournir un appui mili-

taire, ou même de donner une caution politique à la croisade anti-kurde — que certains qualifient ici de génocide — permettrait ainsi aux dirigeants baasistes de dénoncer la « complicité entre le président Nasser et les ennemis de la nation arabe ».

La « coupable neutralité » de l'Égypte

D'ores et déjà des personnalités irakiennes se sont plaintes au Caire auprès des autorités compétentes de l'attitude de la presse égyptienne qui ferait preuve, selon eux, d'une « coupable neutralité ». La publication côte à côte des portraits du maréchal Aref, chef de l'Etat irakien, et du général Barzani, le refus des journaux égyptiens de qualifier les rebelles kurdes de « bandits barzanistes » figurent notamment parmi les doléances de Bagdad.

Le président Nasser, assure-t-on dans les milieux bien informés, ne donnera aucune suite à ces représentations qu'il jugerait déplacées et incompatibles avec la souveraineté de la République arabe unie. Se prévalant du principe de la non-intervention dans les affaires intérieures de pays arabes frères, il continuerait à observer le silence sur un conflit au sujet duquel personne n'avait jugé utile de le consulter.

ERIC ROULEAU.

A l'O. N. U.

L'ARABIE SÉOUDITE DÉNONCE LES ATTAQUES AÉRIENNES DE LA R.A.U.

Nations unies (New-York), 18 juin (A.F.P.). — L'Arabie Séoudite accuse la R.A.U. d'avoir effectué les 6 et 8 juin une quinzaine de raids aériens.

EN ARGENTINE**PANORAMA POLITIQUE CONFUS****à trois semaines des élections**De notre correspondant particulier **HENRY JANIÈRES**

Buenos-Aires, 18 juin. — A trois semaines à peine des élections générales, le panorama politique reste confus. Nul ne sait en effet comment et dans quelles conditions les forces populaires pourront prendre part à ce scrutin. Un certain nombre de partis traditionnels ou non mènent leur campagne électorale comme si la compétition devait se dérouler dans un climat de parfaite tranquillité démocratique.

Parmi eux il faut compter — en allant de la droite vers la gauche — tout d'abord les conservateurs dont le candidat est M. Olmos, dont la clientèle ne groupe pas plus de cinq pour cent des voix dans l'ensemble du pays. Mais la puissance financière des conservateurs reste grande et c'est à leur influence que l'on doit la politique économique orthodoxe menée depuis la chute du président Frondizi en mars 1962 et qui a sans doute bien servi certains de leurs intérêts sans bénéficier forcément à ceux du pays.

Ensuite vient l'Union du Peuple Argentin — U.P.A. — constituée il y a quelques mois afin de soutenir la candidature du général Aramburu, ex-président du Gouvernement provisoire entre 1956 et 1958. Le général Aramburu est un des candidats qui, en raison même de sa position à cheval sur tous les partis, possède quelque chance de succès.

L'Union Civique Radicale du Peuple (U.C.R.P.) dont le candidat est M. Illia, représente environ 18 pour cent de l'électorat argentin et puise dans les classes moyennes de Cordoba et de Buenos-Aires le gros de sa clientèle.

Plus à gauche se situe la fraction de l'U.C.R.I. (L'Union Civique Radicale Intransigeante, parti de M. Frondizi) ayant comme candidat le Dr Alende, ex-gouverneur de la province de Buenos-Aires. Sa force électorale — en dépit de ses appels aux forces populaires — sera forcément limitée en raison de ses divisions internes.

président Frondizi et les péronistes, autrement dit environ 50 % du corps électoral. Et c'est là qu'est le nœud de la question électorale. L'U.C.R.I. et les justicialistes regroupés au sein de l'Union populaire ont formé avec cinq autres groupements le « Front national et populaire ». Sur le papier, le succès électorale du Front paraît difficilement évitable. Cependant, en face de ce regroupement des forces populaires, tous les secteurs civils et militaires dont l'anti-péronisme est le cri de ralliement se sont soulevés à nouveau. Ils savent bien que le péronisme est aujourd'hui un mythe dépassé. Mais ils savent aussi qu'un succès des forces populaires amènerait fatalement des changements de structure qui en termineraient avec les privilèges de castes qui ont été relativement brimés sous le régime péroniste et qu'elles ont récupérés après la chute du dictateur en 1955.

Les forces armées qui ont provoqué la « révolution libératrice » de 1955 et la chute de M. Frondizi en 1962 se croient dans l'obligation morale d'empêcher le retour au pouvoir du régime péroniste, même par personnes interposées. C'est la raison pour laquelle le ministre de l'intérieur a ordonné contre le candidat du Front national et populaire, M. Solano Lima, les poursuites que le juge d'instruction désigné s'est finalement refusé à couvrir. Péronisme, Front national, Forces armées, c'est là que se situe l'épicentre du problème politique argentin.

LE NOUVEAU MINISTÈRE BRÉSILIEN

Voici la composition du nouveau ministère brésilien annoncée lundi soir par le président Goulart :

Guerre : général Jair Ribeiro Dantas, ancien commandant de l'armée du Rio-Grande-do-Sul (légaliste) ;

Marine : amiral Silvio Mota ;

Aviation : général Anisio Botelho ;

Affaires étrangères : M. Evandro Lins et Silva, ancien chef de la maison civile de la présidence de la République ;

Maison civile : M. Darcy Ribeiro, sociologue, ancien ministre de l'éducation nationale ;

Education : M. Paulo de Tarso, député fédéral du parti démocrate chrétien (Sao-Paulo) ;

Justice : M. Abelardo Jurema, député fédéral du P.S.D. (parti socialiste démocratique) ;

Travail : M. Amaury Silva, sénateur, P.T.B. (parti travailliste brésilien) (Parana) ;

Mines et énergie : M. Oliveira Brito, P.S.D., ancien leader de la majorité à la Chambre.

Pour les cinq portefeuilles restants, les titulaires ont été choisis par la présidence sous réserve de leur acceptation :

Finances : M. Carvalho Pinto, ancien gouverneur de l'Etat de Sao-Paulo ;

Industrie et commerce : M. Joaquim Ramos, député fédéral du P.S.D. ;

Travaux publics : M. Jesus Soares Pereira ;

Santé publique : M. Wilson Faldul, député fédéral du P.T.B. ;

Agriculture : laissé au choix du gouverneur de l'Etat de Pernambuco, M. Miguel Arraes.

M. Aldo Moro renonce à former le gouvernement italien

Le parti socialiste, malgré M. Nenni avait refusé de le soutenir

LES RAPATRIÉS D'ALGÉRIE

Un bilan de l'opération « priorité d'emploi » va être dressé par M. François Missoffe

Mardi en conseil des ministres, mercredi devant la presse, M. François Missoffe fait le bilan de l'opération « priorité d'emploi », un an après l'exode des Français d'Algérie (1), quelques jours avant l'arrivée de « pieds-noirs » qui étaient demeurés en Afrique et qui, au nombre de 50 000, dit-on, doivent regagner la France cet été.

L'effort du gouvernement a d'abord porté sur l'accueil (prestations de retour, allocations de réinstallation, prestations sociales, aide au logement, allocations de

Par LÉO PALACIO

subsistance qui cessent au bout d'un an de présence en France et qui sont accordées à tout Français d'Algérie quelle que soit la date de son arrivée).

Le gouvernement a ensuite étudié les moyens les plus efficaces pour permettre l'intégration des rapatriés actifs (deux cent cinquante mille environ) dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire de l'économie nationale. C'est alors que le ministère des rapatriés a lancé au printemps de 1963 l'opération « priorité d'emploi ».

Qui sont ces « pieds-noirs » ?

Des statistiques précises ont pu être dressées au cours de cette opération. C'est ainsi que les services spécialisés de l'avenue Charles-Floquet travaillant sur les données transmises par les délégations régionales et la Bourse nationale de l'emploi ont établi que 72 % des rapatriés connaissent déjà la métropole et que leur degré d'instruction est peu différent du niveau français : 52 % se sont arrêtés aux études primaires, 21 % ont reçu un

enseignement supérieur ou technique, 19 % ont atteint le baccalauréat, 8 % ont poursuivi des études supérieures. Sur trois cent soixante mille chefs de famille 24 % sont des ouvriers, 20 % des employés, 18 % des commerçants et artisans, 10 % des retraités. Les agriculteurs ne sont que 8 %, de même que les cadres et les personnes exerçant une profession libérale. Les fonctionnaires représentent 12 % de l'ensemble.

Cent mille personnes actives à reclasser

Au départ de l'opération, l'étude de cinq cent dix mille dossiers a permis de connaître le nombre de demandeurs d'emploi : soixante-dix mille salariés et trente mille non-salariés cherchaient encore du travail. Ce qui prouve que la majorité des rapatriés ont déjà une situation. En effet, parmi les personnes interrogées, 47 % des

hommes et 17 % des femmes ont retrouvé une activité professionnelle ; 55 % des demandeurs d'emploi ont moins de quarante

capital de reconversion fait apparaître que plus d'un sur six non-salariés inscrits sur les listes professionnelles a décidé de se reconverter au salariat. A ce jour, 7 730 demandes de capital ont été déposées, dont la répartition régionale est la suivante : Marseille 2 700, Lyon 1 350, Paris 1 180, Toulouse 640, Bordeaux 570, Tours 570, Metz 280, Dijon 250, Lille 190.

Près de la moitié de ces demandes ont, dès à présent, été instruites.

Deux raisons de confiance

M. Missoffe a maintes fois affirmé qu'il considérait l'intégration des rapatriés actifs comme un atout favorable pour l'économie nationale. Il nous dira mercredi si le reclassement des cent mille demandeurs d'emploi qui ont la charge de quatre cent mille personnes est acquis. Il base en tout cas son optimisme sur deux éléments : les « pieds-noirs », veulent se reclasser, même au prix de mutations géographiques ou professionnelles ; les organisations patronales ou ouvrières font preuve de compréhension pour contribuer à la solution humaine de ce grand problème national.

(1) Le ministère des rapatriés a recensé six cent cinquante mille Français d'Algérie ayant la qualité de rapatriés, trente mille musulmans ayant demandé à garder la nationalité française. A ce chiffre vient s'ajouter un grand nombre de fonctionnaires, de militaires et d'étrangers.

61 % concentrés dans 1

Trois régions ont constitué un pôle d'attraction pour près des deux tiers des « pieds-noirs ». 35 %

LA SITUATION DANS LE PROCHE-ORIENT

Les insurgés Kurdes rejettent l'ultimatum de Bagdad

LA TÊTE DU GÉNÉRAL BARZANI EST MISE A PRIX

L'ultimatum lancé par le gouvernement de Bagdad aux insurgés kurdes expire mardi. Les opérations militaires devraient reprendre sans tarder, et le gouverneur militaire de la zone nord a pris toutes dispositions à cet effet. Les représentants du conseil révolutionnaire kurde à Lausanne et à Londres ont en tout cas rejeté catégoriquement les propositions du gouvernement, qui tiennent en deux points : les insurgés doivent déposer les armes, et une autonomie, dont les termes ne

sont pas définis, sera accordée à la population kurde.

Le général Saïd Fathi Sekali a reçu tous pouvoirs pour « nettoyer la zone nord, comprenant les provinces de Kirkouk, Solimania, Mossoul et Arbil, de toutes les bandes barzanistes », a annoncé M. Ali Saleh El Saadi, vice-président du conseil irakien. En outre la radio de Bagdad a annoncé qu'une récompense de 100 000 dinars (1 400 000 francs) sera attribuée à la personne qui abattra le général Barzani, chef de la rébellion.

A Lausanne, le conseil révolutionnaire kurde, rejetant l'ultimatum du gouvernement de Bagdad, a publié lundi soir la déclaration suivante :

« Le gouvernement baassiste de Bagdad assume l'entière responsabilité de la reprise de la guerre au Kurdistan irakien. Il n'est pas question que le haut commandement kurde accepte cet ultimatum, et les revendications kurdes concernant l'autonomie resteront les mêmes, pour le moment du moins.

» La délégation des négociateurs kurdes à Bagdad, présidée par M. Jalal Talabani, a tout fait pour convaincre le régime de Bagdad de résoudre pacifiquement ce problème national. Au nom du général Barzani, le comité prie les grandes puissances de l'Est et de l'Ouest, sinon de soutenir la cause d'un peuple résistant pour ses droits légitimes, du moins de garder la neutralité. »

Un appel à la neutralité est également adressé aux gouvernements arabes.

Décentralisation ou sécession ?

M. Ali Saleh El Saadi, vice-président du conseil irakien, a déclaré à Bagdad que « les multiples contacts qui avaient été établis entre un grand nombre de Kurdes et le gouvernement de Bagdad depuis la révolution avait montré que les Kurdes, dans leur ensemble, approuvaient la position du gouvernement né de la révolution du 8 février et étaient désireux de régler pacifiquement leur problème en reprenant leurs relations fraternelles historiques entre les Arabes et les Kurdes ».

Le vice-président du conseil a reproché ensuite « au groupe de Barzani d'avoir rompu les contacts

avec l'administration gouvernementale de Bagdad, d'avoir repris ses exactions dans les régions nord du pays en volant et en pillant les populations et les administrations.

» Moustapha El Barzani, a ajouté M. El Saadi, a paru croire que l'attitude du gouvernement de Bagdad était une preuve de notre faiblesse. Les Barzani ont soumis au gouvernement un plan qui constitue une revendication non déguisée d'une sécession du Kurdistan. Ils ont ainsi dévoilé leurs véritables intentions au moment où le gouvernement préparait une loi sur la décentralisation constituant une solution aux demandes raisonnables des Kurdes ».

Le gouverneur militaire du nord de l'Irak a été autorisé à constituer des tribunaux d'exception chargés de juger les rebelles et leurs complices. La peine de mort sera infligée à tous ceux qui aideront les hommes du général Barzani.

M. El Saadi a accusé les partisans de Barzani d'avoir attaqué récemment un convoi militaire, tuant un lieutenant et trois soldats, blessant vingt-trois autres militaires et brûlant quatre des véhicules du convoi. « Leurs attaques contre les villages du nord de l'Irak n'ont jamais cessé », a-t-il ajouté.

La Syrie a annoncé qu'elle se rangeait « sans hésiter » aux côtés de l'Irak « dans les mesures prises pour mater l'insurrection kurde ».

LES ÉVÉNEMENTS DU PROCHE-ORIENT

D'après le gouvernement de Bagdad

Les forces régulières auraient infligé de lourdes pertes aux rebelles kurdes

Bagdad, 12 juin (A.F.P.). — La radio de Bagdad a annoncé mardi soir que les opérations militaires contre les rebelles kurdes avaient commencé.

Plusieurs localités du Nord, a ajouté la radio, ont été complètement « nettoyées » et des « pertes énormes » ont été infligées aux rebelles.

Les opérations militaires se sont déroulées dans les régions de Kirkouk, d'Arbil et de Revandouz. Dans la région de Kirkouk, affirme la radio, les localités de Gid et Saqqa ont été entièrement nettoyées avec l'aide des tribus kurdes et arabes loyales au régime. Dans les régions d'Arbil et de Revandouz, quatre places fortes tenues par les rebelles — Hauzian, Bazian, Benzian et Denizian — se seraient rendues.

La radio ajoute que le maréchal Aref s'est rendu en personne à Kirkouk et à Arbil pour superviser les opérations militaires. Il était accompagné du ministre de la défense, M. Saleh Mahdi Ammache, du chef de l'état-major, le général Taher Yehia, et du commandant de l'aviation irakienne, le colonel Habbene el Tikrissi.

« La situation militaire est excellente dans le nord du pays », a déclaré le maréchal Aref à l'issue de cette tournée d'inspection. « Le peuple, a-t-il ajouté, est groupé autour de son gouvernement révolutionnaire et nous réussirons à nettoyer la région rebelle dans les plus brefs délais. »

« Le problème kurde sera très prochainement réglé grâce aux efforts de l'armée et à l'appui des populations arabe et kurde », a en outre déclaré le maréchal Aref au cours d'une interview accordée à un correspondant de l'agence du Moyen-Orient en Irak.

« L'heure de la patience et la politique des négociations, a-t-il ajouté, sont terminées. Nous avons accordé suffisamment de chances aux rebelles, mais ils ont persévéré dans la mutinerie et pillé les propriétés des paysans. »

La mobilisation de tous les jeunes Irakiens « en âge de porter les armes » a été ordonnée par le ministre de la défense. Les recrues doivent se présenter sans délai aux centres de recrutement. Une peine de cinq ans de prison sera infligée à ceux qui ne se pré-

senteraient pas dans les délais prescrits.

D'autre part le gouverneur militaire de la zone d'opérations nord a adressé un nouvel avertissement interdisant d'abriter ou d'assister « les bandits insurgés », faute de quoi « les villages seraient bombardés par l'aviation jusqu'à destruction complète, en exécution de l'ordre général déjà notifié la veille à toutes les provinces kurdes du nord du pays ».

Le Conseil de sécurité autorise M. Thant à envoyer des observateurs au Yémen

Front commun de la France et de l'Union soviétique pour contrôler l'action du secrétaire général

(De notre correspondant particulier)

Nations Unies (New-York), 12 juin. — Les Dakotas blancs des Nations unies doivent s'envoler mercredi de Jérusalem pour le Yémen avec le général Von Horn et le premier contingent des observateurs de l'O.N.U. L'ordre de départ a été donné mardi par M. Thant quelques minutes après que le Conseil de sécurité eut approuvé cette entreprise.

Seule l'Union soviétique s'est abstenue dans le vote d'une résolution qui était pourtant le fruit d'un laborieux compromis, tenant compte de la nécessité de faire des concessions au point de vue soviétique. En « invitant » le secrétaire général à organiser l'envoi des observateurs, cette résolution semble avoir établi le principe qu'aucune action de ce genre ne saurait être entreprise sans le consentement du Conseil de sécurité. Un autre paragraphe de la résolution, qui prie le secrétaire général d'informer le Conseil de la manière dont l'opération sera exécutée, pourrait également être interprété comme établissant une sorte

La tentative du gouvernement irakien contre les Kurdes est vouée à l'échec déclare à Paris M. Talabani

La reprise des hostilités engagées par le gouvernement irakien contre les Kurdes est « une tentative désespérée, vouée à l'échec comme l'aventure Kassem », a déclaré mardi soir à son arrivée à Paris M. Talabani, proche collaborateur du général Barzani.

« En effet, l'armée kurde est aujourd'hui mieux équipée et mieux organisée qu'auparavant. Ses effectifs ont quadruplé, car de nombreux Arabes se sont joints

aux Kurdes », a ajouté M. Talabani.

« Le parti Baas d'Irak a refusé une solution pacifique, car il cherchait un prétexte pour ne pas appliquer l'accord triparti signé au Caire le 17 avril et pour pouvoir instaurer une dictature réactionnaire en Irak. Or le mouvement kurde est le seul élément qui puisse faire obstacle à l'instauration d'un régime autoritaire », a-t-il ajouté.

A propos des pourparlers entre les leaders kurdes et le président Nasser, M. Talabani a déclaré : « Le président Nasser a montré une profonde compréhension du problème kurde et de la justice de nos revendications. Nous avons exposé au président Nasser les revendications essentielles du peuple kurde :

» — Un régime démocratique en Irak ;

» — L'exercice par le peuple kurde de son droit à l'autodétermination dans le cadre d'une République irakienne unie.

» Nous voulions surtout montrer au président Nasser que le peuple kurde ne constitue pas un obstacle à la réalisation des aspirations du peuple arabe, mais qu'il les appuie de toutes ses forces », a-t-il dit encore.

Le voyage de M. Talabani à Paris a pour but d'exprimer la reconnaissance du peuple kurde au peuple français et à sa presse pour leur soutien moral, et pour prendre contact avec le grand nationaliste kurde, l'emir Bedir Khan, ainsi qu'avec les milieux politiques français désireux de connaître la vérité sur notre situation ».

M. Talabani a annoncé qu'il adresserait au secrétaire général de l'O.N.U. une plainte contre « le génocide pratiqué par le gouvernement irakien ». — (A.F.P.)

En Iran

L'ARMÉE DEMEURÉ
DE LA

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

Allemagne de l'Ouest

Seize Berlinois de l'Est auraient été arrêtés au moment de passer à l'Ouest.

Berlin, 12 juin (U.P.I.). — Des policiers populaires auraient récemment arrêté seize Berlinois de l'Est en train de construire un tunnel pour passer à Berlin-Ouest, en aboutissant à la Bernauer Strasse. Dans ce secteur les maisons sont dans le secteur est, et les trottoirs et rues dans le secteur français de Berlin-Ouest.

La police de Berlin-Ouest a déclaré qu'elle n'était pas en mesure de confirmer cette information donnée par le « bureau d'informations ouest ».

Italie

M. Moro a longuement conféré avec M. Nenni

Rome, 12 juin (U.P.I.). — M. Moro, poursuivant ses consultations pour la formation d'un nouveau gouvernement de centre-gauche, va rendre compte à ses partenaires du parti républicain et du parti social-démocrate de l'entretien qu'il a eu mardi soir pendant deux heures et demie avec M. Nenni. A vrai dire, il ne semble pas que cet entretien ait fait avancer d'un pas la solution du problème. Le secrétaire du parti démocrate-chrétien doit assurer à son prochain gouvernement l'appui des socialistes tout en évitant de leur donner satisfaction sur les questions de programme, afin de ne pas dresser contre lui toute la droite du parti démocrate-chrétien.

Posé dans ces termes, le problème paraît d'ailleurs insoluble, car si M. Moro doit ménager la droite de son parti, M. Nenni doit composer avec la gauche du sien. M. Nenni, rendant compte à ses collègues socialistes de son entrevue avec M. Moro, leur a dit : « La situation est fluide ».

Le comité central du parti socialiste siégera jeudi et M. Nenni voudrait alors, mais sans grand espoir, pouvoir présenter quelque chose de concret.

Islande

La victoire du gouvernement Thors est due à un bilan économique favorable

(De notre corresp. particulier.)

Stockholm, 12 juin. — Les résultats des élections législatives en Islande maintiennent le *statu quo* politique dans cette petite République nordique qui ne compte que cent quatre-vingt mille habitants.

Le Parti de l'Indépendance (conservateur) reste sur ses positions et, comme prévu, le Parti social démocrate perd un siège. Mais la coalition gouvernementale, formée par ces deux groupements, obtient à l'Alting trente-deux sièges sur soixante, et sera donc maintenue. Le parti communiste, qui a perdu un siège, a pu constater que sa propagande contre l'O.T.A.N., la base américaine de Keflavik, et « le danger qu'elle représente pour la sécurité islandaise en cas de guerre atomique » ne paye plus. Le Parti du progrès (paysans coopératifs), principale force de l'opposition, a grignoté deux mandats.

Les résultats de ces élections prouvent que les arguments de politique étrangère ne jouent plus un rôle déterminant. Les Islandais semblent s'être accoutumés aux risques atomiques et ne plus s'en préoccuper. La « guerre du hareng » est pratiquement oubliée. Quant au Marché commun, il n'engage guère l'opinion, la coalition gouvernementale étant plutôt favorable à une adhésion, alors que les paysans inclineraient à une association.

Malgré l'inflation endémique et l'insuffisance de l'organisation scolaire, les Islandais se trouvent depuis quatre ans libérés du fléau du chômage et du marché noir ; la production et le commerce extérieur sont en essor, et les réserves de devises appréciables. Sensibles à ce bilan positif, les électeurs islandais ont jugé bon de renouveler leur confiance au gouvernement que préside M. Olafur Thors.

Etats-Unis

Critiques contre le programme d'aide à l'étranger

Washington, 12 juin (A.F.P.). — M. Dean Rusk, qui se présentait mardi devant la commission sénatoriale des affaires étrangères pour défendre le programme d'aide aux pays sous-développés, s'est heurté à de vives critiques de la part des sénateurs.

Le secrétaire d'Etat, demandant le vote des 4525 millions de dollars prévus à ce titre dans le budget 1963-1964, a déclaré :

« Je crois fermement qu'il n'y a pas d'autre possibilité que de poursuivre notre programme d'aide à l'étranger qui constitue un élément indispensable et efficace de notre politique étrangère... Il n'y a rien que les communistes qui désirent davantage que de nous voir retirer notre soutien aux autres pays indépendants. »

Le mécontentement grandissant du congrès à l'égard de ce programme, qui a coûté aux Etats-Unis 100 milliards de dollars en vingt ans, a été illustré de façon frappante par l'attitude de M. Wayne Morse, sénateur démocrate de l'Oregon. M. Morse, qui passe pour être la personnalité la plus « progressiste » du Sénat, avait déjà provoqué une surprise l'an dernier en votant contre le programme. Il a annoncé mardi à M. Rusk, avant même que celui-ci ait pris la parole qu'il se proposait de faire de même cette année, « à moins que les crédits ne soient réduits de façon draconienne ».

Le sénateur William Fulbright, démocrate, président de la commission, a également émis des critiques, déclarant notamment : « Depuis janvier, je m'inquiète de certains événements survenus en Europe occidentale, sous la direction de la France, et qui sont pas rassurants du tout. »

Canada

Le chef du F.L.Q. condamné à un mois de prison pour « mépris de la Cour »

Montréal, 12 juin (A.F.P.). — L'« enquête du coroner » — qui doit déterminer s'il y a matière à poursuite — dans l'affaire du Front de libération québécois a donné lieu mardi à plusieurs incidents. A cette

Chine

Le parti communiste chinois réplique aux attaques de Tito

Pékin, 12 juin (Reuter). — Le *Quotidien du peuple*, organe du parti communiste chinois, a consacré mardi plus de la moitié d'une page à des extraits du discours prononcé le 18 mai par le président Tito, et publié en même temps une réfutation des thèses de ce discours par la presse nord-coréenne et nord-vietnamienne.

Dans son discours, le président yougoslave avait accusé le parti communiste chinois de lancer des appels à l'unité du mouvement communiste international en vue de déclencher une révolution mondiale qui, à l'heure actuelle, se traduirait par une guerre mondiale et par l'anéantissement de centaines de millions d'hommes.

Le *Quotidien du peuple* publie, au-dessus des extraits du discours, un passage d'un article du journal d'Hanoi *Nhandan* dans lequel les communistes yougoslaves sont traités de « provocateurs et saboteurs du mouvement communiste international » tandis que le président Tito est accusé de chercher à entraver les entretiens sino-soviétiques de juillet prochain à Moscou.

Il publie également un article du *Rodong Shinmoon*, organe du parti communiste nord-coréen, selon lequel le discours de Tito représente « l'un des services les plus éminents rendus aux impérialistes ».

Laos

L'U.R.S.S. fournira de nouveaux avions pour remplacer les appareils hors d'usage

Vientiane, 12 juin (A.F.P.). — « L'ambassadeur soviétique, conformément aux accords passés entre nos deux gouvernements, fera le nécessaire pour remplacer par de nouveaux appareils les avions Ilyouchine-2 indisponibles », a déclaré le prince Souvanna Phouma, premier ministre du Laos, interrogé sur une information selon laquelle le gouvernement soviétique avait accepté de livrer des pièces détachées pour ces avions.

Au début de décembre 1962 l'U.R.S.S. avait remis au gouvernement laotien dix avions et un hélicoptère avec moniteurs pilotes et mécaniciens.

— Le procès des trois accusés d'avoir posé à Barcelone et au mois d'octobre de source ly-

GUINEE PORTUGAISE. — Le Parti africain de l'indépendance de la Guinée portugaise et des îles du Cap-Vert (P.A.I.G.C.) publie un communiqué faisant état de plusieurs accrochages survenus, les 8 et 23 mai notamment, entre nationalistes portugais et troupes portugaises. Se-

L'ARMÉE IRAKIENNE PASSE A L'ATTAQUE

Villages kurdes bombardés au napalm

Barzani s'adresse à l'O.N.U. et accuse Bagdad de génocide

OFFENSIVE verbale en Irak, où la radio annonce l'attaque des positions kurdes en termes grandiloquents, qui rappellent le style utilisé au temps de Kassem.

D'après Bagdad, quatre villages situés dans la province d'Erbic, au nord de Rawandouz, ont hissé des drapeaux blancs à la suite des bombardements aériens.

Appliquant un procédé utilisé depuis quarante ans contre les soulèvements sporadiques des tribus kurdes, les avions attaquent les villages de la montagne, espérant terroriser la population en incendiant leurs maisons au napalm. Les Kurdes ont décidé à ce propos d'alerter l'O.N.U. pour faire cesser ce « génocide ». Dans un communiqué, le général Saïd Sekali, commandant la zone d'opération du Nord, a averti les villageois des provinces de Mossoul et Diyala que toute assistance aux « bandits insurgés » entraînera la destruction complète des localités.

Des villages brûlés, j'en ai vu des dizaines au Kurdistan. Mais cela n'a pas empêché — bien au contraire — les rangs des insur-

gés de s'accroître constamment tout au long des dix-huit mois de guerre qui précéderent — et précipitèrent — la chute de Kassem. Dès la reprise des hostilités la plupart des habitants ont quitté leurs villages.

Le maréchal Aref sur le front

En fait les violences radiophoniques de Bagdad qui accuse Barzani d'avoir voulu créer « un autre Israël », cachent mal l'incapacité dans laquelle se trouve l'armée irakienne de pénétrer dans les montagnes solidement tenues par les soldats de la « Pesch Merga » — l'armée na-

tionale kurde. Le maréchal Aref, président de la République, s'est rendu mardi sur le « front » d'où il est revenu, dit-il, très satisfait. L'armée a organisé une sorte de « hérisson » défensif autour de Kirkouk et de ses installations pétrolières.

Une vaste opération de police est en cours, pour chasser de Kirkouk, Erbil et Mossoul, les Kurdes descendus de leurs montagnes chercher du travail à l'Irak Petroleum Co. Seule action signalée, outre les bombardements aériens : une colonne légère est partie en direction de Souleimanyié, capitale spirituelle des Kurdes, où l'insurrection éclata en septembre 1961. On a perdu sa trace !

Tous les Irakiens en âge de porter les armes mobilisés

Cependant que Bagdad a lancé un ordre de mobilisation à tous les Irakiens « en âge de porter les armes », et multiplie les ultimata aux officiers et soldats ayant rejoint l'insurrection — ils ont cinq jours pour se rendre — et aux insurgés qui ont jusqu'au 25 juin pour se rallier, Barzani déclare dans une proclamation parvenue à Londres :

« Nous n'avons d'autre solution que de nous battre pour défendre notre peuple et nos villages. Nous continuerons la lutte, jusqu'à satisfaction de nos demandes. » Et il conclut : *« Nous continuons à croire que notre peuple peut vivre pacifiquement au sein de la République irakienne, voire d'une Union fédérale arabe. »*

Talabani à Paris

On ne saurait être plus clair. C'est la relance de la mission au Caire de son lieutenant Talabani arrivé mardi soir à Paris. Sur les

bords du Nil, les journaux et la radio d'Etat reproduisent les communiqués de Bagdad, mais la radio cairote en langue kurde attaque en termes extrêmement violents l'attitude du gouvernement baasiste irakien et assure les Kurdes de son soutien. En somme le rais paraît avoir opté pour le double jeu, prêt à aider Bagdad si les baasistes font preuve de bonne volonté à son égard mais gardant en réserve « son aile kurde ». Ce qui inquiète les chancelleries occidentales et plus particulièrement Londres où toute l'affaire est suivie avec une attention extrême c'est la similitude du langage employé par les émissions kurdes de la radio égyptienne et Radio-Moscou. Quant à Damas sa position est claire. « La Syrie est disposée à fournir à l'Irak toute l'assistance possible pour l'aider à mater l'insurrection kurde », a déclaré hier soir M. Salah Bitar, chef du gouvernement.

Jean-François Chauvel

LONDRES : Pierre BERTRAND La sûreté de l'armée n'a pas été mise en question par l'affaire Profumo

affirmerait le rapport du lord chancelier dont M. Macmillan fera l'une de ses armes dans la bataille parlementaire du 17 juin

Londres, 12 juin (de notre envoyé spécial permanent).

BIEN audacieux serait le critique militaire qui se risquerait un jour à l'avance à prévoir avec certitude l'issue d'une bataille dans laquelle les positions qu'adopteront les deux armées pourront encore se modifier en fonction des circonstances — ou le moral de l'une s'affaiblir. Tout porte à croire cependant que M. Harold Macmillan sortira victorieux de la bataille du 17 juin.

Dans le cas où son parti penserait devoir le sacrifier sur l'autel des élections, la chose, selon toute apparence, ne se ferait que par la suite : les longues vacances d'été, qui commencent dans les premiers jours d'août pour le parlement britannique, fourniraient alors l'anesthésique dont aurait besoin une opération effectuée par des gentlemen.

Une révolution de palais

Sans doute l'action personnelle du premier ministre au long de l'affaire Profumo a-t-elle été sérieusement prise à partie par la presse conservatrice depuis la démission retentissante de l'ex-secrétaire d'Etat à la Guerre. Mais il est désormais certain que les couteaux qui se fourbissent dans l'ombre serviront bien plutôt, le cas échéant, à appuyer une révolution de palais dans le courant de l'été qu'à essayer de faire pression sur l'homme qui, au nom de son parti et de son gouvernement, devra faire front la semaine prochaine à une attaque virulente du Labour.

tout cas, n'a plus maintenant à redouter, au sein de son cabinet, les défections auxquelles certains organes britanniques semblaient croire encore ce matin, défections qui dans ces circonstances auraient risqué d'entraîner les conséquences les plus sérieuses.

Si grave que soit pour lui cette nouvelle crise, il est en un sens heureux pour M. Macmillan que le scandale ait éclaté dans le calme relatif des vacances

pourraient suivre d'autres encore.

Le docteur Ward avait, à l'en croire, alerté les services de sécurité britanniques dès 1961 au sujet de la liaison de M. Profumo et de Miss Keeler, si bien que l'ex-secrétaire d'Etat à la Guerre aurait fait l'objet d'une filature de la part des agents du contre-espionnage au moment où ceux-ci surveillaient également les mouvements du capitaine Ivanov dans la haute société anglaise et dans les milieux moins reluisants.

Mais bien que le gouvernement ait décidé de ne pas publier les conclusions du rapport de lord Dilhorne, il est clair que celui-ci fait justice de cette assertion qu'un Dr Ward, aux abois, aurait en somme lancée pour essayer de sauver sa propre mise.

D'après le même rapport les activités de l'ex-attaché naval adjoint soviétique à Londres bier...

Docteur ou ostéopathe ?

Londres, 12 juin (de notre bureau de Londres).

Plusieurs lecteurs nous ayant demandé des précisions sur les diplômes professionnels du docteur Ward, rappelons que celui-ci avait reçu, à la veille de la guerre, un « doctorat » d'ostéopathie du collège de Kirksville (Missouri). Ce diplôme américain n'étant pas reconnu en Angleterre, le titre de « docteur » que s'attribuait M. Ward n'est pas valable outre-Manche. Cela n'empêche pas qu'il soit tout le monde parle de lui comme du « docteur » Ward...

de la Pentecôte. Spécialiste des rétablissements sensationnels dans les circonstances les plus difficiles, c'est en tout cas un premier ministre rafraîchi par le repos qu'il s'était imperturbablement refusé à interrompre qui croisera le fer, lundi prochain avec M. Harold Wilson, tout juste rentré de Moscou.

Sur deux fronts

Admiralty House, en face

LES ÉVÉNEMENTS DU PROCHE-ORIENT

Le problème kurde en Irak

Nous continuerons la lutte jusqu'à ce que le gouvernement accepte nos demandes
déclare le général Barzani

Londres, 13 juin (A.F.P.). — « Nous n'avons point d'autre solution que de nous battre afin de défendre notre peuple et nos villages », déclare le général Moustapha El Barzani dans une proclamation dont le texte est parvenu à Londres mercredi.

Le commandant en chef des forces kurdes affirme : « Nous ne sommes pas des agresseurs car nous menons un combat simplement défensif. Nous continuerons la lutte jusqu'à ce que le gouvernement irakien lève son blocus économique et militaire et accepte nos demandes en vue d'un règlement pacifique du conflit qui nous oppose à lui. » Le général Barzani déclare ensuite : « Nous continuons à croire que notre peuple peut vivre pacifiquement au sein de la République irakienne, voire au sein d'une Union fédérale arabe. »

Enfin, démentant le communiqué de victoire publié par le gouvernement central, le commandant en chef kurde assure que « les forces kurdes progressent en vue d'occuper la totalité de la zone kurde ». Selon lui, la province de Kirkouk, à l'exception de la ville, serait occupée par les forces kurdes qui, d'autre part, progresseraient dans la province de Mossoul et auraient occupé une grande partie de la province de Dyala.

Bagdad publie des bulletins de victoire

Bagdad, 13 juin (A.F.P.). — « Les opérations de nettoyage de la zone rebelle se poursuivent rapidement », a déclaré mercredi le gé-

néral Salah Mahdy Ammache, ministre irakien de la défense, cité par la radio de Bagdad.

Il a ajouté que les forces irakiennes avaient reçu des instructions pour n'ouvrir le feu qu'en cas d'attaque de la part des « rebelles ».

Selon le correspondant militaire de l'agence d'information irakienne, l'avance des forces gouvernementales a pris l'allure d'une promenade militaire, les unités irakiennes ne rencontrant pratiquement pas de résistance de la part des « rebelles », qui battent en retraite rapidement.

La radio annonce d'autre part que les journalistes irakiens et arabes ont assisté mercredi matin, à bord d'un avion, aux opérations militaires dans la région de Kirkouk près de la localité de Chouar. Ils ont pu voir, déclare la radio, les villages « hérissés de drapeaux blancs ».

● A Damas, le chargé d'affaires de l'ambassade d'Irak, M. Taha Hamid, a été reçu par le président du conseil et ministre des affaires étrangères, M. Salah Bitar. Celui-ci a déclaré à la presse après cette visite que la Syrie était « disposée à fournir à l'Irak toute l'assistance possible en cas de besoin pour l'aider à mater l'insurrection kurde. » — (A.F.P.)

● La Pravda accuse le gouvernement irakien de persévérer dans sa politique anti-communiste et de neutraliser le mouvement démocratique qui se manifeste dans le pays en reprenant ses opérations militaires contre les kurdes. — (Reuters.)

AU PALAIS - BOURBON

Les parlementaires « européens » ont rédigé un nouveau texte de la motion d'ajournement

Plusieurs membres du groupe du Centre démocratique et, notamment MM. Pflimlin et Pleven ont fait savoir qu'ils ne voteraient pas, en raison de la façon dont elle était rédigée, la motion d'ajournement que les socialistes et les membres du Rassemblement démocratique devaient déposer à la fin de la discussion générale du débat sur la ratification du traité franco-allemand. M. Coste-Floret, M.R.P., a donc proposé une nouvelle rédaction qui a été acceptée par MM. Gaston Defferre et Maurice Faure et a reçu l'approbation des leaders du Centre démocratique.

Ce nouveau texte reprend les deux derniers paragraphes du précédent projet. Il déclare : « L'Assemblée nationale constatant qu'il est nécessaire de réaffirmer la volonté de la France :

1) De poursuivre l'édification d'une communauté démocratique des peuples d'Europe fondée sur des transferts de souveraineté limités et progressifs à des constitutions communautaires ;

2) De renforcer la coopération entre l'Europe et les Etats-Unis, notamment par l'intégration des forces militaires, ajourne son autorisation de ratifier le traité franco-allemand du 22 janvier 1963. »

Ainsi rédigée cette motion paraissait susceptible d'être votée par une large majorité du Centre démocratique.

M. Coste-Floret était cependant décidé à défendre auparavant, l'amendement prévu (dont *le Monde* a donné le texte dans son numéro du 13 juin).

M. GEORG KIESINGER CHARGÉ DU DÉVELOPPEMENT DES CONTACTS CULTURELS AVEC LA FRANCE

Sarrebruck, 13 juin (A.F.P.). — M. Georg Kiesinger, président du Conseil des ministres de Bade-Wurtemberg, a été chargé, mercredi, par la conférence des présidents des Conseils des ministres de tous les Etats fédérés de la République fédérale d'Allemagne, d'établir les contacts qui découleront, sur le plan culturel, de l'application du traité de coopération franco-allemand.

Libres opinions

FAUT-IL QUE BERLIN soit ouverte ou fermée ?

Par JEAN DE BEER

M BRANDT a fort clairement mis en lumière les responsabilités des puissances occidentales dans la question ber-

Le chef d'une délégation kurde se déclare satisfait de ses conversations avec le président Nasser

(De notre corresp. particulier.)

Beyrouth, 7 juin. — M. Jalal Talabani, président de la délégation kurde chargée de négocier avec le gouvernement de Bagdad le règlement du conflit arabo-kurde, se trouve depuis lundi dernier à Beyrouth, au retour d'un séjour au Caire, où il avait été reçu par le président Nasser. Il a tenu, dans un grand palace de la capitale libanaise, une conférence de presse au cours de laquelle il a rappelé les revendications fondamentales du « nationalisme kurde ».

« Ce que nous réclamons, a-t-il notamment déclaré, ne dépasse pas le cadre juridique et territorial de l'Etat irakien ni celui d'une fédération de la République arabe unie au cas où celle-ci verrait le jour. » Tout en présentant le Kurdistan comme une entité autonome, M. Talabani estime que les droits réclamés par les Kurdes sont les mêmes qui sont reconnus aujourd'hui dans tous les pays où les communautés nationales cohabitent au sein d'un même Etat. Il a invoqué notam-

ment l'exemple des Tchèques et des Slovaques en Tchécoslovaquie et a affirmé devant un parterre très dense de journalistes que « les Kurdes ne sont pas plus séparatistes qu'intégrationnistes ». Ils n'exclament pas l'indépendance et s'accrochent à l'Irak. Ce qu'ils veulent, c'est qu'au sein de la communauté irakienne on leur reconnaisse l'autonomie interne nécessaire à leur épanouissement. Cela se traduirait par la création d'un « cadre national kurde constitué par une Assemblée législative élue par la population du Kurdistan. De cette Assemblée sera issu un gouvernement décentralisé mun des pouvoirs exécutifs ».

Dissiper les craintes que peut faire naître l'union arabe

Néanmoins les Kurdes, qui n'aspirent qu'à cohabiter en parfaite intelligence avec les communautés arabes des autres pays, demandent que soient « dissipées les craintes que peut inspirer l'union arabe ; celle-ci devait s'édifier sur des bases démocratiques ».

D'ailleurs le porte-parole du général Barzani croit fermement qu'il serait toujours facile de régler le problème kurde dans le cadre d'un régime démocratique. Comme on lui demandait si cette condition requise faisait défaut en ce moment à Bagdad, M. Talabani a rappelé les conditions d'une authentique démocratie : des élections, un régime parlementaire, le gouvernement du peuple par et pour le peuple. Le leader kurde s'est refusé toutefois à s'engager dans un procès du régime actuel de l'Irak, même si les propos très neutres et très dignes qu'il a tenus n'avaient rien de rassurant quant à l'issue finale du conflit irako-kurde.

Il s'est déclaré, d'autre part, « satisfait » des conversations qu'il venait d'avoir au Caire avec le président Nasser. Celui-ci se serait montré très compréhensif. Il est vrai que la mission Talabani s'est limitée à expliquer au chef de la R.A.U. que les Kurdes, contrairement aux allégations de certains milieux, ne nourrissaient aucun préjugé à l'encontre de l'union arabe et ne revendiquaient que leurs droits. — E. S.

vers les grottes vaticanes. Trainé sur un chariot, il est déposé dans une niche à côté du tombeau de Pie XI. Il voisine là avec de très nombreux papes, l'empereur Otton III, la reine Christine de Suède et les derniers Stuarts. Mais on pense que, pour répondre à sa dernière volonté, le Pape de la paix et de la tolérance sera, par la suite, transféré définitivement à Saint-Jean de Latran, qui est la cathédrale des évêques de Rome.

RITUEL DU PAPE

avec joie l'arrivée pour la mort »

venise. Le texte définitif remonte à 1954. Le 12 septembre 1961, le pape y a apporté la dernière touche, alors qu'il se trouvait à Casalgandolfo. Jean XXIII, après avoir dit qu'il a encouragé la transformation du palais du Latran pour qu'il puisse accueillir le vicariat de Rome, demande que son corps soit inhumé au Latran.

« A ma chère famille d'ici-bas, de laquelle je n'ai reçu du reste aucune richesse matérielle, poursuit le document, je ne puis laisser qu'une grande et très spéciale bénédiction en l'invitant à rester dans la crainte de Dieu qui me la rendit si chère, malgré sa modestie, et dont je n'eus jamais à rougir. C'est là d'ailleurs son véritable titre de noblesse. »

Jean XXIII remercie et bénit ceux qui firent partie successivement de sa famille spirituelle à Bergame, à Rome, en Orient, en France, à Venise, concitoyens, bienfaiteurs collègues, élèves, collaborateurs, « bien qu'indigne, je fus le confrère, le père ou le pasteur », ajoute-t-il.

Le pape dit ensuite qu'il priera pour tous sans distinction. « A l'heure des adieux ou mieux de l'au revoir, je rappelle encore à tous, ce qui a le plus de valeur dans la vie : Jésus-Christ, la sainte Eglise, son Evangile, et dans l'Evangile, surtout le Pater, dans l'esprit et dans le cœur de Jésus, la vérité et la bonté, la bonté douce, active et patiente, invincible et victorieuse ».

« Je n'ai rien à pardonner
à personne »

Après avoir, selon la tradition, demandé pardon à ceux qu'il a pu involontairement offensés, le pape Jean XXIII poursuit :

LES OLIGARCHIE

Lima, ... juin. — Le vote direct et secret pour les adultes de plus de vingt et un ans sachant lire et écrire a été institué en 1930 au Pérou ; une véritable révolution, mais qui laissait à l'écart des élections la plus grande partie des masses indigènes, illettrées, exploitées et humiliées.

En trente-deux ans, sept élections, dont les résultats n'ont été respectés que deux fois, se sont déroulées. En 1931 le parti A.P.R.A. (Alliance populaire révolutionnaire américaine) gagna les élections, mais une fraude permit d'attribuer la victoire au colonel Sanchez Cerro. En 1936 l'A.P.R.A., proscrite, vota pour un socialiste, mais le président, le général Benavides, fit alors un coup d'Etat et conserva le pouvoir. En 1939, l'A.P.R.A. ne put voter, et c'est un civil, M. Manuel Prado, qui fut élu. En 1945, le candidat appuyé par l'A.P.R.A., M. Bustamente Rivera, gagna les élections, occupa le pouvoir et, après avoir rompu avec l'A.P.R.A., fut expulsé par un coup d'Etat militaire. En 1950, l'A.P.R.A., interdite, appuya un général, mais celui-ci fut arrêté et le dictateur de garde, le général Manuel Odría, fut élu. En 1956, M. Manuel Prado triompha avec l'appui de l'A.P.R.A.

DANS L'ÉPREUVE DE FORCE ENGAGÉE AVEC LES KURDES

LE NOUVEAU RÉGIME DE BAGDAD joue dangereusement son avenir

La situation sur le plan militaire plus favorable à ses adversaires

A PRÈS quatre mois de trêve, les hostilités ont officiellement repris, hier, entre l'armée irakienne et les insurgés kurdes qui ont rejeté l'ultimatum de Bagdad lancé la veille, Mardi matin, la radio irakienne annonçait en outre la mise à prix du leader kurde Mollah Mostapha Barazani pour la somme de 100.000 dinars (1.400.000 francs nouveaux). En fait, des combats sporadiques opposent depuis quinze

jours déjà les détachements de la « Pesch Merga » (l'armée nationale kurde) aux soldats gouvernementaux.

La loi martiale a été proclamée dans les trois provinces de Soleymanyek, Kirkouk et Mossoul, placées sous le commandement unique du général Sekali qui dispose d'une soixantaine de milliers d'hommes : les deux tiers de l'armée irakienne.

Cinquante mille guerriers bien entraînés

Les Kurdes, qui se sont renforcés en vue de cette épreuve, depuis le début prévisible, peuvent aligner, selon les plus récentes estimations, 50.000 guerriers environ, dont un cinquième est constitué de déserteurs, officiers et soldats, de l'armée régulière et de la police.

C'est autour des installations septentrionales de l'Irak Petroleum tout entière, situées en territoire kurde entre Mossoul et Kirkouk, qu'est concentré le gros des forces irakiennes et notamment les éléments de la cinquième division blindée qui appuya, à Bagdad, le coup d'Etat du 8 février.

En fait, la situation, sur le plan militaire, apparaît, aujourd'hui, plus favorable aux Kurdes qu'au moment de la chute de Kassem. Ils ont, en effet, augmenté leurs effectifs, mieux encadrés qu'auparavant grâce à l'appoint des officiers réguliers qui ont rejoint leurs frères, et disposent d'un nouvel armement introduit clandestinement depuis des mois par la frontière iranienne et comprenant notamment des mortiers. Dans ces conditions, il est peu probable que les successeurs du

dictateur assassiné obtiennent des résultats plus probants que leur prédécesseur. C'est son avenir que le nouveau régime joue dans cette épreuve de force. D'autant que l'agitation antigouvernementale se développe en basse Mésopotamie où les conversations entreprises la semaine dernière à Kerbala entre Bagdad et le Mollah el Hakim, leader de la communauté chiite, qui manifeste depuis le début son hostilité à toute union avec l'Égypte sunnite, ont échoué.

Nasser reste prudent, espérant probablement qu'à la faveur de ce double danger qui menace les baasistes irakiens, contrés au nord par les Kurdes et au sud par les Chiïtes, Bagdad cherchera l'appui du Caire au détriment de ses amitiés syriennes, ce qui isolerait Damas où le dictateur égyptien aurait enfin les mains libres d'agir. Il n'y a qu'une ombre à ce tableau : l'immobilisation au Yémen des meilleures unités de la R.A.U. tenues en échec par les guerriers de l'Iman déposé qui prive le Raïs d'un de ses atouts majeurs.

Jean-François Chauvel.

ÉPREUVE DE FORCE PLATONIQUE EN ALABAMA

DIANTS NOIRS

ES U. S. MARSHALS —

L'UNIVERSITÉ

neur Wallace, juché sur une estrade

courroies, de matraques et de pistolets incongrus.

Le campus de l'université a fermé dès 9 heures ce matin à toute personne venant de l'extérieur, et les étudiants ont été priés de vaquer à leurs occupations normales.

Comme public, il n'y a donc devant la porte que la police et nous, c'est-à-dire les quelque 400 représentants de la presse américaine et internationale, que la perspective d'événements a fait converger ici. Les Américains sont venus des Etats du Nord pour la plupart, et ricanent. Parmi les étrangers, beaucoup sont venus ici pour voir l'Amérique dans son ridicule et dans sa honte. Deux hélicoptères décrivent des cercles réguliers au-dessus de nos têtes. Il fait une chaleur que les gens du cru eux-mêmes trouvent épouvantable.

Conformément au scénario établi d'avance, le gouverneur arrive sur les lieux quelques minutes avant 10 heures. *Bonjour messieurs*, dit-il en s'adressant aux journalistes. *Si vous êtes venus ici en quête de sensations fortes, je vous préviens que vous serez déçus, la violence n'est pas dans nos habitudes ; j'espère simplement qu'en repartant d'ici vous comprendrez mieux la situation.*

Sur quoi M. Wallace prend position à l'intérieur de la porte. Il est entouré de ses gardes du corps de politiciens.

derrière moi, de prendre leurs inscriptions à cette grande université. Puis-je en avoir l'assurance ?

Wallace avait commencé par lever son bras gauche en travers de la porte : *« J'ai une déclaration à lire »*, dit-il, dépliant plusieurs feuillets imprimés.

Nous nous étions trompés à son sujet. Ici, au centre des événements, M. Wallace paraît moins minable et ressemble en fait étonnamment, en plus frêle, à l'acteur Edward G. Robinson. Dressé de toute sa petite taille, il lit : *« L'intrusion de la puissance du gouvernement central sur le campus de l'université d'Alabama, n'est ni bienvenue, ni opportune, ni justifiée. C'est un exemple effrayant de la manière dont le gouvernement fédéral opprime les droits, les privilèges et la souveraineté d'un Etat. »* Le gouverneur présente ensuite la thèse bien connue selon laquelle les pouvoirs spécifiquement délégués par la Constitution à l'administration fédérale restent « réservés » à chacun des Etats fédérés. Il rap-

Soleil les représentants

M. Katzenbach et ses compagnons s'efforcent d'écouter cela d'un air excédé. Mais ils sont en plein soleil, ruisselants de sueur, et il est bien difficile de garder

La guerre se rallume au Kurdistan

ULTIMATUM DE BAGDAD A BARZANI :

24 heures pour vous soumettre, sinon répression sans merci

Beyrouth, 10 juin. (Correspondance « Figaro ».)

La guerre du Kurdistan se rallume. Après quatre mois de flirt, le gouvernement révolutionnaire de Bagdad dénonce subitement l'action subversive du Mollah Mustapha Barzani, lui intime l'ordre de se rendre et annonce la répression sans merci dans les vingt-quatre heures. C'est la rupture.

Le gouvernement de Bagdad tient à préciser que l'entreprise n'est pas dirigée contre le peuple kurde avec lequel il poursuit une politique de coopération et d'entente, mais contre la « fraction séparatiste et féodale du Barzani ». Il entend même ainsi servir la cause véritable de l'amitié arabo-kurde. Le long communiqué publié par le Comité national de la révolution explique très longuement cette thèse : tout a été fait, affirme Bagdad pour redonner prospérité et dignité à la province du Kurdistan autrefois opprimée par Kassem. Mais l'effort de rénovation est, toujours selon Bagdad, compromis et entravé par les « ambitions opportunistes » du Mollah Mustapha Barzani qui est dénoncé à l'opinion irakienne comme un chef de bande dangereux.

Comment expliquer ce brusque

revirement? Il est difficile de nier que Barzani et ses troupes ont fait beaucoup pour le renversement du régime Kassem. Les révolutionnaires de Bagdad ont d'ailleurs montré les plus grands égards au Barzani lui-même au lendemain du coup d'Etat. Le moins que l'on puisse écrire est que Barzani, aujourd'hui rebelle, a été ces derniers mois considéré comme un, sinon le seul, interlocuteur valable dans l'entente rénovée entre Arabes et Kurdes. La délégation envoyée à Bagdad pour parapher cette entente a été associée à toutes les démarches et négociations officielles. Et, à plusieurs reprises, le gouvernement irakien a donné l'impression qu'il était sur le point de donner satisfaction à certaines revendications autonomistes du leader kurde dans la voie de l'autonomie ou de la « décentralisation ».

Cependant, la naissance d'une fédération arabe le 17 avril, au Caire, a brouillé les cartes. Les leaders kurdes, visiblement inquiets de « cette grande nation qui les mettait en minorité », n'étaient pas loin de penser qu'un accord, difficile avec le gouvernement irakien devenant impossible dans le cadre de la fédération arabe. Barzani accentua dès lors ses pressions pour obtenir un accord

préalable avec Bagdad sur l'autonomie. Le Conseil national de la révolution fit la sourde oreille. Il avait lui-même ses propres difficultés avec la fédération trop visiblement dominée par Le Caire.

L'oreille complaisante de Nasser

C'est alors que naquit chez les Kurdes, repoussés, l'idée paradoxale, mais manœuvrière, de chercher la garantie, sinon le rapprochement, auprès du président Nasser et de lui offrir le contre-poids qu'il recherchait contre le gouvernement baasiste de Bagdad.

Si l'on en croit les leaders kurdes eux-mêmes, Nasser a fort bien compris leur cause. L'attitude du Caire prêtant ainsi une oreille complaisante à l'envoyé de Barzani a sans doute été ressentie à Bagdad comme une provocation. D'où la réplique

A vrai dire, le gouvernement irakien s'engage là dans une très périlleuse affaire. Bien des régimes antérieurs s'étaient heurtés au même problème. L'aspect n'en est pas tellement différent aujourd'hui. Si Barzani ne représente effectivement qu'une fraction du peuple kurde, son prestige est assez solide pour que, attaqué, il cristallise une nouvelle fois les forces révoltées du Kurdistan. En outre, ses forces ont eu largement le temps, en quatre mois, de se réorganiser et de s'implanter dans toute la province nord. Enfin Barzani ne va pas manquer de rechercher à l'étranger l'appui à sa lutte contre le régime de Bagdad. Il a pu servir autrefois de levier aux mains des Américains contre Kassem. Il pourrait fort bien maintenant servir une manœuvre identique, mais russe cette fois, contre le gouvernement anticommuniste.

Jean Delacour.

Conférence sur l'arrêt des à un niveau élevé en juillet à Moscou

ANNONCÉE HIER PAR LE PRÉSIDENT KENNEDY

Washington, 10 juin. — Le président des Etats-Unis a prononcé cet après-midi un important discours de politique étrangère à l'université américaine de la capitale fédérale où il s'était rendu pour y recevoir un diplôme de docteur « honoris causa ».

Voici les principaux passages de sa déclaration :

● « Je saisis cette occasion pour annoncer que le président du conseil des ministres de l'U.R.S.S., M. Khrouchtchev, le premier ministre britannique Macmillan et moi-même, sommes tombés d'accord pour que des discussions à un « échelon élevé » s'ouvrent en juillet à Moscou en vue d'un accord rapide sur un traité général relatif à l'arrêt des essais nucléaires. »

[Dans les milieux proches de la Maison-Blanche on souligne que par « échelon élevé » on entend non celui des ministres des Affaires étrangères, mais celui de personnalités qui jouissent de la pleine confiance de leurs gouvernements, c'est-à-dire du président Kennedy, de M. Macmillan et de M. Khrouchtchev.]

● Pour prouver notre bonne foi et aussi nos convictions solennelles dans ce domaine, je déclare présent que les Etats-Unis ne proposent pas de procéder à des essais nucléaires dans l'atmosphère tant que d'autres Etats n'en feront pas autant. Une telle déclaration ne se substitue nullement à un traité formel et définitif. J'espère qu'elle contribuera à sa signature, un tel traité ne se substituerait pas non plus à un accord sur le désarmement, mais j'espère qu'il contribuera à sa négociation.

assurances qu'ils ne seront jamais utilisés, est indispensable au maintien de la paix. Mais il est certain que la mise en place de pareils stocks non utilisés — qui ne peuvent que détruire sans jamais créer — n'est pas le seul moyen, et certainement pas le moyen le plus efficace, de sauvegarder la paix.

● On est amené souvent à en conclure que la guerre est inévitable, que l'humanité est condamnée et que nous sommes sous l'emprise de forces que nous ne pouvons plus contrôler. Nous ne sommes pas forcés d'accepter ce point de vue. Nos problèmes ont été créés par l'homme, c'est donc lui qui doit les résoudre.

Le communisme : la négation de la liberté

● En tant qu'Américains, nous trouvons que le communisme est la négation même de la liberté personnelle et de la dignité, mais cela ne nous empêche pas de saluer le peuple russe pour ses nombreuses réalisations dans le

ment économique et industrie dans celui de la culture et de actes de courage.

● « Persévérer dans la recherche de la paix dans l'espoir que de modifications constructives se mettront de parvenir à des solutions qui nous semblent pour l'instant irréalisables. Nous devons mener nos affaires de façon qu'il soit de l'intérêt même de communistes de négocier une paix durable. Par-dessus tout, et tout en défendant nos intérêts vitaux il appartient aux puissances nucléaires d'éviter ces confrontations qui placent l'adversaire dans une situation telle qu'il en est réduit à choisir entre une traite humiliante ou la guerre nucléaire ».

● « Nous sommes liés à de nombreuses nations par des alliances. Celles-ci existent parce que leurs intérêts et les nôtres coïncident. C'est ainsi qu'en raison de l'identité de nos intérêts vitaux nous sommes aussi décidés que jamais à défendre l'Europe occidentale et Berlin-Ouest. Les Etats-Unis ne parviendront donc à aucun accord avec l'Union soviétique aux d

LE GOUVERNEMENT IRAKIEN DÉCIDE de reprendre la lutte contre les Kurdes

Bagdad lance un ultimatum au général Barzani

Le Caire, 10 juin (A.F.P.). — « Le conseil national révolutionnaire irakien a décidé de commencer, avec effet immédiat, les opérations militaires contre le chef kurde Moustapha Barzani et ses partisans, dans les régions du nord de l'Irak », annonce lundi matin la radio de Bagdad, citée par l'Agence d'informations du Moyen-Orient.

Radio-Bagdad a lancé en même temps un appel invitant le général Barzani à se soumettre dans les vingt-quatre heures et à se déclarer solidaire du régime démocratique populaire irakien. Un autre appel invite la population irakienne à aider les forces armées et le gouvernement de Bagdad à écraser Barzani et ses partisans.

Le gouverneur de la région nord a publié un avertissement informant la population des régions de Kirkouk, de Solimania et d'Arbil que toute résistance à l'armée sera écrasée sans pitié.

D'autre part un décret diffusé samedi après-midi par la radio de Bagdad avait annoncé la création d'une zone militaire unique dans le nord de l'Irak.

La nouvelle région militaire comprend les zones militaires de Mossoul, d'Arbil, de Kirkouk et de Solimania, qui avaient autrefois une existence indépendante.

Le même décret nomme le colonel Saoud Fathi El Sekali gouverneur militaire de la nouvelle région militaire. Il remplace les colonels Abdel Karim Farhan et Ibrahim Faisal Al Ansari, impliqués dans le récent complot de Bagdad.

La radio de Bagdad a également diffusé un communiqué du gouverneur militaire irakien, le général Rachid Mosleh, créant une zone interdite dans la région d'Hadaba, située à proximité de l'aérodrome militaire d'Habbaniye. Les forces de sécurité tireront à vue sur toute personne aperçue dans cette zone entre 19 heures et 5 heures.

Promesses et menaces

L'affaire kurde rebondit ainsi alors qu'une délégation du Mollah Moustapha Barzani se trouve toujours à Bagdad, attendant que satisfaction lui soit donnée sur les principales demandes des Kurdes à l'autonomie. Le Conseil national du commandement de la révolution a fait diffuser un long communiqué annonçant, d'une part, les mesures qu'il prenait pour assurer « une paix permanente entre les Kurdes et les Arabes d'Irak », et d'autre part les dispositions militaires qui allaient être appliquées dans les vingt-quatre heures contre le Mollah Moustapha El Barzani et ses hommes s'ils n'acceptaient pas de se soumettre au gouvernement de Bagdad.

Le gouvernement irakien s'efforce ainsi d'établir une distinction entre les Kurdes, auxquels une large mesure d'autonomie peut être accordée, et les chefs de la rébellion militaire, que l'on accuse d'être « séparatistes, féodaux, oppresseurs criminels et hostiles à la révolution irakienne ».

Ces décisions ont été prises après la visite du représentant du Mollah Moustapha El Barzani, le général Talabani, au président Nasser.

sure, selon M. Talabani, le mouvement kurde de sa sympathie et de sa « neutralité ».

M. Talabani part pour Vienne et Paris

M. Jalal Talabani, chef de la délégation kurde, accompagné de M. Akrawi, autre leader kurde, a quitté Beyrouth lundi matin par air à destination de Vienne. Après avoir passé deux jours dans la capitale autrichienne, les deux leaders se rendront à Paris où ils feront un séjour de cinq à six jours.

[La lutte entre les troupes irakiennes et les « rebelles » du général Barzani avait pris une grande ampleur à partir de 1961 lorsque le gouvernement du général Kassem refusa d'étudier les revendications des Kurdes. Lors de la révolution du 8 février dernier, le général Barzani envoya ses émissaires à Bagdad pour négocier la fin de la guerre. Ils furent d'autant mieux reçus qu'ils avaient coopéré au putsch. Une délégation gouvernementale se rendit même dans les montagnes pour rencontrer le chef de la rébellion. Ces pourparlers aboutirent, au mois de mars, à la reconnaissance de l'autonomie pour le Kurdistan irakien. Mais, malgré cette affirmation de principe, bien des divergences subsistaient. Le bruit courut même, au début du mois de mai, que des renforts avaient été envoyés contre les Kurdes. Ceux-ci cherchèrent alors des appuis à l'extérieur, et M. Talabani se rendit au Caire pendant que se refroidissaient les relations irako-égyptiennes. Les négociations entre le gouvernement de Bagdad et la délégation kurde, dans l'impasse depuis plusieurs semaines, ont ainsi abouti à une décision dont on peut douter qu'elle soit efficace car rien ne permet de prévoir que les populations kurdes acceptent de désolidariser des hommes de Barzani.]

Spaak, pour justifier son récent changement d'attitude au sujet de la création d'une zone dénucléarisée en Europe.

Le ministre belge des affaires étrangères a répondu samedi dernier à une question parlementaire d'un député de l'opposition, M. Jacques Van Offelen, ancien ministre libéral, qui s'était étonné de la prise de position de M. Spaak dans son interview aux *Izvestia* de Moscou en faveur d'une telle zone et de la conclusion d'un pacte de non-agression entre l'O.T.A.N. et les Etats du traité de Varsovie.

M. Van Offelen avait rappelé à cette occasion au ministre belge des affaires étrangères ses déclarations franchement hostiles à une telle zone lorsqu'elle avait été proposée par le ministre polonais Rapacki, notamment à l'époque où il était secrétaire général de l'O.T.A.N.

Dans sa réponse, M. Spaak souligne que son changement d'attitude est dû à un changement des éléments du problème.

Les trois pays africains — le Nigeria, l'Ethiopie et la R.A.U. — ont proposé aujourd'hui lundi, dans un memorandum commun un compromis pour un arrêt des essais nucléaires. Ce texte représente un effort des trois délégations africaines en vue de faire sortir la conférence de l'impasse où la maintiennent les divergences entre occidentaux et socialistes.

Il constitue un compromis entre les positions des deux camps. Il propose trois ou quatre inspections annuelles par an, chiffre fort proche de celui accepté par les Soviétiques, mais il insiste pour que ces contrôles soient « efficaces », concession au point de vue américain, sans aboutir à un espionnage déguisé, autre concession à l'U.R.S.S.

C'est le délégué éthiopien à la conférence du désarmement, M. Imru, qui a donné ce matin lecture de la « résolution sur le désarmement » de la conférence

M. Hervé Alphand : dans des circonstances exceptionnelles, les intérêts français pourraient ne pas correspondre aux intérêts américains

Middlebury (Vermont), 10 juin (A.F.P., A.P.). — Dans un discours prononcé aujourd'hui aux cérémonies de fin d'études du collège de Middlebury, M. Hervé Alphand, ambassadeur de France, a rappelé que la France était la plus ancienne alliée des Etats-Unis.

« Dans toutes les circonstances difficiles, a-t-il dit, où l'Union soviétique se livre à des menaces, que ce soit à Cuba ou à Berlin », l'allié le plus ferme et le plus résolu des Etats-Unis, c'est la France.

« D'autre part, a dit l'ambassadeur, plusieurs pays de l'Occident — et nous ne nous en plaignons pas — négocient avec les com-

munistes dans différents domaines, ou plutôt essaient de négocier. Mais nous ne le faisons pas, et nous ne le ferons pas, tant que Moscou n'aura pas mis fin à ses menaces et à son chantage... »

L'ambassadeur a rappelé que, dans un discours récemment prononcé à Athènes, le général de Gaulle avait nettement déclaré que la France s'alignait sur l'alliance atlantique.

Cela « devrait mettre fin aux bruits concernant notre prétendu désir de créer, en Europe occidentale, un groupe neutre — une sorte de troisième force, ou d'arbitre entre les deux blocs. S'il y a quelqu'un qui n'est pas neutre, c'est le général de Gaulle ».

L'ambassadeur a ajouté qu'il n'y avait « absolument aucun fondement » aux accusations selon lesquelles la France chercherait à imposer sa domination sur l'Europe.

M. Alphand a déclaré que la France ne demandait nullement un « dégageant » américain de l'Europe. « Nous savons, et nous l'avons proclamé, que la paix mondiale dépend aujourd'hui de la puissance des Etats-Unis... Nous croyons simplement qu'au cours des âges, il pourrait se trouver des circonstances — sans doute exceptionnelles — où les intérêts français ne correspondraient pas entièrement aux intérêts américains. En pareil cas, nous devons être en mesure de dissuader nous-mêmes les tentatives de chantage d'un agresseur éventuel. »

LES MINISTRES MEXICAINS DE LA DÉFENSE ET DE LA MARINE SONT A PARIS

Le général de division Olachea Anurej, ministre de la défense nationale, et l'amiral Zermeno Araico, ministre de la marine du Mexique, sont arrivés à Paris, où ils sont les invités du ministre des armées. Ils sont lundi les hôtes du général Lefort, inspecteur de la légion étrangère, qui s'était rendu au mois d'avril au Mexique avec une importante délégation pour commémorer l'anniversaire de Camerone.

E SON PROPRE PARTI

x vives réactions

MORT DE M. JOSÉ FÉLIX DE LEQUERICA AMBASSADEUR D'ESPAGNE A L'O.N.U.

(De notre correspond. particulier.)

Madrid, 10 juin. — M. José Félix de Lequerica, ambassadeur d'Espagne à l'O.N.U., est mort dimanche à l'aube, dans son village natal de Las Arenas (Bilbao) — était âgé de soixante-douze ans. M. de Lequerica avait été ambassadeur en France entre 1944, tout d'abord à Paris, et à Haby.

LE KURDISTAN IRAKIEN A DOS DE MULET

I. — Sur les pas des « contrebandiers »

Kurdistan d'Irak. — « Vous verrez, le voyage ne sera pas trop pénible ; tout au plus une épreuve sportive. » Mon interlocuteur est membre d'un « réseau de soutien » au Mouvement révolutionnaire kurde. Il me cache depuis vingt-quatre heures dans sa maison, située dans une petite agglomération près de la frontière irakienne, que je dois tout à l'heure franchir clandestinement.

J'avais pris le chemin des écoliers pour atteindre discrètement ce village sans me faire remarquer par les autorités locales. Au bout d'un voyage de deux jours, j'avais dû attendre le crépuscule pour me rendre à la demeure de

De notre envoyé spécial ERIC ROULEAU

mon « contact ». Il fallait, en effet, éviter de susciter la curiosité des habitants, peu habitués à voir parmi eux des étrangers.

Séquestré dans une minuscule pièce garnie de tapis et de coussins, soustrait par d'épais rideaux aux regards indiscrets des voisins, il ne me restait plus qu'à attendre l'arrivée des contrebandiers chargés de me conduire au premier poste contrôlé par les maquisards du général Moullah Moustapha El Barzani.

Vers 20 heures ce soir-là, trois petits coups saccadés se firent entendre dans la nuit. Ils annonçaient l'arrivée de l'escorte : un robuste gaillard à la mine patibulaire dont l'un des premiers gestes fut de tâter mes poches pour s'assurer que je ne dissimulais pas sur moi des armes. Mais lui-même portait ostensiblement un revolver et un poignard...

Déguisé en Kurde — pantalons bouffants, veste retenue à la taille par une ceinture en tissu soyeux fleuri, et un volumineux turban de voile imprimé — je le suivis dans une jeep qui quitta le village à vive allure, pour plonger dans l'obscurité.

Une nuit interminable

Les cahots indiquaient un terrain particulièrement rocailleux qui ne devait pas normalement servir de chemin. Arrivés à destination, il était non moins évident que nous nous trouvions dans un endroit désertique. Le sol sous nos pieds était plat et sablonneux. Le vent soufflait avec une telle violence qu'il était clair que rien dans le voisinage ne l'arrêtait. Pas une lumière n'était en vue.

A l'aide d'une torche électrique, nous discernons trois hommes venus nous accueillir, deux mulets et un cheval, qui m'était destiné. Les mulets pliaient sous d'énormes sacs de jute. « Du ravitaillement pour les combattants », explique l'un de mes compagnons de voyage. Aliments, vêtements, médicaments, armes ? Nul ne le sait, bien sûr...

Notre caravane se met en route, évitant tout bruit qui pourrait alerter les gardes-frontières du pays dans lequel nous nous trouvons. Nous n'avons pas à crain-

dre ceux « d'en face », les troupes de Bagdad ayant été délogées des quatre cinquièmes du Kurdistan d'Irak. Les guerriers du général Barzani contrôlent toutes les issues du territoire de Zakho à Khanaqin (respectivement sur les frontières turque et iranienne).

Mais voici qu'un orage éclate. Au vent glacial s'ajoutent des pluies torrentielles qui nous trempent jusqu'à l'os.

L'ascension du massif montagneux, qui nous sépare du territoire irakien, va se compliquant. Nos montures s'essoufflent à gravir des pentes fortement escarpées, se laissent emporter sur les descentes brusques et rapides. Leurs sabots tantôt s'enlisent dans la fange d'un ruisseau, tantôt patinent sur les surfaces mouillées de pistes taillées dans le roc. De temps à autre, des éclairs révèlent la profondeur des canyons que nous longeons sur le flanc raide d'une montagne.

(Lire la suite en 4^e page, 1^{er} col.)

PEYRÉ

calde
-Juan

roman

en Espagne

mmarion



Adenauer auraient échangé des lettres au sujet de la création d'une flotte de l'O.T.A.N. équipée de fusées Polaris. C'est du moins ce qu'il ressort d'une déclaration d'un porte-parole officiel à Bonn. Cependant M. Salinger, chef du service de presse de la Maison Blanche, tout en confirmant que M. Tyler, secrétaire d'Etat adjoint, avait remis au chancelier Adenauer un mémorandum relatif à la visite que le président Kennedy ferait en juin en Allemagne fédérale, a déclaré tout ignorer d'une communication relative à l'utilisation de sous-marins ou de navires de surface porteurs d'armes nucléaires qui aurait été faite par l'entremise du même M. Tyler.

JEAN SCHWEEBEL.

SIR WINSTON DEVIENT CITOYEN D'HONNEUR DES ETATS-UNIS

Plus de deux cent cinquante hautes personnalités assistent mardi soir dans la roseraie de la Maison Blanche à la cérémonie solennelle au cours de laquelle le président Kennedy signe la loi, récemment votée à l'unanimité par la Chambre des représentants et par le Sénat, et conférant à Winston Churchill le titre de citoyen d'honneur des Etats-Unis.

La cérémonie sera transmise en direct, grâce au satellite Relay, par les soins de la B.B.C., afin que l'ancien premier ministre britannique puisse la suivre à la télévision.

Un message de Sir Winston sera remis au président Kennedy par Sir David Ormsby Gore, ambassadeur de Grande-Bretagne à Washington. Il sera lu par le fils de l'ancien premier ministre, le journaliste Randolph Churchill, qui sera lui-même accompagné de son propre fils, Winston. — (A.F.P.)

Quatre cents professeurs américains ont tenu sur l'histoire et la civilisation

Cambridge (Massachusetts), 9 avril. — L'optimisme, aux Etats-Unis, reflète toujours une volonté d'optimisme. C'est pourquoi il n'y a pas lieu de s'attarder aux divergences d'interprétation que provoque déjà l'entrevue de M. Dean Rusk à l'Élysée : autant en emportera le vent de la petite histoire. Ce qui compte, c'est qu'aux yeux des milieux officiels comme de l'opinion publique, les conversations parisiennes du secrétaire d'Etat aient marqué un « relèvement de la température » entre Paris et Washington, la reprise d'un dialogue entre les deux capitales. Même si la détente se limite encore à un échange de bons procédés, c'est un progrès sur les mauvaises manières et les procès d'intentions. Le désaccord politique qui subsiste sur le fond depuis le 14 janvier — sans remonter plus haut — n'a d'ailleurs pas entraîné, malgré son ampleur, une rupture générale. Partout où s'accomplissait une œuvre utile de rapprochement et d'échanges, elle s'est poursuivie en marge du tumulte de l'actualité.

Au moment où M. Rusk atterrissait à Paris, s'ouvrait à l'université Harvard le congrès annuel de la Société d'études historiques françaises (Society for French Historical Studies) qui rassemble la plupart des professeurs d'universités et de « collèges » américains enseignant l'histoire et la civilisation françaises. La Société groupe près de quatre cents membres, dont plus d'une centaine s'étaient déplacés pour assister aux travaux de sa « convention » annuelle. Ces chiffres mêmes parlent à l'imagination. N'en vient-on pas à se demander s'il n'y a pas plus d'universitaires américains qui s'inté-

ressent à l'histoire de France... que de Français? Gardons à l'interrogation sa vertu provocative, le nombre n'est pas tout. Ce n'est pas sur ce terrain que se place la compétition franco-américaine. Sur celui de la qualité, les historiens et sociologues français sont sans doute les premiers à reconnaître l'originalité et la valeur de la contribution américaine de ces dernières années aux recherches historiques sur la France.

De notre corresp. particulier
ALAIN CLÉMENT

A cet égard il convient de signaler l'ouvrage, signé symboliquement de quatre professeurs américains et de deux Français (Jean-Baptiste Duroselle et François Goguel), *In Search of France* (À la recherche de la France), dont le moins qu'on puisse dire est que sa lecture épargnerait bien des oracles américains de verdicts aussi péremptores qu'écrits — et à quelques Français des complexes de supériorité envers l'aptitude américaine à comprendre l'Europe, spécialement notre pays. Ajoutons pour compléter le tableau qu'à Harvard également se mûrit lentement une somme en trois volumes consacré au gaullisme, à son héros et aux péripéties de sa vocation. Le dernier mot sur le général de Gaulle sera-t-il écrit en américain? Quelques années, quelques mois peut-être, et la question cessera d'intéresser futilement. Clio n'a pas de patrie.

Ce qui ne signifie pas qu'elle n'ait pas de racines. Une douzaine de communications écrites ont été faites au congrès

LE KURDISTAN IRAKIEN A DOS DE MULET

(Suite de la première page)

Au petit jour, la tempête apaisée, la splendeur des massifs kurdes, aux cimes enneigées, éclate. Mes compagnons, qui n'avaient pas articulé dix mots au cours de la traversée qu'ils avaient stoïquement accomplie à pied, entonnent à mi-voix une vieille ballade du pays, l'un d'eux jodle à gorge déployée, à la manière des montagnards tyroliens.

Le paysage ne va guère changer tout au long de nos pérégrinations dans le royaume du général Barzani : des montagnes tourmentées, sauvages, s'élevant souvent sans transition de 1 000 à 3 000 mètres.

tes, de cascades, dont les eaux limpides, tracent des lignes capricieuses sur les façades austères des massifs.

« Elle est belle ma patrie, n'est-ce pas, monsieur », me dit l'un des « contrebandiers » qui n'en est pas un. Il se présente sous son nom de guerre : « Routa, maquisard kurde ». Ensemble, nous avons traversé le Kurdistan irakien à dos de mulet ou à pied.

Malgré des trajets, qui durent parfois jusqu'à douze heures par jour, il ne perdit jamais sa bonne humeur. Il chantait quand il pleuvait, racontait de « bonnes histoires » quand il sentait son compagnon au bord de l'épuisement. Les

du fait que, trois ans plus tard, le traité de Lausanne consacrait le partage du Kurdistan entre l'Irak, la Turquie et l'Iran.

Routa n'a pas participé aux sept soulèvements contre les autorités de Bagdad qui s'échelonnèrent de 1919 à 1945. Mais en 1946 il avait franchi la frontière persane pour se mettre à la disposition de ses frères de la république éphémère

de Mehabad, qui s'effondra peu après le retrait des troupes soviétiques de l'Azerbaïdjan iranien. La fin sanglante de l'« épopée de Mehabad » l'avait amené à adhérer au parti démocratique du Kurdistan qui, indique-t-il, a renforcé chez lui le sentiment national en lui apprenant tout ce qu'il sait sur les révoltes kurdes en Irak, en Turquie et en Iran.

« Une grande révolution populaire... »

En cours de route, l'émissaire du général Barzani me montre des villages bombardés, incendiés par les troupes irakiennes. Mille cinq cents agglomérations (sur les dix mille que compte le Kurdistan) ont ainsi été détruites, et deux mille personnes tuées. « Le général Kassem, dit-il, a été le meilleur allié du mouvement nationaliste kurde. Sa sauvage répression, sa politique de génocide, ont en effet largement contribué à faire d'un soulèvement, au départ limité, une grande révolution populaire ».

Nous entrons dans l'un des villages sinistrés. Un silence déprimant y règne. Il ne reste plus de ses habitations que des amas de terre et des poutres calcinées. Des vieillards, des femmes et des enfants qui n'ont pu prendre la fuite ont péri carbonisés. Les rescapés ont rejoint le maquis ou se sont repliés dans des régions moins exposées. Ils ont emporté avec eux le symbole de leur honneur : un fusil, une carabine ou, bien plus souvent, le poignard traditionnel.

La plupart d'entre eux n'ont pas été incorporés dans « l'armée régulière » du général Barzani. Ils assurent les « arrières du front » : ils montent la garde devant les ponts et les routes stratégiques, font à l'occasion le coup de main aux côtés des maquisards, assurent le ravitaillement des partisans en leur fournissant bénévolement des produits agricoles et du bétail, abritent les combattants de passage.

A toutes les étapes du voyage qui m'a conduit au quartier général des insurgés, j'ai bénéficié de l'extraordinaire hospitalité de ces paysans pauvres qui m'ont fourni le gîte et le couvert. Trop misérables pour se nourrir autrement qu'en trempant du pain sec dans du thé, ils ont tenu à me servir des repas constitués de poulet rôti, de viande de mouton bouilli, de riz, de yaourt et d'œufs. « Si vous avez entrepris ce voyage harassant, me disaient invariablement mes hôtes, c'est que vous êtes de nos amis ».

...excluant la lutte de classes

Le soir, paysans et bergers du village se réunissent autour d'un poêle pour écouter les bulletins d'informations diffusées successivement par Bagdad, Téhéran, Moscou, Erivan, Londres, Israël, Leipzig et Paris. Assis en tailleur, buvant par petites gorgées le thé qui leur est servi d'un samovar toujours fumant, ils discutent politique entre deux émissions. Ils m'interrogent abondamment sur les conditions de vie à l'étranger. Les questions portent généralement sur la propriété de la terre. Quelles règles régissent en France les rapports entre l'« agha » (de grand propriétaire) et les paysans ? Quels sont les prélèvements qu'effectue le « cheik » (chef du type féodal) sur les produits de la terre ? Les impôts sont-ils élevés ?

« national » excluant toute lutte de classes qui affaiblirait la résistance au gouvernement central de Bagdad.

Il n'en reste pas moins que tard dans la nuit, tandis que le feu de bois agonise, les villageois rassemblés entonnent indifféremment « Ey Raquib », l'hymne patriotique des maquisards, ou « Hazadi Khwein », le chant révolutionnaire des paysans qui débute par ces mots :

« Les aghas et les fils de bey sucent le sang des travailleurs. Côte à côte avec tous les peuples, nous luttons contre l'ennemi commun : les exploités... »

ERIC ROULEAU

PROCHAIN ARTICLE : LES PARTISANS



serres les unes contre les autres, enlaçant d'étroites vallées verdoyantes et des vergers où poussent des citronniers, des orangers et des châtaigniers. Le tableau est harmonieux : taches blanches de neige, collines ocre, verts pâturages, rochers gris de fer ; le tout arrosé de cours d'eau, de catarac-

teux pétillants de malice, il ne se privait pas de railler les « citadins moins résistants que les mulets ». Grand, portant fièrement une épaisse moustache, ce solide paysan de quarante-cinq ans ne manquait pas d'allure sur son cheval, ni de conviction en parlant de la lutte de son peuple.

Se sentir Kurde...

Sa langue maternelle est évidemment le kurde, d'origine indo-européenne, mais il parle aussi l'arabe, qu'il connaît mal. On le prendrait aisément pourtant pour un Arabe irakien, tant ses traits sont typiquement sémites. Je le lui dis. Routa proteste : ses compatriotes arabes sont, pour lui, des étrangers.

Il ne se lance pas pour autant dans de longs exposés sur ses origines aryennes, ou sur ses ancêtres mède. Il ignore sans doute tout de l'histoire, vieille de vingt-cinq siècles, des peuplades kurdes, de leurs guerres et de leurs conquêtes, de leurs principautés féodales, et de la naissance chez eux du sentiment national vers le dé-

but du XVIII^e siècle. Routa a le bon sens des paysans. Il met rapidement un terme à ce qui pourrait donner lieu à controverse : « Qu'importe la race ? dit-il. Nous nous sentons Kurdes jusqu'au plus profond de nous-mêmes, et non Arabes. C'est là l'argument essentiel qui donne à mon peuple le droit de disposer de son avenir, tel qu'il l'entend... »

Mon compagnon, qui sait à peine lire et écrire, possède des connaissances surprenantes en histoire contemporaine. Il évoque à plusieurs reprises le traité de « Siver » (Sèvres) aux termes duquel les alliés reconnurent en 1920 à la nation kurde le droit à l'indépendance, pour s'indigner ensuite

Le général Kassem, m'explique l'un d'eux, avait imposé aux exploitants agricoles une taxe supplémentaire de 10 %, mesure qui n'avait pas été étrangère au soulèvement. La réforme agraire, me dit un autre, n'a pas amélioré le sort des bénéficiaires, ceux-ci ayant été obligés par le gouvernement de Bagdad de dédommager les anciens propriétaires. Les diverses charges étaient devenues insupportables à tel point que les paysans préféraient renoncer aux lopins nouvellement acquis et retourner à leur ancienne condition de serfs.

Les villageois de Haladin ont réagi autrement. « L'agha, appuyé par une mafia d'hommes de main, m'ont-ils dit, nous extorquait le tiers de nos produits. Nous en avons eu assez de cette exploitation éhontée et, les armes à la main, nous l'avons obligé à prendre la fuite en Iran. Toutes ses terres sont désormais les nôtres. » D'une manière générale, cependant, l'insurrection du Kurdistan d'Irak n'a pas tourné à la jacquerie généralisée. Le général Barzani a tenu, en effet, à ce que son mouvement garde un caractère « na-

L'ESPACE

Éléments européens spatiaux

L'origine de la formation d'un international de firmes industrielles est à un gonflement des projets d'exécution. Tels ont été aussi ceux de la conférence de presse que nous a tenue lundi pour présenter des suggestions destinées, dans l'esprit, à mieux ajuster les réalisations européennes, aux besoins d'un certain nombre de « de pointe ».

Interroger sur l'emploi qu'ils pourraient faire des moyens qui leur seraient ainsi imposés. La situation eût été sans doute différente si les spécialistes d'Eurospace s'étaient préoccupés de définir des satellites « universels » semblables dans leur principe aux satellites américains « de la seconde génération » et à bord desquels les hommes de science auraient pu disposer les instruments de leur choix.

Un équilibre doit donc être trouvé entre les possibilités qu'il faut de toute évidence offrir à l'industrie et les besoins de la recherche scientifique, dont la prise en considération s'impose tout autant. Telle est naturellement la responsabilité des organisations gouvernementales et internationales. Aussi, examinées dans cette optique, les suggestions formulées par Eurospace prennent la valeur d'un catalogue dans lequel les unes et les autres pourraient éventuellement puiser. Mais elles présentent également le double mérite d'apporter un témoignage du dynamisme dont un certain nombre de firmes, longtemps hésitantes à s'intéresser à l'espace, veulent maintenant faire preuve, et de rappeler toute l'importance d'un soutien judicieux octroyé à la recherche technique.

NICOLAS VICHNEY.

« L'EUROPE DU MARCHÉ COMMUN », de Pierre DROUIN

Par FRANÇOIS FONTAINE

Une enquête récente a montré que le Marché commun était une entreprise plutôt populaire sur laquelle on était en général assez mal informé. Soixante-douze pour cent des Français sont « pour » ou « plutôt pour », mais 25 % seulement peuvent en parler avec une certaine précision. Les optimistes concluent de ces chiffres que le mythe fait son chemin en deçà et au-delà de la connaissance, dans les zones diffusées où agissent seules la publicité ou la foi. Les paresseux aussi, et ce sont souvent les mêmes. « Comment expliquer, disent-ils, des mécanismes aussi complexes, des techniques aussi élaborées à un vaste public qui, à en croire un rapport des plus autorisés (1), n'a aucune culture économique ? Mieux vaut s'en remettre au courant de confiance qui porte nos concitoyens vers les lendemains européens. »

Cet optimisme serait fondé si l'on n'avait la preuve par ailleurs qu'à l'égard du Marché commun le « degré d'adhésion », comme disent les spécialistes de l'opinion, était en rapport direct avec le « niveau d'information ». En d'autres termes, l'entreprise gagne à être connue. Le mythe est seulement attrayant, la réalité est attachante. En outre, si l'adhésion au Marché commun restait plus sentimentale que réfléchie, elle risquerait d'être insuffisante au moment des difficultés. Il y a une logique implacable de la construction européenne qui s'exprime dans un ensemble de règles écrites, et déjà, de traditions. Des gouvernements seraient tentés de s'en affranchir, s'ils n'étaient surveillés par leur opinion publique. Qui alertera une opinion incertaine, qui rétablira les faits pour contrebattre les propagandes insidieuses ?

Pierre Drouin est un de ceux qui, en Europe, ont travaillé le plus à l'éducation des classes dirigeantes sur les problèmes de l'intégration économique. Nous sommes bien placés pour

savoir que ses informations et ses commentaires sont attendus, et cités, au-delà même de nos frontières. Mais il ne nous en voudra pas de poser le problème des limites de son audience, car il est permis de se demander jusqu'où peut cheminer, en étendue et en profondeur, une information nécessairement assez technique.

La réponse, pour ses articles, nous est apportée chaque jour par ces professeurs, étudiants, syndicalistes, etc., qui entrouvent des dossiers « Marché commun » faits de coupures soigneusement collées, et où l'on reconnaît les titres familiers aux lecteurs de ce journal : « Les Neutres et le Marché commun », « Deux poids, deux mesures pour l'Europe », « IV^e Plan. Marché commun et durée du travail ». Cette forme de documentation de base, si honorable soit-elle, n'est pas des plus commodes. On convient sans peine qu'un livre fait mieux l'affaire. Un éditeur s'en est enfin avisé (2).

Et cependant le principe même de ce livre qui vient de paraître pose aussi des problèmes : combien de temps restera-t-il d'actualité ? On tremble à l'idée qu'il ait pu être fa-

briqué avant la rupture de la négociation britannique qui a conduit, en quelques jours, à de si profondes révisions, qui a changé, voilé tant d'éclairages.

Mais est-ce un hasard si Pierre Drouin nous embarque pour ce tour d'Europe au moment où la tempête s'apaise, et avec une carte mise à jour dont on peut être sûr maintenant qu'elle ne changera plus avant de longs mois ? Sans doute il nous annonce de nouvelles difficultés : « L'Europe des Six passe par des hauts et des bas, suivant les forces de cohésion ou de rupture. L'alternance sera la règle pendant de très nombreuses années, il ne faut pas se le dissimuler. » Mais c'est malgré tout une impression de continuité qui se dégage de cette chronique de Bruxelles : le traité de Rome déroule ses conséquences attendues. Le seul grand élément de surprise a été l'accélération psychologique et technique que le plus hésitant des signataires, le Français, a déclenchée tout à coup en 1958. Pierre Drouin a vécu heure par heure l'agonie du protectionnisme qui passait depuis des siècles pour le génie tutélaire de notre pays. Son témoignage direct sur les causes et les circonstances de cette mutation brusque du caractère national est des plus précieux.

Les facteurs de cohésion

Une continuité qui s'étend sur cinq années, dira-t-on, ce n'est pas une grande preuve. D'ailleurs, l'Europe des Six a manqué se noyer dans la Manche et dans l'Atlantique il y a quelques semaines, et elle a peine à recoller ses morceaux. Pierre Drouin ne minimise pas les difficultés politiques qui menacent l'unité naissante du continent, de l'intérieur et de l'extérieur. Même, il en pressent d'autres, de nature économique, moins spectaculaires mais plus insidieuses :

ce sont toutes les lacunes du traité, ou plutôt toute la partie « en pointillé » de l'intégration, les politiques communes, qui appellent une imagination et une volonté créatrices, sans trêve, de la part des gouvernements et de la Commission. Pourtant toute son analyse tend à démontrer que les facteurs de cohésion sont plus forts que les causes d'éclatement. C'est d'abord « la volonté de tourner le dos au malheur » qui s'est exprimée dans le geste historique de Robert Schuman et de Jean Monnet, et qui n'abandonnera pas de sitôt les Européens. C'est ensuite « la coutume institutionnelle » inspirée du système pré-fédéral de la C.E.C.A. et qui a été adaptée avec bonheur au fonctionnement d'un Marché commun généralisé. C'est enfin l'« effervescence communautaire » qui a conduit des catégories sociales entières à de nouvelles habitudes et a modifié de manière irréversible les structures nationales.

Cette effervescence est le sujet même du livre, au point qu'elle en a marqué la pensée et le style. Le Marché commun est un organisme vivant : chacun le sait, mais personne, à notre connaissance, n'avait encore réussi à le décrire comme tel, dans son fonctionnement quotidien, avec ses problèmes qui vont de la réglementation de basse-cour à l'édification d'un *partnership atlantique* : ce sont là des problèmes liés, et de récentes histoires de poulets américains nous l'ont rappelé. Or, si l'on veut comprendre l'enjeu de la formidable partie qui reste à jouer, il ne faut pas craindre d'avancer dans l'effervescence des faits, où l'économique, le juridique et le politique s'interpénètrent. L'honnête homme doit-il abandonner aux spécialistes l'exploration du domaine où, de plus en plus, s'exercent ses activités professionnelles, et où ses enfants grandiront comme lui-même a grandi dans le cadre d'une nation ?

« L'Europe, écrit Pierre Drouin, doit imposer au monde un savoir-vivre économique. La formule est vicieuse.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

Danemark

Une petite « guerre de la morue » pourrait éclater autour des îles Féroé.

Copenhague, 9 avril (A.F.P.). — À partir du 12 mars 1964, les

Etats-Unis

Chiens policiers contre manifestants noirs dans l'Alabama.

Birmingham (Alabama), 9 avril (A.F.P.). — Les bagarres raciales qui ont eu lieu récemment à Birmingham (Alabama) n'ont pas intimidé les leaders religieux de cette ville qui ont demandé à leurs ouailles de ne pas faiblir dans leurs efforts contre la ségrégation. Les Noirs continueront leurs manifestations. Le plan d'action des manifestants est presque toujours le même : les Noirs se réunissent d'abord dans une église ; après un sermon sur la non-violence, ils se dirigent silencieusement en cortège vers l'hôtel de ville pour protester contre la discrimination.

Jusqu'à samedi, la police s'était contentée d'arrêter un bon nombre de manifestants pour désordre sur la voie publique. Les Noirs n'offraient pas de résistance.

Dimanche, un incident beaucoup plus sérieux se produisit. Un chien appartenant aux policiers se lança sur un Noir et le mordit. Pour se

Iran

Des membres du Front national font la grève de la faim pour obtenir leur libération.

Téhéran, 9 avril (A.F.P.). — Un communiqué signé par la « Commission de propagande du Front national », annonce que certains membres de ce mouvement — dont la qualité n'est pas précisée, — détenus à la prison Khazal Raleh de Téhéran, ont commencé lundi matin une grève de la faim pour obtenir leur libération.

Le communiqué indique que les intéressés ont prévenu, par lettre, le procureur général de leur décision.

Les dirigeants du Front national ont été arrêtés sous l'accusation d'avoir fomenté des troubles à la veille du référendum du 26 janvier dernier. Un communiqué publié récemment par la Confédération des étudiants iraniens, dont le siège est à New-York, affirmait que des « milliers d'étudiants, de professeurs, et de membres du Front national » ont été incarcérés afin d'assurer le succès du référendum.

LE KURDISTAN IRAKIEN A DOS DE MULET

III. — Un patricien révolutionnaire

Ranya (Kurdistan d'Irak), ... — Qui est le général Moullah Moustapha El Barzani ? Pendant de nombreuses années nous l'avons connu en Occident comme étant le « Moullah rouge », fomentant troubles et révoltes parmi les Kurdes pour le compte des Soviétiques. Récemment la presse d'outre-Atlantique l'a dit en proie à une crise aiguë d'antisoviétisme, ce qui poussa certains adversaires à le présenter comme un « agent américain ». Tout le monde s'accordait pour voir en lui un « agitateur politique », un « stratège militaire », un politicien qui, après un séjour d'une douzaine d'années en U.R.S.S., raisonnait en marxiste consommé (1).

Celui qui a pu partager pendant plusieurs jours la vie du leader de l'insurrection kurde, observer son comportement à l'égard de son entourage, noter ses réactions face aux menus faits de la vie quotidienne, est toutefois conduit à renoncer à certaines idées préconçues et à modifier sensiblement le portrait que la légende a brossé d'un homme, somme toute assez mal connu à l'étranger.

Ce qui frappe au premier abord chez « Moullah Moustapha » — comme l'appellent familièrement tous ses partisans, Moullah étant son prénom et non un titre religieux — est son attitude distante à l'égard de tous ceux qui l'approchent. Il est le « chef », dans le sens tribal du mot, dont l'autorité

De notre envoyé spécial ERIC ROULEAU

est d'autant moins discutée qu'elle émane de la collectivité populaire.

Il ne se mêle que rarement à ses hommes, leur adresse la parole encore moins souvent. Il passe la majeure partie de son temps dans sa chambre, recevant un nombre restreint de collaborateurs dévoués et empressés. Par mesure de

sécurité, il transfère son quartier général d'une localité à une autre tous les deux ou trois jours. Il part généralement avant l'aube, à cheval, accompagné de sa garde personnelle. La cohorte de ses guerriers, ainsi qu'une cinquantaine de jeeps et de Land-Rover le suivent par un chemin détourné. Ses déplacements s'effectuent dans le plus grand secret, et lors de son passage par un village, personne n'est là pour le saluer ou l'acclamer.

Le « saint des saints »

A 20 kilomètres de l'agglomération de Sarsian, au nord-est de Kirkouk, où j'ai rencontré pour la première fois le général Barzani, personne ne se doutait de sa présence dans le voisinage. Ce n'est qu'aux abords de Sarsian qu'on a le sentiment de pénétrer dans l'univers fermé du leader nationaliste.

Des centaines d'hommes armés jusqu'aux dents se tiennent sur les rives d'une tumultueuse rivière, que l'on devra tout à l'heure traverser pour pénétrer dans le « saint des saints ». Certains sont en train de décharger un lourd matériel de jeeps, alignées à la queue leu leu tout au long du cours d'eau. D'autres, par petits groupes, devisent à voix basse tout en lançant vers l'étranger fraîchement arrivé des regards curieux ou méfiants. L'un d'eux s'approche de moi, décline son identité d'agent des services de sécurité kurdes et note sur un petit calepin mon nom et mes coordonnées avant de me souhaiter la bienvenue.

En compagnie de M. Noury Chawess, ancien architecte à Bagdad et membre du bureau politique du parti démocratique kurde, je traverse la rivière par bac, et nous escaladons ensemble le flanc du

plateau où est située l'agglomération de Sarsian.

Les derniers reflets du soleil couchant teintent de rose une vaste plaine de hauts pâturages d'un vert printanier où broutent paisiblement, ici et là, des troupeaux de moutons et de brebis. A travers un mince écran de brume on aperçoit des chevaux racés, aux lignes pures, se détachant à l'horizon, où les pics enneigés de montagnes lointaines constituent la toile de fond.

Non loin de nous une étrange procession est en cours. Une centaine d'hommes, mitrailleuse à l'épaule, par rangs de cinq, défilent lentement, à allure mesurée. Les précédant de dix pas, un homme — seul, — qui paraît petit par rapport au bâton de berger sur lequel il s'appuie nonchalamment, avance tout droit, nous dépasse sans détourner ses yeux en notre direction. Mon compagnon me souffle alors à l'oreille : « C'est Moullah Moustapha », et, après quelque hésitation, ajoute : « Je crois qu'il serait préférable que nous ne le dérangions pas au cours de sa promenade quotidienne. » Ce n'est qu'à l'heure du dîner, ce soir-là, que j'eus mon premier entretien avec le leader kurde.

Une impression de force

Dès que quelqu'un — quel qu'il soit — pénètre dans sa chambre, Moullah Moustapha se lève précipitamment sur son matelas, posé à même le sol, pour accueillir à la manière traditionnelle son visiteur Trapu, corpulent mais agile, il dégage une impression de force malgré ses soixante ans. Son rude visage de montagnard, labouré

d'une ou deux rides profondes, telles des balafres, respire la santé. Des sourcils broussailleux accentuent la sévérité de son regard ténébreux. Une moustache noire, coupée court, recouvre sa lèvre supérieure (tous les maquisards que j'ai rencontrés portaient, uniformément, le même type de moustache). Le menton, autoritaire, est rasé de près.

DEMAIN SAMEDI

COURSES

sur l'hippodrome moderne de
SAINT-CLOUD

Excellent programme avec

LE PRIX PÉNÉLOPE

pour pouliches de 3 ans
2.100 mètres

80.000 F à la gagnante

(1) Voir le Monde des 10 et 11 avril.

(Lire la suite en 4^e page 1^{er} col.)

provoquer une contamination marquée des eaux ;

● De toute manière, l'existence des courants marins entraînera une telle dilution des substances radio-actives susceptibles de se répandre aux environs du réacteur que leur concentration ne risquera sans doute pas de devenir dangereuse.

Les dispositifs de protection

Aucune information ne permet jusqu'à présent de mettre en doute le bon fonctionnement du réacteur du Thresher, et cette prise de position des autorités américaines n'ouvrira sans doute la porte à aucune polémique. De même on imagine facilement que les ingénieurs de la commission de l'énergie atomique et ceux de la société Westinghouse, qui ont mis au point les réacteurs à eau pressurisés montés à bord des sous-marins, ont multiplié les précautions pour éviter que le noyage du cœur n'entraîne une large diffusion d'éléments radio-actifs. Ces précautions, peut-on imaginer, doivent être de trois ordres : d'abord le réacteur est dessiné de telle manière qu'en aucune circonstance il ne puisse se produire au sein de la matière fissile une réaction en chaîne explosive, et il est muni de dispositifs qui provoquent auto-

de combustible doit, en principe, empêcher qu'un volume important de ces substances ne se répande ; il n'en serait naturellement pas de même si, à la suite d'une « excursion de puissance », ces éléments de combustible venaient à fondre. C'est ce que visent à empêcher le dessin du réacteur et l'emploi de dispositifs de sécurité. Faut-il, dans ces conditions, admettre qu'à la longue l'action corrosive de l'eau de mer fera que des substances radio-actives se dissoudront et se répandront aux alentours du cœur ? Seuls peuvent le savoir les constructeurs du réacteur, qui connaissent les caractéristiques des matériaux employés.

La dilution des substances

Reste à savoir, dans l'hypothèse où une certaine dilution finirait malgré tout par s'opérer, quelle pourrait être la contamination de l'eau de mer qui en résulterait. Sans doute peut-on admettre que les courants marins auront tôt fait d'empêcher toute concentration dangereuse, mais l'ignorance dans laquelle on se trouve du comportement des eaux marines, surtout à grande profondeur, fait que là encore on se trouve réduit à formuler des hypothèses.

Rappelons qu'examinant les problèmes soulevés par le dépôt des déchets radio-actifs au

venu au Thresher pose avec une acuité particulière le problème de la sécurité de la navigation à propulsion atomique. Il a été maintes fois agité dans les instances internationales et en particulier nombre de ses aspects ont été examinés lors de la conférence, tenue à Londres en mai 1960 en vue de réviser la convention de 1948 sur la sauvegarde de la vie humaine en mer. Depuis la question est demeurée à l'étude, et un projet de convention internationale est envisagé, qui doit définir tant les normes de sécurité que les responsabilités en cas d'accident. Mais, faut-il noter, les experts qui participent à ces discussions se préoccupent moins des conséquences d'un sinistre survenu en haute mer que de celles présentées par un accident qui se déroulerait dans un port. S'il semble bien que le naufrage du Thresher ne doive pas entraîner de contamination notable de l'océan Atlantique, ses effets auraient été tout à fait différents si le bâtiment avait sombré auprès d'installations portuaires. Nul doute donc que cet exemple sera à l'avenir pris en considération lors des discussions sur les délicats problèmes de sécurité que soulève la propulsion atomique.

NICOLAS VICHNEY.

(1) Le Thresher a été mis en service il y a deux ans.

Les condoléances du général de Gaulle

Le général de Gaulle a adressé le télégramme suivant au président des Etats-Unis :

« La tragédie du Thresher, qui met en deuil la marine américaine, m'a profondément ému. En vous adressant l'expression de ma sympathie, je vous demande de transmettre au peuple américain, et spécialement aux familles des disparus, les condoléances très sincères du peuple français. »

SABOTAGE ?

Thresher fasse de nouvelles victimes par diffusion de son matériel nucléaire. Il a révélé que les moteurs des sous-marins atomiques étaient construits de façon à résister à la pression sous-marine en cas d'accident.

ALAIN CLÉMENT.

Le bathyscaphe est un outil d'exploration des profondeurs marines et non un appareil de levage d'épaves

NOUS PRÉCISE M. JACQUES PICCARD

M. Jacques Piccard, qui aida son père à la construction du Trieste et que nous avons pu joindre à Lausanne, a bien voulu nous préciser quelle serait l'utilité du bathyscaphe dans l'étude de la catastrophe du Thresher.

« Le Trieste descendra là où des taches d'huile ont indiqué la présence probable de l'épave. Dans le voisinage du fond, il dirigera ses sonars dans toutes les directions. Au cas où il repèrerait le Thresher, il pourrait donc l'approcher, tourner autour, permettant ainsi aux spécialistes de trouver éventuellement les causes de l'accident. De plus, avec les appareils spéciaux dont il peut être équipé, le Trieste procéderait à des mesures de

radio-activité de l'océan dans la zone de la catastrophe. Mais en aucun cas il ne pourra servir de moyen d'accès à l'épave, car à cette profondeur il est absolument exclu de sortir du bathyscaphe.

« Par contre, grâce à son bras artificiel extérieur, il peut prélever des échantillons divers, ou procéder à de petits travaux mécaniques.

« Il ne faut pas oublier qu'aucun navire échoué à 2 500 mètres n'a jamais pu être relevé. Si le navire est effectivement à 2 500 mètres il est sûrement rempli d'eau car il n'a pas supporté une pression pour laquelle il n'était pas fait : ou bien il a « implosé » ou bien ses joints ou ses presse-étoupe ont lâché. »

LE KURDISTAN IRAKIEN A DOS DE MULET

IV. - Les « politiciens de caverne »

Qala Diza (Kurdistan d'Irak). — Si le général Moustapha El Barzani est la tête du mouvement insurrectionnel, le Parti démocratique kurde en est l'âme 75 % des maquisards sont membres du parti, la plupart des autres combattants étant eux des sympathisants. Tous les postes de commandement dans l'armée révolutionnaire sont aux mains des « professionnels » du P.D.K., dont le réseau de cellules recouvre le pays, tel un filet aux mailles serrées (1).

« El parti », comme le désignent affectueusement ses adhérents, centralise les fonds de la rébellion, mobilise au sens propre comme au figuré les masses pour intensifier l'effort de guerre, imprime et distribue le journal *Khabat* (La Lutte) publiquement dans les « régions libérées » et clandestinement dans le Sud de l'Irak, assure le ravitaillement de la population soumise au blocus de Bagdad, entretient un service de renseignements, dirige une organisation terroriste dans les villes chargées de l'exécution des « traités » et de missions de sabotage, etc.

Un groupe de cinq hommes — membres du bureau politique — supervise toutes ces activités. Quatre d'entre eux cumulent diverses autres fonctions militaires ou administratives, tandis que le cinquième se consacre aux affaires du parti. Il s'agit de M^r Ibrahim

De notre envoyé spécial ERIC ROULEAU

Ahmed, secrétaire général du P.D.K.

Entouré d'une centaine de partisans, M^r Ahmed vit dans une étrange caverne, creusée dans une masse rocheuse, nichée entre deux hautes montagnes. Pour s'y rendre, il faut traverser plusieurs cours d'eau, emprunter une piste sinueuse, montrer patte blanche à des guetteurs bien camouflés qui surgissent, soudain, au détour d'un chemin.

De petites dimensions, l'entrée de la grotte n'est visible qu'à quelques dizaines de mètres. En revanche, le refuge paraît très vaste malgré les nombreuses caisses, contenant des vivres, des armes et des vêtements, qui y sont entreposées. L'éclairage instable des lampes à huile accentue l'aspect insolite de l'abri, dont les stalactites paraissent se balancer dangereusement du haut du « plafond ». Les parois humides suintent abondamment. La nuit, le son obsessionnel du goutte-à-goutte prend une résonance amplifiée.

Un fin lettré

Le maître de céans est, malgré tout, parvenu à recréer une atmosphère presque normale dans une large cavité isolée qu'il a transformée en logement particulier. Il a tapissé les murs de cartes et d'images multicolores de magazines. Près de son lit, deux transistors lui permettent de maintenir le contact avec le monde extérieur et un magnétophone d'enregistrer la musique de son choix. Fin lettré, M^r Ibrahim Ahmed est entouré de livres, dont deux sont placés à son chevet : un recueil du poète persan Hafez et l'œuvre de Harrison Salisbury. *Krouchtchev's Mein Kampf*. Ses lectures sont éclectiques. Elles s'étendent de Shakespeare à Bertrand Russell, de Dostoïevsky à Boris Pasternak, de Marx et Lénine à Harold Lasky. M^r Ahmed s'enorgueillit en outre d'avoir lu sans exception tous les livres qui ont paru en langue kurde depuis quarante-quatre ans (au total cinq cents environ, précise-t-il). Par son aspect physique égale-

ment, le secrétaire général du P.D.K. tranche singulièrement avec les rudes montagnards qui l'entourent. Agé de cinquante ans, il est petit et frêle. Ses tempes grisonnantes et sa fine moustache blanche lui confèrent une grande distinction. Il parle avec éloquence, d'une voix harmonieuse et claire, non sans une certaine passion que reflètent des yeux intelligents. On se l'imagine très à l'aise dans un prétoire, satisfait de donner libre cours à une verve intarissable.

Une brève lune de miel

Mais cet ancien diplômé de la faculté de droit de Bagdad est surtout un publiciste militant. En 1937, il publie une thèse sur les rapports arabo-kurdes qui lui vaut d'être déferé devant les tribunaux. Deux ans plus tard, il fonde une publication kurde *Galaweich*, qu'il dirige jusqu'en 1949, date à laquelle il est jugé et condamné pour « communisme » bien que le parti communiste irakien le considérait comme un « homme de droite ». Il fera trois ans de prison, suivis de trois ans de résidence surveillée, ce qui ne l'empêchera pas de poursuivre ses activités au sein du P.D.K. clandestin, dont il deviendra le secrétaire général en 1952. Dès les premières heures de la révolution antimonarchiste de 1958, il décide après brève consultation avec ses camarades, d'appuyer le mouvement du général Kassem. « Il était déjà évident, nous dit-il, que les insurgés ne tarderaient pas à retirer l'Irak du pacte de Bagdad, et pour nous, l'essentiel était de détruire la sainte-alliance anti-kurde qui liait, à l'époque, Bagdad à Téhéran et Ankara. »

En échange, pour le précieux appui des nationalistes kurdes, le général Kassem donna entière satisfaction aux revendications du P.D.K. Il libéra les centaines de prisonniers, incarcérés sous le régime de Noury Saïd, autorisa le retour en Irak de Moullab Moustapha El Barzani et de ses compagnons, réfugiés en U.R.S.S., et, surtout, il accepta d'inclure dans la Constitution un article reconnaissant l'égalité des droits des peuples kurde et arabe. Le texte de cet article avait d'ailleurs été rédigé dans la clandestinité par le front de l'opposition, groupant tous les partis, des communistes aux nationalistes conservateurs.

(1) Voir *Le Monde* des 10, 11 et 13 avril.

(Lire la suite en 3^e page, 1^{er} col.)

LES PLUS BELLES PISTES D'OBSTACLES
DU MONDE

DIMANCHE



AUTEUIL

PRIX DU PRÉSIDENT
DE LA RÉPUBLIQUE

FAUTEUILS RÉSERVÉS

ET

RESTAURANT AÉRIEN CLIMATISÉS

ENTER

nant bon accueil au principe de cette proposition, ont fait certaines réserves. Ils ont souligné que la libération immédiate des échanges commerciaux affecterait sérieusement certains secteurs japonais, comme ceux des machines, équipements électriques, produits agricoles et pétrochimiques, pour lesquels le Japon n'est pas concurrentiel sur le plan international.

Au moment de son départ, M. Herter a déclaré devant les journalistes qu'il était satisfait du résultat de ses conversations.

La déclaration demande également « le retrait des officiers américains de la plaine des Jarres ».

Saigon, 13 avril (A.F.P.). — M. Bui Van Luong, secrétaire d'Etat à l'intérieur du Vietnam du Sud, a déclaré vendredi au cours d'une conférence de presse, que les incendies qui ont ravagé ces jours derniers plusieurs quartiers populaires de Saïgon et de Cholon étaient l'œuvre de groupes d'action du Vietcong.

commun avec l'Allemagne de l'Ouest et la Hollande et que, de ce fait, l'industrie belge en profiterait. Mais depuis lors les polémiques se sont poursuivies et amplifiées autour du Starfighter, et il semble bien que cet appareil n'ait pas les qualités requises.

Les premiers de ces appareils construits en Belgique ont été remis jeudi à la force aérienne. Dès le lendemain une véritable bombe éclatait à Bruxelles quand les milieux militaires prirent connaissance d'un article du

LES DE L'ÉTRANGER

Bretagne

Après une visite de trois semaines le vice-ministre chinois du commerce extérieur a quitté Londres

Londres, 13 avril (A.F.P.). — Aucun accord commercial n'a été conclu entre la Grande-Bretagne et la République populaire chinoise a précisé M. Lu Hsu-tchang, vice-ministre du commerce extérieur de la Chine communiste pour quitter Londres vendredi pour Genève, après une visite officielle de trois semaines en Grande-Bretagne.

« Ma visite était avant tout une visite de « bonne volonté » destinée à explorer les possibilités d'expansion des relations commerciales sino-anglaises », a déclaré le ministre chinois, qui a ajouté :

« J'ai rencontré de nombreux industriels et commerçants durant mon séjour, ils ont presque tous exprimé le désir de voir les relations commerciales entre nos deux pays augmenter. La Grande-Bretagne est un pays très avancé du point de vue industriel et de nombreux produits britanniques peuvent trouver des débouchés sur le marché chinois. »

NATIONS UNIES. — M. Ouamane Soce Diop, représentant du Sénégal aux Nations unies, est arrivé vendredi soir à New-York, venant de Dakar, pour soutenir devant le Conseil de sécurité la plainte de son pays contre le Portugal. Il a aussitôt demandé au président du Conseil de sécurité, M. Liu Chieh, (Chine nationaliste) de procéder sans délai à l'examen de cette affaire. M. Soce Diop a également conféré avec M. Roger Seydoux, représentant permanent de la France à l'O.N.U., qui n'aurait pas formulé d'objection à ce sujet. — (U.P.I., A.F.P.)

Finlande

Chinois et Albanais sont absents à l'ouverture du 18^e congrès du parti communiste

Helsinki, 13 avril (A.P., A.F.P.). — Le 13^e congrès du parti communiste finlandais s'est ouvert vendredi à la maison de la culture d'Helsinki. Participaient aux travaux 340 délégués et 750 invités locaux et étrangers. Les partis chinois et albanais ne sont pas représentés.

C'est le président du parti, M. Aimo Aaltonen, qui a prononcé le discours d'ouverture, dans lequel il a déclaré que le comité central du parti communiste finlandais adhère au principe de la coexistence pacifique, proclamé par les 20^e et 22^e congrès du parti communiste soviétique.

Le débat sur la politique internationale se déroule samedi et dimanche prochain.

ETATS-UNIS. — M. Raphaël Abramovitch, un des chefs mencheviks (fraction minoritaire du parti social-démocrate russe) qui avaient été éliminés par les Bolcheviks au cours de la révolution de 1917, est mort à New-York à l'âge de quatre-vingt-deux ans. — (A.P.)

ARGENTINE. — « Il est urgent de réaliser la justice dans le domaine social et le domaine du travail, si l'on ne veut pas encourir la responsabilité de conséquences irréparables, alors que la situation douloureuse du monde du travail, fruit d'un péché collectif, est le meilleur atout du communisme », déclare le cardinal-archevêque de Buenos-Aires, primat de l'Eglise argentine, Mgr Antonio Caggiano, dans un message intitulé : « Pour la concorde et la paix dans la solution du problème institutionnel de la République. » — (A.F.P.)

Indonésie

Un Mig s'écrase au sol

Djakarta, 13 avril (A.F.P.). — Des chasseurs à réaction Mig-17 et Mig-19, des bombardiers lourds TU-16, des hélicoptères et des unités parachutistes ont participé à la démonstration aérienne présentée samedi matin à l'aérodrome de Djakarta à M. Liu Shao-chi, président de la République populaire de Chine.

La manifestation a été écourtée après qu'un chasseur Mig-19 se fut écrasé au sol au cours d'une acrobatie, à proximité de la tribune où se tenaient les présidents Liu Shao-chi et Sukarno. Il n'y a pas de blessés.

Chine

La visite du président de la République en Indonésie va démontrer que Pékin n'est pas isolé

Pékin, 13 avril (A.F.P.). — L'amitié sino-indonésienne et « l'ardent amour que le peuple indonésien porte au peuple chinois » ont été exaltés par le président Sukarno dans le bref discours qu'il a prononcé en accueillant vendredi à l'aérodrome de Djakarta M. Liu Shao-chi, président de la République populaire de Chine, discours dont l'agence Chine-Nouvelle transmet le texte intégral dans une dépêche de Djakarta.

« Des liens très étroits de camaraderie militante unissent de longue date les deux pays, a notamment déclaré le président indonésien.

Selon les observateurs de Pékin, ce voyage présidentiel aura pour résultat de démontrer au monde que la Chine n'est pas dans la position d'isolement international qu'on a dit être la sienne.

LE KURDISTAN IRAKIEN A DOS DE MULET

En Irak

(Suite de la première page)

La lune de miel entre le P.D.K. et le général Kassem fut de courte durée. L'ancien dictateur n'avait, de toute évidence, reconnu l'existence d'une nation kurde que du bout des lèvres. Après avoir utilisé les communistes et les Kurdes pour mater l'insurrection du colonel Chawaf à Mossoul, il s'attaqua à l'extrême gauche et multiplia les mesures vexatoires à l'égard des militants du P.D.K. Il mit le général Barzani en résidence surveillée, suscita des conflits armés entre les diverses tribus kurdes, ordonna l'arrestation de M^r Ibrahim Ahmed pour un meurtre qu'il

n'avait pas commis, avant d'interdire toute activité au P.D.K.

Celui-ci, après quelques semaines d'hésitation, décida officiellement en décembre 1961 de prendre la tête des maquis de paysans qui s'étaient constitués dans le nord de l'Irak pour résister à la répression du général Kassem. La décision, nous dit M^r Ahmed, constitua un tournant capital pour le P.D.K. qui, en dix-huit mois de lutte armée est parvenu à supplanter le parti communiste dans tout le Kurdistan, à l'exception peut-être de certaines grandes villes où l'extrême gauche conserve une partie de sa clientèle parmi les intellectuels et les ouvriers.

« Sésame, ouvre-toi »

M^r Ahmed est fier de ce succès notable, qui couronne quinze ans d'efforts incessants pour éliminer l'influence du parti communiste au sein de la population kurde. Pendant les six premières années de son existence, nous dit-il, le P.D.K. était considéré comme une « pépinière » de cadres pour le parti communiste. « Les meilleurs de nos camarades, déçus par l'absence d'une idéologie cohérente, nous quittaient invariablement pour adhérer au parti communiste », déclare M^r Ahmed qui, en 1952, met un terme à l'hémorragie dès son élection au secrétariat général.

« Mon système, dit-il, a été aussi simple que celui de Christophe Colomb pour stabiliser son œuf : j'ai proclamé que notre parti s'inspirait du marxisme-léninisme. Ces mots magiques, tels ceux de « Sésame ouvre-toi », d'Ali Baba, nous ouvrit les portes de l'univers de la jeunesse kurde, à l'époque fascinée par le communisme. Les réactionnaires nous ont traités d'agents du Kremlin, mais les communistes, eux, ne s'y sont pas trompés. Ils nous dénoncèrent comme des « agents provocateurs » et nous mirent en demeure, en septembre 1959, de suppri-

mer de notre programme toute référence au marxisme-léninisme, qui devait demeurer, selon eux, l'apanage du parti de la classe ouvrière. Toujours est-il que depuis 1952 aucun de nos membres ne nous a quitté pour le parti communiste, qui, en revanche, a perdu des effectifs à notre profit. »

M^r Ahmed insiste sur le fait que « le P.D.K. n'a nullement l'intention de faire de l'anti-communisme » et que seules des divergences politiques et tactiques le séparent du P.C. Ce dernier, en effet, a depuis longtemps appuyé les revendications nationales kurdes. Dès février 1945, l'organe en langue kurde du parti « Azadi » se prononce pour le droit à l'autodétermination de la nation kurde « partagée entre l'Irak, l'Iran et la Turquie ». Le P.C. estime cependant que le mouvement national kurde est divisé en deux tendances : celle du « prolétariat et de son parti communiste » et celle de la « bourgeoisie nationale kurde », représentée par le P.D.K. Dans différentes publications, le P.C. reproche au parti démocratique ses « conceptions nationalistes étroites », ses méthodes « sectaires et erronées », voire son « chauvinisme » occasionnel.

Le conflit avec le P.C.

C'est à ce propos qu'éclate entre les deux formations un conflit sur l'opportunité de la récente rébellion au Kurdistan, à laquelle s'oppose l'extrême gauche. Le P.C. appuie à fond la revendication de l'autonomie kurde dans le cadre de la République irakienne, mais s'oppose à ce que le P.D.K. ait recours aux armes pour obtenir satisfaction « en marge de la lutte du mouvement démocratique irakien contre le pouvoir personnel du général Kassem ». Il propose, comme substitut à la rébellion armée, la formation d'un « vaste rassemblement pacifique et populaire fondé sur la lutte commune arabo-kurde ».

Au fond, le différend dépassait largement le cadre de la tactique. Pour les nationalistes kurdes, le régime de Bagdad était entièrement inacceptable et devait être abattu par tous les moyens. Les communistes, par contre, tout en dénonçant la dictature du général Kassem estimaient que ce dernier appliquait « objectivement une politique anti-impérialiste ».

N'étant pas en mesure d'assurer sa succession, redoutant l'avènement au pouvoir de leurs adversaires les plus acharnés, notamment les baasistes, ils craignaient en fait que la rébellion kurde ne précipitât la chute du régime avant qu'ait été trouvée une solution de rechange qui leur fût favorable (notamment par la création d'une sorte de front populaire).

En tout état de cause, le P.D.K. refuse toute alliance bilatérale avec l'extrême gauche « Si Bagdad nous accorde l'autonomie que nous revendiquons, m'a dit à ce propos M^r Ibrahim Ahmed, nous ne permettrons pas au parti communiste d'utiliser le Kurdistan comme base de subversion contre le nouveau régime irakien ».

— Mais, dans votre programme et vos proclamations, vous affirmez que vous êtes pour la liberté d'action de toutes les formations, y compris le P.C....

— Connaissez-vous une seule formation politique au monde qui se soit hissée au pouvoir à l'issue d'une lutte armée et qui accepte d'autoriser les activités de partis

populaire que celle pratiquée dans les pays communistes... »

L'une des premières tâches du parti après l'obtention de l'autonomie, nous dit encore M^r Ibrahim Ahmed, est de résoudre « les problèmes de la terre ». Pour éviter tout conflit de classe pendant la rébellion, le P.D.K. malgré « sa haine de la féodalité et son désir d'opérer une radicale réforme agraire », a décidé le maintien du *statu quo* jusqu'à l'organisation d'un référendum à ce sujet. « Je ne vous cache pas, poursuit le leader kurde, que nous redoutons le déchaînement des paysans. Certes, nous ne leur avons rien promis de précis, mais le mot d'autonomie a pris chez eux les dimensions d'un paradis terrestre que nous serons incapables de leur offrir rapidement, même pas au bout de plusieurs années. »

Le souci majeur de certains dirigeants P.D.K. est cependant l'avenir de leurs rapports avec le général Moustapha El Barzani qu'ils soupçonnent d'être favorable aux « aghas » (les grands propriétaires féodaux). On lui reproche notamment sa conviction « d'incarner, seul, le peuple kurde ».

Ceux qui ont pu s'entretenir à la fois avec le général Barzani et avec M^r Ibrahim Ahmed n'ont pu s'empêcher de noter la profonde antipathie qui sépare les deux hommes, dont les origines sociales, la formation et le caractère se situent aux antipodes.

L'un et l'autre éviteront sans doute d'engager l'épreuve de force aussi longtemps que l'insurrection n'aura pas définitivement pris fin. Il est à craindre, toutefois, que le retour à la paix au Kurdistan ne marque le début d'un autre conflit, politique celui-là, et dont l'issue est imprévisible, au sein même du mouvement nationaliste. Le général Barzani dispose d'un immense prestige dans le pays. Le P.D.K., de même, exerce une grande influence sur les masses. Un divorce entre le parti et son président risquerait d'ouvrir une ère de dangereuse instabilité.

ERIC ROULEAU.

Prochain article :

LE CHASSEUR, LE BERGER ET LE LOUP

DES DÉTENUS POLITIQUES SERAIENT MORTS SOUS LA TORTURE

Le comité supérieur du Mouvement pour la défense du peuple irakien, composé en majeure partie de personnalités communistes et progressistes irakiennes, affirme dans un appel lancé à l'opinion publique mondiale que de nombreux détenus politiques sont morts sous la torture dans les prisons de Bagdad. Le texte de l'appel affirme notamment :

« Le fait a été établi que les éminents dirigeants du Mouvement national : Salaam Adel (premier secrétaire du P.C.), Mohamed Hussein Abou El Issa et Hassan Ouwaïna, dont le gouvernement prétend avoir fait le procès en secret, ont été tués au cours d'une séance de tortures. »

« Beaucoup d'autres patriotes ont été tués de cette façon, mais les autorités n'ont pas permis de révéler leur mort. Les méthodes hitlériennes, condamnées par les peuples du monde entier, sont maintenant appliquées avec bestialité. En voici quelques exemples : pendaison d'accusés par les pieds au plafond de leur cellule, jets d'eau bouillante sur leur corps, menaces de les brûler vifs, de violer leurs femmes ou de tuer leurs enfants. »

« En fait, des viols ont été commis sur des dizaines de jeunes filles, notamment plusieurs étudiantes de la faculté de médecine. »

« L'éminent dirigeant Salaam Adel a eu les yeux crevés à coups de poignard. De nombreux patriotes sont assassinés chaque jour dans les chambres de torture ; leurs corps ne sont pas rendus à leur famille, mais brûlés secrètement la nuit. »

« Les détenus ont le choix entre la torture et la signature de faux documents établis par les bourreaux pour leur faire croire qu'une telle signature les fera échapper aux sévices... »

Selon l'*Humanité*, enfin, qui cite « différentes sources de Bagdad », M. Farouk Reda, vice-président de l'Union générale des étudiants, aurait été assassiné par des miliciens dans une prison de la capitale irakienne.

La tendance vient président

ancien président de l'Association de médecine de Paris, et 183 abstentions, devra être ratifié par l'Assemblée plénière, qui s'oppose à la majorité, et est représenté par l'Association des étudiants en médecine, s'est abstenue dans ce vote, au lieu de n'avoir pas voulu jouer le rôle

problème sur lequel le marxisme échappe actuellement, de définir le « travail intellectuel », de préciser en quoi il se distingue de celui des autres activités productives.

Les orateurs membres ou proches de l'Union des étudiants communistes ont voulu prouver que le travail étudiant pouvait avoir un côté productif non seulement à terme, mais immédiatement, afin de déboucher sur la notion de l'étudiant « être actif » et non plus « réceptacle passif » de connaissances. M. Pollack a insisté sur le fait que les conditions actuelles de l'enseignement ne permettaient pas de donner à l'activité de l'étudiant le caractère du travail actif, susceptible de réclamer un pré-salaire. Cette réflexion parfois confuse fut néanmoins intéressante, car on y décèle le refus de concevoir une allocation d'étude généralisée comme une gratification et le désir d'obtenir une participation active des étudiants à l'enseignement.

Le congrès, après avoir vigoureusement « sifflé » une intervention particulièrement incompréhensible et manifesté son scepticisme à l'égard de certaines définitions trop théoriques, a décidé d'organiser plus tard un colloque à ce propos.

universitaires

où il veut poursuivre ses études. Sur le plan des méthodes, le but de ce cycle est d'assurer une transition entre les méthodes de travail de l'enseignement secondaire et celles de l'enseignement supérieur proprement dit... Il devra être institué un système de contrôle continu du travail. A la sortie de ce cycle, un corps d'orienteurs détermine le passage dans le second cycle.

» La création, pour diriger ce cycle, d'une sous-direction de l'enseignement supérieur est souhaitable.

La F.N.E.F. : après cinq jours de débats stériles les travaux sont suspendus jusqu'en juillet mais une scission de fait s'est produite

La Baule, 13 avril. — Si l'éclatement définitif de la F.N.E.F. a pu être évité in extremis, c'est néanmoins dans la confusion et sur une scission de fait que se sont achevés les débats dans la nuit de vendredi à samedi.

Le congrès n'est du reste pas terminé, mais simplement suspendu : il reprendra les 5, 6 et 7 juillet, sous forme d'assemblée générale extraordinaire. Peut-on d'ailleurs appeler « congrès » ces cinq jours de querelles de personnes et de tendances, qui ressemblaient souvent à des règlements de comptes, ces débats passionnés, qui, à plusieurs reprises, ont été près de dégénérer en bataille rangée.

Hormis une demi-journée de discussions en com-

Le congrès a été paralysé, dès son ouverture, car aucune entente n'a pu être réalisée entre les délégations sur la répartition des mandats : les chiffres d'adhérents avancés par certaines fédérations apparaissaient artificiellement « gonflés », mais aucun contrôle n'était possible. Diverses solutions du compromis furent recherchées, mais les porte-parole des deux tendances ne purent se mettre d'accord, chacun formulant des exclusives : la tendance animée par M. Molins-Ysal, ancien président du mouvement, exigeait le départ de M. Frances du bureau national, tandis que l'autre réclamait, au contraire, son maintien au moins pendant une période transitoire.

Finalement, et pour que le congrès ne s'achève pas sur un constat de carence, la tendance Molins-Ysal s'est ralliée, « contrainte et forcée », selon les termes mêmes du président de la fédération de Toulouse, à une solution de double présidence provisoire : M. Frances demeure en droit président de la F.N.E.F. jusqu'à l'assemblée de juillet, et M. Christian Ploton (Paris-dentaire) dirigera en fait le mouvement.

Trois commissions sont créées : la première est chargée de la rédaction du règlement intérieur ; la seconde du contrôle du nombre d'adhérents avancé par les fédérations ; la troisième du contrôle des entrées et des sorties de fonds à la trésorerie de la F.N.E.F. pendant cette période.

Les termes de cet accord furent annoncés à tous les délégués en

De notre envoyé spécial JEAN-MARIE DUPONT

clara que sa tendance n'entendait pas remettre en cause cet accord, mais « qu'elle était lassée des manœuvres qui se poursuivaient depuis le début du congrès » et quittait immédiatement l'assemblée générale. Ses membres, conclut-il, notamment les fédérations d'Angers, Dijon, Grenoble, Lyon, Nantes, Toulouse, Strasbourg et les unions de pharmacie, commerce, sciences et droit (un des deux bureaux constitués avant le congrès) décidaient de se former en intergroupe syndical. « Cette création est purement scandaleuse », déclara M. Frances, après le départ des membres de cet intergroupe.

La réunion se poursuivit par une série d'interventions contre « le sabotage de la F.N.E.F. » entrepris par ceux qui venaient de quitter la séance.

Le président de Montpellier profita de l'échauffement de l'atmosphère pour demander qu'Aix-en-Provence, victime d'une mesure de suspension de la F.N.E.F. avant le congrès, retrouve immédiatement sa place au sein du mouvement et que des excuses soient faites à ses dirigeants pour avoir douté de leur travail syndical ; ce qui fut décidé par acclamation.

MM. Frances et Ploton firent cependant remarquer que cette

missions, où l'on a surtout entendu les exposés d'un vice-président de la F.N.E.F., aucun travail d'ordre syndical n'a été fait : le rapport moral et le rapport financier du bureau sortant n'ont même pas été lus.

« Face à l'U.N.E.F. politisée et en pleine crise, nous pouvons avoir, avait déclaré M. Frances, président de la F.N.E.F., un rôle inestimable à jouer, si nous savons effacer des querelles de clocher, un chauvinisme ridicule, un apolitisme exceptionnel. » A la fin de ce congrès, beaucoup ont perdu leurs illusions, et certains délégués ont déclaré qu'ils étaient décidés à « prendre du recul » par rapport à un mouvement qui pendant cinq jours a fait preuve d'une aussi évidente stérilité.

présentants d'une tendance, de valeur juridique.

Auparavant, le secrétaire général de l'association d'Aix nous avait déclaré qu'effectivement il était militant, ainsi que six autres membres du comité directeur, de la Fédération des étudiants nationalistes, mais qu'ils avaient tous souscrit, après leur élection, à une déclaration d'apolitisme.

Trois mois de réflexion

Que se passera-t-il d'ici l'assemblée extraordinaire de juillet ? Il est probable que les deux tendances qui s'affrontent feront chacune du prosélytisme auprès des dirigeants régionaux du mouvement afin de s'assurer une majorité. Certains parlent même de marchandage possible, avec subventions à l'appui, comme cela se serait déjà passé avant le congrès.

Le rapport financier présenté sous forme de document succinct fait état, en effet, d'une certaine prospérité de la F.N.E.F. qui serait sur le point d'acquiescer de vastes locaux pour son bureau national, au quartier Latin.

Outre les 80 000 F versés par le haut commissariat à la jeunesse et aux sports cette année, la F.N.E.F. reconnaît officiellement qu'elle a reçu 120 000 F de subventions diverses, dont ses dirigeants refusent d'avouer l'origine.

Il apparaît que ce soit en grande partie pour des raisons financières que certains ont exigé avec tant d'insistance le maintien de M. Frances au bureau de la F.N.E.F.

marque déposée de Polaroid Corporation



LE KURDISTAN IRAKIEN A DOS DE MULET

V. - Le chasseur, le berger et le loup

Bagdad. ... — « Gouvernement disposé à envoyer délégation de négociateurs; prière vous rapprocher de Qala Diza pour faciliter déplacement émissaires » (1). Le général Barzani se fait lire deux fois le télégramme que l'on vient de lui tendre. Le texte est signé Jalal Talabani, qui était parti en mission pour Bagdad deux semaines plus tôt. Le petit cercle de collaborateurs qui entoure le chef de l'insurrection kurde s'attend à le voir jubiler. Ne vient-il pas en effet de gagner la première manche? Non seulement le gouvernement irakien accepte la négociation, mais il consent à lui envoyer ses représentants.

Cependant le général Barzani, de toute évidence, demeure insensible à cette double concession. D'un geste nonchalant il appelle son secrétaire et lui dit : « Répondez-leur que Moullah Moustapha n'a pas à se rapprocher de Qala Diza et qu'il n'a nullement l'intention de modifier le programme de ses déplacements, établi antérieurement. » La scène s'est déroulée, en notre présence, le 1^{er} mars au matin. Le lendemain M. Talabani arrivait au quartier général du général Barzani, découragé. Tout était remis en cause; les émissaires de Bag-

De notre envoyé spécial

ERIC ROULEAU

dad qui devaient l'accompagner s'étaient décommandés à la dernière minute.

Le général Barzani, pour sa part, est tout disposé à reprendre les hostilités. Il ne croit pas aux bonnes intentions de Bagdad. L'expérience d'un demi-siècle de lutte incessante lui a appris à se méfier des adversaires qui font assaut d'amabilités. Son frère, Abdel Salaam, a été pendu par les Turcs en 1916, après avoir fait preuve d'une coupable imprudence. Son autre frère, Cheikh Ahmed, avait en 1932, fait confiance à la parole donnée par les autorités irakiennes, et cela lui avait coûté onze ans de déportation. Lui-même, Moullah Moustapha, avait été dupe des promesses que lui avait faites en 1943 Noury Saïd Son ami, Qazi Mohamed, président de la République de Mehabad, a été envoyé à la potence en 1947 par les autorités iraniennes, qui lui avaient pourtant promis la vie sauve. Moullah Moustapha, donc, ne recevrait les émissaires de Bagdad que là où sa sécurité serait le mieux assurée: Kami Maran (la Source aux serpents). Et c'est là, effectivement, où la première rencontre entre les représentants des deux camps antagonistes s'est déroulée, le 4 mars (2). L'accord paraissait alors en vue.

L'autonomie

dans la « décentralisation »

Deux jours plus tard, à Bagdad, le ministre irakien des affaires étrangères, M. Taleb Hussein Chebib, devait nous dénombrer. « Il n'est pas question d'accorder l'autonomie aux Kurdes », nous avait-il déclaré au cours d'un entretien, ajoutant : « C'est déjà beaucoup d'accepter de négocier avec un hors-la-loi, qui n'a d'ailleurs pas l'appui de tous les Kurdes. Si le général Barzani ne montre pas de dispositions au compromis, il ne nous faudrait pas longtemps pour écraser, une fois pour toutes, la rébellion. »

(1) Voir le Monde des 10, 11, 13, 14-15 avril.

(2) Voir le compte rendu de cette rencontre dans le Monde du 8 mars.

(3) Voir le Monde du 12 mars 1963.

M. Chebib est un membre éminent du parti Baas — majoritaire au gouvernement, — qui n'a jamais approuvé l'accord secret conclu entre les partisans du général Barzani et certains des conjurés du coup d'Etat du 8 février, aux termes duquel l'autonomie devait être octroyée aux Kurdes en échange de leur appui au mouvement dirigé contre le régime du général Kassem (3). Le parti Baas, nationaliste et panarabe, en outre, considère le Kurdistan d'Irak et même de vastes régions en Iran et en Turquie comme des « terres arabes » qui devraient un jour être rattachées à l'Irak. C'est dire combien les revendications du général Barzani peuvent lui paraître insoutenables.

Dans les milieux militaires, de même, le sentiment dominant était qu'il fallait résister aux prétentions kurdes. De nombreux cadres dirigeants de l'armée irakienne n'estiment pas en effet qu'ils aient perdu la guerre contre les rebelles. Un officier nous a dit à ce propos : « Le général Kassem ne nous a pas fourni les moyens que nous exigeons pour liquider le soulèvement. Il ne cherchait d'ailleurs pas à remporter la victoire, car il voulait surtout éloigner de Bagdad l'armée, qu'il redoutait. Que l'on nous donne les armes et les effectifs nécessaires, et la rébellion kurde cesserait d'exister au bout d'une semaine. »

Cependant, le 9 mars, le Conseil national de la révolution annonce solennellement qu'il reconnaît « les droits nationaux du peuple kurde, sur la base de la décentralisation ». Le 11, le vice-président du conseil irakien, M. Saleh Ali El Saadi, au cours d'une conférence de presse tenue à Damas, ne laisse aucun doute sur le sens qu'il donne au mot « décentralisation ». « Les provinces (awlya) kurdes, dit-il, auront leur propre administration dans tous les domaines, à l'exception de ceux des affaires étrangères, de la défense et des finances, qui demeureront du ressort du gouvernement central. » Et, en réponse aux critiques à peine voilées formulées par des journalistes arabes présents, il précise : « La décision que nous avons prise est, premièrement, conforme au principe du droit des peuples à disposer de leur avenir, et, deuxièmement, elle est le fruit d'une analyse objective de la situation actuelle en Irak. »

(Lire la suite en 3^e page, 1^{er} col.)

DE PROUST
A CAMUS

Les écrivains du demi-siècle

ENRI BERGSON - PAUL VALÉRY

ENZO ANGILERI - ANTOINE DE SAINT-EXUPÉRY

ANDRÉ BRETON - JACQUES PREVÈRE

LEON CLAUDEL - JACQUES HENRI

LEON CLAUDEL - JACQUES HENRI

LEON CLAUDEL - JACQUES HENRI

LEON CLAUDEL - JACQUES HENRI

ÉMIQUE PERRIN

ÉMIQUE PERRIN

jour fixé à Paris pour le transfert de la base, le commandement français sera-t-il mis dans le cas de renforcer l'une des trois tendances, en lui confiant le potentiel militaire de Séno ?

JEAN LACOUTURE.

commandant en chef des formations de fusées stratégiques et le remplacement du maréchal Serge Biriousov, promu récemment chef d'état-major des forces armées, apprend-on de source généralement bien informée.

Cette nomination, qui n'a pas encore été rendue publique, serait intervenue dans la première quinzaine de mars, en même temps que celle du maréchal Biriousov.

APRÈS LA VISITE DE M. STEVENSON

Madrid se prépare à une intense activité diplomatique

De notre correspondant particulier J.-A. NOVAIS

Madrid, 15 avril. — Madrid a été la dernière étape du voyage que M. Stevenson a effectué pendant trois semaines en Europe occidentale et au Maroc comme représentant officiel du gouvernement américain. Il a pris l'avion dimanche après-midi en direction de New-York, après avoir passé les fêtes de la semaine sainte à Séville et avoir visité la base navale hispano-américaine de Rota.

Les déclarations que M. Stevenson a faites lors de son départ ont été assez brèves. Il a fait l'éloge de l'encyclique *Pacem in terris*, la considérant comme « le grand message de Jean XXIII ». Il a signalé que le roi Hassan II lui avait exprimé sa satisfaction pour les nouveaux accords américano-marocains « qui se trouvent déjà fixés dans tous leurs détails ». Il déclara qu'il avait trouvé l'Espagne en grande prospérité et en net progrès, mais il ne fit aucun nouveau commentaire au sujet de l'entrevue qu'il avait eue il y a neuf jours avec M. Castiella, ministre espagnol des affaires étrangères. Signalons qu'il avait déclaré mardi dernier à Rabat : « Le traité hispano-américain est valable encore pour cinq ans. Je ne crois pas que l'Espagne ait l'intention de le dénoncer. »

A Madrid on s'attend à une grande activité diplomatique lors des prochaines semaines. M. Giscard d'Estaing arrivera en Espagne aux environs du 20 avril pour fixer les détails d'un important prêt français. Le correspondant de *Pueblo* (syndicaliste) à Paris, Mlle Narvion, écrit que, à l'approche de cette visite, « il ne convient pas de faire de commentaires jantaisistes comme cela a eu lieu pour les ministres français qui ont précédé M. Giscard d'Estaing dans la capitale espagnole. Le prêt est une opération qui n'a rien d'extraordinaire et n'est que la conséquence normale de l'excellente amitié qui unit les deux pays ».

Le 28 avril, le ministre allemand de l'Agriculture arrivera à Madrid, invité par son collègue espagnol. Aux environs de cette date l'Espagne recevra également la visite du ministre allemand du logement, qui viendra ainsi rendre la visite que son homologue espagnol avait faite en Allemagne. Par ailleurs, une commission de parlementaires allemands doit visiter prochainement Madrid.

La diplomatie espagnole est disposée à renouer la grande activité de ces derniers mois : il semble que ses objectifs immédiats soient les pays européens.

« L'EUROPE EST CONSCIENTE DE NOTRE INTERDÉPENDANCE » déclare le délégué américain à l'O.N.U.

New-York, 15 avril (A.F.P.). — M. Adlai Stevenson, représentant permanent des Etats-Unis à l'Organisation des Nations unies, est arrivé par avion à New-York, dimanche soir, venant de Madrid.

Avant de repartir pour Washington, M. Stevenson a déclaré qu'il avait pu constater en Europe « une unanimité sur les objectifs de base de notre défense ». Il a estimé que le « prétendu anti-américanisme n'est autre que de l'irritation, comme il s'en produit habituellement entre amis ».

« Si tout le monde n'est pas d'accord sur les moyens il n'y a pas de désaccord sur les fins et sur l'importance de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord, des Nations unies ou du désarmement », a-t-il dit. Il a ajouté que les Européens étaient parfaitement « conscients de notre interdépendance et doutaient peu de notre détermination à défendre l'Europe ».

Né en 1903, le maréchal Krylov exerçait depuis 1960 l'important commandement des troupes de la région de Moscou, généralement confié à des officiers généraux promus à une brillante carrière militaire. Il avait été fait maréchal de l'Union soviétique en 1962.

Engagé dans l'armée rouge pendant la guerre civile, le maréchal Krylov est un fantassin de formation. Il fut pendant la dernière guerre chef d'état-major d'une armée, puis commandant d'armée, se distinguant notamment sur les fronts de Leningrad, d'Odessa, de Sébastopol et de Stalingrad. Après 1945 il fut successivement commandant des troupes des régions militaires d'Extrême-Orient, de l'Oural et de Leningrad avant d'être nommé dans la capitale. Deux fois héros de l'Union soviétique, il est aussi commandeur de la Légion d'honneur.

Membre du parti communiste depuis 1927, il fut élu au comité central par le 22^e Congrès en octobre 1961.

Le commandement des fusées stratégiques est considéré aujourd'hui comme le plus important des forces armées soviétiques, mais n'est pas nécessairement confié à un spécialiste.

Le maréchal Biriousov, qui précéda à ce poste le maréchal Krylov, avait fait, lui aussi, une carrière « classique » dans l'armée, comme d'ailleurs le prédécesseur du maréchal Biriousov, le maréchal Cyrille Moskalenko (remplacé à ce poste en avril 1962). Ce dernier, comme le maréchal Krylov, avait précédemment commandé les forces de la région de Moscou.

ELECTIONS MUNICIPALES A PÉKIN

Pékin, 15 avril (A.F.P.). — Plus d'un million sept cent mille électeurs de Pékin et de sa banlieue étaient appelés aux urnes le dimanche de Pâques pour élire le nouveau conseil municipal de la capitale de la Chine populaire, annonce l'agence Chine Nouvelle.

Des bureaux de vote volants étaient prévus pour les électeurs hospitalisés, ainsi que pour les personnes malades âgées ne pouvant quitter leurs domiciles.

Les électeurs appartenant à la minorité musulmane ont voté après les services religieux du matin. Cinq imams du Congrès du peuple sont d'ailleurs candidats sur la liste unique présentée aux suffrages des électeurs.

LE KURDISTAN IRAKIEN A DOS DE MULET

II. — Les partisans

Kirkouk ... — Une fiévreuse activité règne dans le bureau de « Kaké » (frère) Ali Askary, commandant de la région militaire de Mawet (1). La petite pièce qui il y a quelques mois abritait le commissaire de police de ce chef-lieu, est actuellement le centre névralgique d'un important secteur territorial contrôlé par les « pechmerga » (2).

Dans un coin, plusieurs officiers révolutionnaires se concertent autour d'une table. A la lueur d'une lampe à pétrole, ils examinent des documents tout en consultant de temps à autre une grande carte d'état-major accrochée au mur. Un jeune maquisard des transmissions venait de leur apporter des messages — qu'il avait captés et déchiffrés — échangés entre Bagdad et le haut commandement des unités irakiennes stationnées dans le nord du pays. « *Aucun code utilisé par nos spécialistes durant ces dix-huit derniers mois n'a résisté à nos spécialistes* », me dit en souriant l'un des officiers.

Le « gouvernement provincial » de Mawet

Plusieurs fois par jour, ces étranges « facteurs », recouverts de boue ou de poussière, se présentent au bureau de M. Askary qui, après avoir pris connaissance du contenu de la correspondance, appelle ses collaborateurs et leur donne de brèves instructions. Agé seulement de vingt-sept ans, Askary est membre du comité central du parti démocratique kurde, auquel il a adhéré à l'âge de dix-sept ans. Il se destinait à une profession libérale quand son parti lui ordonna d'abandonner ses études pour se consacrer à des activités clandestines. Cavalier et tireur émérite, connu pour sa témérité au combat, son autorité est indiscutée parmi ses hommes, qui lui vouent une admiration sans bornes.

Askary n'est cependant pas le « patron ». Il est entouré des cinq autres membres du « comité régional » de Mawet, où le principe de la direction collégiale est scrupuleusement appliqué. L'un d'eux, Kamal Gharib, est un ancien administrateur civil à la sous-préfecture de Penjwin. En mai dernier, il avait persuadé les cent quatre-vingt-cinq soldats de la garnison stationnée dans la ville, tous d'origine kurde, de le suivre dans les maquis. Gharib emporta aussi la caisse dont il avait la charge et qui contenait 12 000 dinars (environ 17 millions d'anciens francs), somme qu'il remit au général Barzani.

Le responsable des affaires

De notre envoyé spécial ERIC ROULEAU

Les « spécialistes » sont généralement des anciens fonctionnaires des chiffres de Bagdad, ralliés aux insurgés. Ceux-ci disposent également d'agents dans les services du gouvernement central. C'est ainsi que le général Barzani a été tenu au courant, pratiquement au jour le jour, des mouvements des troupes irakiennes, de leurs projets d'attaques, de leurs problèmes logistiques, etc.

Les maquisards, pour leur part, observent de strictes consignes de sécurité. Ils utilisent peu leurs appareils de télégraphie, et ont recouru à un système postal d'une époque révolue : les messages, tracés sur du papier bible et uniformément pliés aux dimensions d'un sachet de sucre, sont portés par des courriers qui se déplacent à pied ou à cheval.

logistiques au sein du comité régional est le sous-lieutenant Ahmed, âgé de peine de vingt-deux ans. Au début de l'année dernière il a déserté son unité, stationnée à Bassorah, et a rejoint les partisans après plusieurs semaines de marche à pied. Ibrahim, le responsable administratif, est un ancien employé de banque de Soleymanyeh. Après avoir jonglé avec des chiffres pendant des années, il s'est récemment découvert une vocation de... poète. Petit, rond comme une balle, le turban posé sur un crâne reluisant, il profite des longues veillées de ses compagnons pour leur réciter des vers de sa composition. Le « commissaire politique » — un « dur » du parti — et le responsable du ravitaillement, un ancien ouvrier de l'Iraq Petroleum Company, goûtent tout particulièrement le lyrisme révolutionnaire d'Ibrahim.

Venus d'horizons et de milieux différents, ces six hommes constituent, en pratique, un gouvernement provincial avant la lettre. Leur tâche, en effet, n'est pas uniquement d'ordre militaire. Se substituant aux représentants du gouvernement de Bagdad, ils administrent une population de cinquante mille âmes. Au total, m'a-t-on assuré, une quinzaine de comités régionaux semblables à celui de Mawet contrôlent actuellement plus d'un million de personnes (3).

Un bilan impressionnant

Le chemin parcouru par la rébellion en dix-huit mois est impressionnant. Quand le général Kassem avait commencé le bombardement intensif du Kurdistan, en septembre 1961, afin de terroriser la population et de prévenir l'extension de troubles localisés qui s'étaient produits dès le printemps de la même année, seuls quelques groupes de paysans épars avaient pris le maquis. Ils manquaient d'armes, de fonds et de chefs. Tout semblait indiquer qu'ils seraient rapidement vaincus. Le parti démocratique kurde — son secrétaire général, M. Ibrahim Ahmed nous l'a affirmé — ne croyait pas alors à la possibilité d'une résistance sérieuse à la puissante armée irakienne. D'autant moins que le Kurdistan, contrairement à l'Algérie par exemple, est entouré de pays hostiles, qui n'étaient pas susceptibles d'offrir le moindre appui aux insurgés.

« Les paysans nous ont en quelque sorte imposé une guerre que nous pensions perdue d'avance, nous a dit encore M. Ahmed, et ce ne fut qu'en décembre 1961 que le parti accepta officiellement d'assumer la responsabilité des opérations. » Le général Barzani nous a indiqué, pour sa part, qu'il

disposait à l'époque de six cent soixante hommes armés de fusils...

A ces forces dérisoires, le général Kassem avait opposé plusieurs unités d'infanterie, des chars, de l'artillerie lourde et... des Mig soviétiques. Tout village où l'on signalait la présence de rebelles était simplement « rayé de la carte » par des bombardements intensifs. Radio-Bagdad annonçait alors une « grande victoire » et la fin imminente de la rébellion.

Celle-ci, tout au contraire, s'étendait comme un feu de bois. Paysans des campagnes, intellectuels des villes, soldats d'origine kurde dans l'armée irakienne (trois mille parmi ces derniers), affluaient vers les maquis du général Barzani. Dans les villes, les sympathisants effectuaient des collectes, opéraient des détournements de fonds dans les sociétés et les administrations dans lesquelles ils travaillaient, organisaient des hold-up spectaculaires pour alimenter la caisse des partisans.

Au printemps de 1962, l'armée du général Kassem commença à subir ses premières défaites majeures. Les maquisards organisés en groupes de dix (Diste), de cinquante (Pel), de cent cinquante (Serpel)

et de trois cent cinquante (Lek), parvenaient à faire battre en retraite des forces numériquement bien supérieures, qui abandonnaient sur le terrain armes et bagages.

Des maquisards de qualité

Les chefs militaires irakiens s'étant plaints du fait que Bagdad ne leur fournissait pas des effectifs suffisants pour réduire la rébellion, le général Kassem dépêchait des renforts toujours plus importants et du matériel encore plus perfectionné. Ce fut peine perdue. Au moment du coup d'Etat du 8 février dernier, les deux tiers environ de l'armée irakienne — soit 30 000 hommes — étaient concentrés dans le nord du pays sans réussir à mettre un terme au soulèvement kurde. Au cours des engagements, quelque 2 000 soldats irakiens et un millier de « jahch » (les harkis kurdes) ont été tués. Les combattants nationalistes, eux, n'ont eu à déplorer que 172 morts...

Rétrospectivement, la défaite de l'armée du général Kassem ne paraît pas surprenante. Bien entraînée pour participer à une guerre classique, elle n'était pas préparée pour affronter une guérilla de type révolutionnaire qui se déroulait, de surcroît, dans des montagnes difficilement accessibles. Les Kurdes, eux, se battaient sur leur propre terrain, et par leur grande mobilité pouvaient aisément mettre en échec des forces trop importantes pour être efficaces.

Les qualités requises des maquisards sont en outre bien supérieures à celles de leurs adversaires. N'est pas « pechmerga » qui veut. Pour être éligible à la Lechkeri Chourishi Kurdistan (l'armée révolutionnaire du Kurdistan) (4), le candidat doit présenter un casier judiciaire vierge et se faire recommander par deux membres du parti démocratique kurde, qui témoignent de ses bonnes mœurs et de son comportement politique passé. Avant d'être formellement incorporé dans une unité, sa fidélité à la cause nationaliste, son sens de la discipline absolue, sa force physique et son courage sont également mis à l'épreuve.

Koysendjak « by night »...

Sur le plan psychologique aussi la lutte était inégale. Les hommes du général Barzani se battaient pour un idéal : un Kurdistan autonome où ils auraient droit à des avantages économiques, sociaux et culturels que Bagdad leur refusait. Les soldats du gouvernement central menaient une guerre que la plupart des partis politiques irakiens dénonçaient comme « injuste » ou, pour le moins, « inutile ». L'opposition, en effet, exploitait dans sa propagande les revers du général Kassem au Kurdistan pour précipiter la chute de son régime.

Les rebelles se sentaient assez forts pour occuper toutes les grandes villes du Kurdistan, notamment Kirkouk, Soleymanyeh et Irbil, où la complicité de la population aurait facilité leur tâche. Ils ont renoncé à ces gestes spectaculaires afin d'épargner à ces villes des bombardements contre lesquels ils ne disposaient d'aucun moyen de défense. En outre, l'essentiel de leur ravitaillement alimentaire, financier, et de leur équipement en armes provient précisément des centres urbains.

« Pratiquement, m'a dit à ce propos M. Jalal Talabami, l'un des principaux chefs de maquis, nous avons le libre accès à la plupart des grandes agglomérations. » Et, en guise de démonstration, il m'emmena un soir dans sa ville natale de Koysendjak, où est stationnée une garnison de l'armée irakienne. Son entrée dans la ville, bien que fortuite, fut triomphale.

En quelques minutes près de la moitié de la population (15 000 habitants environ) était sortie dans les rues pour l'acclamer. Des femmes, des enfants, des vieillards, de tout jeunes gens, ont escorté notre jeep jusqu'au siège du parti démocratique kurde, dont M. Talabami est un des principaux dirigeants. Alors commença un étonnant défilé de personnalités locales et de gens du peuple venus pour féliciter et embrasser leur leader. Pas un soldat irakien n'était en vue. Devant mon étonnement, le maire de la ville me glisse à l'oreille : « Nous interdisons aux forces de l'ordre de sortir de leurs cantonnements dès la nuit tombée... dans leur propre intérêt. »

(A suivre.)

(1) Voir le Monde du 10 avril.

(2) L'équivalent de « partisans ». Littéralement signifie « ceux qui affrontent la mort ».

(3) Selon M. Bernard Vernier, dans l'Irak d'aujourd'hui (Armand Colin), il y aurait 1 820 000 Kurdes en Irak, soit 28 % de la population totale.

(4) Nom officiel de l'armée du général Barzani depuis décembre 1962.

Prochain article :

UN PATRICIEN RÉVOLUTIONNAIRE

MOQUETTES

d'escaliers et d'appartements

CHOIX - QUALITÉ - PRIX

PREVOTAT

Installateur

85, rue du Chemin-Vert - PARIS XI^e

ROQ. 70-54 DEVIS GRATUIT VOL. 26-26

CRÉDIT POSSIBLE : 24 MOIS

Smart



légère
comme
une valse
viennoise

Smart

Une
cigarette
à bout filtre
qui
nous arrive
des rives
du
beau Danube bleu

LES QUESTIONS D'AFRIQUE NOIRE

ANNONCÉ A DAKAR

Le bombardement d'un village sénégalais est démenti à Lisbonne

Dakar, 10 avril (A.F.P., Reuter). — Un communiqué publié mardi à l'issue d'une réunion du conseil des ministres sénégalais annonce que quatre avions militaires portugais ont bombardé mardi matin le village sénégalais de Boumack, situé près de la frontière de la Guinée portugaise.

Le communiqué ajoute qu'à la suite de cette « agression » le président Léopold Sédar Senghor a saisi le Conseil de sécurité des Nations unies.

Le ministre de l'intérieur du Sénégal, M. Abdoulaye Fofana, et le ministre des forces armées, M. Cisse Dia, ont quitté Dakar dans le courant de l'après-midi, par avion, à destination de la région où s'est produit l'incident.

Dans la soirée le ministre de l'information, M. Lamine Diakhite, a précisé au micro de Radio-Sénégal que le bombardement avait eu lieu avec des grenades et qu'il avait fait un blessé.

« Un monde nous sépare de

M. Salazar, a déclaré le ministre. Ses grenades ne sauraient nous détourner et ne nous détourneront pas de notre option, qui demeure l'homme. Notre attitude est constante qui veut la fin des derniers empires coloniaux, la fin des derniers bastions du racisme. »

A Lisbonne, les nouvelles en provenance de Dakar au sujet du bombardement ont été formellement démenties mercredi par un porte-parole qualifié du ministère portugais des affaires étrangères.

« Cette information constitue, a-t-il affirmé, un produit de l'imaginaire ou de la pure propagande. »

On ajoute, au ministère, que « les forces portugaises en Afrique ont reçu les instructions les plus rigoureuses pour que soit respectée la souveraineté des pays voisins » et qu'aucun avion ayant sa base en Guinée portugaise n'a décollé le jour où aurait eu lieu l'incident.

Au Congo

M. ADOULA ESTIME NÉCESSAIRE LE MAINTIEN DES FORCES DE L'O. N. U. AU CONGO

Nations unies (N.-Y.), 10 avril (A.F.P., Reuter). — « Le gouvernement congolais, usant de ses droits souverains, déclare de la manière la plus formelle qu'il juge nécessaire pour quelque temps encore la présence de la force des Nations unies au Congo, sur le territoire de la République », déclare le premier ministre congolais, M. Cyrille Adoula, dans une lettre au secrétaire général, M. Thant, en date du 16 mars, et que le siège de l'O.N.U. a publiée mardi.

La lettre de M. Adoula constitue un commentaire sur une communication qu'avait fait parvenir à M. Thant le représentant soviétique à l'O.N.U., M. Mikhaïl Mederlenko, préconisant notamment le retrait des forces de l'O.N.U. du Congo (1).

Le premier ministre ajoute que son gouvernement dénie à l'Union soviétique ou à toute autre nation le droit d'interpréter les désirs congolais « d'une manière arbitraire et tendancieuse ». Il estime que la teneur de la lettre soviétique « constitue un témoignage non équivoque de la volonté de l'Union soviétique de porter atteinte à la souveraineté du Congo ».

(1) Voir le Monde du 5 mars 1963.

Le complot découvert au Togo aurait été organisé au Nigéria

Après l'annonce de la découverte d'un complot à Lomé, où l'on assure que l'instigateur de l'entreprise est M. Mally, ancien ministre de l'intérieur de Sylvanus Olympio et actuellement réfugié au Nigéria, M. Hubert Maga, chef de l'Etat du Dahomey, chargé par les membres de l'U.A.M. de suivre les affaires togolaises, pourrait se rendre à Lagos. Cependant, M. Mally a déclaré mercredi qu'il n'était pour rien dans cette conjuration.

Lomé, 10 avril (A.F.P.). — Annonçant les mesures prises par son gouvernement après la découverte d'un complot qui aurait des ramifications, sinon son origine, au Nigéria, M. Nicolas Grunitzky, premier ministre, a déclaré à Radio-Lomé :

« Désireux de reprendre le pouvoir absolu et dictatorial qu'ils détenaient auparavant, certains membres de l'Unité togolaise ont tenté de susciter des troubles dans notre pays. Certaines personnes voulaient renverser par la force le gouvernement provisoire et prendre des mesures violentes allant jusqu'à la suppression physique de certains dirigeants, de façon à détenir seules la totalité du pouvoir. Le gouvernement a donné l'ordre de procéder à un certain nombre d'arrestations (...) et décidé de faire ouvrir immédiatement une procédure régulière contre les personnes incarcérées pour atteinte à la sûreté de l'Etat. »

L'opération de police déclenchée a permis de saisir des documents mettant en cause M. Noël Ku-

tuklui, ministre de la fonction publique, qui a été arrêté mardi.

On croit savoir de bonne source que le prince Agdodjan et M. Marc Adidépé, délégués à la « table ronde » des partis togolais que vient de présider M. Grunitzky et membres du parti Unité togolaise, ont été arrêtés, ainsi que M. Rodolphe Thompson, secrétaire général du parti.

Le ministre de l'information, M. Pana Ombri, a été nommé ministre de la fonction publique en remplacement de M. Kutuklui.

DÉTENDU ET SUR DE LUI

Georges Bidault est arrivé au Brésil d'où il souhaiterait gagner un autre pays

De notre correspondant particulier IRENEE GUIMARAES.

Rio-de-Janeiro, 10 avril. — Aurait-il été ministre des affaires étrangères ou président du conseil, hôte du gouvernement brésilien, qu'il ne se serait pas conduit autrement. Ces attitudes, ces gestes, ces clins d'œil d'homme public, faut-il les expliquer par la superbe ou par l'habitude? Toujours est-il que Georges Bidault débarqua, souriant et détendu, mardi matin à Rio-de-Janeiro en compagnie de son secrétaire Guy Ribeaud.

« Je vous remercie de l'accueil amical fait à un exilé, qui aujourd'hui au Brésil n'est plus tout à fait un proscrit », déclara-t-il au petit groupe de journalistes brésiliens qui l'attendaient dans la salle de conférences de l'aérodrome du Galeao. A la question d'un reporter qui lui demanda s'il était disposé à continuer sa lutte, Bidault répondit sèchement : « Je n'ai pas changé. »

Physiquement au moins il n'a effectivement pas beaucoup changé. Il a rappelé ensuite que l'octroi de son visa d'entrée au Brésil avait été subordonné à la condition qu'il ne fasse pas de déclarations politiques. Bidault prit congé de la presse en affirmant : « Il n'y a pour moi qu'un seul demain : j'espère vous revoir tous à Paris un jour. »

Et il s'engouffra dans une voiture noire du gouvernement brésilien, qui démarra en trombe, suivie par une Jeep des services de police de l'armée de l'air. Un fonctionnaire du ministère brésilien des affaires étrangères, chargé de veiller sur lui pendant les premiers jours de son séjour, était venu l'attendre à l'aérodrome. L'adresse de Georges Bidault à Rio-de-Janeiro ainsi que la durée de son séjour dans l'ancienne capitale fédérale avaient été tenues secrètes. Mais les journalistes eurent vite fait de découvrir qu'il s'était installé à l'hôtel Gloria, situé face à la mer, qui est l'un des meilleurs établissements de Rio-de-Janeiro.

Une situation embarrassante

On sait maintenant aussi qu'en demandant asile aux autorités brésiliennes, Georges Bidault les plaça dans une situation gênante. En dehors du fait que le Brésil doit envoyer prochainement en France une mission économique, chargée de négocier le déblocage de certains crédits accordés du temps de l'ancien président Janio Quadros et d'obtenir une aide pour le plan triennal de développement du président Goulart, il existe ici une tradition d'amitié à l'égard de la France qui rend pratiquement impensable l'octroi d'une protection officielle à quiconque entend mener une action politique

contre le gouvernement français. En outre, le général de Gaulle jouit auprès du peuple brésilien d'un prestige qu'aucun chef d'Etat étranger ne peut égaler et que la récente guerre de la langouste et les difficultés du contentieux franco-brésilien elles-mêmes ne sont pas parvenues à entamer. Les dernières déclarations du président de la République française sur l'Amérique latine et l'accueil offert par la France au président du Mexique, M. Lopez Mateos, largement commenté par la presse brésilienne, n'ont fait d'ailleurs que rehausser ce prestige.

Mais le Brésil a également une tradition d'hospitalité qui l'a toujours amené à accorder asile politique à ceux qui le lui demandaient. Dans le cas Bidault, d'ailleurs, ce n'est pas tout à fait le dispositif juridique de l'asile qui était en jeu, car le droit brésilien exige pour qu'il y ait asile que la personne qui le sollicite soit physiquement menacée. Il était donc facile d'une certaine manière aux autorités brésiliennes d'accorder à Bidault un visa temporaire et de lui imposer certaines conditions, notamment l'abstention de toute activité politique.

Il semble d'ailleurs que Georges Bidault n'ait l'intention de rester au Brésil que le temps d'obtenir d'un autre pays une autorisation de séjour sans conditions. Le contraste était en tout cas frappant ce matin entre les fonctionnaires brésiliens, soucieux et tendus, et l'ancien président du conseil, parfaitement à son aise dans un impeccable complet gris rayé.

• A LA COUR DE SURETE DE L'ETAT a débuté mardi le procès de douze activistes. Ils avaient été réunis en mai 1962, rue Dieulafoy, à Oran, dans une villa où avait été déposé aussi un important armement en vue de la formation d'une unité de l'O.A.S.

Vendons agglomération Lyonnaise

USINE 10.000 m²

dont 5.000 couverts de plain-pied. Très bon état. Facilités de main-d'œuvre.

Ecr. Havas Lyon 5370.

L'ÉLECTION LÉGISLATIVE DE VILLEJUIF-CACHAN

Le docteur Lacroix (S.F.I.O.) candidat contre Mme Vaillant-Couturier

Le docteur Antoine Lacroix (S.F.I.O.), maire du Kremlin-Bicêtre, qui, député sortant en novembre 1958 dans la 52^e circonscription de la Seine, avait été distancé par Mme Vaillant-Couturier, a posé sa candidature à l'élection du 5 mai (1); son remplaçant éventuel est de nouveau M. Jacques Carat, conseiller général de la Seine, maire de Cachan.

A cette candidature, à celles de Mme Vaillant-Couturier et de M. Jean Schneider (M.R.P.), s'ajoute celle de M. Paul Griffon, qui se réclame du Club des égaux.

(1) Voir le Monde du 15 février et du 10 avril 1963.

• UNE DELEGATION DE LA COMMISSION SENATORIALE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DE LA DÉFENSE, composée du président de celle-ci, M. Rotinat (gauche dém.), du général Ganeval, de MM. de Chevigny, Ménard, de Nicolay (rép. ind.) et de M. Marcel Boulangé (S.F.I.O.), va, du 17 au 30 avril, effectuer une mission d'information et d'étude intéressant nos bases et installations militaires africaines, qui la conduira notamment à Fort-Lamy et Djibouti ainsi qu'à Madagascar.

• LA LIGUE INTERNATIONALE contre le racisme et l'antisémitisme (L.I.C.A.) tiendra son vingt-quatrième congrès national au palais de l'Unesco les 27 et 28 avril.

ONTECATINI TERME

par l'Autoroute du Soleil

DE LA SANTÉ

MALADIES DU FOIE, DE L'ESTOMAC, T DU METABOLISME ET TOUTS AUTRES TRAITEMENTS MENTAIRES

1^{er} AVRIL AU 30 NOVEMBRE

1 HOTELIER : 550 HOTELS

1 AU PIGEON - THEATRES

1 TRAVAIL

1 EN DE TOURISME (E.N.I.T.)

1 Soggiorno,

1 Voyages

LE KURDISTAN IRAKIEN A DOS DE MULET

(Suite de la première page.)

Le général Barzani me tend une main rugueuse, aux doigts courts et pleins, et m'invite à m'asseoir près de lui, en tailleur. Tandis que des serveurs versent le thé, il m'observe longuement en silence. J'en profite pour jeter un regard circulaire sur la chambre. Les murs, peints à la chaux, sont nus. Le sol est recouvert de tapis et les fenêtres d'épaisseurs couvertures, sans doute en guise de précaution contre un éventuel raid aérien. Deux gardes, qui ne quittent le leader kurde ni de jour ni de nuit, sont assis dans un coin, leurs mitraillettes à portée de la main. Une vieille amitié les lie au général Barzani, qu'ils ont suivi en exil, il y a quinze ans, en U.R.S.S. Ils sont revenus en Irak avec des

épouses soviétiques et parlent le russe à la perfection.

D'une fidélité à toute épreuve, ils ne quittent pas des yeux leur chef. A moitié étendu sur son matelas, accoudé sur un coussin, des lunettes à branches métalliques posées sur son nez d'aigle, le général Barzani lit attentivement les messages que lui apportent des courriers. Il brûle certaines missives à l'aide d'un briquet, en plie soigneusement d'autres, qu'il « classe » dans un volumineux portefeuille, duquel il ne se sépare jamais. De temps à autre il consulte sa montre et tourne le bouton de son transistor pour écouter les bulletins d'information, qu'il commente brièvement par la suite, d'une voix grave et désabusée.

Un hôte aimable

Malgré ses allures revêches le général Barzani, fidèle aux traditions tribales de son peuple, est un hôte aimable et hospitalier. Pendant nos longues veillées, plusieurs nuits d'affilée, il multiplie les gestes de courtoisie. Au dîner il cherche d'une main sûre dans le tas de riz blanc, que l'on nous sert sur un plateau d'étain, les morceaux de mouton qu'il tâte de ses doigts experts avant de me les présenter. Après le repas il ne cesse de rouler des cigarettes, de son meilleur tabac, pour me les offrir, l'une après l'autre. Il interrompt généralement la conversation pour guetter la réaction, après la première bouffée de fumée, de son invité, qui ne manquait jamais d'exprimer, après un court instant de « dégustation », sa plus vive satisfaction. Rassuré, les yeux brillant alors de fierté devant le succès remporté par le tabac « kurde, bien de chez nous », le général Barzani reprend alors l'entretien...

Le plus difficile est, sans doute, de le faire parler de sa vie mouvementée, dont certains épisodes étaient demeurés dans l'ombre. Il a fallu revenir à la charge à plusieurs reprises pour qu'il consente, un soir, à évoquer ses souvenirs d'enfance, ses combats, ses négociations multiples, sa fuite en Union soviétique et ses démêlés avec le général Kassem dès son retour à l'automne de 1958, en Irak.

Egrenant un chapelet (le général Barzani est un musulman pratiquant), il nous parle de sa tribu, les Barzanis, de sa famille de petite noblesse, « des chefs de naissance mais dépourvus de toute fortune », disposant en quelque sorte de l'autorité des « aghas » sans les terres qui assurent à ces

derniers leur ascendant dans les campagnes.

La vie de Moulah Moustapha se confond avec l'histoire de sa tribu. Connue pour ses qualités guerrières, celle-ci n'a pratiquement jamais cessé d'être en état de rébellion d'abord contre les Turcs à l'époque où le « Vilayet de Mossoul » relevait de l'Empire ottoman, ensuite contre les Anglais et les Arabes, après le rattachement, à l'issue de la première guerre mondiale, d'une partie du Kurdistan à l'Irak hachémite. Moulah Moustapha n'avait pas deux ans en 1905 quand il connut la prison pour la première fois. Il avait été, en effet, incarcéré avec sa mère, tandis que son frère aîné Abdel Salaam dirigeait des maquis d'insurgés. Jeune garçon, il participe au soulèvement de 1914-1916 contre les Turcs ; en 1917 il fuit avec sa famille devant l'avance des troupes tsaristes. Les premières années d'après guerre ne sont qu'une succession de révoltes organisées par le cheikh Ahmed, autre frère aîné, contre le pouvoir central de Bagdad et au cours desquelles la R.A.F., venant au secours de l'armée du roi Feysal, bombarde et détruit des dizaines de villages barzanis. Capturé en 1932, Moulah Moustapha vit pendant onze ans en déportation, d'abord au sud de la Mésopotamie, ensuite à Soleymenyah. En 1943, il retourne clandestinement à Barzan et fomenté une nouvelle insurrection. Ses partisans infligent une cinglante défaite aux troupes irakiennes, et le premier ministre de l'époque, Noury Saïd, accepte toutes les conditions du rebelle. Deux ans plus tard, Bagdad, sur l'instigation des Anglais, renie ses engagements, et la R.A.F. reprend le bombardement de Barzan.

La « longue marche »

Moulah Moustapha est obligé, une fois de plus, de prendre la fuite avec plusieurs centaines de ses hommes. Il se réfugie en Iran où est proclamée peu après la République de Mehabad, qui lui confie le haut commandement de l'armée avec le titre de général. « C'est en territoire kurde que j'ai eu droit à cette dignité », affirme notre interlocuteur avant d'ajouter avec une pointe de dépit : « et non en Union soviétique, comme l'a prétendu pendant quinze ans la presse occidentale ».

Après la chute de Mehabad, le leader kurde se rend à Téhéran, sollicite de l'ambassadeur américain, qui le lui refuse, le droit d'asile aux Etats-Unis. Il retourne donc dans ses montagnes, où l'attendent un millier de ses hommes, rescapés de Mehabad. Alors commence l'extraordinaire épopée de sa carrière, la « longue marche » de cinquante-deux jours qui devait le conduire en U.R.S.S. Pourchassé par l'armée iranienne, il se déplace avec ses partisans en Irak, où l'armée de Bagdad l'at-

tend pour le faire prisonnier. Il traverse la frontière en Turquie, pour se trouver nez à nez avec d'importantes forces chargées de s'emparer des « fauteurs de troubles » kurdes. Le général Barzani fait la navette entre la Turquie et l'Iran, franchissant les frontières à six reprises tout en se rapprochant de l'U.R.S.S. Il livre successivement neuf batailles victorieuses et, le 19 juin 1947, parvint, enfin, à se faire admettre avec cinq cent soixante de ses guerriers — les autres ayant été tués en cours de route — sur le territoire soviétique.

Le général Barzani est discret sur son séjour en U.R.S.S. Ses proches affirment qu'il a été très déçu par le refus de Staline de lui fournir le moindre appui dans ses projets de « reconquête » du Kurdistan. Interrogé à ce propos, le leader nationaliste a un sourire énigmatique. Après un long silence, il nous dit : « Les Russes ne nous ont rien promis, et nous ne leur avons rien demandé... »

Amertume à l'égard des Russes, des Américains et des autres

En fait, au bout d'un séjour de deux ans et demi en Ouzbékistan, le général Barzani a demandé aux autorités soviétiques l'autorisation d'entreprendre des études à Moscou. Neuf ans durant ce quinquagénaire suivra dans la capitale soviétique « des cours d'histoire, de géographie et d'économie politique à l'Académie des sciences ».

Moulah Moustapha est fidèle aux conceptions des tribus montagnardes de l'honneur et de l'hospitalité. « Je proclame, une fois de plus, nous dit-il, que je n'oublierai jamais l'attitude humanitaire qu'a eue à notre égard le gouvernement soviétique en nous accordant l'asile politique. »

Ayant dit, il se lance dans une violente diatribe aussi bien contre les Soviétiques que contre les Américains, qui « n'ont pas levé le petit doigt pour secourir ou défendre le peuple kurde face à la politique de génocide du général Kassem » « Ne pas intervenir quand un loup est en train de dévorer une brebis est une manière de favoriser activement la mort de la brebis », ajoute-t-il.

Les Russes, poursuit-il, ont alimenté l'armée irakienne en armes meurtrières, bien qu'ils aient considérablement espacé leurs livraisons dans les derniers mois du régime Kassem. Les Américains, l'O.N.U., comme les Soviétiques, ont démontré dans la pratique qu'ils faisaient peu de cas des grands principes de liberté et des droits des peuples de disposer de leur avenir.

l'envie ni les moyens de nous engager dans le conflit Est-Ouest», précise-t-il.

S'il y a un sujet qu'il faut aborder avec beaucoup de ménagements, c'est bien celui du Parti démocratique du Kurdistan, que le général Barzani a fondé en 1946, mais dont il nie aujourd'hui jusqu'à l'existence. En effet l'étranger de passage au Kurdistan ne tarde pas à apprendre, non sans stupeur, qu'une sérieuse crise couve entre le parti et son président au point que ce dernier se meut en colère toutes les fois que l'on évoque devant lui le nom du P.D.K.

Les raisons du conflit sont multiples, dont certaines découlent de obligations familiales de Moulah Moustapha. Le leader kurde a en effet un frère octogénaire, Cheikh Ahmed, qui a multiplié au cours de ces derniers mois les appels à la radio de Bagdad, invitant les insurgés à déposer les armes. Pour démontrer sa bonne volonté et son loyalisme au général Kassem, il lui remit en gage son propre neveu Lokman, qu'il avait un jour emmené à Bagdad. Lokman fut d'ailleurs aussitôt incarcéré comme otage.

Moulah Moustapha ne s'était pas opposé au départ de son fils, un jeune homme de trente-cinq ans, en lui disant qu'il devait avant tout obéissance au chef de famille, le cheikh Ahmed. Il refuse d'ailleurs de condamner l'attitude de ce dernier. « C'est un vieillard, me dit-il en l'excusant, qui a été brisé par douze ans de prison... » Et, avec une émotion à peine contenue, le leader de l'insurrection kurde ajoute à mi-voix : « C'est notre père à tous..., c'est lui qui m'a élevé. »

Foncièrement traditionaliste, le général Barzani s'est heurté à la « direction collégiale », moderniste et radicale, du Parti démocratique, avec laquelle il a virtuellement rompu tout lien. « Je ne suis pas et je n'ai jamais été président de ce prétendu parti qui a causé plus de mal que de bien à la cause révolutionnaire », nous dit-il avec une moue de dépit presque juvénile. « Dès la fin des hostilités, ajoute-t-il, je rentrerai dans mon village pour élever des moutons. Je ne suis qu'un serviteur du peuple kurde et je ne cherche ni le pouvoir ni des titres honorifiques. »

Et, quand on l'interroge sur les problèmes économiques et sociaux, Moulah Moustapha, qui n'a eu qu'une éducation primaire, répond avec une amère ironie. « On dit que je ne suis pas assez instruit pour comprendre ces questions difficiles ; interrogez donc ces savants intellectuels, ces politiciens de caverne que vous connaissez... »

M' Ibrahim Ahmed, secrétaire général du Parti démocratique kurde, a établi son quartier général précisément dans une caverne non loin de là...

ERIC ROULEAU.

Prochain article :

LES POLITICIENS DE CAVERNE

LE GOUVERNEMENT SÉOUDIEN DÉCIDE DE RACHETER DES ESCLAVES

Le conseil des ministres séoudien a décidé, au cours de sa dernière réunion, de consacrer une somme de 5 millions de rials au rachat des esclaves, annonce Radio-La Mecque.

La radio n'a pas indiqué si cette somme serait versée aux maîtres des esclaves à titre de compensation, ou aux esclaves eux-mêmes, pour leur permettre de s'adapter à leur nouvelle vie.

L'émir Fayçal avait annoncé l'an dernier, au moment où il formait son gouvernement, que l'esclavage serait aboli dans toute l'Arabie Séoudite. — (A.F.P.)

LES QUESTIONS D'AFRIQUE NOIRE

Le complot de Lomé

LES CONJURÉS TOGOLAIS AVAIENT PRÉVU DE FAIRE APPEL à des forces armées étrangères

Lomé, 12 avril (A.F.P., A.P.). — Le plan établi par les instigateurs du complot togolais pour s'emparer de Lomé est tombé entre les mains de la police, permettant l'arrestation des comploteurs, a révélé jeudi au cours d'une conférence de presse M. Tana Ombri, ministre de l'information, qui a précisé en outre que les conjurés prévoyaient l'intervention de forces armées étrangères amenées sur les lieux par avion.

Le complot, a précisé le ministre, a été ourdi du Nigéria par M. Théophile Mally, ex-ministre du gouvernement Olympio. Il comprenait une dizaine de conjurés, dont le chef était un ancien sergent-chef de l'armée française, résidant à Cotonou, Hubert Kalite. Ces hommes devaient passer à l'action le 9 avril en entraînant ceux qui étaient placés sous leur autorité dans une série de coups de main contre les personnalités gouvernementales. Parmi les personnes visées figuraient également le capitaine Bodjole, ancien président du comité insurrectionnel, et ses lieutenants.

C'est alors que devait arriver à Lomé un « comité de salut public » installé à Cotonou, ayant à sa tête un adjudant-chef nommé Djanta. Les anciens ministres Mally et Akuète devaient se joindre à cet organisme.

C'est à ce stade de l'opération qu'était prévu un appel lancé par la radio togolaise en vue de l'intervention des forces étrangères.

Toujours selon M. Ombri, ce plan, œuvre de Théophile Mally, avait été remis par Hubert Kalite à M. Kutuklui, secrétaire général adjoint de l'Unité togolaise, actuellement en état d'arrestation.

« Nous savons, a dit le ministre, que Mally s'est vanté d'avoir reçu de l'argent du Nigéria, de la Guinée et du Libéria. »

Concernant l'intervention de forces armées étrangères, M. Tana Ombri, sans préciser leur nationalité, a toutefois estimé que « le soutien dont se targue Mally est bien illusoire ».

Dans les milieux politiques de Lomé on laissait entendre jeudi soir que M^e Noël Kutuklui, secrétaire général adjoint du parti de « l'Unité togolaise », ancien ministre de la fonction publique, aurait fait des aveux complets et aurait déclaré lors de son interrogatoire avoir été entraîné par Théophile Mally.

Le Portugal estime « dénuée de fondement » la plainte adressée par le Sénégal au Conseil de sécurité

Nations unies (New - York), 12 avril (A.F.P., U.P.I.). — M. Vasco Garin, représentant du Portugal aux Nations unies, a adressé jeudi au président du Conseil de sécurité, M. Liu Chieh (Chine), une lettre affirmant que la convocation du Conseil telle qu'elle a été demandée par le Sénégal « serait dépourvue de toute justification ».

M. Garin réitère les démentis opposés par son gouvernement aux accusations de Dakar, selon lesquelles quatre avions portugais ont bombardé, le 9 avril, le village sénégalais de Boumack, non loin de la frontière de la Guinée portugaise.

Le représentant du Portugal fait ensuite allusion aux passages de la lettre sénégalaise qui rappelle des plaintes antérieures, datant de 1961. Après avoir indiqué que ces plaintes « étaient soit totalement dénuées de fondement, soit découlaient de malentendus sans véritable importance », le délégué ajoute : « Il est regrettable qu'elles aient été jointes à une nouvelle allégation, totalement dénuée de fondement, afin de créer une atmosphère d'hostilité contre le Portugal. »

A Bissau, les autorités de Guinée portugaise ont également démenti le bombardement de Boumack, mais en apportant des précisions qui ne figuraient pas dans les communiqués publiés jusqu'ici à Lisbonne.

Des opérations militaires combinées air-terre, précise-t-on à Bissau, se sont bien déroulées à proximité de la frontière sénégalaise le 8 avril, mais, à aucun moment, les avions portugais n'ont survolé le territoire sénégalais ou lâché des bombes sur ce pays.

On ajoute que des vols de reconnaissances ont été organisés le lendemain 9 avril pour vérifier le résultat des opérations, mais qu'il n'y a eu ce jour-là aucun bombardement. Les autorités portugaises indiquent également qu'au cours des opérations du 8 avril deux militaires portugais ont été blessés par des éclats de bombes, ce qui prouve, déclarent-elles, que celles-ci sont bien tombées en territoire portugais.

A Dakar, l'agence Reuter rapporte que les armoiries figurant à l'extérieur du consulat du Portugal ont été brisées et le drapeau du consulat volé. Le consul portugais, M. Luis Gonzaga Ferreira, a

demandé au gouvernement sénégalais d'assurer sa protection.

Dans les milieux officiels de Dakar, cependant, on évite de donner un caractère dramatique à la plainte déposée devant le Conseil de sécurité. Mais on souligne la volonté du gouvernement sénégalais de donner « un coup de frein » aux activités militaires portugaises à la frontière de la Guinée portugaise. Un « avertissement » du Conseil de sécurité devrait servir, dans l'esprit des dirigeants sénégalais, à empêcher la répétition de pareils incidents.

• LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (C.E.A.O.), ancienne formule, a tenu mercredi sa dernière réunion, marquant la disparition définitive de cet organisme d'émission qui étaient associés la France, la Côte-d'Ivoire, le Dahomey, la Haute-Volta, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal. Le traité signé entre la France et ces mêmes Etats, le 12 mai 1962, à Paris, a institué un nouvel Institut d'émission qui a commencé à fonctionner officiellement le 1^{er} novembre dernier.

BONNE PRÉCAUTION



EDIP - V P 3281 - G P 2423

Homme d'affaires prévoyant, vous avez toujours sous la main un tube d'ALKA-SELTZER.



Les repas d'affaires trop copieux



avec les mille tracasseries quotidiennes peuvent rendre la digestion difficile et la tête lourde.



Pour recouvrer votre équilibre, vite, un comprimé d'ALKA-SELTZER dissous dans un verre d'eau !

Par son action anti-acide et analgésique, ALKA-SELTZER fait coup double.

L'ÉTRANGER

Chine

Le ministre du commerce britannique va se rendre à Pékin

Londres, 12 avril (Reuter, A.F.P.). — On annonce que M. Frederick Erroll, président du Board of Trade (ministre du commerce) a accepté en principe l'invitation qui lui a été faite de se rendre en Chine, en voyage officiel.

Selon une déclaration du Board of Trade, l'invitation a été remise à M. Erroll par M. Lu Hsu-chang, vice-ministre du commerce extérieur de Chine, qui doit quitter Londres vendredi après avoir séjourné en Grande-Bretagne pendant trois semaines à titre officiel.

Aucune date n'a été fixée quant à la visite de M. Erroll en Chine. La déclaration ajoute que les deux

Pakistan

La police tire sur des manifestants à Dacca Dix-neuf blessés

Dacca, 12 avril (U.P.I.). — Au cours d'une manifestation de cheminots à Chittagong la police, qui tentait vainement de rétablir l'ordre, a ouvert le feu : dix-neuf personnes ont été blessées.

La police a par ailleurs procédé à quatre-vingt-dix-neuf arrestations.

D'autres heurts entre ouvriers et policiers ont été enregistrés dans d'autres villes. A Dacca même la police a dû charger pour disperser une manifestation d'étudiants ; les étudiants s'étaient mis en grève pour la journée, afin de manifester leur solidarité avec les cheminots.

Lamèque

LE KURDISTAN IRAKIEN A DOS DE MULET

(Suite de la première page.)

De toute évidence le réalisme des dirigeants irakiens l'avait emporté sur le intime désir de maintenir « l'arabisme » de l'ensemble du territoire. En effet, le régime est encore trop jeune, trop peu sûr de lui, pour se payer le luxe d'une longue guérilla à l'issue incertaine.

Les Américains, soucieux de renforcer le gouvernement du maréchal Aref, poussent ostensiblement au compromis. Les Russes, indignés par le sort fait au parti communiste irakien, laissent, paraît-il, entendre qu'ils pourraient arrêter leurs livraisons d'armes si celles-ci devaient être utilisées contre « un peuple qui lutte pour ses droits élémentaires ». Le président Nasser, dont l'armée est déjà en mauvaise posture au Yémen, recommande aux dirigeants irakiens d'accorder leur autonomie aux Kurdes, tandis que M. Ben Bella ne cache pas sa sympathie pour la lutte du général Barzani. Dans le pays enfin les insurgés kurdes ont réussi à gagner la sympathie, comme les minoritaires, d'importantes communautés étrangères et religieuses, notamment les chrétiens, qui misent sur une victoire du général Barzani pour consolider leurs propres positions.

Le gouvernement baasiste de Bagdad se livre donc à une « analyse objective » de la situation et conclut qu'il ne peut au fond compter sur personne pour réprimer le mouvement nationaliste kurde. Et, puisqu'il est amené à céder, pourquoi ne profiterait-il pas, du coup, pour renforcer sa position ?

Les baasistes doivent affronter deux adversaires : l'un, le parti communiste, dans l'immédiat ; l'autre, à terme, le président Nasser. En donnant satisfaction aux Kurdes ils espèrent sans doute faire de ceux-ci des alliés pour lutter contre l'extrême gauche et pour empêcher une éventuelle tentative des nassériens de prendre le pouvoir.

Des positions de force

Le général Barzani et ses amis estiment donc qu'ils négocient à partir de positions de force. Ils ont accueilli avec satisfaction le projet gouvernemental de « décentralisation », mais ils posent à l'heure actuelle des conditions draconiennes en vue de la conclusion d'un accord définitif. Se fondant sur le fait que les riches exploitations pétrolières du Nord se situent en territoire kurde, ils exigent le partage des royalties « dans des proportions raisonnables ». Ils revendiquent à ce propos la ville de Kirkouk, centre d'exploitation de l'Iraq Petroleum Company, et une large autonomie fiscale qui leur permettrait de développer le Kurdistan comme ils l'entendent.

Leur conception de l'autonomie politique, en outre, va dans le sens de la création d'un Etat irakien véritablement binational. Ils envisagent notamment une double représentation parlementaire, l'une au Kurdistan, l'autre en Mésopotamie arabe, parallèlement à l'établissement à Bagdad d'une Assemblée fédérale. Ils tiennent aussi à disposer d'une gendarmerie entièrement kurde, qui échapperait au contrôle direct du gouvernement central. Ils estiment enfin que la vice-présidence de la République irakienne et la vice-présidence du conseil devraient être obligatoirement réservées à des personnalités d'origine kurde.

Le général Barzani voudrait, de surcroît, « rétablir la démocratie intégrale » dans le pays. « L'autonomie du Kurdistan, nous a-t-il dit, ne suffira pas pour ramener la paix et la concorde en Irak. Il faut aussi que l'on mette fin à l'ère des pronunciamientos, aux coups d'Etat militaires, qui se succèdent sans pour autant résoudre les graves problèmes qui minent le pays. Je n'ai jamais été l'ennemi des Arabes et je n'ai pour ma part aucune ambition politique. C'est pourquoi je me permettrai de dire aux dirigeants irakiens : si vous recherchez l'intérêt du peuple, vous devriez proclamer une amnistie générale, autoriser les activités de tous les partis sans exception, organiser des élections libres et constituer un gouvernement dans lequel seraient représentées toutes les tendances politiques et toutes les minorités nationales et religieuses. » Et le général Barzani conclut : « Faute d'une véritable démocratie, l'Irak qui est une mosaïque de peuples, sombrera dans l'anarchie, et les dirigeants actuels de Bagdad seront tôt ou tard éliminés avec la même violence qu'ils ont utilisée pour s'emparer du pouvoir. »

Malgré la rigidité apparente de leurs prises de position, les nationalistes kurdes sont toutefois disposés à faire de nombreuses concessions. Ils se rendent compte qu'ils ne peuvent pas, matériellement, pousser le conflit jusqu'à la sécession. Ils auraient alors contre eux non seulement l'ensemble du monde arabe, unanime, mais aussi l'Iran et la Turquie — où les populations kurdes pourraient être tentées à leur tour par le mouvement séparatiste — et les grandes puissances, attachées d'une manière générale à un *statu quo* dont la principale vertu est d'écartier un nouvel affrontement Est-Ouest. Le Kurdistan serait d'ailleurs incapable de survivre économiquement à une rupture totale avec la Mésopotamie arabe. « Même si nous pouvions nous emparer des champs pétrolifères, nous a dit M. Talabani, nous ne

serions pas en mesure d'exporter le naphthé, faute d'un débouché sur la mer. »

En revanche le général Barzani est persuadé qu'aucun gouvernement ne peut subsister à Bagdad sans son appui. S'expliquant à l'aide de l'une de ces paraboles dont il est friand, il déclare : « Un jour un chasseur armé d'un fusil affronte dans les montagnes un loup. Il tire, et le blesse mortellement. L'animal parvient néanmoins à descendre jusqu'à la plaine, où un berger l'achève d'un coup de pierre, s'imaginant ainsi avoir, seul, tué le loup. Les nouveaux dirigeants de Bagdad estiment de même qu'ils ont abattu le régime du général Kassem, alors que celui-ci agonisait déjà sous les coups que nous lui avons assés. »

La moralité de l'histoire pour le général Barzani est que le « chasseur » et le « berger » ont tout intérêt à s'entendre pour bannir à jamais les « loups » du territoire irakien.

ERIC ROULEAU.

FIN

Selon « Troud » BAGDAD PRÉPARERAIT UNE ATTAQUE CONTRE LES KURDES

Moscou, 15 avril (A.F.P.). — Troud, organe des syndicats soviétiques, fait état de rumeurs selon lesquelles le gouvernement irakien se préparerait à lancer une attaque contre les insurgés Kurdes.

Le journal affirme que les gouvernements de l'Iran et de l'Irak ont conclu un accord en vue d'« isoler les Kurdes de toutes les forces démocratiques du Proche et du Moyen-Orient ». Troud croit savoir que le gouvernement turc a promis, quant à lui, de fermer ses frontières dès le commencement d'opérations contre les tribus Kurdes et de faire repérer par son aviation de reconnaissance l'emplacement des détachements militaires kurdes.

Le Peuple (Boulevard)

CHEZ LES KURDES D'IRAK : L'AUTONOMIE OU LA MORT!

Si Aref ne s'exécute pas, la guerre des Montagnes pourrait reprendre, avec l'aide de l'U. R. S. S.

Beyrouth, 27 mars.

(De notre correspondant Raymond LOIR.)

ral de brigade, Saddek Moustapha, pour accomplir ce crime odieux.

UN proverbe arabe dit : « Il n'y a pas de plus têtue que le Kurde ». Un autre ajoute : « C'est comme la corde du Kurde, elle n'a ni commencement ni fin », d'une histoire qui n'en finit plus.

Ces deux proverbes illustrent l'actualité kurde.

Kurdes et Kurdistan ont toujours préoccupé tous ceux qui se penchent sur l'échiquier proche-oriental. C'est un peuple et un pays victimes des querelles des puissants de ce monde, et déchirés entre plusieurs Etats qui n'ont jamais pu les réduire au silence. Malgré des siècles de persécution, les Kurdes n'ont jamais renoncé à leurs mœurs et coutumes ancestrales, qui demeurent le symbole d'une patrie sans cesse revendiquée. Qu'il soit devenu irakien, irakien, Turc ou Syrien, le Kurde demeure profondément Kurde. Et le Kurdistan partagé entre ses voisins continue à être « la terre des ancêtres », dont chaque Kurde se réclame avec force. L'émir Badra Khan, qui était prétendant au trône du Kurdistan, nous avait dit un jour : « Quoi qu'il advienne, un Kurde ne renoncera jamais à sa patrie même et surtout si cette patrie est déchirée et persécutée. »

Voilà que le problème kurde revient, avec plus de force que jamais, sur le tapis. Les Kurdes, qui ont combattu Kassem, exigent d'Aref, son successeur au pouvoir, l'autonomie entière du Kurdistan irakien. Et le nouveau maître de Bagdad ne saurait refuser à près d'un million cinq cent mille Kurdes le droit d'être autonomes. Sinon, c'est de nouveau la guerre civile. Une guerre à outrance, avec l'aide de l'U.R.S.S. qui a un compte à régler avec le maréchal-président Aref, massacreur des communistes.

En attendant que la trêve prenne fin, et qu'il soit définitivement décidé du sort des Kurdes en Irak, les guerriers de Barazani reçoivent les envoyés spéciaux de la presse mondiale. Avec cette hospitalité généreuse et charmante des montagnards...

Des milliers de villages en ruines, des grottes devenues fortins

En ce printemps de guerre, le Kurdistan est à nouveau verdoyant entre les montagnes fauves et escarpées où les cascades descendent des neiges ensanglantées qui ont vécu le drame kurde. Tout renaît à la vie dans les plaines encaissées, sous les rochers à pic. Mais que de ruines ! Quelques centaines de villages ont été rasés par l'aviation kassémiste. Les rescapés se sont réfugiés dans des grottes transformées en fortins.

A côté des habitations rupestres, on trouve des installations permettant de poursuivre toutes les activités nécessaires à la survie d'une tribu. Ici un générateur électrique qui alimente de petites fabriques ; là-bas, voici un arsenal pour stocker et réparer les armes prises à l'ennemi. Les femmes et les enfants participent à toutes les activités des hommes. Un Kurde nous déclare : « Les femmes savent tirer aussi bien que les hommes. Surtout depuis qu'elles ont vécu l'horreur des combats et les bombardements inhumains de l'aviation de Kassem. Quelle est la femme qui n'a pas un époux, un fils, un père ou un frère. Dans un de nos villages, près d'Akra, nous avons vu une jeune fille de chez nous faire la guerre comme un homme. Elle se nommait Margarita. Son père était tombé à ses pieds mortellement atteint. Jetant de la cendre sur sa tête, elle demanda qu'on l'emmène chez notre chef, le moulah Moustapha el-Barazani. Notre chef lui proposa d'être secrétaire dans son état-major, du fait qu'elle était instruite. Elle refusa : « Je veux un fusil », dit-elle. Aujourd'hui, elle commande un bataillon dans le secteur de Zakho. Elle a vingt-trois ans. C'est notre Jeanne d'Arc... »

A Sulaimaniyé, bastion de la révolte

C'est dans le liwa (province) de Sulaymanié que les Kurdes ont établi leur quartier général. Dans la capitale, à Arbil, se tiennent les dirigeants et les chefs militaires. L'intelligentzia kurde, où l'on compte des écrivains, des juristes, des journalistes et des politiciens, a su discipliner les tribus. Et leur donner cette foi inébranlable dans la victoire qui, seule, entraîne à l'ultime sacrifice. Un guerrier des tribus nous confie : « Qu'importe si je meurs, si mes frères meurent, si toute ma famille disparaît, si le Kurdistan revient grâce à notre sang versé. »

Une longue et triste histoire

Un patriote kurde — qui fit longtemps de l'enseignement dans un lycée de Bagdad — refait pour nous l'histoire des revendications kurdes. Et avec désillusion, il nous déclare : « On nous a tant promis et tant menti. Nous avons été si souvent trompés. Traité de Sévres, de Lausanne, en 1920 et 1923 qui avaient reconnu que nous avions droit à notre autonomie. En 1926, un président du Conseil irakien proclamait devant la Chambre des députés que nous « avions droit à être autonomes ». Il n'en fut rien, jamais rien. A la S.D.N., un Paul Boncour prenait notre défense. Les Anglais, pour nous châtier d'avoir demandé à nous libérer, nous ont envoyé la R.A.F. qui détruisit une centaine de villages du Kurdistan. Puis ce fut, d'année en année, des révoltes.

En 1946, nous avions proclamé la République du Kurdistan. Elle fut noyée dans le sang. Au Parlement anglais, un homme, M. Price, avait déclaré : « Si le gouvernement irakien, au lieu de mitrailler les Kurdes, s'employait à mettre en valeur les ressources hydrauliques des montagnes, il obtiendrait une pacification durable. » C'était connaître notre problème à moitié. Nous avons toujours souffert d'être des parents pauvres dans un pays riche. Mais ce dont nous avons surtout besoin, c'était de nous sentir libres. Libres d'envoyer nos enfants apprendre le kurde et de conserver toutes nos coutumes, sans être toutes les fois persécutés parce que nous refusions de nous considérer comme Arabes. »

Un des plus vieux peuples du monde

On trouve la trace des Kurdes dès la plus haute antiquité. Deux mille ans avant notre ère, existait, au sud du lac de Van, un pays qui portait le nom de « Kardaka ». Mille ans plus tard, Tiglath-Pileseer guerroyait contre le peuple « Kur-ti-e » des montagnes Azu. Au Ve siècle avant J.-C., Hérodote raconte que les « Curduques » étaient des guerriers téméraires.

Quand on visite le liwa de Sulaymanié, on est bouleversé par des vestiges archéologiques, sur les cimes et parmi les rochers. C'est dans ces régions que Sargon lança jadis ses légionnaires. On nous affirme qu'une race de géants avait bâti des ponts « du diable » dont l'origine se perd dans la nuit des temps. Des noms somptueux rappellent que les Kurdes ont donné des grands hommes : Saladin qui fut le noble adversaire de Richard Cœur de Lion, Kâim-Khan que les Perses surnommaient le « Titus de la Perse » et qui fut le fondateur de la dynastie des Zends. Et ce dernier prince des Kurdes, Bédir-Khan, qui avait, il y a plus de cent ans, mis l'Empire turc en péril.

Parmi les guerriers du moulah : Moustapha el Barazani

Il est un fait : A Bagdad, on n'aime pas beaucoup que les journalistes se rendent dans le liwa de Sulaymanié. On nous en donne l'explication, côté kurde : « Le gouvernement irakien, qui a intérêt à minimiser, aux yeux du monde, notre révolution, ne veut pas que l'on sache la vérité. Tous les Kurdes d'Irak, comme un seul homme, réclament l'autonomie. » Et d'ajouter : « A Bagdad, on ne veut pas se résoudre à nommer le nord de l'Irak, le Kurdistan. »

Pour atteindre les régions tenues par les Kurdes, il est indispensable d'avoir un sauf-conduit qui est en fait une lettre d'introduction ainsi rédigée : « Je recommande aux forces de l'armée nationale kurde, tel journaliste, en leur demandant de lui accorder aide et protection. » La lettre est suivie de la signature d'un membre du parti démocratique kurde. Dès qu'on atteint le secteur Kurde, on est immédiatement pris en charge par des guerriers enturbanés de multiples mouchoirs de couleur, bardés de cartouchières et aux moustaches impressionnantes.

Après tant de souffrances

Parmi les guerriers du moulah Barazani, on se rend vite compte que le moral des rebelles est excellent. Ils montrent aux journalistes, qui sont leurs hôtes, un arsenal d'armes très modernes, parfois prises sur l'ennemi. L'un d'eux nous déclare : « Nous sommes prêts pour une nouvelle campagne si nous y sommes astreints. » De Kol Sandjak à Qala

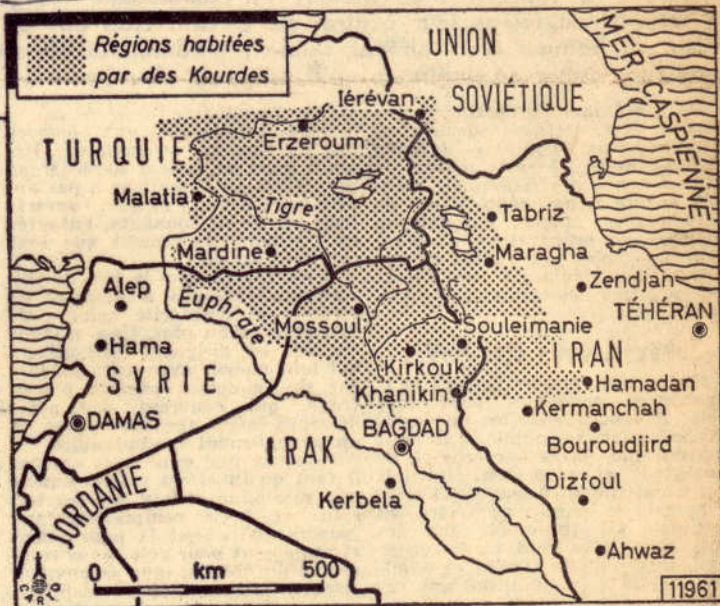
Dizé, partout des hommes décidés à lutter jusqu'à l'ultime sacrifice. « Nous avons à venger nos femmes et nos enfants massacrés dans nos villages. Leur sang crie... »

Les Kurdes — qui ont eu leur Oradour — vous racontent comment furent massacrés les habitants de Berbendi-Khan. « Les hommes furent ligotés et jetés contre les murs calcinés de leur village. Et fusillés devant leurs femmes et leurs enfants. Il n'y eut qu'un seul survivant, un vieillard qui avait pu s'enfuir. Il vous dira comment des hommes furent abattus, en sortant de la mosquée où ils venaient de prier. Kassem avait envoyé de Bagdad un géné-

ral de brigade, Saddek Moustapha, pour accomplir ce crime odieux. »

Ceux qui connaissent les Kurdes savent qu'ils ne peuvent pas oublier un affront, une injustice. Aussi on ne saurait imaginer la haine qui les inspire, après tant de souffrances et de cruautés.

Que Bagdad refuse l'autonomie, et c'est de nouveau la guerre. « Une guerre qui sera terrible... », nous confie un guerrier kurde. La décentralisation est exigée par le moulah Moustapha Barazani. Et le président-maréchal Aref semble beaucoup hésiter car, estime-t-on, jamais gouvernement irakien ne pourrait, de bon gré, accorder l'autonomie aux Kurdes. Les jours actuels sont décisifs pour les Kurdes, et pour l'Irak.



Les Kurdes seraient cinq ou six millions, et sont répartis sur cinq pays : Turquie, Syrie, Iran, U.R.S.S. et Iraq.

Après le colloque
UNION-BELGE-
PRESSE ②

Pour les spec

le football devient trop

NOUS en arrivons maintenant aux devoirs des acteurs pour rendre à leur sport et à leur métier une plus large audience auprès du public.

Dans tous les spectacles professionnels il est un hommage à rendre à leurs acteurs : ils mettent par-dessus tout leur conscience professionnelle. Un acteur, un danseur, un clown, un jongleur montent sur les planches, quelles que soient les circonstances, en se donnant à fond à leur métier, en connaissant leur rôle et en s'étant préparés à remplir au mieux leur contrat de travail. Non pas en « employé consciencieux », mais en homme d'art aimant celui-ci, n'admettant aucune excuse à une défaillance et voulant donner au public ce qu'il est venu chercher.

Ce n'est malheureusement pas le cas avec certains sportifs, et dans des jeux d'équipe — devenus professionnels — cette notion de la conscience professionnelle manque encore à beaucoup. Exces de personnalité, chiqué, jeu déloyal, manque de préparation, exagération de « bobos » normaux et manifestations déplacées concernant les arbitres sont monnaie courante.

Joueurs, vous êtes payés

Dirigeants comme joueurs sont également coupables pour tout cela. Ils ont besoin, les uns comme les autres du public, il devient normal que, payés par celui-ci, ils acceptent et respectent les lois qui commandent à leur « art ».

Jamais le public ne criera au scandale en apprenant que des prix très élevés vont récompenser ces joueurs qu'ils aiment et admirent. Mais à la condition que ces derniers acceptent la contrepartie de ces avantages qu'on leur a payés, fonctionnaire, en font au lendemain des favori-

sés de l'existence.

Nous consentons aux joueurs une excuse, en ce moment. Demain nous ne la leur accorderons plus. C'est qu'on ne leur a pas appris leurs devoirs et que, couverts trop jeunes de louanges, entourés de flatteurs, ils croient que tout cela leur est dû.

Il est certain que le rôle des dirigeants-impresarii a manqué de fermeté et d'autorité comme de discipline. Bien plus, trop souvent ce sont les dirigeants eux-mêmes qui font chorus avec leurs joueurs sur de soi-disant erreurs d'arbitrage, qui couvrent des actes déloyaux avec une indulgence et un aveuglement inadmissibles.

Je pense que dans tous ces cas il faut qu'un effort rapide amène une discipline stricte sur les terrains et fasse comprendre aux joueurs qu'ils sont là pour jouer, et seulement pour cela. Sans se livrer à du chiqué, sans se montrer tricheurs, sans vouloir arbitrer, sans rendre responsables leurs camarades d'équipe de leurs ratés.

Le soin du détail

Il est également évident que

se connaître eux-mêmes. Ils doivent collaborer avec leurs entraîneurs à ce propos. Et quand ils sont en bonne forme physique il dépend d'eux, et d'eux seuls, de garder cette excellente condition. Encore faut-il qu'ils acceptent cette petite concession à la facilité : maintenir leur forme par une culture physique PERSONNELLE, cinq à dix minutes le soir avant de se coucher et le matin en se levant.

Mais il paraît qu'il est désormais impossible d'obtenir cela de nos joueurs : Raisonnablement loufoque, mais qui permet la loi du moindre effort chez tous.

Esprit de club mieux compris

Le recrutement tel qu'il se fait actuellement a tué en grande partie le véritable esprit de club chez la moitié des joueurs. Il serait utile de le rénover et pour cela, de recréer une ambiance « club » pas seulement entre les joueurs de l'équipe fanion, mais dans un club house où l'on pourrait se réunir, se retrouver après les entraînements et les matches. Comme cela se fait dans d'autres sports. Il semble également que cela se ferait mieux si le lundi ou le mardi les joueurs et leur entraîneur se réunissaient et discutaient tous ensemble, sur un pied total d'égalité, de la partie jouée. Chacun ayant ses remarques à faire et son avis à donner. Des suggestions aussi.

Rendre son lustre au capitanaat

Le capitaine d'équipe n'a plus qu'un rôle honorifique à remplir. Erreur. Il faut rendre au capitaine l'influence qu'il avait autrefois et pour cela ne pas choisir obligatoirement le plus vieux ou le meilleur joueur, mais le plus apte à remplir ce rôle. Celui qui voit le plus clair, qui sait être pondéré, qui a du tact, qui connaît mieux ses camarades, qui a un certain sens psychologique. Et qui aurait droit au chapitre dans la sélection et lors de certaines décisions délicates à prendre.

Il pourrait mieux que n'importe qui faire comprendre à un copain, qu'il a besoin de repos, qu'il est trop fébrile, qu'il manque de cet esprit d'équipe, qu'il est trop personnel.

C'est lui qui, sur le terrain, commanderait à la manœuvre et saurait au moment opportun opérer tel changement qui s'impose, changer de tactique, encouragerait ses hommes, verrait s'il con-

vient de se replier en défense ou de poursuivre l'offensive.

N'en faites pas des robots

Nos joueurs manquent trop d'initiative et de personnalité, même s'ils sont des joueurs professionnels. On sent chez trop d'entre eux que ce ne sont que de bons élèves qui ont appris une leçon et la récitent. Joueurs robots ils enlèvent au spectacle ce qu'il avait de passionnant autrefois, quand on jouait moins bien, quand on n'avait pas les cent avantages qu'on donne maintenant aux joueurs.

Irrégularité inadmissible

Un des points qui irrite le plus les spectateurs est l'irrégularité incompréhensible de certaines équipes et de trop de joueurs. Individuellement tels joueurs sont bons aujourd'hui et mauvais demain. A huit jours d'intervalle c'est sans excuse. Si, pour un

LE STANDARD A BERLIN ET NON A SCLESSIN

Nous avons annoncé que le Standard recevrait le Hertha Berlin ce samedi 30 mars.

Toutefois, les Allemands préférant jouer chez eux, les « rouches » se rendront donc à Berlin.

Voici les joueurs qui feront le déplacement :

Dignef; Vliers, Thellin; Mulongo Spronck; Patze; Mallants, Dierendonck, Sztany, Claessen, Gorissen et Pilot.

Ils gagneront Cologne en train, d'où ils prendront l'avion pour Berlin. Retour dimanche par la même voie, mais avec une escale supplémentaire à Dusseldorf.

Sanctions du Comité sportif

Le comité sportif, lors de sa séance de mercredi soir, a décidé : — De punir le Standard d'une amende de 2.500 F suite aux incidents qui se sont déroulés lors de la rencontre de réserves Standard — Club Brugeois, des spectateurs ayant bousculé les joueurs brugeois.

Il a suspendu :

Pour trois dimanches : Armand Dradon (Sérésien); Arsène Meynaert (Courtrai).

Pour deux dimanches : Roger Busschops (Berchem).

Pour un dimanche : Albert Loenders (Waterschei).

D'autre part, Léon Lambert (C. Verviétois) s'en tire avec un blâme.

L'entraîneur de Rupel écope, lui, aussi, d'un blâme, tandis que Corremans, délégué du même club, se voit adresser des recommandations à la suite des incidents lors du match La Forestoise — Rupel.

Enfin, recommandations également pour le club de Beveren qui a négligé de faire examiner son terrain à la veille d'une rencontre qu'il devait jouer contre Athus.

Les Luxembourgeois firent le voyage en pure perte. Athus, qui réclamait le remboursement des frais de voyage, a été débouté.

Le championnat d'Angleterre

Londres. — Voici les résultats enregistrés en championnat, mercredi soir :

DIVISION I

Tottenham — Leyton 2-0

DIVISION II

Chelsea — Derby County ... 3-1

Stoke City — Swansea 2-0

Newcastle — Grimsby 0-0

DIVISION III

Crystal Palace — Colchester 0-1

DIVISION IV

Bradford — Southport 0-2

Crewe Alex. — Rochdale ... 0-2

Lincoln — Mansfield 2-6

Demi-finale

de la Coupe de la Ligue

Birmingham — Bury 3-2

Le championnat d'Ecosse

Glasgow. — Quelques matches de mercredi soir :

DIVISION I

Clyde — Raith 4-2

E, A PARIS

nationales de « L'Huma »

dit pas mal. Van Nieuwenhove prenant une honorable dix-neuvième place derrière des vedettes comme le vainqueur soviétique Ivanov, Chromik, Ozog, Khouzine, etc... Nos valeureux postiers seront encore cette année avec Van Nieuwenhove, Ghequière, Vanderstappen et Van Liedekerke.

Le cross réservé aux travailleurs a été souvent l'apanage des représentants de notre Fédération sportive ouvrière d'athlétisme.

Déjà, il y a six ans, Van Onsele y décrochait la première place devant Robson, Vanderstappen et Blavier.

En 1958, l'Italien Conti battait au sprint Frans Robson.

En 1959, son compatriote Gardini devançait Robson une fois de plus deuxième.

En 1960, Milou Blavier signait

VEPRES KURDES

A BAGDAD

LES portes de l'Irak commencent à s'entrouvrir et nous sommes déjà en mesure d'apporter quelques précisions sur l'inso-
lité coup d'Etat du 14 Ramadan. Le personnage de Barzani s'en trouve éclairé en même temps que le vrai problème des Kurdes dont il s'est longtemps affirmé l'unique représentant. La grande presse, séduite par la mise en scène dressée par Barzani avec costumes folkloriques, cartouchières en bataille, roulements d'yeux et moustaches de Cid Campeador, a braqué ses feux sur la montagne mais n'a pas vu dans les villes, à Bagdad même, le vrai drame politique des Kurdes. Comme ces pauvres gens étaient vêtus comme tout le monde, qu'ils vivaient obscurément au jour le jour, on a jugé inopportun de leur ouvrir l'avenue de l'histoire.

IL s'est pourtant passé le dimanche 10 février à Bagdad, un extraordinaire événement, que, bien entendu, les représentants kurdes en Europe se sont gardés de mentionner. Je veux parler des émeutes kassémistes du quartier kurde.

On sait que les insurgés du maréchal Aref, n'ayant pas trouvé auprès de la population l'approbation chaleureuse qu'ils espéraient, craignant même qu'elle ne se porte au secours de Kassem

par Pierre d'Istria

assiégé, avaient décrété le couvre-feu total pour la journée du 9 février. Après l'exécution du Zaïm et de ses fidèles, ce couvre-feu fut levé partiellement et le dimanche 10 février, les citadins de Bagdad furent autorisés à sortir entre huit heures du matin et cinq heures de l'après-midi. Immédiatement des émeutes éclatèrent et la foule un peu partout s'en prit aux milices et aux patrouilles. Dans le courant de l'après-midi tout le quartier kurde de la rive gauche délimité par la rue Sheikh Omar, la rue Rachid, l'Eglise latine au nord et Bab al Chargui au sud, entra en effervescence. Les rues y sont particulièrement étroites, dominées par les hautes courtines aveugles de vastes maisons de type ottoman où vivent entassées familles sur familles. La plupart de ces gens sont des petits employés, des domestiques, des journaliers : imprimeurs, tailleurs, chauffeurs, tous pourvus d'un métier et d'une instruction élémentaire. Quand ils ne descendent pas directement eux-mêmes de la montagne, c'est leurs parents qui en viennent et, en tout cas, tard-venus et vieux citadins gardent la nostalgie du cher Kurdistan, de ce grand air dont ils ne cessent de parler. Islam et Christianisme se partagent à égale ces maisonnes d'honnêtes besogneux, mais les chrétiens y sont mieux organisés et bien encadrés par les deux grandes églises latines l'une, qui sert de cathédrale, l'autre dédiée à sainte Thérèse. Le régime ha-chémite a toujours prétendu que c'était là, à l'ombre de l'Evangile, que gitaient les "communistes".

C'EST là en effet que, dans l'après-midi de dimanche, s'élevèrent des barricades et que les jeunes Kurdes, juchés sur les toits, brandissant des portraits de Kassem, se mirent à mitrailler le guet à coup de pierres. La police fut d'abord contrainte d'évacuer le dangereux réseau des ruelles et un moment l'émeute fut maîtresse d'un vaste quartier. Mais, sur le soir, des renforts arrivèrent et la troupe entreprit le bouclage systématique des "insurgés kurdes" puis le ratissage maison par maison. L'ordre vint de réduire le "repaire communiste" et c'est alors que se déroula une véritable bataille qui coûta, aux dires des témoins, une centaine de morts et quelque trois cents prisonniers. C'est ce qui fit dire peu de jours après à un lieutenant de Barzani que, tout compte fait, le gouvernement de Bagdad avait emprisonné plus de Kurdes qu'il n'en avait libéré. Fait curieux, l'opinion publique européenne, ordinairement si prompt à s'émouvoir du massacre de chrétiens en terre musulmane, fut alors tellement aveuglée par le mythe Barzani, qu'elle laissa tranquillement exécuter ces malheureux "communistes" kurdes qui vivaient à l'ombre de nos églises. Seul le journal *Le Monde* signala l'événement par deux fois, sans que cela attirât l'œil de personne. Triste civilisation ! Il suffit donc qu'on affuble un homme, quel qu'il soit, fût-il notre frère en esprit, de la défroque de "communiste" pour que nous appelions sur lui la mort ? Ces vèpres kurdes donnent à réfléchir...

JE doute donc beaucoup que le drame kurde se réduise à la simple expression que nous en font ses prétendus représentants. La véritable histoire des hommes passe rarement par les déclamateurs ; elle chemine à l'écart parmi les foules d'inconnus qui font corps avec elle et ne peuvent que hausser les épaules à la vue des batteurs d'estrade.

car les peuples sous-développés ne pourront améliorer assez rapidement leur niveau de vie en donnant une structure socialiste à toute leur économie. C'est pour ces nations le seul moyen de se procurer rapidement l'épargne nécessaire à leur industrialisation.

3. Dernier motif pour Washington de ne pas désarmer. Tant que les armements américains resteront considérables, les Soviétiques seront contraints de maintenir au même niveau leurs moyens de défense. Ceux-ci continueront à être sans aucune comparaison supérieurs à tous ceux que nos pays de l'Europe occidentale pourront fabriquer. Ainsi les armements russes resteront potentiellement pour nous une menace, et les U.S.A., exploitant la peur que nous pourrions en concevoir, de nous dire : "Vous voyez bien, il vous faut rester sous notre tutelle car sans cela vous êtes perdus". Tel est le langage que depuis 1950 les U.S.A. nous tiennent jour après jour. Or, ce langage est une duperie : il n'y a pas à vouloir organiser la défense de l'Europe pour la raison qu'elle n'est nullement menacée. L'hostilité russe vise non la France ou l'Angleterre, mais les U.S.A. Ayant établi l'O.T.A.N. au centre de l'Europe et ayant réarmé les Allemands, les U.S.A. ont créé notre insécurité puisqu'ils nous ont fait participer sans raison au conflit éventuel : Union Soviétique - Etats-Unis.

L'INTELLIGENCE a été donnée à l'homme pour comprendre et voir et non pas pour se blouiser, s'étourdir de vaines frayeurs. Le seul désir de l'Union Soviétique est de pouvoir détruire ses propres armements en même temps que ceux de l'adversaire éventuel seraient détruits. Sa volonté est de porter le plus vite possible au niveau le plus élevé possible son niveau de vie afin de faire la preuve que l'économie socialiste est au moins aussi productive que l'économie capitaliste. Peut-être les Soviétiques se trompent-ils, mais telle est leur foi. Ne pas vouloir admettre que c'est là leur conviction, c'est vouloir nier en plein midi la clarté du jour.

Au lieu donc de désarmer, les Américains préfèrent construire à prix d'or, en même temps que les Soviétiques, des armes diaboliques dont ils sont les premiers à dire qu'il sera impossible de s'en servir tant elles seraient dévastatrices, tant elles mettraient, par la radioactivité des explosions nucléaires, en grand péril la vie de l'humanité tout entière. Le ministre américain de la Défense a dit ces jours-ci que toute guerre nucléaire provoquerait rapidement la mort d'au moins 350 millions d'hommes en Amérique et en Europe ! Sans sourciller, on dit pareilles énormités, et les Etats-Unis de persévérer dans la voie diabolique où ils sont engagés. Aussi, quand les historiens étudieront la triste période qu'est la nôtre, un mot leur viendra sans cesse à la bouche : "Mais ces gens sont devenus totalement fous. Jamais l'humanité n'a été prise d'une telle frénésie délirante. Ils savent que ce qu'ils font est dément, néanmoins, ensorcelés par le diable, ils continuent dans la même direction. "Tel est, hélas, l'abîme d'insanité dans lequel la volonté occidentale, et pas seulement américaine, de ne pas désarmer nous a engagés, car l'Allemagne fédérale, la France et même l'Angleterre sont d'accord avec les U.S.A. pour continuer la danse infernale de la course atomique.

Il faut être aveugle pour ne pas comprendre que ce qui à l'heure présente crée toujours plus grand le danger de guerre, c'est l'accumulation croissante des engins de guerre, tandis que notre sécurité à tous s'accroîtrait avec la diminution, chez tous les peuples, des armements.

Sitôt que le problème international ne se poserait plus en termes stratégiques, plus encore sitôt que le désarmement serait réalisé, nos nations d'Europe, délivrées enfin de la hantise de l'agression russe, recouvreraient dans toute la mesure du possible leur autonomie politique et économique. Maintenant qu'aucune nation ne peut plus vivre en vase clos comme au Moyen Age, la souveraineté d'une nation, même de la plus grande ne saurait être totale. Cependant cette autonomie relative nous serait bienfaisante. Une fois la paix garantie, chacune de nos nations d'Europe reprendrait sous le rapport de la pensée, de la science et de l'art, un rang qui serait parmi les tout premiers.

ABONNEMENTS

POSTE

POUR NOS LECTEURS DE L'ETRANGER

Les abonnés et lecteurs de La tribune des Nations habitant l'Allemagne occidentale, la Belgique, la Chine, le Danemark, la Finlande, l'Italie, la Cité du Vatican, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la Suède et la Suisse, peuvent désormais souscrire leur abonnement directement au bureau de poste de leur localité.

Ces abonnements poste éviteront aux souscripteurs les frais d'expédition de mandat, les difficultés relatives au transport des devises et les retards qui en découlent.

Tous les bureaux de poste

OCHE-ORIENT

EN IRAK

LES POURPARLERS ARABO-KURDES auraient abouti à une impasse

Une conférence plénière groupait le général Moustapha Barzani et l'état-major de la rébellion kurde, d'une part, et les représentants du gouvernement irakien, de l'autre, se tient depuis quelques jours à Koysanjak, à une soixantaine de kilomètres au nord de Kirkouk. Le but de la réunion est d'élaborer un accord sur les modalités et les limites du régime autonome (ou « décentralisé », comme on le qualifie officiellement à Bagdad) dont sera doté le Kurdistan d'Irak.

Selon les milieux nationalistes kurdes de Londres, cités par l'A.F.P., les pourparlers auraient abouti à une impasse. La délégation gouvernementale aurait en effet saisi le Conseil de la révolution irakienne des demandes présentées par le général Barzani, mais l'organisme suprême de la révolution se serait contenté de demander au leader kurde de patienter encore quelque temps en faisant valoir qu'à Bagdad on était actuellement occupé uniquement par les problèmes interarabes.

Les demandes du général Barzani auraient porté sur trois points : d'une part la constitution d'une armée kurde (y compris des éléments de police) autonome. Ensuite la délimitation du Kurdistan irakien qui devrait comprendre les provinces de Mossoul et de Kirkouk. Enfin la mise à la disposition du Kurdistan autonome de 70 % des revenus pétroliers du pays.

Pour sa part, la commission gouvernementale aurait mis l'accent sur les éléments de base suivants : l'autonomie accordée au Kurdistan ne pourrait être qu'administrative et n'impliquerait aucune liberté d'action sur les plans de la politique étrangère, de la politique économique et financière et de l'articulation militaire. Ces domaines demeureraient « réservés » au gouvernement central. De plus, les gouvernorats de Mossoul et de Kirkouk ne peuvent être compris dans le territoire kurde, Mossoul étant arabe et Kirkouk étant à plus de 60 % turcomane.

MIS EN LIBERTÉ PROVISOIRE

cidier : une première fois au moment de son arrestation, mais son arme s'était enrayée ; quatre mois plus tard il s'était pendu dans sa prison de Yassi-Ada, et ses geôliers l'avaient sauvé in extremis.

Jugé pour « haute trahison » — son procès dura d'octobre 1960 à septembre 1961 — il fut condamné à mort en compagnie de onze autres personnalités de l'ancien régime. Sa peine avait été cependant commuée en travaux forcés à perpétuité. Le Parti de la justice — héritier spirituel du parti démocrate, — qui poursuit sa campagne pour une amnistie générale au profit des détenus démocrates, enregistre, avec la mise en liberté provisoire de M. Bayar, un succès indéniable. — E. R.

Une délégation de Koweït engage des pourparlers à Bagdad

Bagdad, 22 mars (A.F.P.). — Une délégation officielle koweïtienne dirigée par le ministre des affaires étrangères, le cheik Sabah Ahmed Jaber Al Sabah, est arrivée jeudi à Bagdad pour engager des conversations avec le gouvernement irakien.

C'est la première délégation gouvernementale koweïtienne reçue en Irak depuis la proclamation de l'indépendance de Koweït en juin 1961.

Dès jeudi soir la délégation a eu des entretiens avec le maréchal Aref, président de la République, et M. Taleb Chebib, ministre irakien des affaires étrangères.

LA... PARTOUT
POUVEZ LOUER UNE VOITURE
HERTZ

NOUVELLE

Grande-Bretagne

Nouveau revers des conservateurs à une élection partielle dans le Yorkshire.

Londres, 22 mars (A.F.P.). — Les conservateurs ont subi jeudi un nouveau revers électoral à l'occasion du scrutin partiel de Colne-Valley (Yorkshire), où le Labour conserve son siège en maintenant sensiblement ses positions de 1959, tandis que les libéraux passent en seconde place. Le candidat conservateur a perdu quelque 7 000 suffrages par rapport aux dernières élections générales.

Obtenant 39 % des suffrages contre 25 % seulement en 1959, le candidat libéral semble désormais s'imposer comme le seul rival dangereux du Labour dans cette région. Le pourcentage conservateur est tombé de 30 à 15 % et celui du Labour plafonne à 44 %.

Ces résultats confirment la tendance observée lors des élections partielles en 1962 : maintien ou amélioration des positions travaillistes, chute des conservateurs, remontée des libéraux.

Allemagne de l'Ouest

La commission d'enquête parlementaire sur l'affaire du « Spiegel » a ouvert ses travaux.

Bonn, 22 mars (A.F.P.). — La première réunion de la commission d'enquête parlementaire — constituée par la commission de la défense du Bundestag — sur l'affaire de la divulgation de documents secrets du Parlement s'est tenue jeudi à Bonn.

La séance, qui s'est déroulée à huis clos, sous la direction du président de la commission, M. Richard Jaeger (C.S.U.), a été consacrée à l'audition du procureur fédéral Kuhn, chargé de l'enquête sur le plan national. Celle-ci a confirmé les déclarations des députés sociaux-démocrates Hans Merten et Gerhard Jahn qui ont reconnu avoir remis au correspondant à Bonn de l'hebdomadaire *Der Spiegel* des photocopies de procès-verbaux confidentiels de la commission de la défense du Bundestag.

D'autre part les éditeurs de *Der Spiegel* ont demandé au parquet fédéral de Karlsruhe de prendre un jugement en référé pour éviter que des documents appartenant à cette publication, qui ont été saisis aux fins d'enquête, ne soient communiqués à des tiers.

Les éditeurs ont précisé que « des tiers, y compris les membres de commissions parlementaires, ne doivent pas avoir connaissance des pièces versées au dossier aussi longtemps que le tribunal n'a pas déclaré qu'elles étaient contraires à l'article 5 de la loi fondamentale, relatif à la liberté de la presse ».

Allemagne de l'Est

M. NORDEN : les trois quarts des juges de Bonn exerçaient déjà sous Hitler.

Berlin, 22 mars (A.F.P.). — « Les trois quarts des 11 600 juges de la République fédérale allemande de Bonn exerçaient déjà leurs fonctions sous Hitler et appartenaient au parti nazi », a affirmé jeudi, au cours d'une conférence de presse à Berlin-Est, M. Albert Norden, membre du Politburo du parti socialiste-communiste unifié.

« A la seule cour fédérale administrative, dont le siège est à Berlin-Ouest, a-t-il ajouté, quarante juges sur quarante-neuf exerçaient sous le régime hitlérien et certains d'entre eux occupaient des postes importants au ministère nazi de la propagande de Goebbels et dans les services du Reichsfuehrer SS Heinrich Himmler. »

Des extraits d'un film « documentaire » projeté au cours de la conférence de presse, ont notamment montré le juge Eugen Hering, de la cour fédérale administrative, à cheval en uniforme SS passant en revue des formations militaires en Pologne.

M. Norden a d'autre part affirmé que sur les vingt-cinq secrétaires d'Etat du gouvernement de la République fédérale allemande, quinze auraient un passé nazi. Parmi les noms cités : MM. Hans Globke, conseiller du chancelier ; le secrétaire d'Etat au ministère des affaires panallemandes, M. Franz Thedieck ; le secrétaire d'Etat au ministère pour l'aide aux pays en voie de développement, M. Friedrich Karl Vialon ; le secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur, M. Joseph Hoelzl, ainsi que le secrétaire d'Etat au ministère des affaires économiques, M. Ludger Westrick.

* *

[Le Parlement de Bonn avait voté le 30 juin 1961 une loi donnant un délai d'un an pour se retirer volontairement aux juges et procureurs ayant servi entre le 1^{er} septembre 1939 et la défaite de 1945. On évaluait alors à cent cinquante le nombre des magistrats fédéraux touchés par cette mesure. Cent quarante-trois finalement firent d'eux-mêmes le geste demandé. Les autres y ont été contraints. Mais les chiffres avancés par M. Norden se rapportent à ceux des magistrats qui ont été en service depuis 1933. De récents scandales, notamment les différentes affaires de Wuerzbourg, ont montré que ces allégations n'étaient probablement pas sans fondement et la République fédérale souffrira longtemps des négligences qui ont présidé au recrutement de ses fonctionnaires. Mais la République démocratique n'a-t-elle pas, elle aussi, incorporé nombre d'anciens nazis dans l'appareil de l'Etat et du parti ?]

*F. 900
11-3-61*

Les Kurdes auraient promis de remettre leurs armes au gouvernement de Bagdad

Damas, 12 mars (U.P.I.) — Commentant, à Damas, où il conduit une délégation irakienne, les informations de ce week-end selon lesquelles l'Irak avait satisfait les

Reconnaisances en série...

Damas, 12 mars. — Une nouvelle série d'Etats ont reconnu aujourd'hui le nouveau régime syrien : il s'agit de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne fédérale, des Etats-Unis, de la Tunisie et de la Bolivie.

PAGE 4 :

SUITE
DES NOUVELLES
DE L'ÉTRANGER

revendications des Kurdes, M. Salah el Saadi, le vice-premier ministre irakien, a fait une mise au point soulignant que « les droits nationaux basés sur la décentralisation » que le gouvernement irakien accordait aux Kurdes ne comprenait pas l'autonomie de cette tribu.

M. El Saadi a ajouté que son gouvernement envisageait une vaste campagne de décentralisation dans laquelle les régions décentralisées prévues auraient une importante marge d'administration propre. « C'est de cette façon que nous espérons résoudre le problème kurde », a-t-il dit.

La chasse aux communistes

Il a dit enfin que les Kurdes avaient promis de remettre leurs armes au gouvernement. Or, l'on sait que les Kurdes ont toujours

réclamé le droit de conserver leurs armes pour pouvoir « défendre leur autonomie ».

« Un complot communiste, tendant à créer des troubles dans le pays et à menacer la sécurité des citoyens, a été découvert, jeudi dernier, et tous les chefs de ce complot ont été arrêtés », déclare un communiqué officiel à Bagdad.

De son côté, le vice-président du Conseil irakien, M. Al Salah el Saadi, actuellement à Damas, a déclaré au cours d'une conférence de presse : « Le parti communiste, qui est à la solde de l'étranger, trahira toujours la cause nationale sur mot d'ordre reçu de l'étranger... C'est pourquoi le parti communiste, banni par le nouveau régime, ne sera jamais autorisé en Irak. »

★ **CELINE** ★
chasse vos enfants

...ent ont poursuivi ce
...in, pendant deux heures, au
palais des Nations, la mise au
point de leur nouveau mémoran-
dum. Quatre d'entre eux, MM.
Arthur Lall (Inde), Abdel Fattah
Hassan (R.A.U.), James Barrin-
gton (Birmanie) et Mme Alva
Myrdal (Suède), qui avaient dé-
jeuné hier avec M. Semyon Tsrap-
kine, chef de la délégation sovié-
tique, ont mis leurs homologues
au courant de l'échange de vues
qu'ils avaient eu avec le repré-
sentant de l'U.R.S.S.

Il semble que le mémorandum
n'aurait de chance d'être accepté
par les Soviétiques que s'il évi-
tait d'entrer dans le détail du
contrôle des inspections. Mais les
neutres veulent éviter de n'offrir
à la conférence qu'une vague for-
mule de compromis qui, comme
leur précédent mémorandum du
16 avril 1962, pourrait donner lieu
à des interprétations diamétrale-
ment opposées. C'est cette néces-
sité d'être précis, tout en lais-

MORT DE M. JOHN DUGDALE
ancien secrétaire d'Etat
britannique aux Colonies

ticulièrement délicate.

De leur côté, les quatre Occi-
dentaux (Etats-Unis, Grande-Bre-
tagne, Canada et Italie) se sont
réunis ce matin au siège de la
délégation permanente améri-
caine pour coordonner leur poli-
tique en ce qui concerne la négo-
ciation sur l'arrêt des essais nu-
cléaires. Ils auraient décidé de
continuer la discussion de ce
problème en séance plénière tout
en acceptant qu'une partie des
débat soit consacrée à l'examen
des questions de désarmement
général et complet, et notam-
ment des mesures à prendre
pour réduire la tension interna-
tionale.

**DE BRUXELLES : « L'Angle-
terre doit être membre à
part entière de la C.E.E. »**

New York, 12 mars (Reuter). —
Dans un discours prononcé à la
chambre de commerce belge aux
Etats-Unis, M. Luis Camu, prési-
dent de la Banque de Bruxelles,
a insisté sur la nécessité de voir
la Grande-Bretagne adhérer au
Marché commun comme membre
à part entière.

La Grande-Bretagne, a souligné
M. Camu, est le pays d'Europe
occidentale ayant le plus d'expé-
rience des relations avec les pays
extérieurs au continent européen.

Dans l'hebdomadaire U.S. « Newsweek »

**WALTER LIPPMANN : La France gaulliste
est plus forte que l'Allemagne**

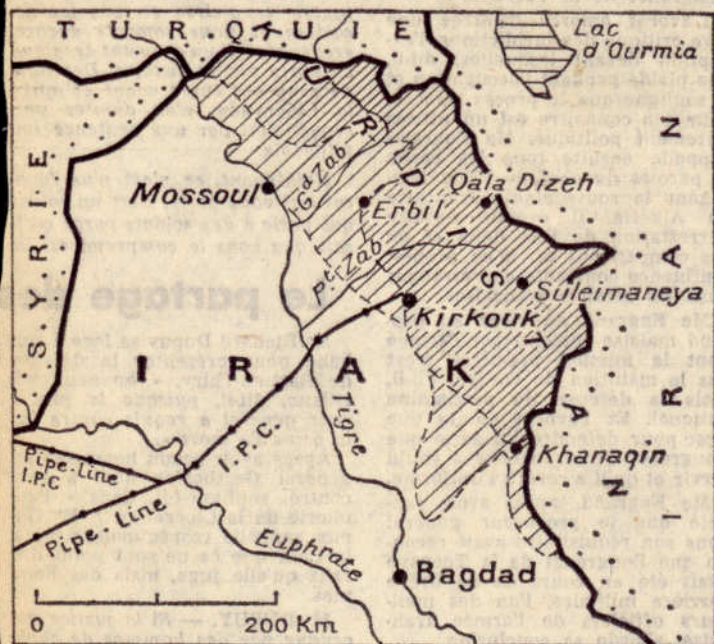
New York 12 mars (U.P.I.). — Evoquant les changements survenus
dans l'Alliance atlantique, Walter Lippmann écrit notamment dans le
dernier numéro de « Newsweek » :

• Le nœud de ce changement réside dans les relations des Etats-
Unis et de leurs alliés. Le général de Gaulle n'a pas provoqué lui-
même ce changement... qui est dans l'air depuis au moins dix ans...

• Il y a peu de raisons de penser qu'on puisse s'opposer aux

.....DU NEW YORK TIMES ET DU GUARDIAN

IRAK : Entrevue capitale entre le leader des Kurdes et l'envoyé du gouvernement de Bagdad



Bagdad, 4 mars. (Dépêche « Figaro »). — C'est aujourd'hui que doit avoir lieu l'entrevue capitale entre le chef kurde, le mollah Moustapha el Barzani, et le ministre d'Etat irakien, le général Fouad Aref, assisté du chef d'état-major de l'armée irakienne, le colonel Taher Yehia, et du ministre de l'Agriculture, M. Baba Ali.

L'entrevue a lieu à Suleimaneya, à l'est de Kirkouk, en plein pays kurde. Si elle échoue, c'est le sort de toute la révolution irakienne qui est compromis et le maréchal Aref se trouvera devant les mêmes problèmes qui son prédécesseur, le général Kacem.

Sur la carte ci-dessus se trouvent portées les revendications territoriales kurdes : en gris serré, les régions contrôlées effectivement par Barzani ; en gris large, celles qu'il revendique.

QUATRE

PROCÈS

L'AUDIENCE du procès de Vincennes s'ouvre à 9 heures. Bastien-Thiry absent samedi, a repris sa place au banc des accusés. Le général Gardet donne la parole à Me Marcel Engrand, l'un des défenseurs de Bougrenet de la Tochnaye.

L'avocat amorce d'entrée une vive critique des juridictions d'exception devant lesquelles, dit-il, il a plaidé pendant l'occupation et il souligne que le procès dont la cour a à connaître est un procès purement politique. Me Engrand rappelle ensuite tous les écrits et paroles du chef de l'Etat légitimant la souveraineté française en Algérie. Il évoque ensuite l'arrestation de Ben Bella et de ses compagnons et, à ce propos, l'influence constante de l'étranger dans les affaires françaises.

Me Engrand en vient au profond malaise ressenti par l'armée dont la mission première n'est pas le maintien de l'ordre, dit-il, mais la défense du patrimoine national. Et l'avocat ajoute que c'est pour défendre l'Algérie que Bougrenet de la Tochnaye a voulu servir et qu'il a revêtu l'uniforme.

Me Engrand, après avoir rappelé que le procureur général dans son réquisitoire avait reconnu que Bougrenet de la Tochnaye avait été au cours de sa brève carrière militaire, l'un des meilleurs officiers de l'armée française, aborde sa conclusion.

Me ENGRAND. — Voyez-vous, j'ai dit que je n'abuserai pas des instants de votre Cour, je vous ai dit que je serai bref et je vais en avoir terminé. Nous avons traversé un siècle de terribles épreuves : guerre 1914-1918, guerre 1939-1945. Nous avons connu toutes les gloires et tous les désastres et nous sommes encore, croyez-moi, à un moment tragique de notre vieille histoire. Des flots de sang ont coulé avant et après la Libération, n'en ajoutez pas, croyez-moi, par une sentence impitoyable.

Maintenant, ce n'est plus l'avocat qui vous parle, c'est un soldat qui parle à des soldats parce qu'il sait que vous le comprendrez. Le

Le partage des

M^e Richard Dupuy se lève à son banc pour présenter la défense de Bastien-Thiry, « honneur périlleux, dit-il, puisque le procureur général a requis contre lui la peine de mort ».

Après avoir rendu hommage au général Gerthoffer qu'il a rencontré, souligne-t-il, dans « l'euphorie de la Libération », M^e Dupuy rappelle respectueusement à la Cour que ce ne sont point des faits qu'elle juge, mais des hommes.

M^e DUPUY. — Si la justice est rendue par des hommes de chair

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS
PARIS
recherche

INGÉNIEURS
HAUT STANDING

30-45 ans

pour assurer responsabilité

Bagdad offre l'autonomie aux Kurdes

LE 24 décembre 1922, une déclaration commune anglo-irakienne « reconnaissait aux Kurdes le droit d'établir un Etat kurde à l'intérieur des frontières irakiennes ». Déjà, en 1920, le traité de Sévres avait prévu et défini cette autonomie. Quarante ans de répression contre les Kurdes, qui ne demandaient que l'application des promesses faites, n'ont pu venir à bout de leur résistance, renforcée au contraire par les bombardements de leurs villages par les avions soviétiques du général Kassem.

En position de force, le chef des Kurdes, le mollah Barzani, a pu entamer avec le gouvernement nationaliste arabe qui règne maintenant à Bagdad des négociations dont l'issue est heureuse.

Décentralisation ou autonomie

Le porte-parole de Barzani, Saleh Abdullah Youssefi, a pu annoncer hier à Bagdad que les Kurdes avaient accepté une offre irakienne prévoyant la création d'un gouvernement dans le Nord de l'Irak.

Certes M. Youssefi a remarqué que Bagdad n'a pas prononcé le mot d' « autonomie » mais celui de « décentralisation ». Les Kurdes sont beaucoup plus

soucieux d'obtenir immédiatement des résultats concrets que de jouer sur les mots. M. Youssefi a déclaré que « la décentralisation est une sorte d'autonomie interne », et que, somme toute « cela revient à peu près au même. »

Un embryon d'existence

Des Kurdes, au reste, feront partie de la commission de décentralisation chargée de mettre sur pied l'accord dans ses moindres détails, ce qui assurera la garantie d'exécution des mesures que le Kurdistan s'attend à voir réalisées : la libération des prisonniers, la levée du blocus économique, l'amnistie générale, l'épuration de l'administration civile, la levée de la confiscation des biens et surtout le retrait des forces militaires (donc : arabes) de la région.

Voici que se dessine, pour le Kurdistan d'Irak, un embryon d'existence, et, pour l'Irak une justification de sa propre existence dans une forme de fédéralisme qui fera oublier l'artifice des frontières qui lui furent accordées.

On déplorera que le commentateur de la R.T.F. ait pu insister hier sur le fait que cette autonomie risque de mettre « le feu

aux poudres » dans les Etats où vivent des minorités kurdes, en Turquie, en Iran et en Syrie.

Qui a eu ses villages anéantis, ses pays privés de tout investissement productif ne songe pas à porter la discorde mais à construire, dans l'autonomie, un ensemble riche et viable. C'est le but que se propose Barzani, et le pétrole devra lui permettre de l'atteindre.

De belles réalisations à entreprendre s'offrirent en outre aux techniciens, ingénieurs occidentaux désireux de porter assistance à une région autonome pleine de promesses.

Jean-Pierre CORNET

*En toute sais
agréable séjour*

VOY

CONSEIGNEZ

INTOURIST, 10 rue

Combud
72 74-3-63

cise les conditions de ce rachat prévu par la loi de finances du 22 décembre 1962.

La cotisation annuelle de rachat comprend : la cotisation individuelle, fixée à 15 francs pour les anciens exploitants et pour leurs conjoints, et la cotisation cadastrale proportionnelle au revenu cadastral de l'exploitation. Si la demande de rachat est présentée dans un délai de six mois, le taux de la cotisation à appliquer sera celui de 1962. Sinon, on retiendra le taux en vigueur à la date du dépôt de la demande, pour les deux cotisations.

Le droit à la retraite sera ouvert au 1er janvier 1963 pour les demandes déposées dans le délai de six mois. Dans les autres cas, le droit ne sera ouvert que le premier jour du mois suivant la date du dépôt de la demande.

Le droit aux prestations de maladie est ouvert à compter du jour de l'adhésion. Toutefois, par dérogation, les exploitants qui feront leur demande de rachat dans les six mois bénéficieront des remboursements maladie à compter du 1er janvier 1963.

La Fédération des planteurs de tabac du Sud-Est (8000 adhérents) a tenu hier, à Grenoble, son assemblée générale annuelle.

Le congrès national des planteurs de tabac se tiendra à Tours, du 18 au 21 avril prochain.

Charg. Réun.	143,10	143,10	142,10	Thoms.-Hous.	295,00	295,00	295,00
Seichimé ...	190,00	190,00	190,80	Châtill.-Com.	118,20	117,80	115,00
Suez	648,00	648,00	640,00	Chiers	300,00	296,00	300,00
Terres Roug.	50,00	49,60	50,00	Denain-Anzin	108,00	109,00	109,00
Danone	625,00	632,00	639,00	Forges N.-Est	186,50	186,50	185,00
Ollda	622,00	622,00	615,00	Longwy	277,80	274,00	270,00
Beghin	398,00	401,00	397,00	Lorraine-Esc.	173,50	170,50	172,00
Raffin. Say ..	117,50	118,10	118,00	Marine St-Et.	107,40	107,30	106,00
Citroën	175,00	169,80	170,00	Métal Norma.	146,00	146,80	148,00
Peugeot	307,00	305,00	301,10	Tréfilimétaux	154,00	154,00	155,00
Simca-Auto ..	184,00	186,00	182,50	Pompey	107,50	106,00	106,10
Cim. Lafarge.	385,00	381,00	384,00	Schneider ...	219,00	218,00	215,00
Cim. Français	172,00	174,90	172,00	Sidelor	»	»	»
Gds Trav.Mar.	275,20	280,00	280,70	Usinor	163,20	163,00	160,00
Pollet et Cna	164,00	161,50	160,00	De Wendel ..	145,60	143,50	142,00
Hutchinson ..	167,00	164,00	161,10	Pennaroya ..	77,20	77,20	76,10
Kléb. Colomb.	92,00	91,40	91,80	S.N.O.V.A.C. ..	255,00	251,00	250,00
Michellin B ..	1052,00	1038,00	1050,00	Mokta	427,00	425,00	418,10
At. Cons. Méc.	242,00	248,00	250,00	Nickel	68,60	69,00	70,00
Hotchkiss ...	137,80	136,50	136,00	Aquila'ne ...	330,50	330,00	330,00
Compteurs ...	430,00	420,00	424,00	Berre	193,00	190,50	191,10
Perrhot	129,80	127,80	126,10	Coffrep A ...	74,10	73,50	73,30
Perrier	349,60	343,00	345,00	Esso Standard	292,00	290,50	285,10
Arlomarl	310,00	322,00	320,00	Financ A ..	72,90	73,60	72,05
Cellu. du Pin	685,00	693,00	683,00	Lille-Bonnière	500,00	500,00	500,00
Roch. Carton.	163,00	162,80	160,00	Omn Fr Pét.	»	»	»
Baz. Hôt VII.	412,00	405,00	405,00	Pétroles BP ..	128,60	128,00	128,00
Gal. Lafayet.	587,00	578,00	580,00	Primagaz	550,00	538,00	538,00
Printemps ...	498,00	498,00	460,00				

MARCHE OFFICIEL DE L'OR. — Lingot de 1 kg, 5.555 PIÈCES : française de 20 fr., 41,10 ; suisse de 20 fr., 43,80. Union latine, 39,10 ; souverain, 47,20 ; 50 pesos mexicains, 246,50. L'once de métal fin au marché de Londres, 250 sh. 8 d. 1/2.

MARCHE DES CHANGES. — Dollar USA, 4,9002-4,9002 ; dollar canadien, 4,5455-4,5435 ; livre sterling, 13,7200-13,7275 ; deutsche mark, 71,025-71,010 ; franc belge, 9,833-9,835 ; franc suisse, 113,170-113,175 ; lire, 7,892-7,892 ; couronne danoise, 71,025-71,010 ; couronne norvégienne, 68,580-68,620 ; couronne suédoise, 94,450-94,520 ; florin, 136,255-136,175 ; escudo, 17,110-17,120 ; peseta, 0,0812-0,0811.

L'AURORE

Mardi 12 mars 1963

18 a

MON POINT DE VUE par HENRY BÉNAZET

LES KURDES AUTONOMES?

LA rébellion des Kurdes irakiens, déclenchée voilà dix-huit mois, doit-elle, comme des observateurs optimistes le supposent, être tenue pour terminée ?

Rien ne paraît moins sûr. Il y a bien des raisons à cela.

D'abord, l'équivoque qui pèse sur le statut futur des révoltés. Quand Bagdad concède une simple décentralisation, d'aucuns traduisent par « autonomie ». Ce n'est pourtant pas la même chose.

Si le négociateur kurde Youssefi, très léger à notre sentiment, ne l'a pas compris, et s'il exprime une allégresse prématurée — gare aux lendemains qui déchantent ! — le commandant en chef des insurgés, le mollah Barzani, beaucoup plus perspicace, se méfie, à juste titre. Il accepte de suspendre la lutte, mais se refuse à déposer les armes tant que le gouvernement irakien n'aura pas rempli diverses conditions. Lesquelles ?

En premier lieu, la mise en liberté de tous les prisonniers. Car, alors que Barzani a rendu les dix-huit cents soldats capturés par ses guerriers, le général Aref s'est borné jusqu'ici à relâcher quelques dizaines de Kurdes. Encore en a-t-il fait incarcérer davantage, sous prétexte de propension au communisme !

Autres exigences du mollah : une amnistie générale, la restitution des biens confisqués, la levée du blocus économique appliqué au Kurdistan, l'épuration de l'administration civile, enfin le retrait des forces régulières.

Cette dernière clause — inadmissible pour les nationalistes irakiens — risque de tout remettre en question. Ne tombe-t-il pas sous le sens que, sitôt leur pays complètement évacué par l'armée, les Kurdes seront tentés de proclamer la sécession et de revendiquer l'indépendance sans limites ?

AREF, qui le pressent, s'efforce de gagner du temps pour réserver l'avenir. Au reste, sa tactique se devine aisément.

S'il jette à titre provisoire du lest, en octroyant une hypothétique décentralisation, c'est que son pou-

voir, de fraîche date, repose sur des bases très fragiles. Pour liquider les communistes — exécutés par fournées — la police ne lui suffit pas. Le concours de l'armée devient indispensable. Aussi, en tendant à Barzani le rameau d'olivier, rappelle-t-il le gros des troupes opérant au Kurdistan, ne laissant que les effectifs strictement nécessaires au maintien des garnisons.

Le gaillard, cependant, compte se revancher plus tard. Pour reprendre la guerre, il attend le jour où l'Irak, fédéré avec la R.A.U., disposera d'un meilleur potentiel militaire. Vous verrez alors le cas qu'il fera du chiffon de papier, signé par ruse.

Autre calcul d'Aref. Il spéculé sur les réactions des gouvernements voisins de Téhéran et d'Ankara, où déjà l'on crie à la trahison. Si l'on dénombre en Irak huit cent mille Kurdes, l'Iran n'en aligne-t-il pas le double ? Et la Turquie, elle, plus du triple ? Or ni le chah ni Ismet Inonu n'entendent accorder le moindre privilège à des minorités qu'ils ne considèrent pas comme formant une ethnie. Et Aref espère utiliser leur mécontentement pour se dégager de ses obligations.

Voilà pourquoi la création — si équitable et désirable soit-elle puisqu'il s'agit d'un peuple noble, sympathique, plein de qualités — d'une République englobant les Kurdes disséminés à travers le Moyen-Orient demeure problématique, pour ne pas dire chimérique, hélas !

LA GRIPPE DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

De nombreux cas de grippe sont signalés dans les établissements scolaires parisiens parmi les maîtres et les élèves. Le Rectorat de Paris précise toutefois qu'il ne s'agit pas d'une épidémie et que, dans l'ensemble, l'absentéisme serait même légèrement inférieur à ce qu'il est habituellement au début de mars.

Il n'y a pas non plus d'épidémie de méningite cérébro-spinale. Au cours des dernières semaines quatre cas ont été constatés pour l'ensemble de l'Académie de Paris entièrement isolés les uns des autres.

On dit que en Irak le mollah Barzani...

Le CALENDRIER

MARDI 12 MARS

- ★ 71^e jour de l'année.
 - ★ Lever du Soleil : 7 h. 13 ; coucher du Soleil : 18 h. 49.
 - ★ On fête les Grégoire et les Marius.
 - ★ Grégoire signifie vigilant ; et Marius, marin.
 - ★ Les enfants qui naîtront aujourd'hui seront dociles et peu turbulents. Respectueux des conseils et des coutumes, ils suivront généralement la voie que leurs parents leur auront tracée. Toute tentative de changement leur paraîtrait irraisonnable et, cependant, les événements se chargeront de les y contraindre. Le bleuets leur sera bénéfique.
 - ★ Ceux dont l'anniversaire tombe le 12 mars ne devront pas chercher à innover, cette année. Leurs efforts gagneront à se concentrer sur un même but.
 - ★ Les femmes ne devront pas compter uniquement sur la chance. Elles auront en elles assez de forces dynamiques pour détourner les désagréments et triompher des obstacles. Elles chercheront à faire plaisir à ceux qu'elles aiment. Demain, le mimosa sera bénéfique.
- CLAUDINE.

SELON VOTRE SIGNE

POISSONS (19 février-20 mars)



Vos chances de réussite dépendront de l'habileté dont vous ferez preuve.

BELIER (21 mars-19 avril)



Les petits détails ne devront pas gêner la marche des grandes actions.

TAUREAU (20 avril-20 mai)



L'envie vous pousserait à commettre des imprudences si vous l'écoutez.

GEMEAUX (21 mai - 20 juin)



Vos chances seront plus grandes si vous établissez d'abord un plan d'action.

CANCER (21 juin-22 juillet)



Si vous savez garder vos secrets, vous n'aurez pas à le regretter.

LION (23 juil. - 22 août)



Si des problèmes vous paraissent compliqués, ne perdez pas patience.

VIERGE (23 août - 22 sept.)



Si vous savez maîtriser votre tendance à l'emportement, vous y gagnerez.

BALANCE (23 sept. - 22 oct.)



Même s'il vous est pénible de supporter la contrainte, vous devriez vous y plier.

SCORPION (23 oct. - 21 nov.)



La bonne volonté et la diplomatie vous aideront à surmonter les obstacles.

SAGITTAIRE (22 nov.-21 déc.)



Une sérénité vigilante vous permettra d'atteindre encore un échelon de la réussite.

CAPRICORNE (22 déc.-19 jan.)



Les problèmes vous paraîtront plus compliqués qu'ils seront en réalité.

VERSEAU (20 janv. - 18 févr.)



L'emportement ne menant à rien, vous devriez savoir vous maîtriser rapidement.

ANGLIA

6 cv

4 vitesses, 4 places

6 litres

Confirmée dans sa supériorité

6.825 F + TL

Version BREAK : 7780 F + T.L.
Véhicule mixte, idéal pour le représentant, les livraisons rapides



CORTINA

9 cv.

4 vitesses "synchro"

5 places, coffre géant

135 km/h, 8,5 litres aux 100

8.595 F. + TL

* LE CHARME D'UNE GRANDE VOITURE...
... LES FRAIS D'UNE PETITE

* UN ESSAI vous convaincra, de préférence par mauvais temps !



SEGAR 81-83, Av. Simon Bolivar PARIS 19^e BOL. 70-51
Garage du DELTA 7, rue du Delta PARIS 9^e LAM. 71-89
Garage BREZIN 9 & 11, rue Brézin PARIS 14^e FON. 31-70
DELTA-AUTO 10, Av. de Paris VILLEJUIF (Seine) ITA. 57-33

COURSES ÉTRANGÈRES :

NEW YORK

(Cours à 17 heures)

VALEURS	8/3	11/3
d. Chemical...	44 3/4	44 3/8
r. Cons. (nouv.)	40 1/8	46
ric. Smelting.	62 1/2	63
ric. Tobacco.	30 1/4	30 3/8
r. Tel and Tel	119 3/4	120 3/8
condo Coper...	43 3/4	44 1/4
Steel (a)	30 7/8	30 3/4

LONDRES

LUNDI 11 MARS 1963

Marché hésitant.

Cours de l'once d'or fin, 250/9 1/2.
Colvilles, 26/3 c. 25/6 ; United Steel, 26/3 c. 25 ; Courtaulds, 56/10 1/2 c. 57/7 1/2 ; Imperial Chemical, 59 c. 59/3 ; Unilever N. V., 186/10 1/2 c. 188/1 1/2 ; Rolls Royce, 29/6 c. 29/7 1/2 ; Dunlop, 33 c. 33/1 1/2 ; Elliot Automation, 45/6 c. 45/9 ; British Petroleum, 49 c. 49/7 1/2 ; Burmah Oil, 48/4 1/2 c. 49/2 ; Shell Transport, 42 c. 42/3 ; Banque de Paris, 43 3/4 c. 43 1/2 ; Suez, 51 1/2 c. 49 1/2 ; Imperial To-

Kurdistan in Iraq?

The National Council of the Revolutionary Command—the ruling body in Bagdad—has announced its willingness to grant the Kurds in Iraq “national rights on a basis of decentralisation.” Reports so far do not make clear what this offer implies, nor even whether the Kurds in revolt have accepted it. General Barzani, their leader, was not content with a vague guarantee of “rights” promised by the new rulers when they came to power, and talks in Bagdad between his representatives and the Iraqi Government seemed on the verge of breaking down until a powerful Government deputation last week descended on General Barzani’s headquarters in the hills. Are the Kurds to get not only administrative autonomy but also their other demands, including a share of oil revenues under their own control, and even a withdrawal of Iraqi

Manchester Monday March 11

troops from Kurdish territory and their replacement by a Kurdish force?

These would be unprecedented concessions for an Iraqi Government to make. Probably they could only be contemplated by one like the present, which takes its stand upon pan-Arab nationalism. Soon after the Kurdish negotiators arrived in Bagdad they departed for Cairo with the Iraqi delegates to the celebrations commemorating the establishment of the United Arab Republic. Both parties there saw President Nasser; it is said that they wanted to ensure his approval of a settlement so that it would not be assailed later as a betrayal of sovereignty over Arab soil. Only those whose Arab loyalty is above suspicion would dare to take such a risk; this is a point that should not be overlooked in Israel.

Even if a settlement has indeed been reached, we cannot be sure that it will last. Relations between Kurds and Arabs in Iraq were never better than just after the revolution of 1958; within three years they had never been worse. And if the concord does last, the problems it creates may be all the greater—not in Iraq itself but among Iraq’s neighbours. (The Iraq Petroleum Company, too, with its most productive wells in Kurdish territory, may find it more complicated to have to deal with two Governments; one alone, when it was headed by General Kassem, was quite bewildering enough.)

There are Kurds in Syria, Persia, Turkey, and (in smaller numbers) the Soviet Union. They are generally assumed not to have renounced their ambition, disappointed after the First World War, of joining together in a new independent State of Kurdistan. In any case, as significant national minorities ruled over by men of other languages, they have to be handled with caution; they have a tendency to revolt. Their treatment varies from comparative liberality to repression; in Turkey their separateness is not even acknowledged.

Now, it seems, one of their revolts has been successful; after eighteen months of warfare they have won autonomy from an Arab Government. Even if the Kurds across the frontiers do not regard a new autonomous Government in Northern Iraq as the nucleus of the Government of a united Kurdistan, they may still feel that an example worthy to be followed in their own land has been set.

But these are all speculations. It was not a potential danger with which the Iraqi rulers were faced, but the reality of a ruinous war—one that has already contributed largely to a Government’s downfall. They may be congratulated on the boldness and realism with which they have faced it. A settlement, if one is reached, cannot ensure Arab-Kurd fraternity within the Iraqi State; but it encourages better hopes of it than would a continuation of the war.

Iraq offering rights to Kurds

Bagdad, March 10

The National Council of the Iraqi Revolutionary Command has agreed to grant the Iraqi Kurds national rights on a basis of decentralisation.

An announcement by the Council said that abuses and terrorism during the Kassem regime had victimised both Kurds and Arabs, and were the reason that friendship had been replaced by discord. The present revolution was to proclaim the principles of freedom and justice and to stress that co-operation among Arabs, Kurds, and other nationalities in Iraq was the basis of the country’s unity.

The most important aim of the revolution was to set up a modern system of government, and decentralisation had proved its usefulness in many parts of the world.

The Kurds, who are mostly Sunni Moslems, inhabit an arc stretching from Kermanshah in Persia across the north-eastern corners of Iraq and



Syria, to Kars and Erzurah in Turkey, just across the western frontier of Soviet Armenia. They are an ancient people of mountain origins, but many now live in the towns and plains.

Soon after the revolution a month ago, Iraq’s new leaders started secret negotiations with the Kurdish rebel command with the aim of ending the 18-month-old Kurdish rebellion. The Kurdish demands have been for Kurdistan (an autonomous State within Iraq), the withdrawal of Iraqi troops from the north, and equitable distribution of Government revenues, especially oil royalties.

A 29-year-old Kurdish guerrilla commander, Jalal Talabani, led the two-man Kurdish delegation in the negotiations. After secret talks with Iraqi Government representatives, he told reporters in Bagdad on February 28 that with autonomy, the Kurds wanted a central Presidency, a central army, and a central foreign policy, with other matters to be handled by elected representatives of the states, the Kurds and the Arabs.

The Kurdish negoti
Iraqi Government
Kurdish pris
released th
ment prison
fighting—R

CHEZ LES REBELLES KURDES EN IRAK

(Suite de la première page.)

Le général Taher Yehya tint à indiquer de prime abord que les membres de sa délégation se trouvaient là « à titre individuel et amical ». Le chef de l'état-major entendait ainsi signifier au général Barzani que son refus de se rendre à Bagdad n'entraînait nullement le renversement des préséances protocolaires. Entrant ensuite dans le vif du sujet, le général Yehya développa la thèse selon laquelle « cette guerre fratricide a été imposée à la fois aux Kurdes et aux Arabes par l'ancien régime ». Il affirma que « la révolution du 14 Ramadan — 8 février — a été celle des deux peuples unis contre l'arbitraire et l'oppression d'Abdel Kerim Kassem ». Faisant abstraction du sort réservé aux Kurdes dans le passé, le chef d'état-major soutient, enfin, que les deux groupes ethniques ont de tous temps formé un ensemble harmonieux.

« Une vie autonome au sein de l'Etat irakien »

Le général Barzani répond avec vivacité. Il déclare qu'il sera, comme à l'accoutumée, d'une franchise brutale. Pour sa part il ne fait aucune distinction « entre Arabes, Kurdes, Turkmènes, Assyriens, chrétiens, musulmans et juifs, tous fils de la patrie commune irakienne » et, se tournant brusquement vers le général Taher Yehya, lui dit : « Nous appartenons, vous et moi, à l'espèce humaine. Nos caractéristiques physiques et émotives sont semblables. Cependant vous vous appelez Taher et moi je me nomme Moustapha, et il serait vain de nier que nous sommes deux et non pas une seule personne, que chacun d'entre nous possède sa personnalité propre. Affirmer le contraire conduirait rapidement à un conflit permanent.

« Le peuple kurde, poursuit le général Barzani, ne croit plus que la paix et l'amitié puissent être assurées seulement par de bonnes paroles. Kassem nous en a abreuvés et il a aussi massacré nos femmes et nos enfants. Si je n'ai pas donné mon appui et ma caution à votre régime — et cela je vous le dis sans détours — c'est que Bagdad n'a pas esquissé le geste auquel nous nous attendions : la reconnaissance du droit du peuple kurde à une vie autonome au sein de l'Etat irakien. Cette exigence demeure, aujourd'hui comme hier, notre revendication minimum pour l'arrêt des hostilités. »

Le ton montait dangereusement. Les représentants du maréchal Aref ont alors demandé que la suite des pourparlers se déroulât « en comité restreint ». La proposition fut aussitôt acceptée par le camp adverse.

Trois heures plus tard, les négociateurs se quittaient de bonne humeur. Des poignées de mains chaleureuses et de grands sourires d'amitié étaient échangés, tandis que les dé clics d'appareils photographiques se faisaient entendre dans le brouhaha général des adieux. Les émissaires de Bagdad purent enfin fixer sur la pellicule le visage du légendaire Moustapha Barzani au milieu de ses féroces guerriers... Geste supplémentaires de courtoisie des délégués gouvernementaux à l'égard du leader kurde : à la demande de ce dernier, ils acceptèrent de ramener à Bagdad l'envoyé spécial du Monde qui, introduit clandestinement en Irak, venait de terminer son enquête sur les maquis de « l'armée révolutionnaire du Kurdistan ».

ERIC ROULEAU.

En Iran

VIOLENTS COMBATS ENTRE L'ARMÉE ET DES TRIBUS

Téhéran, 7 mars (A.F.P.). — Huit avions à réaction de l'armée de l'air ont procédé mardi et mercredi au bombardement des centres habités par les tribus ghachghais, dans la province de Fars, au sud de l'Iran, apprend-on de source informée mais non officielle.

Le général Malek, commandant en chef de la gendarmerie nationale, ajoute-t-on, a quitté mardi Téhéran pour Chiraz, afin d'étudier sur place l'ampleur des combats.

Selon des informations en provenance de Chiraz, les combats actuellement en cours dans la région de Firouzabad, dans la province de Fars, auraient fait plus de trente morts de part et d'autre. D'après des rumeurs non contrôlées, les rebelles, fortement armés, auraient abattu deux avions à réaction de l'armée de l'air.

La lutte entre les tribus ghachghais et l'armée a pour origine une décision du gouvernement prise en novembre dernier, à la suite de l'assassinat de M. Malekbedi, ingénieur des réformes agraires. La décision concernait le désarmement général des tribus et des Ghachghais en particulier.

LE MONDE COUR

Aquarellistes des Pays-Bas entre Jong

Par **ANDRÉ CHASTEL**

L'exposition de quarante-cinq artistes néerlandais du siècle dernier qui se sont intéressés à l'aquarelle est ingénieuse et nouvelle (1). Très soignée, jusque dans l'accrochage, où règnent les cadres modestes qui s'imposent, dotée d'un catalogue précis et renseigné, elle déploie, comme un terrain commun aux plus grands et aux moins illustres, le domaine mineur, mais varié et attachant, de l'aquarelle.

Les petits maîtres romantiques appréciés en Hollande, comme en Angleterre et en France, la technique précise et directe de la feuille humide, si propice aux effets traditionnels d'atmosphère. Vers 1840, 1850, 1860, ils sont nombreux et actifs : l'Etang de Rochussen a des reflets d'or à la Bonington ; la Vue de rivière de Weissenbruch tourne à l'estampe ; les intérieurs de Bosbomm, fort bien représentés, se ressemblent des tons riches et contrastés de Rembrandt. En face, les maîtres du gris, du ton sur ton mouillé, des lointains pleins de vapeurs et d'om-

bre ; J.-H. Weissenbruch, cousin du précédent, obtient dans ses grèves des effets fins et mats, Schelfhout — quand il pratique la notation directe — a un certain don de précision, dont il passera quelque chose à son élève Jongkind. Celui-ci est abondamment présenté : quelque vingt-cinq pièces, et sous les aspects typiques de son ascendance et de ses réminiscences hollandaises — ce qui, chose curieuse, n'est pas toujours le meilleur : à ses vues de ville un peu laborieuses, on oppose tout naturellement la puissance de sa Côte devant Marseille (1850). Venu en France en 1846, à vingt-sept ans, il y vécut toujours en quittant l'application descriptive de ses premiers exercices. Précurseur de l'impressionnisme, bien sûr, mais surtout « luminariste », peintre des valeurs fines et mouvantes, des lumières diffuses du ciel et des eaux, comme beaucoup d'autres modestes Hollandais, tel Van

LA SCULPTURE

MEXIQUE ANCIEN

Une présentation très soignée d'une trentaine d'œuvres sculptées sur pierre (avec quelques stucs) du Mexique précolombien attire à la galerie Jeanne Bucher (1) ceux qui se montrent avides de la « fertilité extra-européenne ». Les pièces, sélectionnées avec une sensibilité plastique exigeante et avérée, relèvent de plusieurs civilisations (huastèque, olmèque, maya, aztèque et téotilmacaine, etc.), dont les rapports sont encore assez obscurs. D'où une impression de richesse variée. L'unité de l'exposition réside dans la qualité, généralement très remarquable, de la sculpture.

Parmi les œuvres les plus anciennes on relève une tête olmèque double face, pré-classique (800 av. J. C., 100 après J. C.), en basalte un peu rongé, où le modelé douloureux accroche bien la lumière, et, dans le même matériau poreux et expressif, un visage olmèque d'une noble monumentalité. Quelques brillantes divinités huastèques : un Quetzalcoatl, solidement construit, porte son fils le soleil couchant accroché dans le dos ; un dieu du maïs, revêtu de la peau d'un homme écorché, bien

fure large et plate qui accuse la composition frontale dépouillée et élégante. La même déesse, dans une version plus détaillée par la ronde-bosse, offre un visage plus humain, cerné d'épis et de rayons. Proposées dans la première salle, ces pièces retiennent l'attention par leur étonnante densité.

La petite salle du fond met en valeur, dans le noir, sans lumières frisantes, des masques de pierre dure Chontal, lisses et concentrés, des têtes de calcaire d'andésite ou de lave choisies pour dégager la diversité des cultures et des styles.

Un choix de bas-reliefs (personnage maya qui se perce la langue), de stèles du Nouvel Empire et de glyphes (symboles arithmétiques au calendrier) évoque les rapports de la sculpture du Mexique ancien avec l'architecture comme pour dilater encore la puissance du récit confié à la pierre.

PAPOUASIE

A propos du livre de Pierre Pailard « Territoires incontrôlés de la Nouvelle Guinée », ont été réunies quelques photographies saisissantes des Papous.

Le chef de la rébellion kurde a reçu les émissaires de Bagdad

Bagdad, 7 mars. — Les négociations secrètes entre le gouvernement irakien et les dirigeants de l'insurrection kurde paraissent engagées dans une phase décisive. Lundi des représentants du maréchal Abdel Salam Aref se sont rendus discrè-

tement au quartier général du général Mollah Moustapha El Barzani, leader de la rébellion, en compagnie duquel l'envoyé spécial du « Monde » se trouvait depuis plusieurs jours.

La délégation était dirigée par le général Taher Yehya, chef de l'état-major des forces irakiennes et l'un des principaux auteurs du coup d'Etat du 8 février dernier. Elle comprenait en outre le colonel des forces aériennes, membre du conseil national de la révolution, mais dont le nom n'a pas été révélé, le général Fattah Chaali, M. Baba Ali et le général Fouad Aref, respectivement ministre de l'agriculture et ministres d'Etat, ainsi que M. Ali Heydar So-

De notre envoyé spécial ERIC ROULEAU

liman, ambassadeur d'Irak aux Etats-Unis. Ces trois derniers sont d'origine kurde.

Le général Barzani, entouré de membres dirigeants du parti démocratique du Kurdistan et de ses cadres militaires, a accueilli la délégation gouvernementale au bord d'une clairière incrustée entre deux massifs montagneux, où s'était posé l'hélicoptère transportant les émissaires de Bagdad.

La rencontre a permis de donner un coup d'arrêt à une brusque détérioration des rapports entre les camps adverses. La veille, le jeune et brillant lieutenant du général Barzani, Jalal Talabani, était rentré de Bagdad bredouille. On l'avait, certes, très bien accueilli dans la capitale irakienne, mais il n'avait reçu que de vagues assurances. Il devait se faire accompagner par des représentants du gouvernement irakien, mais ceux-ci s'étaient décommandés à la dernière minute. Excédé par ces maigres résultats, le général Barzani nous disait : « J'en ai assez des manœuvres dilatoires de Bagdad. Dès demain mes troupes reprendront leurs opérations. » Jalal Talabani tentait en notre présence de l'en dissuader quand parvint un message de Bagdad annonçant l'arrivée imminente d'une équipe de négociateurs. Le premier contact établi dans la clairière de Kami Maran, qui signifie « Source aux Serpents », fut plutôt froid. Le climat d'ailleurs s'y prêtait : ciel couvert et orageux, pluie fine et régulière, chutes de neige sur les montagnes environnantes.

Des touristes chez le roi des montagnes

Le général Barzani et ses hommes en habit national kurde, fusil ou mitraillette à l'épaule, poignard et pistolet à la taille, formaient un demi-cercle près du terrain d'atterrissage,

recouvert de plusieurs centimètres d'une boue épaisse. Derrière eux et sur les collines avoisinantes des centaines de maquisards, armés jusqu'aux dents, constituaient un écran protecteur.

Les émissaires de Bagdad, par contraste, avaient l'air de touristes. Replets et détendus comme peuvent l'être les gens des villes, vêtus de complets veston de bonne coupe, caméras et appareils photographiques en bandoulière, ils eurent un court moment de surprise devant le spectacle guerrier qui s'offrait à leurs yeux.

L'échange de formules de politesses habituelles se déroula sans chaleur apparente. Puis, les deux groupes se dirigèrent ensemble vers le bâtiment où devait se dérouler les pourparlers, auxquels j'ai eu le privilège d'assister en partie. Assis en tailleur, buvant par petites gorgées le thé traditionnel, les représentants des deux camps commencèrent par préciser à tour de rôle leurs points de vue respectifs.

(Lire la suite en 7^e page, 5^e col.)

L'O.N.U. ACCORDERA AU YÉMEN TOUTE L'AIDE POSSIBLE POUR METTRE FIN AUX INFILTRATIONS

annonce le Dr Bunche.

Le Caire, 7 mars (A.F.P.). — Le Dr Ralph Bunche, secrétaire général adjoint de l'O.N.U., s'est entretenu mercredi avec le président Nasser et M. Mahmoud Fawzi, ministre égyptien des affaires étrangères. Il quitte Le Caire jeudi pour New-York, où il présentera à M. Thant son rapport sur le Yémen.

Au cours d'une conférence de presse, M. Bunche a déclaré que « l'Organisation des Nations unies accordera au Yémen toute l'aide possible afin de mettre un terme aux infiltrations et d'assurer la paix dans ce pays ». Il a affirmé toutefois qu'il « n'avait pris aucun engagement, ni au nom des Nations unies ni au nom du secrétaire général de l'O.N.U. concernant une action à entreprendre au Yémen ou dans tout autre Etat », et que sa tâche se bornait à « soumettre à M. Thant un rapport sur la situation au Yémen ».

Après avoir précisé que « la paix et la sécurité étaient instaurées au Yémen » et qu'il avait pu visiter « sans encombre Sanaa, Taz, et Maareb », le Dr Bunche a ajouté : « J'ai eu des entretiens francs et fructueux avec le président Abdallah El Sallal et les membres de son gouvernement. Je pense que ces entretiens seront utiles au secrétaire général de l'O.N.U. ».

1 foie,
2 reins
3 raisons de
CONTRE

ment souhaite la reprise de la grève, mais il considère que cette reprise ne sera possible que lorsque la loi sera respectée. »

Une mise au point

Le ministre a terminé par une mise au point sur les conditions dans lesquelles M. Michel Maurice-Bokanowski avait reçu, le 28 février, les délégués des syndicats :

« On a dit et écrit que le ministre de l'industrie avait reçu les délégués syndicaux il y a huit jours, debout, durant sept minutes de temps, sans leur serrer la main et s'était contenté de leur lire un

feront vendredi une démarche commune auprès de M. Laporte, igame de la 6^e région pour lui exposer leurs points de vue.

Les mineurs de fer sont décidés à entraîner les métallurgistes dans la grève si la situation ne s'améliore pas et se déclarent décidés à s'opposer par la force à toute sanction qui serait prise contre un syndicaliste ou un gréviste.

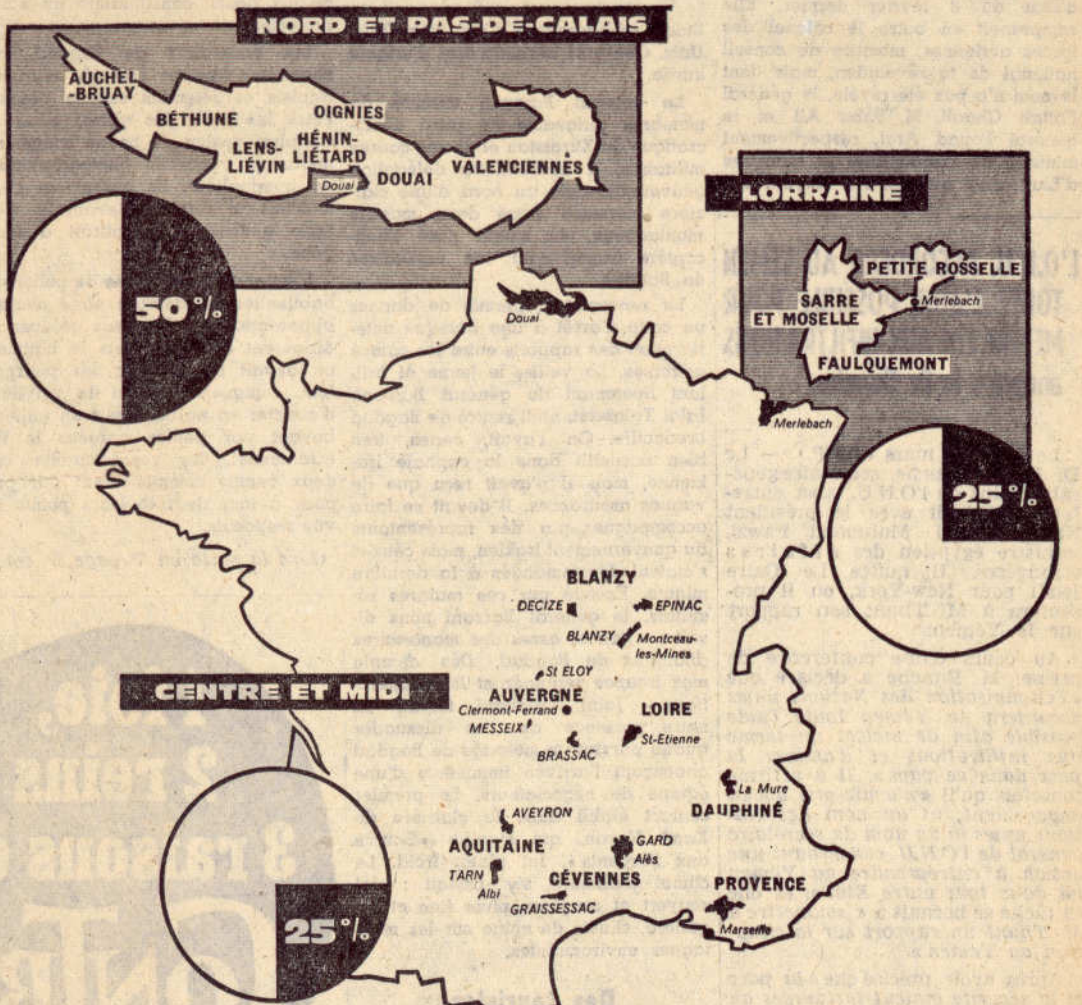
Les mineurs de fer ont organisé mercredi de nombreuses manifestations. Pour la première fois on a remarqué dans les cortèges la présence de femmes aux côtés de leurs maris. Les dirigeants syndicaux ont demandé aujourd'hui

ailleurs contre le passage de camions chargés de minéral qui tenteraient de traverser le village.

A la mine de Batilly enfin, le licenciement d'un jeune mineur a provoqué de violentes réactions. Une délégation sera reçue aujourd'hui par la direction de la mine. Une importante réunion est prévue vendredi après-midi.

• LE SYNDICAT DES MINEURS OUEST-ALLEMANDS a envoyé un télégramme aux mineurs français exprimant « toute la sympathie » des mineurs allemands pour leurs collègues en grève. Le télégramme souhaite aux mineurs français un succès total pour leur action.

Les effectifs des mineurs par bassin



	Fond	Jour		Fond	Jour
ENSEMBLE DES BASSINS ...	118 489	48 690	Blanzy	4 955	2 164
Nord et Pas-de-Calais	72 544	26 526	Aquitaine	3 433	2 327
Lorraine	21 140	10 051	Provence	1 799	878
Loire	5 841	2 448	Auvergne	1 968	832
Cévennes	5 318	2 725	Dauphiné	1 475	635

Amal Kassar
8

REBELS CLAIM CONTROL OF BAGHDAD

KASSIM'S FATE UNCERTAIN AFTER AIR ATTACK

REVOLUTIONARY COUNCIL AIMS "TO COMPLETE ARAB UNITY"

From Our Middle East Correspondent

BEIRUT, FEB. 8

General Kassim, who seized power in Iraq in a revolution in 1958, has himself been attacked in a *coup d'état* in Baghdad, and may have been killed. Heavily guarded as he has long been in the Ministry of Defence buildings and grounds, which are as large as a cantonment, it is uncertain whether the new revolutionaries reached him, but they bombed or strafed his headquarters and it seems the Iraq Air Force is a key factor in the fresh upheaval.

This evening Baghdad radio said the capture of the Defence Ministry had been completed and 600 soldiers had surrendered. No mention was made of Kassim.

As generally happens in Middle East coups, the radio gave the first indication that something was amiss, and the rebels must at least have seized the official broadcasting station in Baghdad. Excited voices, both men's and women's, and interspersed with martial music, spoke all day today in the name of "The National Council for the Revolutionary Command" and "The National Guard".

AT WORK ALL NIGHT

At 7 a.m. Baghdad radio broadcast the normal news bulletin, and it was not until 9.30 a.m. that the Revolutionary Council suddenly came on the air. The revolution therefore seems to have been sprung later in the day than is usual for such affairs, and the reason could be that General Kassim customarily sits up all night working and sometimes holding press conferences. To catch him asleep, the revolutionaries would have to strike in daylight.

Early indications are that the rebellion has been plotted by Army officers of middle rank and a substantial section of the Air Force. Though the jubilation

The people were first exhorted to go into the streets to proclaim the revolution, but later a curfew was declared from 3 p.m. The borders and airports were closed.

Urging people to observe the curfew, the radio said there had been a "magnificent response" of recruits for the National Guard. Centres were being



General Kassim.

opened for enrolment, and district commands of the National Guard would announce the names of those who had joined.

Almost all the senior officers who have been working with General Kassim were called upon to surrender to face trial. These included Major-General Abdi, the Military Governor-General, who has been Kassim's principal and pliant executive.

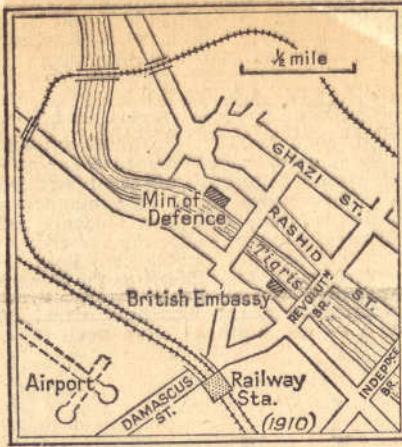
Denouncing Kassim, the radio spoke of his "demented criminal dictatorship". In the name of the "socialist workers", it said, the revolution stood for freedom and social justice. "It is for you, the youth, fathers, mothers—the revolution is for you and your future."

Iraq's international obligations would be honoured, and foreign lives and property in Iraq would be protected. Imperialism would be opposed and a neutralist policy followed. The completion of Arab unity would be the Revolutionary Council's goal.

THE 1958 REVOLT

General Kassim, whose own revolution led to the murder of the Iraq royal family on a hot July night in 1958, took care to shuffle the Army commands and units around the country to prevent someone turning the tables on him. If the units at present given the task of protecting his Defence Ministry headquarters were loyal, there would have been considerable fighting, but no reports on this have yet emerged.

Known as a "plotter" even before he took power, General Kassim always played a lone hand. He liked to drive round the streets of Baghdad for two or three hours, and appeared at diplomatic receptions, but otherwise led no



radio had a Nasser tinge to some of its songs, and relations between Cairo and Baghdad have lately become badly poisoned, it is not sure that the rebels are Nasserites.

Some persons in Beirut who have contacts with Iraq think the plotters may be Baathists, or Socialists. These men would want better relations with President Nasser, but not necessarily be his open disciples. They must also be differentiated from the Baathists in Syria who are now split completely, one wing being violently anti-Nasser and the other inert and undecided.

General Kassim, in any case, has long been considered eccentric, not only abroad but also by a large section of silent opinion in Iraq. Since 1961, his quarrel with the Iraq Petroleum Company has made no headway; his claim to Kuwait, and even other territories in the Persian Gulf, has become a slogan fitted mechanically into interminable speeches; and his campaign with the Kurds in north Iraq has become unending. Only last month General Kassim twice extended the latest amnesty he had offered the Kurds, and a group of prominent Iraqis had the courage to sign a petition saying the amnesty and the accompanying cease-fire should be extended indefinitely.

QUARREL WITH EGYPT

As regards Egypt, General Kassim's latest quarrel with her was over the arrests of diplomatists. Four or five members of the Egyptian Embassy in Baghdad had been arrested at gunpoint, the accusation against them being that they had intrigued against the Kassim Government. One reached Cairo early today, after being released and driven, so he said, in handcuffs to the airport. An official of the Iraqi Embassy in Cairo, who was arrested in retaliation, has also been released.

The revolutionary broadcasts began by saying:

"This is Baghdad, the Voice of the Iraqi Revolution, calling to convey to you the spirit of the July 14 [1958] revolution. The revolution is destroying the agents, deviationists, traitors, and executioners. This is Radio Baghdad, the Baghdad of Arabism, the Baghdad of revolution."

"Look up at the skies. This is your Air Force", the radio said at another point to the Iraqi population. The Air Force, said the announcer, was now pounding at the "nest of treason". Messages of support had been received from the air bases at Habbaniya and Kirkuk.

The "Revolutionary Command" then said it had appointed Colonel Abdul Karim Mustafa as commander of the "National Guard", and named an acting captain and three acting lieutenants to support him. Colonel Khalid Mahdi Hashemi was declared commander of the armoured units in Baghdad.

The announcement of the capture of the Defence Ministry came from Colonel Abdul Karim Mustafa. He was formerly a parachute officer and was retired by General Kassim for political activities.

The Army and police were called on to support the National Guard, and messages of support were read on the radio as having come from some Army commanders outside Baghdad. Among the messages was one described as from the leader in Baghdad of the dissolved Kurdish Democratic Party.



social life. In October, 1959, he was ambushed and wounded at one of Baghdad's busiest corners, and thereafter the vehicle in which he was travelling was mounted on a tank carrier in the Defence Ministry for all to see.

BEIRUT, Feb. 8.—Baghdad radio said tonight that Abdul Salam Muhammad Arif had been appointed President of the Iraq Republic by the National Council, and Brigadier Ahmad Hassan Badr had been appointed Prime Minister. A Cabinet was also named, with Khaled Madjid as Foreign Minister.

The radio said the revolutionary command had appointed Major-General Taher Yahia as chief of the general staff of the armed forces. All resistance had been wiped out.

The new President would hold office "until the end of the period of transition", the radio said.

British subjects in Iraq were all safe and no harm had befallen them, according to a message reported to have been sent from Baghdad to the British Embassy in Cairo.

COLONEL ARIF'S CAREER

Colonel Arif was second only to General Kassim in the 1958 revolution which ousted the monarchy, but was later sentenced to death for an alleged attempt to assassinate the General. Colonel Arif led the 20th Brigade, which captured Baghdad in the 1958 revolution, and later held the posts of deputy Prime Minister and Interior Minister. He fell out with his chief over the issue of whether Iraq should join the United Arab Republic.

General Kassim dismissed him in October, 1958, but later appointed him Ambassador to west Germany. Colonel Arif went to Europe but did not take up his post, then returned home without permission and was arrested. He was condemned to death in February, 1959, after being convicted of an alleged assassination attempt against General Kassim. This was commuted to imprisonment, and General Kassim ordered his release in November, 1961.—*Reuter.*

Jubilant in Cairo, page 7; oil shares hit, page 13.

DISCONTENT WITH DR. NKRUMAH'S RULE REMAINS MUTED

PRESIDENT'S PRESTIGE STILL HIGH

From Our Africa Correspondent

ACCRA

For several months Ghana has been under a state of emergency. The visitor, however, is hardly aware of this. His taxi is searched on the way from the airport, but the search is often perfunctory.

One might suppose from reading news of the various bomb incidents that have taken place that the capital is seething with revolution. In reality, Ghanaians carry on their daily lives cheerfully. There is a general air of prosperity. The visitor—even if he comes, perhaps particularly if he comes, from "imperialist Britain"—is made warmly welcome.

Tensions exist not far below the surface; it would be strange if they did not in a country which is striding so rapidly towards economic development and which at the same time aims to keep in the van of the movement for African unity.

PATTERN OF PRAISE

It is hard to assess how serious these tensions are. For one thing, Ghanaians are reputedly unpredictable people and the judgment of an outsider may therefore suddenly be proved wrong. For another, the working of the Preventive Detention Act, under which people may be detained without trial, inevitably has an inhibiting effect on those who would otherwise be loud in their attacks on the present regime. In the third place, the pattern of praise for President Nkrumah is such that one cannot readily tell how much is heartfelt, how much pro forma.

That Dr. Nkrumah's prestige still stands high seems certain. Below him the various factions continue their political tug-of-war, sometimes for genuine ideological reasons, sometimes for purely selfish ones. The past year showed that in this process men could rise and fall dramatically. The struggle, however, has certainly not weakened the President's position at the top of the pyramid of diverse forces.

Criticism is carried on at various levels. Among large sections of the population there is resentment at relatively high taxation and at austerity measures which are absolutely necessary for the country. Such resentment is not surprising, nor is it necessarily serious, for as development projects get under way the Government will be able to show people what they are paying for. One Ghanaian who saw for the first time the Volta dam under construction at Akosombo remarked: "If people could come and see this, they would not mind paying taxes."

At another level, that of the educated middle class, criticism is more articulate. It arises largely out of the natural conservatism of people brought up in a different tradition, moderately well to do, who have no reason to be in sympathy with a policy of African socialism.

ONE-PARTY STATE

The third, smaller group of critics consists of those who, on principle, dislike the concept of the one-party state and the machinery for repressing opposing views that accompanies it. (In fairness, it should be noted that whether or not this machinery is equitable, President Nkrumah's Government has always acted within the law.)

To note the existence of critics is one thing. To assume that they will carry their criticism into open rebellion is quite another matter, and on the face of it, this is most unlikely.

The chances, for instance, of a military coup on the Togo model seem small indeed.

In the unsettled world of Ghana politics the Army is one of the most important stabilizing factors. It is well trained, well paid, and thoroughly imbued with the professional, non-political standards that are commonplace in Britain. The same goes for the police, with which the Army works in close liaison.

In a recent widely publicized lecture on African socialism, or Nkrumahism, Mr. Kofi Baako, the Minister of Defence, made the point that so long as the leader, like the traditional chief, "represents the popular will his authority is accepted". The corollary is that the leader could be removed, as the chief could be de-stooled, by spontaneous popular action. Whether such action is even remotely likely it is virtually impossible for an outsider to judge.

CALL FOR AFRICAN UNION

FROM OUR CORRESPONDENT

ACCRA, FEB. 8

President Nkrumah has called for the establishment as soon as possible of a continental union government composed of all African states. This was the only effective protection against a "recurrence of acts of subversion" against heads of African states. Only this, he said, would give African heads of state the "strength and power collectively to withstand the relentless onslaught of the enemies" of the African liberation movement.

The call was made in a message from President Nkrumah congratulating President Tubman of Liberia on the discovery of an assassination plot.

President Nkrumah said that the recurrence of assassination plots and other acts of subversion in various parts of Africa was a timely warning that unless the heads of African states found a way to unite, they would face these problems and attacks continually.

Each African head of state stood between the masses and the neo-colonialists and their agents. If the African heads of state identified themselves with the masses, the neo-colonialists would foment trouble. If the heads of state sought to support the neo-colonialists and took instructions from them, the masses would demand a change of government.

INDEPENDENT ROLE

Dr. Nkrumah went on: "Even those of us who, like you, attempt to maintain a resolutely independent position in world affairs cannot escape the subversive manoeuvres of the imperialists and neo-colonialists."

The form of union government which President Nkrumah envisages has undergone modifications in the light of objections from some African states. In his latest pronouncement he advocated a union in which every African state would retain its own parliament, flag, national anthem, and other impedimenta of sovereignty.

SINGAPORE ARRESTS

SINGAPORE, Feb. 8.—Two more left-wing trade unionists were detained today in a follow-up of Saturday's big security round-up. This brings to 115 the number of politicians, trade unionists, students, and journalists detained under the Preservation of Public Security Ordinance. Both the men held today are officials of the General Employees' Union.—Reuter.

for gardening with that professional touch



Gardeners Chronicle

GARDENING ILLUSTRATED NINEPENCE WEEKLY, FROM YOUR NEWSAGENT

Annual Subscription. Inland 52s. 0d. Abroad 49s. 10d. Canada \$8.50, U.S.A. \$8.00 including postage from THE GARDENERS' CHRONICLE LTD., PRINTING HOUSE SQUARE, LONDON, E.C.4

Mystère sur les conversations de Bagdad

LES KURDES ENTRE L'AUTONOMIE ET L'INDÉPENDANCE

Beyrouth, 5 mars. (De notre envoyé spécial.)

LES conversations amorcées à Bagdad le 18 février entre les représentants de l'insurrection kurde et le nouveau gouvernement irakien sont terminées depuis vendredi. Jalal Talabani, envoyé par le général Barzani sur les bords du Tigre pour faire reconnaître l'autonomie du Kurdistan, est reparti pour le nord sans avoir obtenu satisfaction. Bagdad s'est contenté de publier après son départ un vague communiqué saluant la fraternité des peuples arabes et kurdes. Le négociateur a eu beau souligner en partant qu'au cours de ses conversations, ses interlocuteurs avaient reconnu que le peuple kurde constituait une nation et avait des droits nationaux, rien de tout cela n'est apparu publiquement.

Quelle conclusion en tirera le général Barzani ? A s'en tenir uniquement aux déclarations qu'il m'a faites la semaine dernière et à l'état d'esprit qui était le sien alors, on serait tenté de considérer la rupture comme consommée et la reprise des hostilités imminente avec son corollaire : la proclamation d'un Kurdistan indépendant au nord de l'Irak.

On imagine les conséquences d'une telle décision qui transporterait d'un coup ce qui n'était jusqu'à présent qu'une affaire intérieure irakienne sur la scène internationale. La Russie des Soviets ne serait-elle pas tentée de reconnaître le nouvel Etat pour faire pièce à l'anticommunisme virulent de Bagdad et donner ainsi un avertissement au Caire, que Moscou trouve un peu trop appuyé par l'Amérique depuis quelque temps ?

La création d'un foyer national kurde risque également de provoquer des remous parmi les importantes minorités relevant de cette nation, qui se trouvent en Iran et en Turquie, affaiblissant la position de ces deux pays membres

du CENTO, équivalent de l'OTAN pour le Moyen-Orient.

La question kurde est ouverte depuis la fin de la première guerre mondiale où la reconquête de la plus grande partie du Kurdistan par Ataturk servit de prétexte aux puissances pour abandonner l'idée d'un Kurdistan indépendant englobant les Kurdes écartelés depuis entre quatre pays : l'Iran, la Turquie, la Syrie et l'Irak. Aujourd'hui, les Kurdes profitant de l'affaiblissement du pouvoir en Mésopotamie, consensitif aux soubresauts violents que connaît depuis quelques années ce pays travaillé par les ferments du nationalisme arabe, ont réussi à se constituer une base territoriale englobant les huit dixièmes du pays qu'ils revendiquent en Irak. Et ils font irruption sur le théâtre mondial en réclamant leurs droits.

Par une curieuse ironie du sort, c'est précisément à cause de ce nationalisme ombrageux, au nom duquel Bagdad signa en 1958 le pacte du même nom qui liait l'Irak, la Turquie et l'Iran et permettait aux trois pays de coordonner leurs efforts pour contenir les Kurdes sous le prétexte de lutter contre les activités subversives, que les partisans du général Barzani ont pu libérer petit à petit leur patrie montagnaise.

L'histoire, aujourd'hui, marque un temps.

L'Est et l'Ouest se liguèrent-ils pour leur dénier le droit d'exister en tant que nation comme lors de l'écrasement de l'éphémère République de Mehabad constituée par les Kurdes, au nord-ouest de l'Iran en 1946, à l'intersection des zones d'occupation russe et américaine ? Les choses ont changé depuis dix-sept ans et, cette fois, les Kurdes, jouant comme d'autres sur l'opposition des blocs qui divisent le monde, espèrent l'emporter.

Jean-François Chauvel.

(Suite en page 3, col. 1 et 2.)

Victor Hugo

COSTUMES

Grande mesure
Prêt à porter

DRAPERIES ANGLAISES

66 av Victor Hugo

Parking gratuit assuré
(64 av. Victor Hugo)

L'Élégance Parisienne
chez



Renée Bory
TAILLEURS
ENSEMBLES
ROBES

Grande spécialité de JUPES

11, rue Richepanse - PARIS 8^e
(MADELEINE)
OUVERT LE LUNDI

avagor

249, RUE SAINT-HONORÉ

AUORE

Couture
pour jeunes filles
de 15 à 20 ans



COLLECTION
DE PRINTEMPS

195, Faubourg St-Honoré

HEDIARD

TOUTES LES EXCLUSIVITÉS

SES FOIES GRAS GERST
CAFÉS - THÉS
PORTOS JEREZ
PUNCH CRÉOLE

21, PLACE DE LA MADELEINE, ANJ. 77-36

LE CARNET

REPRODUCTION INTERDITE

Jacques MERLE, compagnons de la même cordée.

Une pensée et une prière sont demandées à tous ceux qui les ont connus et aimés et sont demeurés fidèles à leur souvenir.

— Les Petites Sœurs Dominicaines invitent à la messe, qui sera célébrée pour le repos de l'âme de la Révérende Mère

MARIE CESLAS SCHMITT,
le samedi 9 mars, à 10 heures, en la chapelle de leur couvent, 210, rue de Vaugirard, Paris (15^e).

DEUILS

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme ASLAN TARASSOFF,
survenu le 2 mars, en son domicile, 2, place Joffre, Paris (7^e).

De la part de son époux, M. Aslan Tarassoff, et de ses enfants, M. et Mme V. D. Bell, M. et Mme Alexandre Tarassoff, M. et Mme Henri Troyat.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

— Le conseil d'administration et les pensionnaires de la Maison des invalides de la Légion étrangère de Balme-les-Grottes ont la douleur de faire part du décès du

colonel en retraite Dick BORGAT,
commandeur de la Légion d'honneur, Croix de guerre 1914-1918, 1939-1945,
Croix de guerre T.O.E.,
directeur-fondateur de leur Maison.

Les obsèques religieuses auront lieu aujourd'hui 6 mars, à 10 heures, à La Balme-les-Grottes.

— Mme Marcel Fossemale, son épouse,

Bruno Fossemale, son fils,
Mme veuve Henry Fossemale, sa mère,

Mme veuve Léon Creste, sa belle-mère,

M. Gérôme Fossemale, M. et Mme André Fossemale, M. et Mme Paul

Creste, M. et Mme François Blanc, ses frères, beaux-frères et belles-sœurs,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel FOSSEMALE,
avocat à la Cour d'appel de Paris, ancien secrétaire

de la Conférence du Stage, survenu le 3 mars, en son domicile, 16, rue Alphonse-de-Neuille (17^e).

Ses obsèques seront célébrées le jeudi 7 mars, à 10 h. 30, en l'église Saint-François-de-Sales (rue Ampère), où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de Mlle Henriette de RIBEROLLES, survenu à Bulhon, le 5 mars, dans sa 46^e année, munie des sacrements de l'Eglise.

De la part de M. et Mme Hervé de Riberolles et leurs enfants, M. et Mme Xavier Carteron et leurs enfants, Mlle Robert, Mme Champouret.

Les obsèques auront lieu le vendredi 8 mars, à 11 heures, en l'église de Bulhon (Puy-de-Dôme).

— M. et Mme S. Benarroche, leurs enfants et petits-enfants,

M. et Mme E. F. Hassan, leurs enfants et petits-fils,

M. et Mme Ch. Albou, leurs enfants et petite-fille,

M. et Mme E. Hanoun et leurs enfants

et toute la famille ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Chemtoub ALBOU,
née Pressiala Cohen,

leur mère, belle-mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente, survenu le 4 mars.

Les obsèques auront lieu le jeudi 7 mars.

On se réunira au cimetière de Pantin-Parisien à la 128^e division, à 8 h. 30.

44, rue Michel-Ange, Paris (16^e).

Les Kurdes et Bagdad ne semblent pas parler le même langage

Le colonel Talabani, représentant du chef des Kurdes, le mollah Mustapha Barzani, dans les négociations avec le gouvernement irakien pour l'octroi de l'autonomie interne aux Kurdes a quitté Bagdad vendredi soir pour Kirkouk d'où il a rejoint le G.Q.G. du mollah Barzani.

Vendredi soir, un texte assez vague diffusé par Radio-Bagdad laissait entendre que la Révolution irakienne était disposée à donner aux peuples kurde et arabe d'Irak les garanties de leurs droits pour liquider les vestiges du régime de Kassem. Le communiqué ajoutait : « La Révolution garantira les droits de tous les citoyens pour permettre l'organisation d'un gouvernement et d'une administration sur la base juste de l'intérêt général, de la loi, de la sécurité et de l'ordre. »

Nous sommes loin des demandes très précises formulées par le mollah Barzani. Mais ce n'est que la fin de la première phase des négociations et il serait encore faux de parler de leur échec.

LA NOUVELLE - DELHI. —

L'occident doit accorder une aide technique à l'Inde pour la production d'armes automatiques et semi-automatiques.

Cumbak

4-3-63

Les Kurdes et Bagdad ne semblent pas parler le même langage

Le colonel Talabani, représentant du chef des Kurdes, le mollah Mustapha Barzani, dans les négociations avec le gouvernement irakien pour l'octroi de l'autonomie interne aux Kurdes a quitté Bagdad vendredi soir pour Kirkouk d'où il a rejoint le G.Q.G. du mollah Barzani.

Vendredi soir, un texte assez vague diffusé par Radio-Bagdad laissait entendre que la Révolution irakienne était disposée à donner aux peuples kurde et arabe d'Irak les garanties de leurs droits pour liquider les vestiges du régime de Kassem. Le communiqué ajoutait : « La Révolution garantira les droits de tous les citoyens pour permettre l'organisation d'un gouvernement et d'une administration sur la base juste de l'intérêt général, de la loi, de la sécurité et de l'ordre. »

Nous sommes loin des demandes très précises formulées par le mollah Barzani. Mais ce n'est que la fin de la première phase des négociations et il serait encore faux de parler de leur échec.

LA NOUVELLE - DELHI. —

L'occident doit accorder une aide technique à l'Inde pour la production d'armes automatiques et semi-automatiques.

Cumbak
4-3-63

Les Kurdes entre l'autonomie et l'indépendance

➤ Suite de la première page

Trois jours ont passé depuis le départ de Talabani et rien n'a transpiré à Bagdad ou à l'extérieur des conversations qui se tiennent, dans un hameau de boue détrempé par les pluies diluviennes d'un printemps précoce, entre le général de cinquante-neuf ans et le négociateur de vingt-sept ans. Si Barzani a été formé par la guerre de partisans en montagne et misé une partie de son autorité sur les tribus dans la très ancienne lignée de sa famille où on est émir depuis douze siècles, Talabani, lui, représente la jeunesse du parti rompue à la dialectique moderne.

Le parti démocratique du Kurdistan, dont les institutions comme le politburo et le comité central rappellent celles des communistes, a régulièrement porté à la présidence Mollah Mostafa Barzani, qui tient son grade de général de la République de Mehabad, dont il fut le chef d'état-major de l'armée. Mais le vieux combattant des djebels et la jeune intelligentsia kurde ne voient pas toujours les choses de la même façon.

Ce sont les jeunes du parti qui ont déclenché l'insurrection en août 1961, à Soleymaneya, malgré l'avis du général qui ne croyait pas le moment venu. Ils ont eu raison, les résultats acquis aujourd'hui le prouvent. Maintenant Barzani voudrait reprendre la lutte et en finir une fois pour toutes avec les tergiversations de Bagdad. Talabani estime, quant à lui, qu'il vaut mieux attendre et profiter de la faiblesse du régime incapable de s'opposer effectivement à l'organisation de l'autonomie kurde dans les provinces du Nord. Il pense que cette faiblesse est leur meilleur atout et qu'il serait dangereux de bousculer ce gouvernement dont on ne sait par qui il sera remplacé.

C'est ce qu'il m'a dit avant de partir pour Kirkouk. Dans quelques jours, les nouvelles étant toujours fort lentes à cheminer ici, nous saurons laquelle de ces deux thèses l'a emporté et si le Moyen-Orient deviendra l'enjeu d'un conflit ouvert entre les grands sur la reconnaissance d'un Etat kurde.

Jean-François Chauvel.

Les Kurdes entre l'autonomie et l'indépendance

➔ Suite de la première page

Trois jours ont passé depuis le départ de Talabani et rien n'a transpiré à Bagdad ou à l'extérieur des conversations qui se tiennent, dans un hameau de boue détrempé par les pluies diluviennes d'un printemps précoce, entre le général de cinquante-neuf ans et le négociateur de vingt-sept ans. Si Barzani a été formé par la guerre de partisans en montagne et misé une partie de son autorité sur les tribus dans la très ancienne lignée de sa famille où on est émir depuis douze siècles, Talabani, lui, représente la jeunesse du parti rompue à la dialectique moderne.

Le parti démocratique du Kurdistan, dont les institutions comme le politburo et le comité central rappellent celles des communistes, a régulièrement porté à la présidence Mollah Mostafa Barzani, qui tient son grade de général de la République de Mehabad, dont il fut le chef d'état-major de l'armée. Mais le vieux combattant des djebels et la jeune intelligentsia kurde ne voient pas toujours les choses de la même façon.

Ce sont les jeunes du parti qui ont déclenché l'insurrection en août 1961, à Soleymaneya, malgré l'avis du général qui ne croyait pas le moment venu. Ils ont eu raison, les résultats acquis aujourd'hui le prouvent. Maintenant Barzani voudrait reprendre la lutte et en finir une fois pour toutes avec les tergiversations de Bagdad. Talabani estime, quant à lui, qu'il vaut mieux attendre et profiter de la faiblesse du régime incapable de s'opposer effectivement à l'organisation de l'autonomie kurde dans les provinces du Nord. Il pense que cette faiblesse est leur meilleur atout et qu'il serait dangereux de bousculer ce gouvernement dont on ne sait par qui il sera remplacé.

C'est ce qu'il m'a dit avant de partir pour Kirkouk. Dans quelques jours, les nouvelles étant toujours fort lentes à cheminer ici, nous saurons laquelle de ces deux thèses l'a emporté et si le Moyen-Orient deviendra l'enjeu d'un conflit ouvert entre les grands sur la reconnaissance d'un Etat kurde.

Jean-François Chauvel.

DERNIÈRES NOUVELLES**EN IRAK****Les négociations entre le gouvernement et les rebelles kurdes seraient près d'échouer**

De notre correspondant particulier EDOUARD H. SAAB

Beyrouth, 1^{er} mars. — D'après des journalistes qui rentrent de Kirkouck et des régions de Sonaymanich et d'Irbil, en plein cœur du Kurdistan, où ils avaient vécu quelques jours avec les combattants kurdes, il resterait très peu de chances qu'un accord intervienne entre les autorités de Bagdad et le chef des rebelles Barzani.

Celui-ci serait très pessimiste quant à l'issue des négociations en cours. C'est la raison pour laquelle il a refusé de démobiliser alors que le gouvernement issu de la révolution du 8 février a bien retiré certaines unités de l'armée irakienne des lieux que celle-ci avait conquis au prix de durs combats. L'impression rapportée par certains observateurs et des ressortissants arabes domiciliés à Kirkouck est que les rebelles kurdes ont la possibilité aujourd'hui de s'emparer très facilement de certaines villes ainsi que de toute la région où se trouvent les installations pétrolières de la Mossul Petroleum Cy. Alors que, sous le régime de Kassem, tous ces centres étaient occupés par l'armée, celle-ci se trouverait neutralisée même à Irbil, où les soldats ne peuvent quitter leurs casernes s'ils ne sont pas désarmés. Un journaliste aurait ainsi vu des patrouilles kurdes monter la garde devant des bâtiments publics.

Ces informations contrastent avec les propos très optimistes d'un des délégués envoyés par le leader kurde Barzani à Bagdad pour négocier les conditions de la paix. Celui-ci, M. Jala Talbani, aurait été satisfait à la fin de la semaine dernière de l'évolution des pourparlers. C'est lui qui devait annoncer il y a quarante-huit heures la libération de quelque deux cents soldats qui avaient été faits prisonniers par les Kurdes. D'après l'entourage de Barzani cette mesure n'aurait été prise par les rebelles que pour se débarrasser de la présence encombrante de détenus à qui il fallait quand même assurer le logement et la nourriture. M. Talbani aurait même rapporté à des journalistes qu'au moment où il s'est trouvé à Alger, la semaine dernière, à la tête de la délégation populaire irakienne, qui accompagnait la délégation officielle formée par les ministres irakiens de l'intérieur et des affaires étrangères, M. Ben Bella lui aurait déclaré qu'il sympathisait avec son mouvement « en tant qu'il était l'expression authentique d'un peuple qui aspire à l'autodétermination ».

On observe dans l'attitude des Kurdes un net raidissement. Alors qu'ils parlaient d'une autonomie administrative dans le cadre de la République irakienne, alors même que M. Talbani a été jusqu'à nier que les Kurdes aient des revendications territoriales ou nationales, voici qu'il réclamait hier, en plus de l'autonomie politique, un gouvernement central, une politique étrangère, une armée indépendante, les autres questions devant être réglées par des représentants élus des deux peuples, arabe et kurde.

S'il faut en croire les nouvelles

émanant de Bagdad, c'est dans les prochaines vingt-quatre heures que devra se régler définitivement l'avenir des relations irako-kurdes : ou bien le gouvernement central de Bagdad fera savoir dans une déclaration officielle qu'il accepte le principe de l'autonomie du Kurdistan, ou bien « ce sera la guerre », comme l'ont affirmé hier les représentants des rebelles à Bagdad. L'un d'eux a ajouté : « L'armée kurde a vu ses rangs grossir depuis le cessez-le-feu de fait intervenu après le coup d'Etat du 8 février. » Il n'a pas pour autant manqué de manifester à chaque occasion sa bonne volonté : plusieurs unités de l'armée irakienne qui se trouvaient encerclées à Chwarta et à Banjouwina ont été autorisées à se retirer.

PARIS — COMPTANT (suite)

RS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Compt.	168	162	Sarcelles	189 50	189 50	Citram	301	301
Al.	743	743	Téléme. Electr.	530	528	P.-L.-M.	297	290
Ind.	104	104	Westinghouse	143	...	Orléans	225	224
Mar.	276	287				Midi	630	630
Châtillon	217	219	Ac. Blanc Missier	117	120 50	Fyr Ent. Indus.	512	498
Moteur	240	237	Bonneville	91	90 10	Stem	310	308 50
Schm. L.	88	87 50	Davum	111	110	C.G.T.A. - Socag.	165	164
et Lots	124 60	124 50	Forage Métaux	385	380	Maroc B	55	57
Bothe	140	143	Fonder Précision	165	165	Air Liquide (p.)	7980	7900
Sulza	87 50	88 90	Guengnon (F de	242	241	Bianzy Ouest	206	206
...	200	195	Imphy	147	146 50	La Brosse	122	...
...	271	272	Longométab.	115 50	115	Degremont	925	930
...	485	475	Mét. et All. Bl.	66	68 50	Floquet	68 50	69
...	90 10	90 10	Sant-du-Tarn	18 90	18 90	Havas	805	890
...	384 50	394 90	Solesmes	153	147	G Magnant	54 50	55 90
...	86	86	Tismetal	105	104			
...	428	410	Vincery-Bourget	194	191			
...	121	119 50						
...	197	196	Oubangui Or	35 10	35 10	Cigarettes Indo.	104	105 ..
...	22	22				Dong-Trieu	400	385
...	308	308	Métall. Minière	149	145 10	Tabacs au Maroc	78	
...	95 10	95 10	Minerals et Mét.	129	126 10	Brass du Maroc	142	145
...	190 10	190	Mines et Pr. Ch.	35	36	Cherif d'Engrais	48 70	
...	56 10	56	Afric. Mines	156	...	Min. et Métall.	16 50	16 50
...	232	235	Equat. de Mines	16 10	...	Omn. N. Afr.	48 05	...
...	259 90	260	Huelva (Pyrites)	418	410	Penarroya (M.L.)	34 80	33 40
...	46 10	45	Rinta	175	181	Zellidja	30 90	30 90
...	63	63	Laurium	30 50	...	Gafsa	12	12 ..
...	253	256						
...	400	400	Explor. Pétrol.	44	43 30	Ob. B.I.R. 5 % 4	4420	
...	265	270	Hydroc. St-Denis	233	235	C.E.C.A. 6 1/2 %	515	526
...	386	386	Labo Industrie	160	160	Emprunt Daves	1420	
...	360	360	La Mure	138	125 10	- obl. de cons.	308	515
...	455	461	Lang for pétr.	41 50	41	Emprunt Young	206	206 ..
...	55	56 40	Marep	79	...	- consol. A	41	41 ..
...	292	295	Mobil Oil Fr.	139	140 50	B. N. Mexique	38	38 ..
...	138 10	140	S.N.I.F.	101 60	101 60	B. Rég. Intern.	7340	7490
...	347 70	360	Omn. F. Pêtr.	79	79	Gen. Belgique	1435	1421
...	298	297	(oblig.)	114 10	...	Fin Casout	28 80	...
...	375	385	Prepa	25	25 10	Latonis	130 10	...
...	535	540	Serco	119	118	Robeco	293 10	291 80
...	444	447	Sopaluna	175	...	Amsterd. Rubber	111	...
...	84	83	Ferenco	36 40	36 40	Est. As. Plant.	860	830
...	88 30	88	Pétroles A.E.	39 10	39	Nestle	3790	3775
...	27 50	27 90				S.K.F.	415	418
...	90	91 50	Astral-Celisco	230	239 50	Port de Beyrouth	126 50	127 ..
...	700	728	Bord Prod. Ch.	102	102	Cercle de Monaco	63 40	63 40
...	445	439	Cocbery	959	955	Tél. Nord (Hold.)	95	...
...	32 10	32	Coty	57 20	59 30			
...	100	104	Finalens	108 90	107 50	Arbed	2500	2522
...	382	371	Fly-Tox	173	178	Providence	413	410
...	1010	1010	Gévelot	613	621	Steel Cy of Can.	84 90	...
			Grande Paroisse	300 10	295	Blyvoor	21 90	22 ..
			Keller et Leleux	164 50	164 50	Buffelsfont.	32 20	32
			Lab. Labas	426	426	De Beers p. op. 20	204	203 50
				31	252	East Geduld	8	8 ..
				175	175	Geduld (Sicov.)	23 70	...
				477	286	Gen. Mining	85	...
				286	200	Bartebeest	39 50	39 35
				200	277	Johannesb.	50 90	50 30
				277	145 50	Midd. Witw.	8 35	...
				220	220	Pres. Steyn	15 75	...
				211 50	206	Rand Mines	50	50
				206	193	St Helena	58	...
				193	95	Stillfontein	23 20	23 80
				95	271	Transvaal	52	...
				271	88	Un. Corp.	50	51 ..
				88	33	Virginia	1 95	...
				33	50 50	Welkom	19 50	...
				50 50	415	West Rand	14 10	14 ..
				415	88	Bancroft	6 25	6 20
				88	120	Consol. Mining	102 50	103 30
				120	560	Rand Selection	39	39 60
				560	260	Rhod. Ang.-Am.	40	41 ..
				260	109	Tharsis	42	...
				109	63 50	Am. Petrofina	30	...
				63 50	62	Can. Petrofina	49 30	...
				62	740	Schappe (Filat.)	273	269
				740	330	Est Asiatique	840	840
				330	146	Can. Pacific	116 50	116 70
				146	88	Wagons-Lits	96	94 50
				88	68 70	British A. Tob.	46 55	47 50
				68 70	25	Safac	20 70	20 50
				25	15 50	Suéd. Allumettes	169 30	...
				15 50	88			
				88	80	Atlantio	100	100 ..
				80	153	Dofan	206	206
				153	52 10	Images Son	1187	1175
				52 10	78	Océanic-Radio	422	420
				78	366	Parfums Caron	670	650
				366		Vernier	530	530

HORS COTE

(seulement)

VALEURS	Précéd. clôture	Prém. cours	Dernier cours	Compt. Dern. cours
Presses Cité	1180	1181	1182	1180
Pricel	979	960	970	976
Prod. azotés	406 90	401	401	396
Progl	441	449	455	454
Raf. St-Louis	205	200 10	196	200
Reichhold B.	69	70	70 50	68 60
Ress. Nord.	152	154	154	154
Roquefort	300	302	300 20	305

Rencontré après trois jours de voyage
à pied et à dos de mulet

BARZANI, LE CHEF de l'insurrection kurde, m'a dit :

**« SI LES NÉGOCIATIONS AVEC L'IRAK
ÉCHOUE, CE SERA LA GUERRE »**

Bagdad, 1^{er} mars. (De notre
envoyé spécial.)

C E n'est pas facile de voir le général Barzani, chef de l'insurrection kurde. Son P. C. est secret. De plus, il se déplace constamment. Il m'a fallu trois jours de route à pied et à dos de mulet pour le retrouver un soir dans ce petit hameau de boue noyé sous la pluie, à trois kilomètres au nord de Qala-Dizeh où il passait la nuit, au pied du mont Kandit, adossé à la frontière persane.

Le « Mollal Mostafa », comme l'appellent ses partisans, n'est pas content. Il trouve que les conversations avec le nouveau gouvernement traînent en longueur et que ses ministres ont mieux à faire en ce moment que d'aller se promener au Caire et à Alger.

— Je n'ai pas donné mon accord au départ de Jalal Talabani — un des négociateurs envoyés par les Kurdes à Bagdad — pour Le Caire. Je ne l'ai appris que par la radio. Il n'avait rien à y faire.

— Mais ne pensez-vous pas que la médiation de Nasser auprès de ce régime qui se réclame du pan-arabisme puisse vous être utile ? lui ai-je demandé.

— Non, il n'a rien à voir là-dedans. Nous réclamons la reconnaissance de notre autonomie dans le cadre de la République irakienne. C'est à Bagdad que les choses doivent se décider.

Le général, qui est coiffé du double turban rouge et blanc de son clan — les Barzani — ponctue ces mots avec force en roulant des yeux terribles.

« J'ai été contacté avant le coup d'Etat du 8 février par les nationalistes arabes », dit-il. (J'apprendrai, de retour à Bagdad, que c'est le général Yahya, actuel chef d'état-major général de l'armée irakienne, qui fut chargé de cette opération.) « Ils m'ont demandé si je leur donnerais mon appui dans l'éventualité d'un coup de force contre Kassem. J'ai répondu que s'ils s'engageaient à reconnaître notre droit à l'autonomie, nous les soutiendrions.

— C'est le Baas qui vous a demandé cela ?

— Oui. Il n'y a pas eu d'accord

écrit mais un engagement moral, affirme mon interlocuteur.

Il tient à la main un long fume-cigarette en roseau avec lequel il tranche l'air pour marquer ses propos. Et il termine ses phrases par un « ah ! » catégorique.

« Si nous n'obtenons pas la reconnaissance de nos droits dans un délai limité, nous reprendrons la guerre et serons peut-être amenés alors à déclarer notre indépendance. »

Le mot est lâché. Celui-là, je l'ai compris. Et le membre du parti démocratique du Kurdistan qui nous a amenés ici et nous sert d'interprète n'a pas besoin de me le traduire. Le chef kurde l'utilise à plusieurs reprises. C'est *Istiqlal*, le même mot qu'en arabe.

« J'ai donné ordre à l'armée de reprendre ses positions de combat aujourd'hui (c'était mardi dernier) et fixé la date ultime des conversations engagées à Bagdad au 1^{er} mars.

— Et si vous n'avez pas de nouvelles d'ici là ?

— Ce sera la guerre.

— Le régime qui m'a l'air peu solide risque d'être emporté ?

— Exact, opine le général, qui sourit largement.

Je lui demande s'il est vrai que des unités irakiennes aient été retirées du Kurdistan depuis le coup d'Etat et la trêve qu'il a décrétée.

— Oui, me répond-il. Mais ne croyez pas que ce soit en signe de bonne volonté. C'est parce qu'ils ont besoin de ces troupes pour appuyer leur autorité dans le Sud.

Dans le territoire actuellement contrôlé par les Kurdes, une dizaine de milliers d'hommes sont disséminés par garnisons allant d'un bataillon avec appui d'artillerie à une compagnie. Ils sont tous encerclés. J'ai vu dans les villes de Koi Sanjak et Qala Tizeh les soldats et les policiers du gouvernement circuler, désarmés et désarmés au milieu des commandos de la *Pesh-Merga*, comme les Kurdes ont appelé leur armée.

Jean-François Chauvel.

(Suite page 9, colonnes 1 et 2.)

de la même peine à Louis Saccardi, deux vengeurs qui avaient torturé à mort un compagnon de travail.

complette d'exercice illégal de la pharmacie.

L'Ordre national des pharmaciens, qui s'était porté partie civile, et réclamait à ce titre dix mille francs de dommages-intérêts, obtint le franc symbolique.

EN BELGIQUE

LE CRIMINEL RENÉ HEBRANT CONDAMNÉ A MORT

Bruxelles, 1er mars. (Correspondance « Figaro ».) — René Hébrant, 57 ans, de Marenne, près de Marche-en-Ardenne, condamné à mort une première fois en 1947 pour un double assassinat à Liège, a été condamné de nouveau à mort, aujourd'hui, par la cour d'assises d'Arlon où il avait à répondre de trois nouveaux assassinats commis dans le mois suivant sa libération sous condition en 1961, de deux tentatives d'assassinat et de cinq vols.

"à Carnavalet"
9, Bd RASPAIL - LIT. 67-08 - Métro BAC
FERMÉ LE LUNDI MATIN

**ANTIQUITÉS
ORFÈVRES
LISTES de MARIAGE**
PARKING GRATUIT - 11, Bd RASPAIL

THE ENGLISH HOME



REGENCY

45 ET 63 RUE DU BAC

BAB. 41-40 parking gratuit
LIT. 33-10 11, Bd Raspail

PORCELAINE
CRISTAL
ORFÈVRES
CADEAUX

ROUARD

34, AV. DE L'OPÉRA PARIS

LE CARNET

REPRODUCTION INTERDITE

— Une messe de bout de l'an sera dite dimanche 3 mars, pour le repos de l'âme du colonel Auguste LE RÉVÉREND. Une pieuse et amicale pensée est demandée en union avec cette messe.

— Mme Pierre Esnault-Pelterie demande à tous les amis de son mari, le commandant Pierre ESNAULT-PELTERIE, un souvenir et une pensée pieuse pour le dixième anniversaire de sa mort. Une messe sera célébrée à son intention, le 5 mars, en l'église de Pennedepie (Calvados).

— Pour le premier anniversaire de la mort de
M. Marcel MÔME
ingénieur des Arts et Métiers, officier de la Légion d'honneur, une messe sera célébrée en l'église Notre-Dame de l'Assomption (88, rue de l'Assomption, à Paris) le lundi 4 mars, à 10 heures.

— Une messe anniversaire sera dite pour Jacqueline JARDIN, le mercredi 6 mars, à 9 h. 30, en l'église Notre-Dame d'Auteuil (autel de la Vierge). Une pensée est demandée à ses amis.

DEUILS

M. Léon Clergeau, ses enfants et petits-enfants ont la douleur de faire part du décès de Mme Léon CLERGEAU, née Madeleine Le Roy, leur épouse, mère et grand-mère, décédée dans sa 59^e année, en son domicile, Malville, avenue de Malville, à Nantes.

Les obsèques seront célébrées aujourd'hui samedi 2 mars, à 16 heures, en l'église Sainte-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus, à Nantes.

— M. et Mme Sylvander et leurs enfants,

M. Pierre Meynier,
M. et Mme Marc Meynier et leurs enfants

Et toute leur famille ont la douleur de faire part du décès de leur mère, belle-mère et grand-mère,

Mme la générale MEYNIER,
chevalier de la Légion d'honneur, médaille d'or de la Croix-Rouge, survenu au domicile de son fils, le 23 février.

La cérémonie religieuse sera célé-

brée aujourd'hui 2 mars, en l'église de Bordères-sur-Echez (Hautes-Pyrénées) et l'inhumation dans le caveau de famille.

— Mme Ludovic Magnol,
M. et Mme Pierre Magnol, M. et Mme Georges Magnol, Mlle Germaine Magnol, Mlle Catherine Magnol, M. et Mme Paul Duchesne, M. Robert Duchesne, M. et Mme Georges Duchesne et leurs enfants, M. et Mme Henri Avinen de Bonald et leurs enfants, M. et Mme Frédéric Duchesne, M. et Mme François de Rozaven et leurs enfants, Mme Victor Roche et ses enfants, Mme Edouard Duchesne, les familles Ay, Frisson, Marin-Darbel, Philardeau, Corap, Laurent, Legrand, Rey, Boubée ont l'honneur de faire part de la perte douloureuse qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

M. Ludovic MAGNOL,
receveur honoraire de l'Enregistrement, pieusement décédé à Montpellier, le 27 février. Les obsèques ont lieu aujourd'hui samedi 2 mars, à 10 h. 30, en l'église Sainte-Anne, à Montpellier.

Cet avis tient lieu de faire-part.
Montpellier, 10, rue Saint-Firmin.
Soual-l'Estap (Tarn).
Paris, 86, rue de Rennes (6^e).

— On nous prie d'annoncer la mort du docteur Camille de ROCCA-SERRA, chevalier de la Légion d'honneur, ancien président du Conseil général de la Corse,

ancien député de Sartène, décédé à Porto-Vecchio, le 28 février, dans sa 83^e année, muni des sacrements de l'Eglise.

Il était le père du docteur Jean-Paul de Rocca-Serra, député de la Corse, et de Mme Antoine Gazano. Les obsèques seront célébrées à Porto-Vecchio, aujourd'hui 2 mars.

— On nous prie d'annoncer le décès de Mme Joseph ASSCHER, 28, avenue Hoche. Ses obsèques auront lieu le lundi 4 mars. On se réunira, à 10 h. 15, à l'église Saint-Philippe du Roule. L'inhumation se fera, à 11 h. 30, au cimetière du Père-Lachaise (96^e division). De la part des familles Adam, Assensé, Collon, Bahnmuller, Asscher, Duizend et Guttilla.

BARZANI

le chef de l'insurrection kurde

M'A DIT :

« SI LES NÉGOCIATIONS AVEC L'IRAK ÉCHOUE, CE SERA LA GUERRE »

Suite de la première page

Ceux-là portaient des fusils et des mitraillettes et patrouillaient les rues de ces agglomérations passées sous administration kurde. Ainsi les représentants du gouvernement central sont tolérés parce qu'ils sont neutralisés. C'est un spectacle assez curieux.

— Combien avez-vous de prisonniers ? ai-je encore demandé.

— Nous les avons presque tous relâchés. Si nous les avions gardés, nous en aurions 10.000. Il doit nous en rester 500 environ.

Jean-Claude Sauer, l'envoyé spécial de *Paris-Match*, mitraille littéralement le général avec son flash. Celui-ci le suit d'un œil amusé. Brusquement il lui demande son appareil. Puis, posé-

ment, il le photographie à son tour : une fois, deux fois, dix fois. « Il a pris cent photos de moi, je veux faire la même chose », dit-il en riant. Le général a de l'humour. Il porte le costume national kurde : large pantalon bouffant comme celui d'Ali Baba, retenu par un foulard de couleur en partie caché par ses cartouchières. Trapu, il donne une grande impression de force et ses yeux, qu'il remue avec vivacité, lancent fréquemment des éclairs. Ce soir, il est en colère. Je lui parle de Michel Aflak, le leader du Baas et du parti socialiste de la Résurrection arabe, mouvement qui réclame la responsabilité de la révolution du 8 février.

Nous ne mendions rien...

« C'est comme s'il y avait deux chasseurs, riposte le mollah Mostafa. L'un d'eux a blessé la bête mais c'est l'autre qui l'achève. » Celui qui a blessé Kassem, la bête, c'est évidemment la Résurrection arabe dans son esprit, le Baas l'ayant ensuite achevée. Comme je lui parle de l'unité arabe et lui demande s'il pense qu'en cas d'union la question kurde serait plus facile à résoudre, il déclare que ce que font les Arabes ne le concerne pas.

« Nous ne mendions rien, affirme-t-il, mais nous voulons simplement nos droits que nous ferons respecter quelles que soient les circonstances.

— Et les communistes ? Si vous reprenez le combat, vous vous trouverez dans le même camp qu'eux puisqu'ils appellent à la rébellion contre le nouveau régime. Accepterez-vous une alliance tactique avec eux ?

Il écarte la question d'un geste de son fume-cigarette :

« Les communistes ne nous ont pas soutenus pendant dix-huit mois. Pourquoi compterions-nous sur eux, maintenant ?

Lui aussi affirme, comme les nationalistes arabes de Bagdad, que le parti appuyait secrètement

Kassem. Décidément, les communistes n'ont pas de chance en Irak.

J'ai quitté le général Barzani alors qu'il repartait à cheval, monté sur un étalon arabe gris pommelé vers un autre village, escorté par quelques gardes à pied et à cheval.

Il avait passé un imperméable et portait à la main une grande canne de berger à bout recourbé. Il avait grande allure, ce cavalier en turban galopant vers les montagnes.

Un peu plus loin, j'ai rencontré une unité de l'armée kurde qui regagnait ses positions dans la montagne, au nord de Kirkouk. Derrière la question kurde, il y a l'affaire du pétrole parce que la plus grande partie des gisements actuellement exploités par l'Irak Petroleum Company (I.P.C.) se trouvent en territoire kurde. Et ce n'est pas seulement l'avenir de l'Irak qui se décide dans les heures qui viennent. Nous saurons bientôt si le régime né du coup de force du 8 février a des chances de durer ou non, suivant que sera annoncé ou pas un accord entre le gouvernement et le représentant des Kurdes.

Jean-François Chauvel.

époq. 17^e, 21 ha.,
pmm. caract. 18^e,
Château Renaiss.
vage, fruits,
ergol (Dordogne).

S-ROSES. Ds suite
arros. Le Moulin
propr. 14 p. p.,
1.238 m², avec
A saisis s/48 h.
rd succession,
ODE. 90-61.

SEINE, par Porte
alle, 500 m. Seine
ET SENART
RIETE RURALE
erres, tulipes pays,
Séjour + cuis.,
erger autour, avec
ir, samedi et dim.,
DU XX^e SIECLE.

RET COMPIEGNE
TION EXCEPTION.
et COMPIEGNE
noir XVII^e siècle
tc., gd séj. et salon
c. + 5 chbres, ch.
nd. parc autour de
ts murs. Av. 90.000.
manche, Auberge
TE, à VERBERIE.

JEST S/hauteur
Mantes,
avec vue magnif.
E FERMETTE
at, pierres et tulles
ppar., 3 p. habitab.
dép. à amén. cour
ten. Av. 22.500 F.
M. Tabac, BREUIL
ROBERT,
irection Arnouville.

LEE DE L'EURE,
Maintenon, 30 m.
s, av. embarcadère
PTE NORMANDE
cave, tout à neuf,
séj. av. terrass., sa-
bs, cft, garage +
décoré autour, avec
méd. dimanche,
PONT-DE-L'EURE.

km. Rég. Montargis,
che. Vue dégagée.
IETTE à AMENAG.
El. Dép. Terr. 1 ha.
e eau. Px tot. 38.000.
m., lundi, Collé, 4 r.
Montargis. Tél. 314.

M. rég. Malsherbes
lage. Vue dégagée.
TE FERMETTE
El. Dépend id., vers.
Exc. état. Prix tot.
Sam., dim., lundi,
ue de l'Arbre-Sec,
LEAU. Tél. 931-32-21.

ICE Bourg classé,
à 55 km. O.
Vétheuil. Belle vue.
MAISON RURALE
abs. impecc., pierres,
sulte, 4 p. + sal. bs,
ép. 1.000 m² autoc.
n., dim., au TABAC.

NORMAND
ORS ET BEAUVAIS
rd. rivière, habit. de
1^{er} grenier amén., dép.
autour. Avec 13.000.
CAFE DE LA GARE,
IERS (Rte Nat. 101).

nt-M. Vallée Seine, ds
rg rég. Fontainebleau
OPEE CAMPAGNE
salon, cuis., 4 chb., bs,
clos murs. Prix tot.
Ts les jrs. Collé, 11,
Melun. Tél. 937-20-78.

UD-E. PARIS
E, 25 pces, parc boisé
aum. bâtim. Conv. à
an de repos, climatic,
classées. RIC. 21-00.

T 68 km. Paris, lisière
forêt Fontainebleau
s. camp. const. pier., ent.
Cave. Gar. Jd. clos murs
57.000. créd. 50 % Sodès,
on, Melun. T. 937-02-78.

AINEBLEAU
illa 5 p., cuis., salle
Urgent, avec 65.000 cpt.
ourg, 6 p., cuis., sal. de
T. Traite avec 35.000 cpt.
m. 14-18 h. S'adresser:
aie, FONTAINEBLEAU.

ERMETTE
irée, Normande. Car
Téléph. : BRE. 23-02.

te-Carlo. Villa 9 p. cft. Vue

vide, bon qu., max. 650 F. ETO. 21-07

PROFESSEUR ch. mblé 2 p., cuis.,
bs, tél., prod. facultés ou proche
bani, Sud. LEC. 11-53, après 14 h.

Ch. 3-4 p. vide dans imm. ancien.
Accept. reprise justif. ELY. 12-51.

Cherche studio ou 2 p. meubl., tt
conf., bani. Est ou Nord. STA. 08-21.

Jne ingénieur ch. chbre indép.
ou studio vide ou meublé. MED. 26-12.

American Co ch. studios, appts cft
clientèle sélectionnée. TRI. 37-40.

INGENIEUR A.M.
commercial
à Paris pr 1 an ch. chambre conf.,
250-300 F mensuel. — GUT. 10-33.

COMPAGNIE CANADIENNE
cherche studios et appts vides et
meublés quart. résident. GAL. 19-77

Etude allem. ch. chbre chez partic.
av. 1/2 pens., pr séj. avril 63,
ds cent. ou sud-est Paris. TUR. 64-00

Cie AERIENNE rech. studios, appts,
villas, vides et meublés. TRI. 09-28.

URGENT
P MASSONI
rech. dans quart. résident. appts
de 2 à 6 pièces vides ou meublés.
PAS. 41-35 — KLE. 69-55.

Banlieue Sud - Sud-Ouest
jusqu'à 30 km. part. à part. ch.
locat. appt ou pav. 4 p. min. pour
2 ans maximum. Ecr. CHAGNAUD,
B. P. 12, à Arpajon (S.-et-O.).

Monsieur anglais cherche chambre
meubl. tt cft chez partic., préf. 7^e,
8^e, 16^e arrt. Ecrire N° 22.838,
Publias, 104, r. Réaumur, Paris-2^e.

Mr ch. STUDIO ou gde chbre ind.
vide préf. Eau, élect. MOL. 88-33.

J.F. ch. 1 pce ou 2+ cuis., 12^e arrt.
Lemercier, 112, av. Gal-Leclerc-14^e.

FAMILLE AMERICAINE cherche 3
ou 4 p., vide ou mblé. TRI. 94-72.

JNE fille, sér. réf., ch. chambre
J. bonne. Mlle LABILLE, RIC. 48-30.

Cherch. appt 3 p., cuis., s. de bs,
Paris ou banlieue immédiate. Ecr.
N° 32.017, CONTESSÉ Publicité,
20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

TRES URG. Sté allemande ch. pr
personn. plus. appts. — FIG. 38-62.

Pr person. Air France ch. stud.,
2-3 p., vid., meubl., la. 800. KLE. 27-91

PR INGEN. STAGIAIRES célibat.
et mariés ch. stud., appts, villas
vides, meubl. URG. POI. 55-36.

STAGIAIRE ch. studio ou petit
appart., même banlieue, PAS. 05-11.

LOCATIONS OFFRES
16+1,38=17,38 (c.)

MONCEAU, pet. chbre indép., cft,
pr Mr, réf., 6 bis, r. H.-Rochefort, 17^e.

BLANCHE, immeuble neuf, studio
non meublé, 600. — Tél. TRO. 79-90

Champigny-s/Marne, appt 4 pièces,
cuis., s. de bs, imm. neuf, bord de
Marne, 300 F mens. Tél. POM. 15-73

Asnières, bien mblé, 2 p., cuis., bs,
tél., tt cft. ODE. 65-49, 14 à 17 h.

Libre, chbre mblée pour étudiant.
Tél. DAU. 98-23, de 20 à 21 heures.

70 km. Paris, loué à l'ann. pet. mais.
camp. 150 ms. E.G. El. T. 641 Vernon.

16^e, STUDIO MEUBLE, 450 F
APPTS 2-3 pces, conf. TAL. 59-09.

NEULLY, entrée, gd studio, cuis.,
salle de bains, moquette, tél., 800.
PAS. 55-99

P MASSONI PAS. 41-35

VILLA A SAINT-GERMAIN
à neuf, vide, gd liv., 2 ch., cuis., bain,
jard., 400 m. Mens. 850. WAG. 74-16.

Meublés tous prix. AZEMAR
84, r. N.-D.-de-Nazareth, TUR. 18-03

CAMBRES chez partic.,
STANDING,
à louer par gérant. — GUT. 36-72.

BOULOGNE, liv. +3 chbres, imm.
neuf, moquette, téléphone, 1.100.
PAS. 55-99

P MASSONI PAS. 41-35

V-HUGO, 3 p. vide, 110 m², gd cft,
16^e, studio, tout confort. PAS. 22-32.

SURESNES, pavill. mblé 2 p.
tout confort, idin, 600. ANJ. 51-79.

Locat. directe appt 2 p., cuis.,
s. de bns, tt cft, 800 tt comp. Tél.
ind. 6, r. Dulong, M^e Villiers-Rome.

St-Cloud, neuf, pav. mblé. Liv. 4
ch.-c., dche. 600 tt comp. POI. 37-67.

PARC MONSIEURIS. Liv. double +
ch., cuis., bns, tél., moq. 750. POI. 39-78.

Appt 3 p. et appt 4 p. en locat.
ds imm. neuf pouvant faire 7 p.,
sit centre SCEAUX et près M^e,
dans parc tranquille, contre 5-6 p.
en locat. Paris préf. 17^e arrt ou
villa 5-6 p. bani. Est. Faire off. déta.
à Lefebvre, 22 bis, r. Paradis.

7^e 3 p., tt cft, c/2 grand, 5^e, 6^e,
7^e ou limitr. LIT. 34-92, mat.

Prop. à prop. éch. propriété 15 km.
autor. Sud, parc 1 ha., villa ultra-
mod., gd stand., récept. 60 m²,
c/appt étage élevé, imm. neuf,
140 m. env. quart. résident. Ecr.
HAVAS 77.818, rue Vivienne, 17.

NEULLY, Bd KOENIG, 4 P. P.,
tt cft, c/stud. ou 2 p. ANJ. 18-58.

BREST, r. Siam, appt 120 m², cft,
loy. mod., c/sim. ou + petit Paris,
Neully. Ecr. HAVAS CANNES 297.

GRENOBLE, stud. stand., 45 m²,
locat. 300 F. imm. neuf, cuis., bs,
w.-c., tél., contre ident. PARIS.
Ecr. N° 1.134 Elys-Pté, 21, Ch.-Elys.

Ech. 3 p. MONT-PARNASSE, gd cft,
coprop., c/5 p., cft. préf. 5^e, 6^e, 7^e
arrt et limitr. Tél. : SEG. 87-13.

Ech. coquet 2 p., cuis., s. de b.,
w.-c., entr., tt cft, 2^e et s/rue, asc.,
imm. 2 B, pr. Ch.-de-Mars, c/3-4 p.,
tt cft, même stand. — SUF. 30-75.

Rech. 5-6 p., acc. rep. iust., qu. rés.,
c/4-5 p., cft, moq., c., bs, ch. cent.
gaz, loy. mod., qu. Marais. LAB. 36-97

LILLE, appt résid. 4 p., tt conf.,
moq., tél., gar., c/4-5 p. proche
banlieue Paris. Hutin, TAI. 72-80.

J'OFFRE 2 APPTS C/1, 14^e, 4^e ét.
ss asc., 3 p., cuis., + 10^e, 5^e ét.
ss asc., 3 p., cuis., c/ed 2 p., tt cft,
préf. 5^e, 6^e, 7^e arrt. — COM. 76-21.

Ech. gd stud., cuis., s. de bs, tél.,
état neuf, Gobelins, contre 4 p., cft,
quart. Gobelins à Montparnasse.
Tél. : POR. 94-56.

16^e, stud. cftable c/4-6 p. qu. résid.
Acc. rep. iust. TRO. 77-99, ap. 19 h.

AUTOMOBILES
Autos, Motos, Bateaux
14+1,21=15,21 (n.c.)

Ventes

ALFA-ROMEO SPRINT 1957, tres
b. état. Tél. : MOL. 06-02, ap.-midi.

MGA MK 2 bleue, roues ray.
20, r. Ingén.-Keller, 15^e.

2 CV 60, part. à part., bon état,
pou roulé. Prix Argus. WAG. 17-88.

Part. FIAT C. I. 1.500, 42. ét.,
à part. Tél. neuf. VAL. 69-63.

FLORIDE déc. 1961, havane, radio,
hard-top, impecc., mot. neuf 0 km.
7.000 F. Walter, Ely. 83-81, 10-19 h.

Vds FIAT 1.500, 1962, 10.000 km.
Argus. — Tél. : TRI. 31-89.

Part. vd ONDINE gris métal., 1^{re}
main. Impecc. Argus. LIT. 11-10

Part à part. PORSCHE 1958, bon
état. — Sam., dim. : VIL 79-24.

Part. à part. vend CABR. 403 1960,
état impecc., T.S.F., carbur. Weber
double corps, Tél. : GRA. 76-72.

SACMA-FIAT
100, av. de Stalingrad, VILLEJUIF
RAM. 03-00 et 01
FORD Anglia 1962.
Cpé B M. W. 700, 1962.
FIAT 1.500, 1962.
FIAT 500, 1961 et 1962.
FIAT 600, 1962.
FIAT 2.300, 1962.
ETOILE-6 1961 et 1962.
SIMCA 1.000, 1962.

Part. vd coupé PORSCHE Sud. 90,
61, c. neuf, 22.000 km. NOR. 11-57.

RENAULT 4 CV et R 4 et R 4 L.
DAUPHINES et ONDINES ts mod.
FLORIDES coupés et cabriolets.
Vendues avec garantie RENAULT
DUPELIX, 6, r. Dupelx. SUF. 37-70.

FIAT
Exposition derniers modèles.
S.N.A.C., 94, rue Lauriston.
KLE. 33-99 — PAS. 87-01.

404 et 403 tous mod. sous garant.
CRED. REPR. 3, av. Franco-Russe.

MORRIS 850, 1961.
20, rue Ingénieur-Keller (15^e).

403 cabriolet 1961, jaune, transf.
Constantin radio. Peugeot, 13, av.
St-Cloud, Versailles. Tél. 950-35-44.

Sté vend MERCEDES 220 SEB,
aout 61, moteur inject., 20.000 km.
Radio — D. T. S., ETO. 11-50.

Part. vend cabriolet 404 bleu ciel,
état neuf.

A PROPOS DU COUP D'ETAT IRAKIEN

Les vicissitudes des Kurdes

Un peuple écartelé entre cinq pays

Depuis le coup d'Etat du 8 février dernier il est beaucoup question des Kurdes. Un bref rappel historique n'est pas inutile pour retracer les vicissitudes de ce peuple de huit à dix millions d'habitants, écartelé entre cinq pays différents (Irak, Iran, U. R. S. S., Turquie, Syrie) qui vit encore à l'écart de la civilisation moderne, mais se trouve mêlé aux grands courants politico-économiques du XX^e siècle puisqu'il se trouve à proximité et de l'Union soviétique et des champs pétrolifères du Moyen-Orient.

Les Kurdes ont commencé à faire parler d'eux sur la scène internationale au lendemain de la Première Guerre mondiale. Installés de temps immémorial dans les régions montagneuses du sud du Caucase ils avaient toujours été connus pour leur esprit d'indépendance. Théoriquement ils étaient, à l'époque, sujets de la Turquie ou sujets de la Perse, mais ni le Sultan ni le Chah n'avaient jamais réussi à obtenir vraiment leur soumission : les tribus kurdes s'étaient toujours administrées elles-mêmes. Elles se contentaient de payer un tribut annuel au pouvoir central : à l'empire ottoman pour les tribus de l'ouest, à l'empire persan pour les tribus de l'est.

L'effondrement de la Turquie au cours de la Première Guerre mondiale offrait aux Kurdes une occasion inespérée de devenir vraiment indépendants. Et, à l'époque, ils étaient bel et bien sur le point d'obtenir la création d'un royaume kurde. Les jalons avaient été posés par le traité de Sévres (1920), mais les aménagements ultérieurs de ce traité modifièrent ce projet initial et en 1923 les Kurdes se retrouvèrent dans une situation aussi précaire que par le passé.

Plus précaire même : les Kurdes de l'est restaient sujets du chah de Perse, mais ceux de l'ouest étaient maintenant écartelés au hasard des nouvelles frontières qui avaient été tracées sans tenir compte de l'éphémère projet de royaume kurde. Les uns restaient des sujets turcs, d'autres devenaient sujets syriens, d'autres, sujets soviétiques, les plus nombreux, enfin, devenaient des sujets de l'Irak, le nouveau royaume qui avait été constitué au bénéfice de l'émir Fayçal, à l'époque grand favori des Anglais.

Les Kurdes et l'U. R. S. S.

L'Union soviétique n'avait hérité en 1923, que d'un tout petit morceau du territoire occupé par les Kurdes. Elle se flatte d'avoir fort bien traité ces quelques dizaines de milliers de nouveaux citoyens soviétiques qui lui étaient ainsi échus en partage. C'est un fait que, par la suite, nombreux furent les Kurdes de Turquie, d'Irak et même d'Iran qui se réfugièrent en U. R. S. S. lors des expéditions lancées contre eux dans les années d'entre les deux guerres pour mater leur esprit de révolte.

La rigueur de la répression exercée contre eux en permanence n'avait, en effet, rien ôté à la vitalité des Kurdes et au moment où s'achevait la Deuxième Guerre mondiale ils révalent toujours d'indépendance. L'O. N. U. naissante fut alors saisie de leurs revendications et on conçoit que, à l'époque le Kremlin n'aurait pas été mécontent de voir se constituer, aux frontières soviétiques un nouvel Etat indépendant aux ressources économiques inépuisables — les pétroles de Mossoul — et qui eût pu être tenté de s'ériger en démocratie populaire grâce à l'influence des cadres kurdes formés en U. R. S. S.

Un foyer d'agitation

permanent

En fait, les Kurdes n'étaient sans doute pas disposés à s'inféoder à l'U. R. S. S. plus qu'à aucune autre puissance. Mais l'après-guerre a ouvert au Moyen-Orient une période d'instabilité qui allait leur fournir plusieurs occasions de faire parler d'eux.

Ce fut d'abord en Iran quand,

immédiatement après la guerre, les tribus de l'Azerbaïdjan, province voisine de l'U. R. S. S., se soulevèrent contre l'autorité du Chah : les Kurdes iraniens se joignirent au mouvement. De nouveau, en 1951, lors de la grosse crise iranienne qui aboutit à la nationalisation des pétroles iraniens, à l'éviction des Anglais qui avaient jusque là la haute main sur « l'or noir » iranien, et finalement à l'éviction de Mossadegh, ils s'étaient encore une fois manifestés. Puis le silence était retombé et pendant une quinzaine d'années, il n'avait plus guère été question du « problème kurde ».

Il revient à l'ordre du jour, en 1958 après le coup d'Etat irakien qui mit fin à la monarchie irakienne et porta Kassem au pouvoir.

On vit alors Kassem jouer à fond la carte kurde et promettre monts et merveilles à leurs chefs. A telle enseigne que le plus notoire d'entre eux, le Mullah Mustapha Barzani, qui s'était réfugié en U. R. S. S. douze ans plus tôt, accepta la main qui lui était tendue.

A l'étranger, on s'inquiéta de ce rapprochement entre Kassem et un « agent de Moscou ». Mais la lune de miel ne dura pas longtemps et, en 1962, le même Mullah Barzani était dénoncé par Kassem à l'opinion arabe comme un agent de l'impérialisme anglo-américain ! Il avait entre-temps pris la tête d'un maquis antikassémiste dans le nord de l'Irak. La répression de la rébellion kurde allait être menée avec une extrême sévérité.

Dans l'histoire mouvementée des Kurdes le nouveau coup d'Etat irakien n'est donc qu'une péripétie survenant après beaucoup d'autres. Il va peut-être leur fournir l'occasion d'obtenir leur indépendance, du moins l'autonomie à laquelle ils aspirent depuis si longtemps. Les événements des dernières semaines et des derniers mois ont en tout cas montré qu'il est impossible d'espérer une stabilisation quelconque dans cette partie du Moyen-Orient sans tenir compte de « l'inconnue kurde ».

(© Soir et A. F. P.)

ivre

Marcel BRION

La Folie Céladon

Marcel Brion, cet érudit, cet artiste qui fixe des rendez-vous spirituels avec Léonard de Vinci, Michel-Ange ou Rembrandt, qui parle de Goethe ou de Laurent le Magnifique, créant autour de lui cette haute compagnie de l'esprit et de la sensibilité, trouve-t-il dans le roman un chemin d'évasion ? Ne s'agit-il pas bien plus, pour lui, du plaisir de créer ? Et puis aussi de connaître encore, et ce qu'il est et ce que sont les autres. C'est alors le psychologue qui parle, sans pour autant se complaire dans les habiles « démontages » de l'obscur mécanisme qu'on appelle la subconscience. Il se contente des instruments traditionnels, mais en les enrichissant du merveilleux apport de la poésie considérée comme élément de rapprochement des âmes par la grâce de la sensibilité et de l'intuition.

Parlant de Robbe-Grillet, un chroniqueur du « Monde », définissait l'« univers circulaire » de ces romans, qu'à moins d'être hanté, comme leur auteur, par le complexe du couloir sans issue, de l'impenétrable jeu de glaces, de l'inférieur labyrinthe, on ne peut goûter.

Avec Marcel Brion nous sommes loin d'un pareil monde et nous savons à quoi nous en tenir. Tout est clair, dans ses romans sans bavures. Il vient de rééditer « La Folie Céladon » (1). Cette œuvre date de 1930, et elle est bien de ces années de l'entre-deux-guerres : elle s'est un peu éloignée de nous. Elle est plus loin de nous que tant d'autres livres plus anciens, mais dont la construction et le style retrouvés se révèlent à nos yeux de tous les caractères d'une redécouverte. Pourtant, comme c'est admirablement écrit et construit, sans artifice, sans souci d'inventer une originalité n'ayant d'autre but que d'étonner ! C'est pourquoi nous avons aimé relire ce livre où Marcel Brion a mêlé le rêve au réel, le passé au présent.

Qu'est-ce donc, cette « Folie Céladon » ? Un pavillon baroque sur l'île d'un fleuve, n'importe où en Autriche. Quelques lignes dans un vieux guide avaient décidé l'auteur à s'y rendre. Il n'y trouva qu'un souvenir. Un jour, en effet, un jour d'évasion qui avait réuni dans l'île quelques ratés jouant les jeux du carnaval, le pavillon avait pris feu. Personne n'échappa à l'incendie, sauf ceux qui s'en étaient éloignés quelques heures avant la catastrophe : les serviteurs, une femme.

Marcel Brion revit, par les témoins, ces vies détruites ; il rejoint leurs plaisirs et leurs passions, leurs drames aussi, leurs conflits. Ces personnages, il les évoque avec le pouvoir du peintre, avec tout ce qu'ils sont, en eux-mêmes et au-delà d'eux-mêmes. Rêve et réalité, venons-nous d'écrire : ces hommes, ces femmes, eux aussi se partagent ces deux éléments. « Alors, on eût pu voir la mort, belle et douce dans la majesté de ses gestes guérisseurs et la noblesse de ses pas, une femme très grande, un peu lourde, avec sur son visage les restes d'une somptueuse beauté. » Une pareille description tient du pinceau : d'un pinceau de la Renaissance, avec
el Brion, où régnait, à Florence,

Adrien JANS.



des Arts

Tissage biblique

En 1961, une expédition archéologique, dirigée par le professeur Yadin, de l'Université hébraïque, découvrait, dans la région de la mer Morte, outre des squelettes, des vêtements, des bijoux, des poteries et des ustensiles ménagers.

Des examens spectro-photométriques et à l'infrarouge ont permis de préciser, par exemple, que les tissages observaient strictement la prescription biblique interdisant de mélanger la laine et le lin, mais elles avaient réussi à élaborer au moins 33 nuances, en partant du bleu, du jaune et du rouge.

MOTS CROISÉS LITTÉRAIRES

PROBLEME NUMERO 144

HORIZONTALEMENT

1. Poète français (1617-1661). — Initiales du poète, théoricien du vers libre.

PÉKIN POS

MON POINT DE VUE

par **HENRY BÉNAZET**

A REF ET LES KURDES

LA liquidation des communistes irakiens ne saurait constituer une fin en soi. C'est pourtant l'unique tâche à laquelle se voue le colonel Aref, depuis qu'il a saisi le pouvoir dans un bain de sang.

S'il entend durer, force lui sera bien de trouver autre chose. Mais quoi? Le nouveau maître de Bagdad a toujours les mains liées. Sur le plan interne, tout comme dans le domaine international.

Ses tendances personnelles l'inclinent, nul ne l'ignore, à une fusion, ou tout au moins à un rapprochement très étroit de l'Irak avec la R.A.U. Or plusieurs des partis qui sont censés l'épauler s'y opposent, et maints de ses ministres se montrent eux-mêmes à cet égard plus que réticents.

Peut-il, d'autre part, satisfaire l'opinion publique en nationalisant les pétroles? Pas davantage. Ce serait dresser contre lui les puissances occidentales, à commencer par l'Angleterre qui, si elle a reconnu son régime avec une précipitation d'ailleurs assez indécente, marquerait, devant une telle mesure, la même hâte à provoquer sa perte.

Condamné ainsi à l'inaction, Aref ne paraît guère pouvoir tenir longtemps. D'autant que les Kurdes s'endurcissent, eux, de plus en plus. Ils ont, hier, précisé leurs revendications. Et de telle sorte qu'aucun gouvernement irakien ne saurait y faire droit sans risquer d'être aussitôt balayé par l'indignation populaire.

QUE demandent, en effet, les insurgés? Selon les déclarations de Ismet Cherif Vanly, leur

porte-parole à Lausanne, ils formulent quatre prétentions: l'autonomie politique complète, la reconversion de leurs bandes en une armée régulière, l'évacuation du Kurdistan par les troupes irakiennes; enfin, le partage des redevances pétrolières. Les gaillards pensent à tout!

Ce ne sont point là de simples vœux pieux. Si, d'ici le 12 mars, le gouvernement de Bagdad ne donne pas son accord, les guerriers de Barzani, dénonçant l'armistice, retourneront au combat.

S'agit-il vraiment d'exigences définitives? Ou bien, les Kurdes se prêteront-ils à des concessions, sur le troisième et le quatrième point particulièrement?

S'ils s'obstinent, la rupture serait inévitable. La lutte acharnée reprendrait, comme le souhaite ardemment la « Pravda », qui, à longueur de colonnes, excitait hier les montagnards à l'intransigeance absolue. Et Aref, dont seule une entente avec Talabani, l'émissaire de Barzani, consoliderait la position fragile, se verrait acculé à une rapide chute.

Voilà pourquoi les dirigeants de Damas, Amman et Ryad, qui, au soir du tragique 8 février, tremblaient de peur, se rassérénent maintenant quelque peu. Et pourquoi, en revanche, Nasser, dépité de sentir ses ennemis renaitre à l'espérance, s'énerve. N'annonce-t-il pas, aux dernières nouvelles, qu'il vient, non sans imprudence d'exhorter Aref à céder?

LES REINES TRAGIQUES

d'après l'ouvrage de Juliette BENZONI

FRÉDÉGONDE contre BRUNEHAUT

LIV. RESUME. — Brunehaut, retournée en Austrasie, règne durant la minorité de son fils Childebart. Sa rivale, la reine de Neustrie Frédégonde, enragée de n'avoir pu mettre la main sur elle, fait exécuter tous ceux qui l'ont approchée.



COPYRIGHT OPERA MONDI - ED. DE TRÉVISE

La justice invoquée par Praetextat mourant n'allait pas tarder à frapper la reine de Neustrie. Coup sur coup, ses deux fils succombèrent à la petite vérole. Il ne demeura qu'un enfant âgé de quelques mois, une vie bien fragile : Clotaire. Alors, la fureur de Frédégonde se tourna vers Chilpéric lui-même. Elle haïssait maintenant son vieux complice qui n'était plus qu'un obstacle entre elle et le pouvoir absolu. On était alors au mois de septembre 584. Le roi chassait à Chelles. Au retour d'une battue de sanglier, il eut très soif et accepta une coupe de vin que lui offrait l'un de ses leudes nommé Landry. Ce Landry était, depuis peu, l'amant de Frédégonde. Le roi trépassa dans la nuit. Il y avait près de vingt ans que Frédégonde était entrée dans sa vie. Celle-ci se retrouvait seule maîtresse du royaume de Neustrie, avec un enfant âgé de quelques mois qui ne pouvait gêner en rien ses mouvements. Enfin, elle pouvait régner.



Le temps passa. Frédégonde l'employa à envoyer, à plusieurs reprises, des assassins gagés à la cour de Metz pour frapper sa rivale et le jeune roi Childebart. Mais toujours sans succès. Les sicaires étaient infailliblement reconnus, arrêtés et massacrés sans pitié. Bientôt, d'ailleurs, les soins de son royaume occupèrent suffisamment l'attention de Frédégonde. La ville de Paris, avant la rivalité des deux reines, aurait dû demeurer indivise entre les quatre royaumes francs que contenait l'ancien royaume de Clovis. Frédégonde aurait voulu garder Paris pour elle, mais la ville avait repris son statut initial, à la grande colère de la reine. Sa vie devint alors une lutte incessante contre les grands leudes perpétuellement dressés contre son autorité et sa folle cruauté. De plus, les armées de Brunehaut la harcelaient.

Les revendications des Kurdes d'Irak

Lausanne, 26 février. (A. F. P.)

M. Ismet Chériff Vanly, secrétaire du comité « pour la défense des droits du peuple kurde », a remis à la presse une déclaration dans laquelle, affirmant « exprimer les sentiments de millions de Kurdes », il déclare que « le comité s'opposera à tout règlement avec un gouvernement de Bagdad » qui ne reconnaîtrait pas les revendications suivantes :

1) Une véritable autonomie du Kurdistan irakien comportant des institutions politiques;

2) La reconversion de l'armée révolutionnaire en une force autonome kurde moderne et le retrait des troupes irakiennes du Kurdistan;

3) Le partage des revenus pétroliers.

« Si dans un délai de deux semaines, le gouvernement irakien ne reconnaissait pas officiellement et concrètement ces revendications, ajoute la déclaration, le comité prierait le général Barzani de créer un gouvernement kurde et d'ordonner à l'armée révolutionnaire de reprendre la lutte armée jusqu'à la complète libération du Kurdistan irakien ».

bin
27-2-63

Le menu du jour

Les moules tango sont cuites, écaillées et mise dans une sauce mayonnaise moutardée et tomatée. Les dresser dans des ravieres et saupoudrer d'œuf cuit dur, passé au tamis et mélangé de persil haché.

de Savoie

un résultat appréciable. La cuisson égrés, et dure trois quarts d'heure (plongeant la lame d'un petit couteau sec). Le moule dit à Savoie être bien beurré et saupoudré de farine du milieu. Battez dans une cuvette six jaunes d'œufs et un peu de sucre et battez jusqu'à ce que le mélange est soulevé, retombe en formant le bec bien ferme. Vous aurez mélangé 10 g de fécule, incorporez alors la farine et fécule et, ce premier mélange blanc et le reste de farine. Tout verser à la pâte la légèreté nécessaire et enfournez.

à chaleur modérée. Après cuisson, servir. On peut faire la même formule avec des pommes de terre. Il n'entre aucun

Gaston CLEMENT.

Iraq's new regime is in a conciliatory mood

By PETER MANSFIELD, Baghdad, Saturday

The new Iraqi regime has already begun tackling its most serious problem—the Kurdish demand for an autonomous State in North-Eastern Iraq. The Kurds have been persuaded to send representatives to Baghdad, where discussions will be resumed after the three-day Muslim Bairam holiday.

Early reports are encouraging, with everyone anxious to end two years of fighting between the Iraqi Army and Kurdish partisans. All prisoners held by both sides have been released.

On balance the Kurds hold the strongest cards, with their 46,000 armed men who have already proved more than a match for Iraqi regular troops and control most of North-Eastern Iraq, except garrison towns. It was they, more than any other single factor, who caused Kassem's downfall.

The morale of the Iraqi troops, who are thoroughly fed up with fighting the Kurds, reached its lowest point this winter. Skilful Kurdish psychological warfare directed especially at Iraqi private soldiers, with whom the Kurds always insisted they had no quarrel, caused frequent desertions.

The Iraqi Army has been somewhat strengthened by the reinstatement of several hundred Arab nationalist officers whom Kassem dismissed or imprisoned, but the last thing they want now is to leave Baghdad for the north.

The Kurdish weakness is that, having sensed a golden opportunity to demand autonomy, they can't say precisely what this means. It is known that they want to preserve their cultural identity and have Kurdish local officials. They also want a greater proportion of Iraq's £100 million annual oil revenues to be spent in the territory they inhabit, from which most of the oil comes.

Better off

The Government is prepared to go a long way to meet these demands, though some Baghdadis angrily demand why Iraqi Kurds should always ask for more, when they are demonstrably better off than the Kurds in neighbouring Iran and Turkey.

What the Government is not prepared to agree to is a separate police force, or still less an independent Kurdish army. If the Kurds ask for these the negotiations will undoubtedly break down.

Meanwhile the Communists will use whatever power they have left to prevent a settlement. Broadcasts from East Germany in

Persian and Kurdish urge the Kurds to rise against the "reactionary Fascist Government." But generally the chances of a compromise agreement seem good.

This applies also to relations with Kuwait. The Iraqis have already made several wise conciliatory gestures to improve the atmosphere, including the resumption of the Baghdad-Kuwait telegraphic, land and air communications and the abolition of visas. Before the border was closed in 1961 1,000 sheep were exported daily from South Iraq to Kuwait and this trade is now expected to be resumed, together with the winter flow of seasonal workers.

In Baghdad itself Ministers continue their relentless discretion about policy. The key Ministerial posts are held by the Arab Ba'ath Socialist Party, whose aims are almost impossible to describe in universal terms. Mystically Arab nationalist (as its name "Ba'ath," which means "renaissance" implies) it is Left-wing more in emotion than economics.

Not reformist

Typical is the party's leading intellectual, the Syrian Christian Michael Aflak, now in Baghdad heading a Syrian goodwill mission. While insisting that his party is revolutionary, not reformist, he calls Communists reactionaries with whom Ba'athists cannot co-exist in the Arab world. Economically the Ba'athists are pragmatic, not doctrinaire, and the first signs are that they will relax trade restrictions imposed by Kassem and encourage the private sector.

But although the Ba'athists monopolise the Government and are now busily filling key Civil Service posts with their supporters, behind them stands the National Revolutionary Council, with undefined powers. Its membership is kept strictly secret, but it includes representatives of other nationalist groups who will not willingly remain indefinitely excluded from power by the Ba'athists.

Already some signs of irritation with the Ba'athist tendency to claim all credit for defeating the Communists have appeared. The February 8 revolution was rationalistic and middle-class. It succeeded at the cost of the deaths of many hundreds and the imprisonment of several thousands.

Opposition has been crushed and the Communists perhaps permanently destroyed as an organised force in Iraq. But many poorer workers, especially among racial and religious minorities, are unhappy about events and the new Government badly needs to win them over.

In foreign policy, without saying anything the Government has begun to make its position clear. While unwilling to appear in any way subservient to President Nasser, it has taken the important step of sending a delegation to Cairo for the fifth anniversary of the Egyptian union with Syria.

velyn Irons

Broadway

me out in the
her musical
400,000 to
ought of
financ-
10 to
pose
t."

doll's house. A conspiracy of society, including everybody from advertisers of kitchen gadgets to women's college professors, has pushed women back into household duties which, following Parkinson's Law, "expand to fill the time available," and stunt women's growth as human beings.

"Sex," she adds, "is becoming a strangely joyless national compulsion. The frustrated sexual hunger of American women has increased. As American women returned their attention to the sex, explicit and aggressive, of sexual fulfilment, the interest (sic) of American men toward their hostility toward women also increased."

Senator Clifford
entative Florence
ntroduced into
to ensure that
as men
survey
merican
men

MONEY**How much should a moonman earn?**

Apprentice astronauts: first the moon, then the money

AS BUSINESS adviser to the 16 American astronauts, Harry Batten has more to worry about than the safe investment of their money: he controls part of the reputation of the United States. That at least is the way many of his countrymen see it. And this week they are ready to turn their displeasure on Batten's activities as he negotiates the biggest contract the spacemen have yet landed—a 3,200,000 dollar (£1,142,000) offer, from publisher Marshall Field, Jnr., for the stories of the first men to land on the moon.

Batten—he gives his services entirely free of charge and works, in his spare time, as an advertis-

ing executive in Philadelphia—is careful to emphasise that he will resist, if he accepts the offer, any investment that might be construed as trading on the astronauts' reputations.

"Investments," he said, "will be gilt-edged—nothing I wouldn't buy for my own children.

"My aims are to ensure, first, the quality of the stories given to the people; secondly, that the money is properly and safely invested; thirdly, to act as godfather to families in case anything should happen."

Batten's caution is understandable. For the shine on the original seven astronauts tarnished quickly after they

ploughed 500,000 dollars from "Life" magazine into a motel at Honkytonk Cocoa Beach, Cape Canaveral (they sold out after protests from the Administration), into an apartment house and a hotel in the Bahamas.

Criticism of the investment was so widespread that President Kennedy imposed specific restrictions on future contracts. No any new agreements must be approved by the National Aeronautics and Space Administration.

The Space Administration is watching developments carefully. "Certain investments would be opposed by us," a leading official said. "The question of astronaut money goes beyond the rulings of good taste—they would be unable to do things that ordinary citizens could do with perfect propriety."

Apart from the lump sum Field is also offering, through his Field Enterprises Educational Corporation, to insure each spaceman for 100,000 dollars (£35,714) and to guarantee him employment for life when grounded.

The fact that an educational foundation will benefit from the deal has done nothing to deter public criticism. For, again, "Life" magazine is involved—they would buy the first magazine rights from Field.

A patriotic point used by the critics has been the recent deaths of three Americans in the futile Vietnam war (bringing the total U.S. toll there to 58). They died, the argument goes, for their country for nothing; the astronauts, too, should risk themselves strictly for their salaries (about £3,750-£5,000) and glory.

AGRICULTURE**Goodbye to the plough**

CHEMICALS are now threatening man's oldest agricultural implement: the plough. In the latest issue of the scientific journal "Nature," three I.C.I. scientists report some experiments in which instead of ploughing land before sowing wheat, they sprayed it with a herbicide called Paraquat. The yields on the sprayed land were only fractionally lower than the yields from land ploughed up and sown in the normal way.

By killing all vegetation, Paraquat serves the most useful purpose of ploughing in that it leaves the crop free of competition from weeds. In the soil the chemical is quickly inactivated, so

the land can be sown only a few days after spraying.

Paraquat has about the same toxicity to mammals as many other weedkillers. But it is far less dangerous than many of the commonly-used insecticides.

As well as being quicker than ploughing, spraying does not disturb the soil. Contrary to popular belief, breaking up the soil is not always a good thing; the kind of soil structure that results from use of the land as pasture, is useful to preserve. Spraying, in fact, may make it possible to increase the number of years in a crop-rotation cycle during which cereals can be sown.

The three scientists concerned are Mr A. E. M. Hood, Mr H. R. Jameson and Mr M. R. Cotterell, of the I.C.I. Jealott's Hill Research Station. Mr Jameson said yesterday that their experiments were still at an early stage, but spraying as an alternative to ploughing might find very wide applications

PUBLISHING**The runner-up**

DESPITE the acclaim for All & Unwin's bravery in publishing the Indian erotic classic "Kama Sutra," the firm are first to distribute it here. The summer publisher Charles Scribner's Sons decided to chance it and import an English edition by an Indian firm.

The first copy of the book was impounded by the Customs at Skilton works. The firm is now on the Customs list. The Council of Publishing and Copyrights has relented and the book is now out of the Customs. The firm has rushed to publish it.

SELF-DESTRUCTION

Once again the temptation to blame PRESIDENT NASSER for everything that happens in the Arab world has to be resisted. He may have been implicated in past conspiracies against GENERAL KASSIM, and his propagandist machine has recently been stridently urging Iraqis towards tyrannicide, but the impetus for another *coup d'état* needed no outside encouragement. Present evidence for what happened yesterday points to a purely internal conspiracy, organized by senior officers in the army and air force. They had many grievances. The bulk of Iraq's armed forces have for more than a year been committed in a fruitless effort to put down the most serious Kurdish insurrection the country has ever known. Large parts of the northern provinces have passed out of the control of the central government. KASSIM always refused to admit the extent of the insurrection, preferring to blame the trouble on that "imperialism" which he so often claimed to have eradicated from Iraq. The army has been faced with a continuing war which brought it no honour, endangered the oilfields, and was a steady drain on the nation's resources. In addition the officer corps has lately undergone another of those purges which in the past four years robbed it of many competent commanders.

This is not to say that the officers concerned lack political convictions or that their *coup*, if successful, will not have a profound effect on Iraq's relations with other countries. The advocates of wider Arab unity were among the first to clash with KASSIM and to succumb to him. It would be fair to assume that they were among those active yesterday. But it is too early to say what form of Arab nationalism they profess. In 1958 supporters of the Baath (left-wing nationalist) Party and admirers of PRESIDENT NASSER could work together. Today the two groups, in spite of the common language they talk about socialism and unity, are divided. NASSER suppressed the Baath in Egypt; it has become one of his most determined opponents in Syria. All combinations are possible, but the Nasserist label will not necessarily fit the Baghdad of tomorrow.

Probably PRESIDENT NASSER is as well aware of this as anyone, and will move cautiously. He has suffered in the past from pushing his luck too hard. For the moment it must be satisfactory enough that one of his opponents has fallen. He can use this as fresh evidence that the current of events is moving his way. He will expect other Arab regimes ranged against him, in Saudi Arabia, Jordan, and Syria, to be suitably impressed.

Future developments will depend to a large extent on how well the *coup* has been planned. If it has organized civilian backing and a coherent programme it may be able to establish itself quickly. If it is simply a hurried attempt by exasperated officers to get rid of a man they consider a disaster the future is much more uncertain. There are many other forces that will have to be taken into account. The communists are well organized and will naturally exploit any opening.

For Iraq the four and a half years of KASSIM have been a tragedy. He has become almost a classic example of the self-destructiveness of revolution. The whirlwind that now strikes him was of his own sowing. The old regime was accused of isolating Iraq from the Arab world, of withholding freedom, and thwarting progress. Under KASSIM isolation grew to a pitch undreamed of, freedom was non-existent, and the economy of the country undermined. It would be easy, but premature, to say that any change must be a change for the better.

... was a little curious to know just who Resusci-Anne was. Up till now our winter lectures had dealt with such subjects as Road Safety, Breaking and Entering, Offences against Children, and so on. Resusci-Anne sounded something out of the ordinary. No one I asked in our local Specials seemed to have heard anything about the lady.

On Wednesday evening there was a good turn-out of specials; the blacksmith, the local schoolmaster, several farmers, and a gamekeeper had all arrived to keep their tryst with Resusci-Anne. All these gentlemen were elderly, most of them had passed their half-centuries, and some of us could put up the three-score mark.

PLEASANT RENDEZVOUS

The police lectures are always held in the village school. It is a pleasant enough rendezvous provided the pot-bellied coke stove has been properly attended to and stoked up by the lady caretaker. The seats are inclined to be a little low and hard for the entire comfort of elderly gents, but then these articles of furniture were designed for children under 12 whose structure is somewhat different from that of an aging male.

The stove had been well attended to and was glowing a healthy red. The neon strip lighting made few shadows. The walls of the schoolroom had been decorated with the paintings of some of the pupils. Most of these pictures had been painted in vivid colours with crude designs well in keeping with what appears to be the modern trend in art. A long table at one end of the room was covered with leaves, branches, seeds and berries. A notice, which read Nature Table, indicated the purpose of this assortment. In the middle of the room two benches had been arranged alongside one another.

Constable Brown, from police headquarters, had already arrived and was busy unpacking a large new imitation-leather suitcase. Next door, in the children's playroom, a teenagers' dance was about to commence and the tinkling sound of the upright piano could be heard through the thin walls, while it was possible to glance into the adjoining room through the top half of the door, which consisted of transparent glass.

HEAP OF CLOTHES

Constable Brown now brought out of his suitcase what appeared to be a bundle of old clothes. These he placed in a heap on the benches. He then proceeded to extract a pump and a jar of ointment from his case. He unfolded the bundle to disclose a life-size human head partly covered in blonde hair. A pair of ankles, ending in feet encased in white gym shoes, showed up at one end of the clothing, while two delicate pink hands, complete with polished finger

IN THE SALE ROOMS

£11,707 PAID FOR OLD PAINTINGS

FROM OUR SALE ROOM CORRESPONDENT

Paintings from the sixteenth to the end of the eighteenth century were sold at Christie's yesterday for £11,707.

Two small landscapes by F. C. Janne went for 550gns. (Terry-Engell), a still life of figs, a melon and insects by Barbic for 750gns. (Koetser) and a landscape by Grimaldi for 500gns. (B. Cohen). Pere gave 480gns. for a composition of Judith and Holofernes, by Artemisia Gentileschi and Poggi 1,100gns. for a still life of ham, fruit and glasses on a table attributed to Claes.

At Sotheby's furniture, carpets and a small collection of English pottery realized £11,601. Among the latter a Bristol doll shoe with high heel and red and blue buckles, the owner's initials I.W. and the date 1712 painted underneath the instep made £100 (Allbrook), and a small tortoise-shell-ware *jardinière* and stand by Wedgwood and Bentley £105 (Eccleston).

A Tabriz carpet—a flower filled medallion on a fawn field—13ft. 7in. by 10ft. 10in. was sold for £250 (M. Cohen), and an Agra carpet 13ft. 9in. by 12ft. 4in. and a matching rug—trellis pattern, urns of flowers and with water lilies in the border—for £280 (Treeves).

Patch gave £390 for an eighteenth-century inlaid library table in walnut and fruitwood from the Tyrol, Geneen the same sum for a pair of French tulipwood display cabinets, Jeremy £460 for a pair of brass inlaid rosewood folding card tables, and Taylor £240 for a mahogany serpentine fronted chest. A rosewood Regency drum top library table was bought by an anonymous purchaser for £380.

OXFORD MAY DEMAND MENTAL WELFARE

FROM OUR CORRESPONDENT

OXFORD, FEB. 8

Representations for the setting up of a student psychiatric service at Oxford on the lines of the one at Cambridge will be made by the Oxford University Student Council if the report of a special sub-committee on mental health is accepted when it comes before the com

Les Kurdes bénéficieront d'une décentralisation administrative

Concubet

13-3-62

DANS une conférence de presse tenue à Damas, M. Ali Salah Al Saadi, vice-président du Conseil irakien, a donné quelques précisions sur le régime dont Bagdad compte faire bénéficier les Kurdes.

« Les liens fraternels qui ont toujours uni les Arabes aux Kurdes en Irak, a dit le vice-président du Conseil irakien, ont permis au nouveau régime révolutionnaire de résoudre rapidement ce problème en décidant, comme cela a déjà été le cas dans tous les pays civilisés, de faire bénéficier les quatorze districts dont se compose la République irakienne, de la décentralisation administrative. Ceci permettra à nos frères kurdes comme à tous leurs compatriotes arabes, de gérer leurs propres affaires sans que cette mesure de décentralisation administrative ait la moindre incidence sur la gestion des affaires politiques, militaires et publiques, qui demeureront du ressort du pouvoir national central.

Nos frères kurdes ont répondu immédiatement à l'appel du nouveau régime sur la base de cette solution et ont déposé les armes.

Dans ses premières émissions du matin, la radio de Bagdad a diffusé un communiqué du Conseil national du commandement de la révolution annonçant la décision de ce Conseil « de reconnaître les droits nationaux du peuple kurde, sur les bases de la décen-

tralisation, d'inscrire cette décision dans les textes de la constitution provisoire et de la future constitution permanente lorsqu'elles seront promulguées ».

Le communiqué annonce également qu'une Commission spéciale va être formée pour « tracer les grandes lignes de la décentralisation ».

La proclamation de cette décision avait été précédée d'un exposé consacré essentiellement à la question des Kurdes, disant notamment : « les Arabes et les Kurdes sont des frères et cette fraternité n'a jamais été troublée que par l'impérialisme et ses agents. Le révolution du 14 juillet (1958)... avait consacré la fraternité arabo-kurde mais les divisions et le terrorisme sous le régime du tyran Kassem ont eu des répercussions aussi bien sur les Kurdes que sur les Arabes... La confiance a fait place à la méfiance... »

« La révolution du 14 ramadan, (8 février 1963) est venue pour rectifier la déviation. Rétablir la collaboration entre les Arabes, les Kurdes et les autres nationalités, et en faire la base de l'unité de l'Irak ».

Par ailleurs, « le gouvernement irakien a promulgué hier une loi accordant l'amnistie à tous ceux qui ont participé à la révolte kurde, de septembre 1961, à la fin du régime de Kassem », annonce l'agence d'informations du Moyen-Orient, citant radio Bagdad captée au Caire.

fage : Electricité : puissance 3.500 watts ; Gaz de ville, butane, propane, air propané, gaz de Lacq. Puissance électrique totale demandée : Chauffage au gaz : 3 à 7 ampères, selon voltage ; Chauffage à l'électricité : 7 à 35 ampères, selon voltage.

4. Durée du cycle de lavage. — 30 minutes à l'heure, suivant nature du linge, y compris le temps de chauffage.

5. Avantages. — Signalisation automatique des niveaux d'eau « lavage » et « rinçage » par cadran à lecture directe. Introduction automatique des produits de lavage. Niveaux d'eau proportionnels à la quantité du linge introduit. Fonctionne immédiatement sans installation. Chaque touche du clavier commande une opération déterminée et une seule : sécurité supplémentaire. Promotion réunit tous les perfectionnements de la technique « Surmelec ».

ouveauté du Salon ménagers 1963

DU SALON DES ARTS MENAGERS
Le Rêve » 6 feux, gaz, mixte ou élec-
fabrication suisse, un mariage heu-

595 PUYBELLE 595

MACHINE
lavée avec
VEDETTE
skip

SURMELEC S.A.

Le Mémorandum

Administration: 5, r. des Italiens, Paris-IX'. — Directeur: Hube

La situation au Moyen-Orient

TOUT LE KURDISTAN IRAKIEN serait aux mains des rebelles

Depuis plus d'un an les nationalistes kurdes d'Irak, sous la direction de M. Moustapha Barzani, ont pris les armes pour obtenir du gouvernement du général Kassem la reconnaissance de leur droit à l'autonomie, au sein de l'entité irakienne. Le témoignage d'un journaliste suisse, que l'on trouvera ci-dessous, est le premier d'un témoin oculaire sur l'état actuel de la rébellion.

Lausanne, 16 août (A.F.P.). — Un correspondant de la radio de Lausanne, M. Richard André, rentré à Beyrouth après un séjour de six semaines dans le Kurdistan irakien, a livré mercredi soir, sur les ondes, les conclusions de son enquête dans les termes suivants :

« Les défenses irakiennes, tout au long des frontières turques et iraniennes, se sont complètement effondrées. La police s'est jointe aux partisans, et dans les rares villages et petites villes où elle est encore en uniforme, elle collabore ouvertement avec les Kurdes. L'armée a laissé quelques garnisons symboliques qui sont pratiquement prisonnières des insurgés.

» Pour quitter leurs cantonnements, les officiers ont besoin d'un permis délivré par les partisans. Nous avons assisté à la défaite du cheikh Rachid (un chef féodal kurde hostile aux maquisards) qui a été refoulé à la frontière turco-irakienne. De ce fait, la colonne de l'armée à Rawandouz a eu ses flancs et ses arrières dégarnis.

» D'autre part, maintenant c'est le parti démocratique kurde qui organise le mouvement. Des étudiants, des avocats et les Kurdes des villes combattent côte à côte avec les montagnards. Les kurdes commencent à porter un uniforme kaki. D'anciens officiers de l'armée, d'origine kurde, organisent leurs communications radio et les services de l'arrière.

» D'ici le printemps prochain au plus tard, les partisans kurdes auront accompli la métamorphose de l'armée algérienne: la résistance empirique cédera la place à une armée nationale organisée.

Aucune aide étrangère

» J'ai eu le privilège d'observer la 4^e brigade irakienne manœuvrant lourdement dans la vallée de Ruwandouz depuis le poste de commandement du Mollah Moustapha Barzani, le chef de la rébellion. Ce qui sauve l'armée, c'est que les kurdes n'ont pas d'armes plus lourdes que des lance-mines de 50 millimètres. Les kurdes ne reçoivent aucune aide étrangère. Ils avaient commencé la révolte avec leurs armes propres, fusils français du siècle passé, vieux mauser allemands, armes de chasse.

» Ils ont maintenant les fusils de la police et beaucoup de pistolets-mitrailleurs et de fusils-mitrailleurs, et un bon nombre d'armes soviétiques qu'ils ont prises à l'armée irakienne. Grâce à leur

infanterie légère et mobile, conduite par des chefs adroits, ils coupent le ravitaillement de l'armée, inondent les vallées, bloquent les routes et affament les unités.

» S'ils réussissent à affamer les deux brigades de Ruwandouz, ils auront pour la première fois de l'artillerie et des lance-mines lourds.

» Les chefs kurdes eux-mêmes sont surpris de la rapidité de l'effondrement de l'autorité gouvernementale. A l'origine ils voulaient libérer leur territoire dans les montagnes et s'organiser pendant l'hiver. Maintenant certains optimistes parlent déjà d'une décision dans les deux prochains mois.

» Pourtant, les Kurdes sont encore loin de pouvoir pénétrer dans la plaine arabe, et l'on ne peut pas dire combien de temps le général Kassem pourra encore tenir à Bagdad. Mais l'on peut dire une chose, c'est que le gouvernement de Bagdad n'a plus rien à dire dans tout le Kurdistan. Cela, je viens de le voir pendant six semaines. »

Après un raid aérien meurtrier

REPRÉSENTATIONS TURQUES AUPRÈS DE BAGDAD

Ankara, 16 août (A.F.P.). — Les forces aériennes turques ont reçu l'ordre de patrouiller à la limite de la frontière irakienne à la suite du raid effectué mercredi matin par deux avions irakiens, lesquels ont pénétré de 50 kilomètres environ en territoire turc, dans la région d'Hakkary, et ont lâché des bombes qui ont tué deux gendarmes, et annoncé mercredi soir un communiqué de la défense nationale turque.

Un nouveau raid a été signalé dans la même région, mercredi après-midi. Deux avions irakiens ont lancé des bombes sur un village turc sans faire de victimes.

L'ambassadeur d'Irak a été convoqué cet après-midi au ministère turc des affaires étrangères. Des représentations lui ont été faites et des explications demandées.

[Le bombardement des villages kurdes d'Irak a fait des milliers de victimes et quelques cent mill sans-logis. Les « réfugiés », privés de ravitaillement par le blocus des autorités, se trouveraient dans une situation particulièrement dramatique.]

RÉACTIONS D.

EN U. R. S. S.

LA « PRAVDA » : et maintenant l'U.R.S.S. attend les Etats-Unis aux actes.

« Le 13 août, le président Kennedy a dû reconnaître personnellement que les Etats-Unis sont en retard sur l'U.R.S.S. quant à l'exploration du cosmos et a exprimé ses inquiétudes à ce sujet. Presque simultanément, il a adressé ses félicitations aux cosmonautes soviétiques pour l'exploit qu'ils étaient en train d'accomplir, tout comme l'un de ses précédents à la Maison Blanche avait, voici un quart de siècle, félicité les aviateurs soviétiques Tchkalov et Gromov, qui venaient de réussir la jonction U.R.S.S.-Etats-Unis par le pôle Nord », écrit dans la Pravda « l'observateur ».

« Certes, poursuit-il, ces paroles auraient eu un retentissement plus grand dans le cœur des hommes si elles étaient suivies d'actes de bonne volonté, tels que la conclusion d'un accord définitif sur le désarmement et l'inauguration — qui en serait la conséquence — d'une collaboration étroite entre les deux puissances pour l'exploration et l'assimilation de l'espace cosmique. »

LE PROFESSEUR SABARDINA : le premier homme sur une autre planète sera soviétique.

Le professeur Sabardina, spécialiste de la biologie de l'espace, a déclaré à Moscou : « Le premier homme qui s'envolera vers une autre planète sera un citoyen soviétique. Cela ne fait plus aucun doute. »

Le professeur Fedynski, spécialiste de géophysique, a affirmé de son côté que « les nouveaux renseignements obtenus, notamment sur les rayons cosmiques dans l'espace planétaire, auront une grande influence sur l'étude de la nature des éléments et sur l'explication de l'existence de l'« anti-matière » qui, d'après les savants, peut être décelée dans le cosmos ».

Le professeur Yakovin, membre de l'Académie des sciences d'Ukraine, a déclaré qu'il reste à résoudre le problème du « rendez-vous » dans l'espace, la jonction entre navires spatiaux. Il a qualifié la performance de Vostok-III et Vostok-IV de « bonne répétition avant l'envol pour les autres mondes de l'univers ».

LLES DE L'ÉTR

Danemark

Saisie de la station pirate Radio-Mercure

Copenhague, 16 août (Reuter, A.P.). — A l'aube des policiers armés sont montés à bord du *Lucky-Star*, petit bateau immatriculé au Liban, qui servait de station-radio pirate, et l'ont saisi. Il sera remorqué dans le port de Copenhague.

Le *Lucky-Star*, ancré dans les eaux internationales entre le Danemark et la Suède, diffusait depuis quatre ans à destination du Danemark, sous le nom de « Radio-Mercure », un programme de radio commercial. Le Danemark a interdit ses activités par une loi entrant en application à partir du 1^{er} août.

« Radio-Mercure » a alors suspendu ses activités, licencié ses employés et fermé son studio à Copenhague, mais lundi dernier la station avait recommencé à émettre et les journaux de Copenhague avaient annoncé qu'elle avait changé de propriétaires.

On ignore d'ailleurs leur identité. Des journalistes qui se sont endus à bord du *Lucky-Star*, furent reçus par des hommes masqués qui interdirent tout photographie.

Norvège

M. Couve de Murville est attendu le 23 août à Oslo

Oslo, 16 août (A.F.P.). — Le programme de la visite officielle effectuera la semaine prochaine en Norvège M. Couve de Murville a été publié à Oslo. Le ministre des affaires étrangères est attendu le jeudi 23 août à 14 heures (h. locale) à l'aérodrome Oslo Fornebu. Il sera reçu par

Etats-Unis

Un ancien secrétaire au Trésor convoqué devant une commission d'enquête.

Washington, 16 août (A.F.P.). — L'ancien secrétaire au Trésor du président Eisenhower, M. George M. Humphrey, a gagné 3 millions de dollars en huit ans sur les actions de compagnies vendant du nickel au gouvernement, a affirmé mercredi un commissaire aux comptes du gouvernement devant la commission d'enquête du Sénat sur les stocks stratégiques où il avait été appelé à témoigner.

M. Humphrey, industriel du Cleveland qui fut secrétaire au Trésor de 1953 à 1957, comparaitra jeudi devant la commission sur sa demande.

Le président Eisenhower a déclaré qu'il était prêt à « monter sur la Croix » si M. Humphrey avait jamais commis un acte malhonnête.

Un porte-parole de la M.A. Hanna, principale compagnie en cause, a démenti que celle-ci ait brûlé des dossiers au début de cette année à la suite de la décision du président Kennedy de demander une enquête sur les « bénéfices injustifiables » réalisés par certaines firmes en rapport avec le stockage de produits stratégiques par le gouvernement. Le président Kennedy avait alors déclaré que la valeur des stocks stratégiques, soit 7 700 millions de dollars, dépassait de 3 400 millions de dollars les besoins de la nation.

M. Humphrey, en devenant secrétaire au Trésor, avait démissionné de la présidence de la compagnie M.A. Hanna, mais il ne s'était pas défait de ses actions.

Nations unies

M. Roger Sardou

TANGER

LOS KURDOS GESTIONAN LA NEUTRALIDAD EGIPCIA EN SU PLEITO CON EL GOBIERNO IRAKI

Bagdad refuerza el Ejército con ayuda de los países occidentales

Tanger 30. (Crónica telefónica de nuestro corresponsal.) ¿Conseguirán los kurdos, aprovechando la tensión entre Bagdad y El Cairo, que Nasser se mantenga neutral en el conflicto entre el Gobierno irakí y Mulay Mustafá Barzani? Tal es, al parecer, la misión que ha llevado a El Cairo el portavoz de la rebelión kurda, el joven comandante Talabani. Cansados de esperar en Bagdad unas garantías que no les llegan, los kurdos terminan sus preparativos políticos para reanudar la lucha y establecen contacto con el Consejo Nacional de la Resistencia, instalado en Suiza. Pero conviene no descartar en estos días la posibilidad de un cambio radical de actitud de Bagdad. Si no cuenta con la ayuda militar de la R. A. U., que era uno de los motivos principales que incitaban al Gobierno baasista a pedir con urgencia la constitución del Estado Federal y la unión de las Fuerzas Armadas de los tres países, es probable que Bagdad se muestre ahora mucho más contemporizador con los kurdos.

Mientras tanto, refuerza su Ejército, y para ello pide ayuda militar de nuevo a los países occidentales. Las relaciones con Rusia no son muy cordiales y se comprende que el Gobierno irakí quiera evitar la dependencia técnica de Moscú, en que había colocado Kassem a las Fuerzas Armadas irakíes.

Bagdad apremia a Londres para que le entregue cazas Hunter, que sustituyan a los Migs rusos, destruidos en tierra durante la revolución de febrero último. Inglaterra ya se ha comprometido a enviar al Irak material acorazado de transporte y municiones para artillería mediana. Ha aceptado también instruir a cincuenta pilotos irakíes.

Esta nueva orientación dada al rearme de su Ejército por el Gobierno irakí es contraria a una siempre posible integración en las fuerzas de la R. A. U. alimentadas, principalmente, por material de origen soviético. Se ajusta a la nueva línea política que podría seguir Bagdad tras el abortado complot contra el régimen del Baas.

Por de pronto, el Irak ya ha retirado de Moscú el grupo de pilotos que recibían instrucción en las Academias soviéticas. Pero, por ahora, no podrá prescindir totalmente de la asistencia militar rusa. Sigue llegando algún material encargado desde hace mucho tiempo y habrán de permanecer todavía algunos de los instructores enviados por la Unión Soviética. Los países occidentales no parecen, de otra parte, resueltos a dar una ayuda militar cuantiosa hasta no ver en qué queda la actual crisis política entre Bagdad y El Cairo. No quieren correr el riesgo de que todo el material de guerra moderno fuese a parar, a fin de cuentas, al Ejército de la R. A. U. El problema de este Ejército no es, precisamente ahora, la falta de armamento moderno.—Claudio LAREDO.

CUATRO COMUNISTAS CONDENADOS EN IRAK

Bagdad 30. Un Tribunal militar ha condenado a un enfermero a diez años de trabajos forzados por actividades comunistas en el distrito de Ramadi, al este de Bagdad. El condenado, Aziz Mahdi, de sobrenombre "Azizol", fue declarado culpable de amenazas a personas no comunistas del distrito de su residencia.

El Tribunal también condenó a un ciudadano de Basrah y a un zapatero de Bagdad a diez y tres años de trabajos forzados, respectivamente, ambos por actividades co-

munistas. Un joven estudiante ha sido condenado a dos años de trabajos forzados bajo las mismas acusaciones.—Efe.

PRECAUCION EN EL YEMEN DURANTE LA AUSENCIA DE SALLAL

El Cairo 30. El presidente yemení Abdullah Al-Sallal ha decretado un estado de urgencia en el Yemen para "defender los frutos de la revolución y afianzar la seguridad de la nación", según informa la Agencia Oriente Medio en un despacho fechado en Sanaa. El estado de urgencia entrará en vigor el sábado, el mismo día en que Sallal inicia su visita oficial a Egipto, primer viaje que realiza fuera del Yemen desde que se hizo cargo del Poder.

En círculos informados se cree saber que el estado de urgencia es una medida de

precaución y durará las dos semanas de ausencia de Sallal.

CONDENADOS POR ESPIONAJE EN EGIPTO

Un estudiante de Ingeniería, Sarwat Mohamed, y un fotógrafo de televisión, Noman Selim, han sido condenados a tres años de trabajos forzados y al pago de 1.000 libras egipcias de multa por realizar actividades de espionaje a favor de Israel.

A primeros de mes, el Tribunal Supremo de Seguridad condenó a muerte al estudiante de Derecho, Samir Guirguis, bajo la misma acusación de espionaje.

MENSAJE DE KENNEDY A NASSER

Ayer fue entregado a Nasser un mensaje del presidente Kennedy, según informa el diario "Al Ahram". No se ha revelado el contenido del mensaje.—Efe.

UN EJECUTADO EN TUNEZ

Túnez 30. Ha sido fusilado Ali Hassan Ayadi, condenado a muerte por un Tribunal militar bajo la acusación de "haber minado la moral del Ejército y del pueblo, y ser cómplice en el asesinato de algunos oficiales y en el saqueo de los depósitos militares", según anuncia la Agencia Oriente Medio.—Efe.

UHU

EL frigorífico **5.349'.** (impuestos incluidos)
sin problemas



MIDAS: Altura 94 cm. Ancho 52 cm. Profund 57 cm.

nuevo modelo

ODAG PERFECT 70

se vende solamente en ESTABLECIMIENTOS CONCESIONARIOS ODAG

PARIS

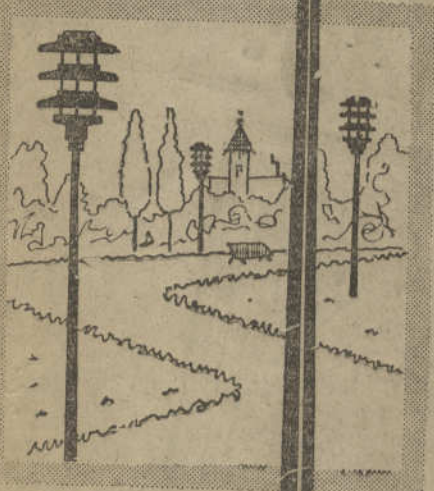
EL PROBLEMA DEL AGUA EN EL MUNDO

Acaba de clausurarse una reunión internacional de noventa expertos en Hidrología

París 30. (Crónica de nuestro corresponsal, recibida por "telex".) Han terminado ayer las reuniones que dieron comienzo el día 20, de noventa expertos en Hidrología científica, representantes de cuarenta y ocho países, reunidos por la U. N. E. S. C. O. para discutir y asentar las bases de un programa de cooperación internacional, a desarrollar para el decenio de 1965 a 1975. Hoy, "Le Figaro"

Entelex

alumbrado de JARDINES



solicite estudio, proyecto y presupuesto, sin compromiso alguno, a nuestras

OFICINAS TECNICAS DE ILUMINACION



Avda José Antonio, 31 Tel. 221 17 19

SECRETARIA INGLES-ESPAÑOL

con experiencia de oficina, necesita BANERA ROMAGOSA, S. A. c Juan, 31 - Tel. 225 22 51. (7.741.)

dedica a esos trabajos un artículo firmado por Pierre Devaux en el que llama la atención sobre los problemas, cada día más urgentes de resolver, que el agua—y sobre todo "la falta de agua"—plantea el articulista, que dice: "Uno de los temibles azotes que amenazan actualmente a la Humanidad, en vías de crecimiento rápido es la falta de agua. Ya las aglomeraciones "millenarias", las superpobladas, como Singapur y Hong-Kong, tienen que cortar el agua una parte del día. En muchos países las restricciones de agua para uso doméstico se agravan, con todas las consecuencias que pueden adivinarse para la higiene y la salud pública. La situación —añade el articulista—no es menos inquietante en la industria. Se sabe que la térmica tiende a volverse preponderante en la producción de energía, pero esa térmica, ignea o nuclear, consume enormes cantidades de agua para sus condensadores. En Bélgica, en Lorena, puede verse como la misma agua se utiliza indefinidamente mediante el empleo de evaporadores...", señala el autor del artículo. Con sólo estos datos serían ya más que suficientes para demostrar el gran interés de las reuniones celebradas estos días.

España no ha faltado al concierto de esos hombres de ciencia y nosotros hemos pedido información al ingeniero de Caminos, Canales y Puertos, don Rodolfo Urbistondo, secretario general del Centro de Estudios Hidrográficos del Ministerio de Obras Públicas y del Instituto de Hidrografía del Consejo Superior de Investigaciones Científicas.

"La Hidrología, como es sabido—nos ha dicho—, se ocupa de todos los problemas del agua, o relacionados con el agua. Abarca, por lo tanto, todo el ciclo del agua, desde que se precipita en forma de lluvia, o nieve, hasta que vuelve por evaporación a la atmósfera, incluyendo su recorrido por la tierra, sus efectos benéficos, o nocivos, su utilidad, su obtención, su calidad, su impurificación natural y humana, etc. El agua es fundamental para el desarrollo de la moderna civilización, y de toda civilización, que todos los países conscientes de su responsabilidad ante el porvenir sienten una honda preocupación por aprovechar del mejor modo posible y conservar sus propios recursos hidráulicos..."

"La reunión de expertos se ha esforzado por definirnos objetivos fundamentales del decenio hidrológico que puedan tener repercusión práctica inmediata en los países menos desarrollados. Y esos objetivos han sido: el establecimiento de redes básicas de observaciones hidrológicas, formación de especialistas en hidrología, formulación de balances de recursos hidráulicos nacionales, regionales y global, y establecimiento de cuencas experimentales de observación. Además, se han abordado y definido otros problemas de mayor envergadura científica que serán, probablemente, emprendidos por algunos grupos de países."

Por su parte, volviendo al artículo de "Le Figaro", M. Pierre Devaux señala: "Los especialistas han evocado, ante todo, la extrema gravedad del nuevo azote planetario, la penuria de agua, debido al crecimiento acelerado —cincuenta millones de seres cada año— de la población. ¿Cuál puede ser—pregunta—el remedio ante ese peligro general?"

Una conjugación fraternal y metódica de todos los esfuerzos científicos sociales y económicos, que el Congreso quiere ver realizados en un decenio hidrológico internacional que habrá de comenzar en 1965."

También hemos querido saber, por la vía directa de nuestro representante, don Rodolfo Urbistondo, la situación y preparación de España para estos trabajos que se avecinan, y la de orden que pudiéramos llamar interior. Y he aquí la respuesta:

"En España, la existencia del Instituto de Hidrología en el seno del Consejo Superior de Investigaciones Científicas, que agrupa a los distintos Centros estatales, paraestatales y privados, que de algún modo trabajan en el campo de la Hidrología, nos permite enfrentarnos fácilmente con nuestras responsabilidades en el decenio, ya que, gracias al Instituto, se ha iniciado,

hace años, una auténtica labor de cooperación en el campo de los estudios hidrológicos, que ha plasmado ya en importantes resultados."

En suma: del alcance de estas reuniones de expertos en Hidrología, que acaba de celebrarse en esta ciudad, se infiere, como también escribe Pierre Devaux, que "la batalla contra la sed del mundo está entablada".

En principio se ha aprobado la creación por la próxima sesión de la Conferencia general de la U. N. E. S. C. O., de un Consejo Internacional que comprenderá representantes de las Naciones Unidas, de la U. N. E. S. C. O. de la Organización Meteorológica Mundial, de la Organización Mundial de la Salud, de la Agencia Internacional de Energía Atómica y del Consejo Internacional de las Uniones Científicas (I. C. S. U.).—Miguel PEREZ FERRERO.



SUPER



La nevera metálica insuperable con categoría de refrigerador

Desde 3.850 Ptas.

SUPER práctica SUPER económica SUPER refrigerante

Distribuidores mayoristas:

Electrofil Villanueva, 27 Telfo 275 92 07 - 726 45 12 MADRID

«ORGANIZACION REGIONAL DE VENTAS»

Disponiendo de oficinas y local de más de 300 m2, con coches, personal, con dominio de inglés, francés y portugués, Inspectores de Ventas y colaboradores en toda Galicia aceptarían representaciones de empresas importantes. Dirigirse: Apartado 364 - La Coruña.